



Automne 2013

# NORDIQUES

N° 26

## Égalité et parité en Suède : des rêves évanouis ?

### L'égalité des chances comme projet de société

Nathalie Blanc-Noël

Cyril Coulet

Ulrika Jansson

David Persson

Khalid Khayati

### L'école et la langue, des outils d'égalité

Lise Froger-Olsson

Élise Devieille

Karin Ridell

### Le thème de l'égalité dans la littérature

Philippe Bouquet

Sylvain Briens

Ann-Sofie Persson

Bibliothèque de Caen - Association Norden

26 | 2013

# Égalité et parité en Suède : des rêves évanouis ?

Annelie Jarl Ireman (dir.)

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nordiques/7379>

DOI : 10.4000/11ya1

ISSN : 2777-8479

### Éditeur :

Association Norden, Bibliothèque de Caen la mer

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2013

ISBN : 978-2-9544654-2-5

ISSN : 1761-7677

### Référence électronique

Annelie Jarl Ireman (dir.), *Nordiques*, 26 | 2013, « Égalité et parité en Suède : des rêves évanouis ? » [En ligne], mis en ligne le 01 juillet 2024, consulté le 15 février 2025. URL : <https://journals.openedition.org/nordiques/7379> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11ya1>

---

## INTRODUCTION DE LA PUBLICATION

Longtemps érigée en modèle de l'égalité des chances et de la parité, la Suède est devenue en France l'incontournable référence des militants de cette cause. A l'heure des bilans, se font pourtant entendre des voix discordantes. Le « modèle suédois » a-t-il su épouser son temps ? A-t-il réussi à juguler de nouvelles inégalités ? Et est-il adapté aux réalités françaises ? C'est à ces questions et bien d'autres que, publiant les communications d'un colloque tenu à l'université de Caen en novembre 2012, ce numéro s'efforce de répondre.

# Nordiques

*Revue biannuelle*

## **Directeurs de publication :**

Éric EYDOUX, président de l'association Norden, maître de conférences honoraire, université de Caen Basse-Normandie.

Noëlla du PLESSIS, directrice de la bibliothèque de Caen.

## **Rédacteurs en chef :**

Nathalie BLANC-NOËL, maître de conférences HDR, université de Bordeaux IV, chercheur au Greccap-CMRP.

Annelie JARL IREMAN, maître de conférences, chercheur à l'ERLIS, université de Caen Basse-Normandie.

Vincent SIMOULIN, professeur, université de Toulouse II.

## **Comité de lecture :**

Sylvain BRIENS, professeur, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Bente CHRISTENSEN, maître de conférences honoraire, université d'Oslo ; Maurice CARREZ, professeur, université de Strasbourg ; William FOVET, maître de conférences, université de Lyon II ; Frédérique HARRY, maître de conférences, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Karl GADELII, professeur, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Steinunn LE BRETON, maître de conférences honoraire, université de Caen Basse-Normandie ; Rea PELTOLA, maître de conférences, université de Caen Basse-Normandie ; Ann-Sofie PERSSON, maître de conférences, université de Linköping ; Christophe PREMAT, docteur, attaché de coopération éducative et linguistique auprès de l'Institut français de Suède

## **Comité scientifique :**

Marc AUCHET (président du comité scientifique), professeur émérite, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Jean-François BATTAIL, professeur émérite, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Régis BOYER, professeur émérite, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Jean-Pascal DALOZ, directeur de recherche au CNRS (UMR SAGE – université de Strasbourg) ; Guy de FARAMOND, ancien correspondant du *Monde* à Stockholm ; Sandra KALNIETE, ancienne ministre et commissaire européenne ; Yves LACOSTE, directeur de la revue *Hérodote* ; Jonas LÖFSTRÖM, chercheur à LIDILE (EA 3874), université Rennes 2 ; Jean-Marie MAILLEFER, professeur émérite, université Paris-Sorbonne (Paris IV) ; Jacques MER, ancien ambassadeur de France en Islande ; Thomas MOHNIKE, maître de conférences, université de Strasbourg ; Hanna OJANEN, directeur du programme de recherches sur l'Union européenne, Institut finlandais des affaires internationales (Finlande) ; Jean RENAUD, professeur émérite, université de Caen Basse-Normandie ; Torfi TULINIUS, professeur, université de Reykjavík (Islande) ; Uffe ØSTERGAARD, professeur, Copenhagen Business School (Danemark) ; Øyvind ØSTERUD, professeur, université d'Oslo (Norvège)

# *Nordiques*

Revue fondée en 2003 par Nathalie Blanc-Noël, maître de conférences à l'université de Bordeaux IV, et Marc Auchet, professeur émérite à l'université de Paris IV, avec le soutien institutionnel de l'Institut Choiseul pour la politique internationale et la géoéconomie dirigé par Pascal Lorot. Depuis l'automne 2012, la direction en est conjointement assurée par la bibliothèque de Caen et l'association Norden (voir p. 147), aucun changement n'ayant été apporté aux équipes rédactionnelle, éditoriale et scientifique.

Revue à comité de lecture

Adresse de la rédaction

**Revue *Nordiques***  
Bibliothèque de Caen  
Place Louis-Guillouard  
14053 Caen cedex  
Téléphone : 02 31 30 46 99  
Courriel : [nordiques@agglo-caen.fr](mailto:nordiques@agglo-caen.fr)  
Site : [revue-nordiques.com](http://revue-nordiques.com)

Sur les conditions de vente et d'abonnement, voir p. 181-182.

---

## SOMMAIRE

---

ÉDITORIAL .....	p. 5
<b>DOSSIER : ÉGALITÉ ET PARITÉ EN SUÈDE : DES RÊVES ÉVANOUIS ?</b>	
<i>Nathalie Blanc-Noël</i>	
Démocratie et égalité en Suède. Culture politique et pratiques sociales.....	p. 11
<i>Cyril Coulet</i>	
La trajectoire des inégalités : la France et la Suède en miroir .....	p. 29
<i>Ulrika Jansson</i>	
Égalité à la suédoise dans une économie néolibérale.....	p. 51
<i>David Persson</i>	
Mythe et mémoire du <i>folkhem</i> . La mise en œuvre d'une utopie égalitaire, son déclin et sa renaissance.....	p. 67
<i>Khalid Khayati</i>	
Beyond the Swedish <i>Folkhem</i> - the position of immigrant and refugee groups in Sweden .....	p. 83
<i>Lise Froger-Olsson</i>	
L'école comme moyen de favoriser l'ascension sociale. L'évolution en Suède depuis le XIX <sup>e</sup> siècle .....	p. 97
<i>Élise Devieilhe</i>	
L'apprentissage de l'égalité, partie intégrante de l'éducation à la sexualité suédoise .....	p. 111
<i>Karin Ridell</i>	
<i>Hen</i> – un nouveau pronom personnel suédois. Planification linguistique et controverses.....	p. 123
<i>Philippe Bouquet</i>	
Le roman prolétarien suédois, image (possible) d'un monde de justice .....	p. 139
<i>Sylvain Briens</i>	
Valeurs démocratiques et littérature. Le roman policier suédois : une nouvelle <i>littérature de mobilisation</i> ?.....	p. 147
<i>Ann-Sofie Persson</i>	
Représentations littéraires de l'égalité en Suède : <i>Le Pacte boréal</i> d'Anna Jansson et <i>Hiver</i> de Mons Kallentoft .....	p. 161
LECTURES .....	p. 177



---

## ÉDITORIAL

---

*Nathalie Blanc-Noël, Annelie Jarl Ireman, Vincent Simoulin\**

La Suède a été érigée en modèle de l'égalité des chances et de la parité. Sous l'influence de la social-démocratie, l'égalité a en effet été l'une de ses grandes orientations politiques au XX<sup>e</sup> siècle, et ce pays peut être considéré comme l'un des plus égalitaires au monde. Depuis la fin du XX<sup>e</sup> et le début du XXI<sup>e</sup> siècle, des inégalités sont pourtant réapparues, suscitant des interrogations sur la pérennité d'un modèle axé jusqu'alors sur l'égalité des chances. Les Suédois sont égaux en droit, qu'ils soient hommes ou femmes, autochtones ou allochtones, issus ou non de l'immigration, handicapés ou valides. Pour concrétiser cette égalité, la Suède a pris un certain nombre de mesures, telle la création d'un poste d'*ombudsman* contre les discriminations, un médiateur étatique indépendant ayant pour mission de lutter contre les inégalités des droits et des chances, ou encore, comme en 2008, la promulgation d'un texte de loi définissant dans divers domaines (parité, origine, handicaps, orientation sexuelle...) les interdictions et obligations en matière d'égalité.

Au cours des dernières décennies, la société suédoise a cependant subi de grands changements. Le célèbre « foyer pour tous » social-démocrate semble avoir cessé d'exister. Pour ce qui est des égalités des sexes, un grand nombre de chercheurs suédois se consacrant à l'étude sur le genre dans différents domaines démontrent que le pays présente encore beaucoup d'inégalités de ce point de vue. Assurément, c'est une politique ambitieuse, mais quels résultats a-t-elle donnés ? L'égalité des chances pour tous les citoyens sans considération de sexe, de classe sociale ou d'ethnie existe-t-elle aujourd'hui en Suède ? Quelles avancées relève-t-on ? Les politiques publiques sont-elles efficaces dans la mise en œuvre de l'égalité ? Que reste-t-il à faire pour que l'égalité et la parité deviennent effectives ?

Ce dossier, qui fera écho aux problématiques françaises, propose d'en dresser un bilan dans une perspective pluridisciplinaire. Les articles sont issus des communications d'un colloque international, tenu en novembre 2012, qu'ont organisé Annelie Jarl Ireman et Gunn-Inger Sture, du département d'études nordiques, ainsi que le groupe de recherche ERLIS (Équipe de recherche sur les littératures, les imaginaires et les sociétés, EA 4254) de l'université de Caen

---

\* Rédacteurs en chef de *Nordiques*



Basse-Normandie, en partenariat avec le festival Les Boréales de Normandie. Au demeurant, le présent numéro n'aurait pu paraître sans le généreux soutien d'ERLIS que nous tenons ici à remercier très chaleureusement.

Les premiers articles de ce dossier traiteront de l'égalité vue sous l'angle d'un projet sociétal dont l'objectif affiché est de garantir à tous les citoyens la possibilité de vivre décemment et de progresser. Nathalie Blanc-Noël analyse tout d'abord la spécificité de la démocratie suédoise et son rôle de modèle, constatant que ce pays se distingue des autres par la méthode qu'elle a choisie pour parvenir à l'égalité. Elle s'interroge ensuite sur l'égalitarisme suédois qui, confronté à l'évolution de la société et à la mondialisation, fait à nouveau débat. L'immigration constitue en effet un défi nouveau auquel la Suède cherche des réponses. Pour sa part, s'intéressant aux inégalités économiques, Cyril Coulet propose une étude comparative entre la Suède et la France. Il étudie notamment ces instruments de la politique économique que sont la politique de l'emploi, la politique budgétaire et la politique fiscale. Ulrika Jansson, quant à elle, démontre que la Suède, tout en étant l'un des pays les plus avancés en matière de parité, n'est toujours pas en mesure de garantir aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes dans la vie professionnelle. Car elles sont sous-représentées dans la vie économique, alors même qu'elles sont essentielles au développement de l'esprit d'entreprise. Selon l'auteur, ce n'est pourtant pas la politique de l'égalité, mais le marché qui pourrait favoriser l'esprit d'entreprise chez les femmes. Or, la Suède a beau être à l'avant-garde de la lutte pour la parité, elle a encore des progrès à faire dans ce domaine.

Étudiant cette notion de *folkhem* si bien ancrée dans la société suédoise, les deux auteurs suivants en soulignent l'échec. David Persson montre comment ce rêve d'égalité prend forme au XX<sup>e</sup> siècle avant de perdre de son aura. Néanmoins, il constate que, servant de référence à la vision utopique d'une société nouvelle en construction, le *folkhem* vit actuellement une deuxième vie. Quant à Khalid Khayati, dévoilant les réalités moins glorieuses qui se dissimulent derrière l'idée d'un foyer pour tous, il dénonce l'échec de la politique d'immigration. Selon l'auteur, qui analyse la situation de groupes d'immigrés et de réfugiés politiques en Suède, les pratiques discriminatoires dont souffrent aujourd'hui beaucoup d'immigrés ont un lien direct avec ce projet historique qu'est le *folkhem*. Et ce, alors même qu'il s'agit fondamentalement de créer des conditions égales pour tous les habitants. L'image positive d'immigrés bénéficiant d'un statut égalitaire dans la société multiculturelle est fortement exagérée. La généreuse politique d'immigration de ces dernières décennies a radicalement transformé la démographie et ainsi accentué les différences entre les groupes. Le racisme n'est pourtant pas un phénomène nouveau, ce que Khayati démontre en donnant l'exemple de l'Institut biologique des races créé en 1924. Se fondant sur l'homogénéité de la population, le projet

du *folkhem* a ouvert la porte à l'exclusion des groupes ethniquement différents et à la séparation entre « nous » et « eux ». Au final, peut-être, le « foyer pour tous » n'a-t-il jamais été pour tous.

C'est le rôle de l'école dans ce projet d'égalité et de parité que les articles suivants mettent en valeur. Lise Froger-Olsson, retraçant l'évolution de l'école suédoise, montre qu'elle permet à chacun de grimper efficacement dans l'échelle sociale. Que ce soit grâce à la *folkhögskola* ou au *Komvux*, l'école continue aujourd'hui de favoriser l'épanouissement individuel des adultes tout en les aidant à s'insérer dans la société et le marché du travail. Élise Devieille, quant à elle, traite de l'éducation à la sexualité pour en aborder les différences d'approche entre la France et la Suède. Elle constate, par exemple, qu'on a tendance en France à considérer les hommes et les femmes différents par nature tout en étant complémentaires et égaux. En mettant ainsi l'accent sur les différences, on tend à renforcer la norme et les stéréotypes. En revanche, la Suède lutte plus activement contre ces stéréotypes sexistes et leur reproduction. Alors qu'en France le principal objectif de l'éducation à la sexualité est de combattre les violences sexistes et homophobes, on vise en Suède à en traiter les causes. Si ce dernier pays est si souvent et si favorablement cité dans les classements internationaux sur la parité, les droits des homosexuels et la lutte contre les discriminations sexistes ou homophobes, c'est selon l'auteur, en raison de sa tradition d'éducation à la sexualité et, partant, de son éducation à l'égalité. On doit ensuite à Karin Ridell de montrer que la langue peut aussi être un outil d'égalité. Elle traite ainsi du pronom « *hen* » qui permet de faire référence à une personne sans préciser son sexe. Analysant le débat provoqué par ce mot nouveau, l'auteur se demande dans quelle mesure une modification linguistique peut changer la société et notre manière de penser.

La dernière partie de ce dossier traitera de l'égalité dans la littérature, un motif cher aux écrivains suédois. Effectuant un retour en arrière, Philippe Bouquet montre l'importance et la richesse de la littérature prolétarienne qui n'est pas vraiment une école littéraire, mais une tendance dont les héritiers suédois sont encore nombreux. Les auteurs prolétariens, tels Wilhelm Moberg, Josef Kjellgren, Ivar Lo-Johansson et Harry Martinson ne se sont pas contentés de décrire les progrès sociaux, ils ont aussi puissamment contribué au bond en avant réalisé par la Suède en un demi-siècle. Liée aux avancées sociales, cette littérature a donc été prise au sérieux dans le monde politique. Et l'auteur d'affirmer que si elle est moins lue aujourd'hui, elle n'en reste pas moins d'actualité puisqu'elle parle de la vie et du mieux-vivre en communauté. De son côté, Sylvain Briens montre que le roman policier suédois est la plus marquante illustration de la fonction dénonciatrice de la fiction. À ses yeux, ce genre littéraire se distingue par sa puissance critique et constitue une nouvelle littérature de mobilisation dont

les thèmes récurrents sont les dysfonctionnements de la justice, les travers de la social-démocratie, les tensions liées à l'immigration, la xénophobie ou encore la montée de l'extrême droite. Pour terminer, Ann-Sofie Persson analyse l'égalité sexuelle à travers deux romans policiers suédois, *Le Pacte boréal* d'Anna Jansson et *Hiver* de Mons Kallentoft. Ce faisant, elle établit que c'est non seulement le sexe, mais aussi la classe sociale et l'ethnicité qui continuent d'influencer la manière dont les individus sont traités. Par ailleurs, elle souligne que la traduction peut avoir pour effet de gommer la critique sur l'égalité suédoise d'aujourd'hui. La littérature, agissant comme miroir de la société, peut ainsi nous renseigner sur l'état de l'égalité en Suède.

Ainsi, ce numéro de *Nordiques* donne à voir une Suède fort différente des clichés journalistiques qui tendent, trop souvent, à en faire une référence absolue en matière d'égalité. Il se dégage de ce dossier une vision réaliste et nuancée de la question de l'égalité dans des domaines aussi variés que la politique, l'économie, la sociologie et la littérature.

DOSSIER

---

Égalité et parité en Suède :  
des rêves évanouis ?

---

*coordonné par Annelie Jarl Ireman*



---

# Démocratie et égalité en Suède.

## Culture politique et pratiques sociales

---

Nathalie Blanc-Noël\*

### RÉSUMÉ

*La démocratie suédoise arrive en tête de nombreux classements internationaux. Si elle fascine des chercheurs en science politique dans le monde entier, c'est parce qu'elle semble avoir résolu un dilemme fondamental en politique : le choix entre liberté et égalité, sans les inconvénients des régimes qui ont mis l'accent sur l'égalité, mais ont sacrifié la liberté, ou des régimes qui ont favorisé la liberté, mais n'ont pas réussi à réaliser l'égalité des citoyens... Le « pluralisme égalitaire » pratiqué en Suède est ancré dans une culture politique spécifique. Cette culture repose sur la notion de souveraineté populaire et puise ses racines dans l'ancienne société paysanne. Les valeurs luthériennes et l'absence de féodalisme ont favorisé la recherche de l'égalité et la mise en place d'un État fort. Au XX<sup>e</sup> siècle, les sociaux-démocrates ont repris les valeurs traditionnelles et les ont prolongées dans le « modèle suédois », qui à la fois met en œuvre des politiques sociales égalitaristes et favorise une plus grande autonomie de l'individu. Mais aujourd'hui, le modèle évolue, confronté à la mondialisation et à la crise économique, et la redéfinition de l'égalité est en débat.*

### ABSTRACT

*Swedish democracy ranks very high in international democracy indexes. It fascinates political scientists from all over the world, because it seems to have resolved a fundamental political dilemma: the choice between equality and liberty, without the historical inconvenient of regimes which favoured too much equality - but killed liberty, or regimes which favoured liberty - but failed to make citizens equal... The «egalitarian pluralism» practiced in Swedish political system is rooted in a specific political culture. This culture has opted for popular sovereignty and comes from the ancient peasant society. Lutheran values and the absence of feudalism paved the way to the search for equality and the edification of a strong State. In the 20<sup>th</sup> century, the Social-democrats endorsed the traditional Swedish values and prolonged them in the so-called Swedish model, with social policies allowing more equality along with more individual autonomy. Nowadays, the model is evolving, coping with globalization and economic crisis, and the definition of equality is under discussion.*

---

\* Nathalie Blanc-Noël est chercheur au Greccap-CMRP et maître de conférences HDR à l'université de Bordeaux IV.

Si le modèle suédois a fasciné de nombreux intellectuels de la planète depuis près d'un siècle<sup>1</sup>, c'est parce que la Suède, ainsi que les autres pays nordiques, ont apporté des solutions originales et efficaces dans d'innombrables domaines de l'organisation sociale. En matière politique, champ que nous explorerons ici, le modèle suédois constitue un modèle de démocratie particulièrement accomplie, ce dont attestent régulièrement divers classements internationaux où la Suède figure invariablement dans le peloton de tête avec les autres pays nordiques.

Parmi les raisons de l'intérêt que les politistes portent à la Suède, il en est une qui nous semble décisive : la démocratie suédoise suscite un espoir, celui de réaliser ce qui, en politique, fait figure de quadrature du cercle depuis l'Antiquité – elle semble avoir réalisé l'introuvable compromis entre égalité et liberté. La démocratie suédoise serait un modèle plus accompli que les démocraties libérales, où les libertés sont garanties, mais où l'égalité reste imparfaite. En même temps, elle serait un modèle égalitariste dépourvu des travers des systèmes marxistes, qui n'ont pas réalisé l'égalité promise et ont de plus totalement sacrifié les libertés. Autrement dit, l'égalité des citoyens y serait réalisée au mieux, cela sans sacrifier leur liberté individuelle.

Mais une telle présentation est insatisfaisante : classer la Suède quelque part entre libéralisme et totalitarisme à l'aune de deux critères, l'égalité et la liberté, est une opération chirurgicale dont la froideur n'a aucun intérêt explicatif ; cette démarche laisse le mystère entier, et le modèle suédois toujours copié, jamais égalé. Nous tenterons ici de percer une partie du mystère de la démocratie suédoise en nous interrogeant particulièrement sur l'égalitarisme. Cette question a rarement fait l'objet d'une réflexion spécifique, si ce n'est par la négative, lorsque, dans les années 1970, des voix s'élevaient pour dénoncer les excès d'un modèle que l'on jugeait liberticide... On se souvient, par exemple, de la charge menée par le Britannique Roland Huntford, qui voyait en la Suède un « nouveau totalitarisme »<sup>2</sup>...

Nous partions ici de l'idée que la démocratie repose sur des institutions, mais qu'elles ne suffisent en rien pour faire une démocratie accomplie : les tentatives d'exportation de la démocratie dans les États décolonisés ou dans les pays de l'Est l'ont abondamment démontré. La démocratie est aussi et avant tout une culture politique, assortie d'une pratique sociale. Comme l'écrivait Giovanni Sartori, « la démocratie est davantage qu'une machinerie politique ; c'est aussi une façon de vivre, une "démocratie sociale". En particulier dans ces démocraties qui ont été très loin dans la maximisation de l'égalité – l'égalité des statuts, des

1 Le thème fit son apparition dans les années 1920.

2 Roland Huntford, *The New Totalitarians*, Londres, Allen Lane, 1971 ; Johann Aucante, « L'antimodèle : les racines de la critique de la social-démocratie en Suède après 1945 », *Nordiques*, n° 25, 2013.

chances, et des points de départ »<sup>3</sup>. À partir de là, nous montrerons en quoi consiste concrètement l'égalitarisme dans la pratique du régime politique suédois, et nous nous interrogerons sur ses origines, tout en relevant un certain nombre de stéréotypes que de nombreux travaux récents permettent désormais de corriger.

## UN ÉGALITARISME CONCRET

Il faut commencer par un constat : l'égalitarisme suédois n'est pas une légende. L'histoire de la Suède est bien celle d'un pays qui s'est fixé pour projet de vaincre la pauvreté qui l'habitait au XIX<sup>e</sup> siècle pour bâtir une nation moderne, d'où seraient éradiquées les inégalités. Ce qui est remarquable dans le cas suédois, ce n'est pas tant la recherche de l'égalité, mais la méthode choisie pour parvenir à cet objectif, qui a été pris comme un objectif concret et non comme un simple idéal philosophique. La méthode suédoise est faite de volontarisme et de pragmatisme. Elle est très différente de celle utilisée par les révolutionnaires américains ou français, proclamèrent de grandes déclarations des droits de l'homme dont les citoyens pourraient ensuite se prévaloir devant les tribunaux. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les constitutions suédoises ont été très laconiques en matière de proclamation des droits – à l'exception de la loi constitutionnelle sur la liberté de la presse de 1776, qui fut la première au monde en la matière. Il fallut attendre la réforme constitutionnelle de 1974 pour qu'un chapitre détaillé sur les droits de l'homme soit inséré dans la Constitution, ultérieurement complétée pour aboutir au texte actuel, très complet en la matière. Car en Suède, ce n'est pas tant la lettre du droit qui compte que la pratique sociale, autrement dit le règlement volontariste et pragmatique des problèmes. Comme l'a montré Olof Petersson, la conception suédoise des droits de l'homme est plutôt « a-constitutionnelle » : « les droits des citoyens ont été considérés comme des droits sociaux accordés par l'État providence, plutôt que comme des droits humains inaliénables qui seraient mentionnés dans une constitution abstraite ou accordés par un droit naturel »<sup>4</sup>. Bien qu'elle présente des limites – dans un tel système, le respect des droits ne repose au fond que sur un consensus, ou plus précisément sur la volonté de la majorité politique en place –, la méthode suédoise du pragmatisme se distingua par son succès : aujourd'hui, même après deux décennies de réformes et de cures d'austérité, le pays tient son rang dans les classements internationaux. En 2012, la Suède était 2<sup>e</sup> au classement des démocraties derrière la Norvège et devant

---

3 Giovanni Sartori, « Democracy », in *International Encyclopedia of the Social Sciences*, D. L. Shills (éd.), New York, MacMillan, 1968, vol. 4, p. 112-121.

4 Olof Petersson, « The Swedish 1809 Constitution », [[http://www.olofpetersson.se/\\_arkiv/skrifter/rf1809.pdf](http://www.olofpetersson.se/_arkiv/skrifter/rf1809.pdf)]. (consulté le 7 mars 2013).



l'Islande et le Danemark<sup>5</sup>. La Suède était également classée 4<sup>e</sup> dans l'indice mondial de perception de la corruption en 2012<sup>6</sup> ; dans le classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse, elle était 10<sup>e</sup> en 2013<sup>7</sup>. De plus, le pays était 4<sup>e</sup> en 2012 dans l'indice mondial sur les disparités entre les sexes, qui mesure l'égalité des genres dans les domaines économique, politique, de l'éducation et de la santé (la France était 57<sup>e</sup>)<sup>8</sup>. La Suède est aussi un des pays au monde où les femmes sont le mieux représentées en politique : il y avait 45 % de femmes élues au Riksdag après les élections de 2010<sup>9</sup>, et le gouvernement y est paritaire depuis 1994<sup>10</sup>. L'observateur étranger sera par ailleurs surpris de remarquer que les jeunes y sont comparativement mieux représentés que dans bien des pays, ainsi que les citoyens d'origine étrangère (même si les chiffres restent très faibles). Le plus jeune parlementaire, Anton Amadé Abele, était âgé de 18 ans lors de son entrée au Parlement en 2010. Une statistique établie par le Riksdag en 2000<sup>11</sup> montrait que, sur les 249 parlementaires, 13 avaient entre 18 et 29 ans (soit 3,7 %). Ce chiffre est toutefois redescendu à 0,5 % en 2006, mais l'histoire montre que le fait d'avoir de très jeunes députés n'est pas chose impensable en Suède. En 2007, l'âge moyen des parlementaires suédois était de 47,6 ans. Par comparaison, l'âge moyen des députés français était la même année de 57,5 ans, sans aucun député de moins de 30 ans<sup>12</sup>.

Pour compléter cette évocation rapide, on peut rappeler, en s'écartant du champ politique qui est le nôtre, que le (légendaire) modèle suédois assure une correction des inégalités ainsi qu'une redistribution des richesses par un système social d'État providence très avancé, mais aussi par la fiscalité et le nivellement des salaires. En dépit des coupes budgétaires des deux dernières décennies, l'égalitarisme suédois se porte toujours comparativement bien, même si l'on enregistre de nos jours un certain effritement de ses performances.

5 En 2011, la Suède était 4<sup>e</sup> (classée dans la catégorie « démocraties véritables ») et la France 29<sup>e</sup>, classée dans la catégorie des « démocraties imparfaites ». Les critères permettant d'établir ce classement sont au nombre de cinq : élections et pluralisme, libertés publiques, fonctionnement du gouvernement, participation politique, culture politique, [[https://www.eiu.com/public/topical\\_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2011](https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2011)] (consulté le 4 novembre 2013) et [<http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/>] (consulté le 8 mars 2012).

6 [<http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/>] (consulté le 8 mars 2012).

7 La France était 37<sup>e</sup>, [<http://fr.rsf.org/press-freedom-index-2013,1054.html>] (consulté le 4 novembre 2013).

8 Rapport établi par le Forum économique mondial, [[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2012.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2012.pdf)] (consulté le 4 novembre 2013).

9 En France, il y avait 19 % de députées en 2009, et 27 % en 2012.

10 En France, le premier gouvernement paritaire de l'histoire a été mis en place en... 2012. Quant aux ministères et aux services publics dédiés à l'égalité et aux droits des femmes, ils existent en Suède depuis plusieurs décennies, tandis qu'en France, ils sont réapparus en 2012 après deux décennies d'interruption.

11 *Youth Today*, Sveriges Riksdag, 2009, [www.ungdomstyrelsen.se](http://www.ungdomstyrelsen.se).

12 En 2012, après les élections législatives, l'âge moyen des députés français est descendu à 54,6 ans.

## PLURALISME ÉGALITAIRE ET RECHERCHE DU COMPROMIS

L'égalitarisme suédois s'exprime à travers un système politique qui relève d'une conception de la démocratie allant beaucoup plus loin que la simple équation « un homme, un vote ». Au-delà du suffrage universel, la Suède a cherché à réaliser l'égalité des chances de participer au processus politique, et, encore plus, d'obtenir que cette égalité des chances soit effective. Et là encore, on peut parler, comparativement, de réussite. On observe que la participation politique y est particulièrement développée, non seulement avec des taux de participation aux élections qui dépassent en général les 80 %, mais aussi à travers des taux élevés d'adhésion aux partis et groupements d'intérêt (même s'ils sont en baisse, tendance générale en Occident). De plus, les citoyens se voient garantis un accès aisé aux médias, avec la loi fondamentale sur la liberté de la presse depuis 1776, complétée à plusieurs reprises et notamment en 1991 par la loi sur la liberté d'expression concernant les médias non écrits. L'égalitarisme en politique passe aussi, comme on l'a mentionné, par la parité.

Mais au-delà de la représentation et de la participation, l'égalitarisme suédois s'exprime dans la nature et le fonctionnement du système politique. Celui-ci avait été classé par Arend Lijphart dans la catégorie des « démocraties consensuelles » (opposées aux « démocraties majoritaires »)<sup>13</sup>. En effet, il repose sur le multipartisme et la représentation proportionnelle<sup>14</sup> qui ont pour effet de limiter la domination du parti majoritaire. Les gouvernements y sont des gouvernements de coalition, le plus souvent minoritaires. Ils jouent un rôle de pivot au centre, cherchant à rassembler des majorités avec les soutiens gagnés à droite ou à gauche, tandis que l'opposition tend à s'autolimiter. On a aussi qualifié ce schéma de « parlementarisme négatif », dans lequel le gouvernement est « toléré » par la majorité au Parlement<sup>15</sup>... Ce qui ne signifie pas, toutefois, que les gouvernements y soient faibles, au contraire. Comme l'a écrit Olof Petersson, la caractéristique du système politique suédois est de combiner égalité et gouvernement fort<sup>16</sup>.

Un tel système génère une composante égalitaire dans le fonctionnement même du régime : la situation que l'on connaît par exemple en France, d'une rivalité permanente entre une majorité absolue écrasant de toute sa supériorité légale la minorité vaincue, y est étrangère. En Suède, tous les partis, dans la mesure où ils

---

13 Arend Lijphart, *Democracies : Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries*, New Haven, Yale University Press, 1984.

14 Le mode de scrutin combine la méthode de la Sainte-Laguë, qui assure une bonne représentation aux petits partis, à un système de listes supplémentaires (sièges compensatoires attribués au niveau national) et au vote préférentiel (les électeurs peuvent choisir des noms de candidats à l'intérieur des listes).

15 Leif Lewin, « Majoritarian and Consensus Democracy : the Swedish Experience », *Scandinavian Political Studies*, vol. 21, n° 3, 1998.

16 Olof Petersson, *Government and Politics*, Stockholm, Fritzes, 1994.

ont obtenu 4 % des voix pour siéger au Riksdag, et même, dans la mesure où ils représentent tout bonnement des électeurs, tous les partis, donc, sont légitimes et doivent être respectés<sup>17</sup>. On connaît la boutade de Lénine, qui disait que si un gouvernement révolutionnaire s'était installé à Stockholm, il aurait commencé par inviter les partis bourgeois à dîner, et que ceux-ci lui auraient rendu la politesse. C'était une fine observation de l'idée fondamentale qui gouverne la démocratie suédoise, selon laquelle le gouvernement partage le pouvoir avec les partis de l'opposition, et que c'est à cette condition qu'il est légitime devant tout le peuple, lequel peut alors lui accorder sa loyauté. Le gouvernant ainsi légitime a pour mission de dégager la volonté commune, d'exprimer la volonté de tout le peuple, et de rechercher le consensus.

Il faut ici remarquer un fait qui nous semble déterminant pour comprendre la démocratie suédoise : elle est fondée sur le concept rousseauiste de souveraineté populaire et non sur celui de souveraineté nationale de Montesquieu : on peut lire à l'article 1 de la Constitution<sup>18</sup> : « en Suède, toute la puissance publique émane du peuple »<sup>19</sup>. Rappelons que Rousseau, animé par une véritable passion pour l'égalité, avait conçu la théorie de la souveraineté populaire pour assurer une représentation mathématiquement parfaite de tous les citoyens formant le « peuple », défini comme un corps social indivisible. Selon Rousseau, ce corps social ne devait avoir qu'une seule volonté également indivisible, la « volonté générale » – cependant, cet argument conduisait mécaniquement à un refus du pluralisme, le vote ne servant qu'à révéler la teneur de la volonté générale unanime, et non à dégager une majorité : « Quand on propose une loi dans l'assemblée du

---

17 Les Suédois sont souvent étonnés de la façon dont on ostracise, chez leurs voisins, certains partis extrémistes, en particulier populistes : un argument souvent exprimé est que les partis, mêmes extrémistes, sont légitimes puisqu'ils expriment l'opinion d'un certain nombre de citoyens. L'attitude suédoise correcte est donc de se confronter à ces partis dans un débat d'idées démocratique et non de les ostraciser *a priori*... On remarque la même attitude dans les autres pays nordiques [même s'il y a eu intégration des démocrates de Suède au Parlement sur un mode traditionnel, la campagne précédant leur entrée a été très virulente et plusieurs leaders politiques ont refusé de débattre avec eux. Et il y a eu de nombreuses manifestations contre ce parti. Il y a donc certaines limites].

18 *Regeringsformen*, Svensk författningssamling, SFS nr: 1974:152, réimpression : 2003:593. La Suède possède trois lois fondamentales s'ajoutant à la Constitution proprement dite : la loi de succession, la loi sur la liberté de la presse et la loi fondamentale sur la liberté d'expression. La loi sur le Riksdag se situe entre une loi fondamentale et la loi ordinaire. Ces textes sont consultables sur : [www.riksdagen.se](http://www.riksdagen.se).

19 Il n'est pas question, ici, de prendre parti dans la célèbre controverse qui opposa, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les juristes sur le fait de savoir si la Constitution suédoise de 1809 s'inspirait de sources étrangères ou autochtones. Comme l'a montré Gunnar Heckscher, les esprits éclairés de l'époque étaient imprégnés des idées dominantes circulant en Europe dans les cercles intellectuels ; ils avaient connaissance des principales théories et se référaient peu ou prou aux mêmes auteurs. Gunnar Heckscher, « Nationell och internationell författningsdebatt 1809 och tidigare », in *Kring 1809 : om regeringsformens tillkomst*, Stefan Björklund (éd.), Stockholm, Wahlström och Widstrand, 1965, p. 120-131. Ajoutons que Gustave III était lui-même un admirateur de Rousseau.

peuple », écrivait Rousseau dans le *Contrat social*, « ce qu'on demande n'est pas précisément qu'ils approuvent la proposition ou s'ils la rejettent, mais si elle est conforme ou non à la volonté générale qui est la leur [...] Quand donc l'avis contraire l'emporte, cela ne prouve autre chose sinon que je m'étais trompé, et que ce que j'estimais être la volonté générale ne l'était pas. Si mon avis particulier l'avait emporté, j'aurais fait autre chose que ce que j'avais voulu, c'est alors que je n'aurais pas été libre [...] »<sup>20</sup>. On comprendra pourquoi Rousseau fascina les théoriciens de l'unanimité, tels les pères du marxisme. Au contraire, la thèse de Sieyès, qui l'emporta à la Révolution française, plaidait pour le concept de souveraineté nationale. La nation, entité abstraite transcendant le peuple réel, s'exprimait à travers ses représentants élus, conception qui permettait à une pluralité d'opinions de s'exprimer librement... Cette théorie présentait toutefois un défaut majeur, qui ne fut résolu qu'au cours des siècles : elle laissait vacante la définition de la nation, et l'on put décider de conditions très restrictives à l'exercice de la citoyenneté (droit de suffrage restreint). La référence de la Constitution suédoise à la souveraineté populaire (le terme de « nation » en est absent) est indubitablement à mettre en relation avec un souci d'égalité. Toutefois, la pratique du régime suédois a évité l'aporie rousseauiste conduisant à l'unanimité. Elle respecte au plus haut point le pluralisme, allant même plus loin que la plupart des démocraties pluralistes. En fait, le penchant suédois pour l'égalitarisme conduit à pratiquer un pluralisme d'un type particulier que l'on pourrait appeler « pluralisme égalitaire » : il ne consiste pas simplement à respecter son adversaire et à s'incliner lorsque l'opinion adverse l'emporte ; il s'accompagne en plus de l'idée que tous les partis sont légitimes et respectables et qu'ils doivent donc travailler ensemble à l'élaboration des normes.

C'est pourquoi ce pluralisme égalitaire s'accompagne d'un élément fondamental du système politique qui a permis de contourner l'écueil rousseauiste de l'unanimité : il ne s'agit pas de bâillonner les opinions contraires, ni de les persuader qu'elles se trompent, mais au contraire de faire en sorte que toutes s'expriment et travaillent ensemble à l'élaboration d'un consensus. Et ce n'est pas là une simple figure rhétorique : la recherche du consensus est au cœur du processus décisionnel, que l'on peut qualifier de néocorporatiste, c'est-à-dire un système de dialogue organisé entre les divers intérêts antagonistes<sup>21</sup>. Préalablement à l'élaboration d'un projet de loi, le gouvernement (ou le Parlement) demande la formation d'une commission royale d'enquête (*Utredning*), composée d'experts issus de la société civile, de fonctionnaires, et de représentants des politiques ; le rapport d'*Utredning*, contenant les propositions que ces diverses personnalités font au gouvernement, est ensuite envoyé à toutes les organisations concernées

---

20 Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social ou Principes du droit politique*, Paris, Union générale d'éditions, 1762/1963.

21 Yves Mény, Jean-Claude Thoenig, *Politiques publiques*, Paris, PUF, 1989.

afin qu'elles rendent leurs observations (procédure de *remiss*). Tout citoyen peut également consulter le rapport d'Utredning et émettre une opinion. Les avis rendus par les organismes consultés pourront servir de base à des amendements au projet. L'ensemble est ensuite transmis à la commission permanente compétente du Riksdag, qui élabore le projet de loi final qui sera débattu en séance (ce débat n'a en fait guère plus d'importance qu'une seconde lecture). Fait remarquable, les trois quarts environ des rapports d'Utredning sont unanimes : le processus d'Utredning et de *remiss*, en organisant une participation élargie des divers intérêts en présence, permet en fait de régler les conflits, de manière interpersonnelle et informelle, *avant* que le projet ne soit présenté au public. Il faut dire que les élites politiques et administratives, dans un pays de neuf millions d'habitants, sont un cercle réduit, et que cette dimension est elle-même favorable au consensus<sup>22</sup>... On pourrait presque parler de « démocratie téléphonique », tant les rapports informels y occupent une place importante.

## UNE CULTURE POLITIQUE ANCIENNE

La recherche du compromis, pilier de la démocratie suédoise, a souvent été attribuée, à tort, à la social-démocratie. En réalité, elle remonte à la monarchie – et même à une période antérieure aux philosophes des Lumières : le roi veillait à ce que toutes les opinions soient représentées et que les politiques soient acceptables par tous. Leif Lewin a d'ailleurs remarqué que, lorsque la gauche voulut, au début du XX<sup>e</sup> siècle, introduire en Suède un parlementarisme calqué sur le modèle britannique, les libéraux s'y opposèrent au motif que le parlementarisme signifiait le règne de la majorité contre la minorité... Selon eux, la recherche du consensus, c'est-à-dire le fait que deux partis opposés puissent produire ensemble une politique bénéfique pour tous, était l'essence même de la tradition suédoise<sup>23</sup>.

De façon plus générale, l'égalitarisme suédois est fréquemment associé à la social-démocratie. Cette image n'est pas fautive, étant donné la place prépondérante qu'a occupée le parti social-démocrate (SAP) sur la scène politique du XX<sup>e</sup> siècle en Suède ; elle est pourtant faite de plusieurs stéréotypes, car la passion de l'égalité est, en Suède, bien plus ancienne que la social-démocratie. Dans la mémoire collective, c'est le social-démocrate Per Albin Hansson qui exprima l'objectif de mettre en place une démocratie égalitaire de la façon la plus marquante : dans un débat au Riksdag de 1928<sup>24</sup>, il expliqua qu'il s'agissait d'édifier non une démocratie ordinaire, mais de faire de la Suède le « foyer du peuple » (*folkhem*).

22 Nathalie Blanc-Noël, *La Politique suédoise de neutralité active*, Paris, Economica, 1997, p. 94 sq. ; Tomas Anton, *Administered Politics. Elite Political Culture in Sweden*, Londres, Martinus Niihoff, 1980 ; Eric Einhorn, John Logue, *Modern Welfare States. Scandinavian Politics and Policy in the Modern Age*, Westport, Praeger, 2003, p. 66 sq.

23 Leif Lewin, « Majoritarian and Consensus Democracy... », *op. cit.*, p. 204 sq.

24 Débat parlementaire du 18 janvier 1928.

De même que tous les membres d'un foyer se sentent unis, solidaires, respectueux les uns des autres et se situent sur un pied d'égalité, « appliquée au foyer du peuple tout entier et des citoyens, (cette idée de *folkhem*) signifierait que soient brisées toutes les barrières sociales et économiques qui divisent aujourd'hui les citoyens entre privilégiés et sans fortune, entre dirigeants et sujets, entre riches et pauvres, entre ceux qui sont gavés et ceux qui sont dans le dénuement, entre ceux qui dépouillent et ceux qui sont dépouillés »<sup>25</sup>.

En réalité, l'origine purement sociale-démocrate du *folkhem* constitue un stéréotype. Une série de travaux récents montre que les prémices d'un État providence visant à corriger les inégalités furent posées bien avant ce fameux débat de 1928. Le concept de *folkhem* fut utilisé par le libéral Alfred Petersson à PÅboda à partir de 1908 et par le conservateur Rudolf Kjellén à partir de 1912<sup>26</sup>. Sur le plan des réalisations, les premières pierres du *folkhem* ont été posées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par des gouvernements « non socialistes »<sup>27</sup> incarnant ce qu'on a appelé le « libéralisme radical »<sup>28</sup> : par exemple, l'école publique en 1842, la loi sur la protection des travailleurs en 1889, le système de retraite en 1913, la journée de travail de huit heures en 1919... : comme le remarque Mary Hilson, « les débuts de l'État providence furent liés non au compromis politique des années 1930, mais à l'émergence d'une classe moyenne libérale et agrarienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle »<sup>29</sup>. De plus, à cette époque, de nombreuses initiatives en matière de

25 C'est nous qui traduisons. In *Från fram till folkhemmet : Per Albin Hansson som tidningsman och talare*, Anna Lisa Berkling (éd.), Stockholm, Methodica Press, 1982.

26 Hans Dahlqvist, « Folkhemsbegreppet : Rudolf Kjellén vs Per Albin Hansson », *Historisk tidskrift*, 122:3, 2002, p. 445-465. Le mythe d'un État providence suédois créé par les sociaux-démocrates est tombé en Suède suite à de nombreux travaux de recherche et d'intenses débats. Voir : Jenny Andersson, « Nordic Nostalgia and Nordic Light. the Swedish Model as Utopia », *Scandinavian Journal of History*, n°34, 2009, p. 229-245. Par ailleurs, Henrik Björck a montré qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il existait deux visions concurrentes du « foyer du peuple » : l'une, libérale, associée aux organisations de charité luttant contre la misère, l'autre, élaborée par le mouvement ouvrier débutant : Henrik Björck, *Folkhemsbyggare*, Stockholm, Atlantis, 2009. Voir aussi : Anders Johnson, « Folkhemmet före Per Albin », *Timbro Briefing Papers*, n° 3, 2006.

27 *The Cultural Construction of Norden*, Øysten Sørensen, Bo Stråth (éd.), Oslo, Scandinavian University Press, 1997. Peter Baldwin, « The Scandinavian Origins of the Social Interpretation of the Welfare State », *Comparative Studies in Society and History*, XXXI/4, 2006, p. 3-24.

28 Timothy Tilton, « The Social Origins of Liberal Democracy : the Swedish Case », *The American Political Science Review*, vol. 68, n° 2, 1974, p. 561-571.

29 Mary Hilson, *The Nordic Model, Scandinavia since 1945*, 2<sup>e</sup> éd., Londres, Reaktion Books, 2010, p. 92.

protection sociale furent l'œuvre du secteur privé, notamment des entreprises, ou plutôt du *bruk*, mode traditionnel d'organisation pré-industrielle<sup>30</sup>.

### a) Égalitarisme et social-démocratie

Il n'est pas question, ici, de minimiser le rôle du parti social-démocrate dans la réalisation du *folkhem* : égalité et solidarité sont les valeurs fondamentales de ce parti qui a dominé de façon magistrale la vie politique suédoise du XX<sup>e</sup> siècle : le SAP a dirigé le gouvernement suédois pendant les trois quarts de toute la période où la Suède a été dotée du suffrage universel<sup>31</sup>. Ce parti a non seulement constitué la force politique dominante du pays depuis les années 1930, mais il l'a aussi irrigué de ses valeurs grâce à un maillage foisonnant d'organisations encadrant la population « du berceau à la tombe ». Cependant, cette domination politique s'est exercée, nous l'avons vu, dans un système parlementaire de gouvernement minoritaire (où c'est en fait le plus souvent l'opposition qui est majoritaire), en coalitions et au sein d'une culture politique égalitariste, privilégiant la recherche du compromis. La domination du SAP ne peut se comprendre que dans ce contexte. Elle est le fruit d'un double compromis portant sur les valeurs, bien plus profond qu'un simple jeu d'alliances politiques.

La première branche du compromis fut l'alliance historique « rouge-verte » du SAP avec le parti Agrarien. Ce n'était pas qu'une stratégie politique, mais un compromis durable sur les valeurs. Le parti Agrarien accepta la gestion de l'économie par la puissance publique tandis que le SAP renonçait à la révolution, au combat contre le capitalisme, à la nationalisation des moyens de production (remplacée par l'idée d'une économie de marché « socialement contrôlée »<sup>32</sup>) et même à la lutte des classes (le SAP ne se présentant pas comme un parti « ouvrier », mais comme le « parti du peuple », entendu comme le parti du peuple tout entier, ce qui est à rapprocher du pluralisme égalitaire que nous avons défini plus haut<sup>33</sup>). Un économiste social-démocrate, Gunnar Adler-Karlsson, a pour sa

30 Le *bruk* était un complexe d'exploitation composé de plusieurs unités de production diversifiées, organisé autour d'une mine, par exemple, et pouvant comprendre une fonderie, une verrerie, une forge, un peu d'agriculture... L'ensemble appartenait à un propriétaire privé et constituait une communauté où était entretenus des rapports patriarcaux. On fournissait aux ouvriers et à leurs familles des prestations sociales, le logement, l'éducation, l'assistance vieillesse, etc. Nathalie Blanc-Noël, *La Politique suédoise de neutralité active*, op. cit., p. 70.

31 Göran Therborn, « A Unique Chapter in the History of Democracy : the Social Democrats in Sweden », in *Creating Social Democracy. A Century of the Social Democratic Labor Party in Sweden*, Klaus Misgeld, Karl Molin, Klas Åmark (éd.), The Pennsylvania State University Press, 1992.

32 Tim Tilton, « The Role of Ideology in Social Democratic Politics », in *Creating Social Democracy...*, op. cit. L'idée était qu'en orientant la distribution des revenus et de la propriété dans une direction plus égalitaire, à travers une politique salariale solidaire, un impôt progressif, la planification et une politique sociale d'État providence, les sociaux-démocrates pourraient amener les marchés à combler les besoins humains essentiels...

33 Bo Stråth, Øysten Sørensen, *The Cultural Construction of Norden*, op. cit., chap. 1.



part défini la social-démocratie suédoise comme un « socialisme fonctionnel » : « Nous avons conservé les *buts* du socialisme, mais nous avons choisi les moyens de les réaliser d'une façon plus sophistiquée que par la nationalisation des moyens de production »<sup>34</sup>. Le marché fut considéré comme un moyen pour accroître la richesse de la nation : il ne s'agissait pas d'abolir le capitalisme, mais de l'améliorer. L'impôt fut conçu comme un outil au service de l'égalité, outil de redistribution indispensable à l'édification de l'État providence.

La deuxième branche du compromis est plus subtile. Elle consista pour le SAP à combiner son idéologie aux strates plus anciennes des valeurs traditionnelles de la société suédoise. Il faut d'abord rappeler quelles sont les valeurs du SAP<sup>35</sup> : premièrement, ce parti a toujours eu pour idéal la réalisation d'une démocratie « intégrante », à laquelle tous pourraient participer, une démocratie non seulement politique, mais aussi sociale et économique. Deuxièmement, le SAP a défendu sa vision d'une société du *folkhem*, un foyer du peuple (tout le peuple, valeur d'universalité), gouverné par l'égalité et la solidarité. Troisièmement, le SAP a considéré qu'on pouvait combiner égalité et efficacité économique : les dépenses sociales, selon l'idée notamment des Myrdal<sup>36</sup>, sont un investissement dans ce qu'on appellerait aujourd'hui le « capital humain » ; cet investissement avait non seulement pour but de développer la société (pour éradiquer la grande pauvreté qui sévit jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle), mais il permettait aussi à chaque individu de réaliser son potentiel. Enfin, le SAP a voulu combiner croissance du secteur public, État fort, et liberté individuelle : l'objectif de l'État providence étant de libérer l'individu.

Or, lorsque le SAP réalisa son ascension vers le pouvoir, la société suédoise était encore très majoritairement rurale, luthérienne, ethniquement très homogène. Si l'on reprend les valeurs sociales-démocrates énoncées plus haut, démocratie inclusive et participative, *folkhem* égalitaire et solidaire, développement de l'individu, protection sociale, action publique efficace et État fort, on peut voir que tous ces éléments étaient déjà présents dans l'ancienne société rurale. En effet, la culture politique suédoise a été marquée en profondeur par l'homogénéité d'une société majoritairement paysanne, une paysannerie peu touchée par le féodalisme, dont une partie non négligeable était libre et propriétaire, disposant de son propre état au Riksdag dès le XVI<sup>e</sup> siècle. À cela, il faut ajouter que cette ancienne société a été moins marquée que le reste de l'Europe par des clivages sociaux, puisqu'elle était composée dans son immense majorité de paysans (propriétaires ou non).

34 Gunnar Adler-Karlsson, *Functional Socialism. A Swedish Theory for Democratic Socialization*, Stockholm, Prisma, 1967.

35 Pour un exposé détaillé et très éclairant, voir : Tim Tilton, « The Role of ideology in Social Democratic Politics », *op. cit.*

36 Alva et Gunnar Myrdal furent de célèbres « philosophes du modèle suédois », selon le mot de Tim Tilton, *op. cit.*



Enfin, entre 1860 et 1910, l'émigration permit d'échapper à des conflits sociaux qui auraient pu éclater du fait de la pauvreté. Cette homogénéité sociale favorisa l'égalitarisme, la solidarité et l'universalisme présents dans la social-démocratie moderne.

### a) *Un substrat paysan et luthérien*

Le luthéranisme a d'autre part profondément imprégné l'ancienne société – et marque encore la Suède, bien que de façon plus inconsciente. Religion d'État, il a encore renforcé la cohésion de la société suédoise, d'autant que la Réforme n'a pas été le fruit d'un conflit, mais a été menée par l'État<sup>37</sup>. De ce fait, les lois de l'État et de l'église procédaient du même code juridique et moral. Henrik Stenius a souligné combien cet élément explique la propension au conformisme dans les sociétés scandinaves<sup>38</sup>. On peut dire que la culture de la conformité préparait naturellement à la mise en pratique d'un système politique recherchant compromis et consensus, on l'a vu, mais aussi à recevoir un discours social-démocrate sur le *folkhem* égalitariste et universaliste. Il faut ici mentionner deux concepts emblématiques de la culture populaire et égalitaire de la Suède : le premier est celui du *lagom*, qui exprime la modération et la modestie souhaitable dans la société, comme dans le proverbe suédois « *lagom är bäst* » : la juste quantité est la bonne quantité. Le second est la loi de Jante, qui avait été formulée par un écrivain dano-norvégien, Axel Sandemose, pour dénoncer la tyrannie du conformisme dans la société rurale nordique<sup>39</sup>.

Plus largement, l'éthique luthérienne donne à l'individu sa dignité : tout croyant est un pasteur potentiel, citoyen digne face aux hiérarchies, responsable de sa propre destinée. Mais l'individu se doit de s'éduquer, et de travailler au bien commun, avec pragmatisme et rationalisme. Le citoyen modèle de la social-démocratie (appelé de leurs vœux par les Myrdal, par exemple) n'a pas d'autre profil. De plus, Kurt Samuelsson a montré l'influence des divers mouvements revivalistes qui foisonnèrent dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la marche

37 Henrik Stenius, « The Good Life is a Life of Conformity », in Øysten Sørensen, *The Cultural Construction of Norden*, op. cit, chap. 7.

38 *Ibid.*, p. 166.

39 Marc Auchet, « Loi de Jante et imaginaire social scandinave », *Nordiques*, n° 4, 2004, p. 45-65. Cette « loi de Jante » telle qu'elle a été formulée par le romancier dano-norvégien Axel Sandemose dans *Un fugitif croise sa trace*, dit : « 1) tu ne croiras pas que tu es quelqu'un. 2) Tu ne croiras pas que tu as autant de valeur que nous. 3) Tu ne croiras pas que tu es plus intelligent que nous. 4) Tu n'iras pas t'imaginer que tu es meilleur que nous. 5) Tu ne croiras pas que tu en sais plus que nous. 6) Tu ne croiras pas que tu es plus que nous. 7) Tu ne croiras pas que tu es capable de quoi que ce soit. 8) Tu ne riras pas de nous. 9) Tu ne croiras pas que quelqu'un se soucie de toi. 10) Tu ne croiras pas que tu peux nous apprendre quelque chose.

vers la démocratie : schartauanisme<sup>40</sup>, laestadianisme<sup>41</sup>, baptisme..., si l'individu pouvait lire la Bible, il pouvait aussi exprimer des opinions, c'est pourquoi le journal baptiste *Wexko-Posten*, par exemple, militait pour le suffrage universel. Le mouvement de tempérance qui démarra dans les années 1830 joua également, à travers la lutte contre l'alcoolisme, un grand rôle social et politique ; il fonctionna comme un mouvement d'éducation populaire, amenant beaucoup de ses membres à adhérer ultérieurement à des partis et à des syndicats<sup>42</sup>. Le mouvement coopératif (inspiré du mouvement britannique initié par Robert Owen) joua le même rôle à partir de 1850. Enfin, le « mouvement des lycées populaires », initié au Danemark par le pasteur Grundtvig, très important mouvement d'éducation populaire pour adultes, joua à partir de 1868 (date de l'ouverture de la première école en Suède), un rôle dans la démocratisation du pays, à travers la formation de citoyens éduqués et autonomes, l'éducation prodiguée véhiculant aussi les valeurs luthériennes et paysannes traditionnelles. La filiation entre ces mouvements et l'égalitarisme social-démocrate est, ici encore, évidente. Le luthéranisme ne portait guère à condamner le capitalisme... De même, on peut observer que dans le système social suédois, la valeur travail a une grande place puisque les prestations sociales sont en grande partie liées aux revenus du travail.

L'historienne Nina Witoszek<sup>43</sup> a montré que l'éthique luthérienne combine la vision égalitariste d'une chrétienté laborieuse employée au service du bien commun, tournant le dos à l'idéalisme des romantiques. Cette culture valorisait la figure du paysan libre, citoyen actif, occasionnellement révolté contre les injustices et producteur du bien-être national (elle cite le poème de Geijer, *Odalbonden, le paysan libre*). Selon Witoszek, le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il mit en place la démocratie parlementaire et les premiers éléments de l'État providence, a emprunté à une tradition Scandinave indigène ; cette culture amenait logiquement à adhérer au socialisme, « taillé sur mesure pour l'âme scandinave », car il « satisfaisait les aspirations égalitaires endémiques », qu'il était « anti-bourgeois » et promettait « un remède aux défaites morales d'une industrialisation relativement tardive »<sup>44</sup>. La culture politique suédoise est profondément populaire, au sens premier du terme, puisqu'elle est axée autour de la figure du paysan : un stéréotype courant consiste à assimiler cet élément au socialisme moderne, mais encore une fois, ce caractère populaire remonte à l'Ancien Régime, fut repris par le mouvement scandinaviste au XIX<sup>e</sup> siècle, et naturellement incorporé dans le discours social-

40 Du nom de Henric Shartau (1757-1825), pasteur piétiste, influent au sud et au sud-est de la Suède.

41 Du nom de Lars Laestadius (1800-1861), prédicateur luthérien très populaire en Laponie.

42 Kurt Samuelsson, *From Great Power to Welfare State, 300 Years of Swedish Social Development*, Londres, Allen and Unwin, 1968, p. 168 sq.

43 Nina Witoszek, « Fugitives from Utopia : the Scandinavian Enlightenment Reconsidered », in Øysten Sørensen, *The Cultural Construction of Norden*, op. cit., chap. 3.

44 *Ibid.*, p. 89.

démocrate au XX<sup>e</sup> siècle. Comme l'a remarqué Lars Trägårdh, la spécificité de la culture politique suédoise (et nordique), spécificité rare en Europe, réside dans le fait que le mouvement de démocratisation y a consisté à généraliser la culture paysanne à tout le pays, et non, comme ce fut le cas en France ou dans d'autres pays européens, à démocratiser la culture des élites. Cela provient du fait que dans l'ancien Parlement à quatre états, entre le début du XV<sup>e</sup> siècle et la fin du XVIII<sup>e</sup>, les paysans furent alliés au roi contre la noblesse. Celle-ci, quoique détenant des privilèges, n'était pas en mesure d'exercer un pouvoir considérable, ne possédant environ qu'un dixième des terres, alors que les paysans libres, au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, en possédaient environ la moitié<sup>45</sup>. La noblesse réussit néanmoins à doubler ses possessions au cours de la guerre de Trente Ans, mais la monarchie intervint : à partir de 1680, Charles XI les réduisit d'environ 72 % du royaume à 33 %, en échange de la reconnaissance de son pouvoir absolu<sup>46</sup>. Une telle culture politique, centrée sur les valeurs paysannes, populaire au sens plein du terme, prédisposait à l'égalitarisme qui progressa tout au long de la mise en place de l'État providence. On s'attacha à ce que les citoyens reçoivent une éducation émancipatrice, dans le prolongement du mouvement des lycées populaires, et on veilla à ce que toutes les catégories sociales soient incluses dans le « foyer du peuple », en particulier les plus fragiles : les pauvres, les femmes, les enfants, les handicapés, puis plus tard les minorités ethniques et les immigrés.

Enfin, la culture de l'ancienne société prédisposait à la mise en place d'un État fort et interventionniste. Historiquement, on l'a vu, le roi fut l'allié du peuple contre la noblesse et la bourgeoisie. On comprendra dès lors que, dans la culture politique suédoise, l'État ait eu une connotation positive. Lars Trägårdh a écrit que « le génie politique des sociaux-démocrates » a été d'endosser cette tradition après la Première Guerre mondiale, au moment de l'alliance historique avec les agrariens, en reprenant à la fois l'étatisme monarchique et le populisme paysan, en devenant le mouvement populaire par excellence<sup>47</sup> : l'État fut alors vu comme légitime, chargé de la mission d'éradiquer la pauvreté et les privilèges. La voie était libre pour édifier un État providence très complet et pour développer un secteur public pléthorique (après les coupes dans les dépenses publiques depuis le début des années 2000, les dépenses publiques représentent toujours 49,1 % du

45 Timothy Tilton, *The Social Origins of Liberal Democracy*, op. cit.

46 Cette opération fut appelée « *reduktion* ». Voir Ingvar Andersson, *Histoire de la Suède des origines à nos jours*, Roanne, Horvath, 1973.

47 Lars Trägårdh, « Statist Individualism. On the Culturality of the Nordic Welfare State », in Øysten Sørensen, *The Cultural Construction of Norden*, op. cit., chap. 11.

PNB en 2012<sup>48</sup>), et pour accepter les méthodes d'ingénierie sociale introduites par les sociaux-démocrates.

## ÉGALITARISME ET INDIVIDUALISME

Il faudrait toutefois se garder ici d'un stéréotype courant à propos de l'égalitarisme : l'égalitarisme suédois ne se fait pas au détriment de l'individu. Comme le disait Tage Erlander, « c'est une erreur de croire que la liberté des gens est réduite parce qu'ils décident de faire collectivement ce qu'ils sont incapables de faire individuellement »<sup>49</sup>. De fait, individualisme et collectivisme cohabitent très paradoxalement dans la culture suédoise. Ce paradoxe a même été mesuré dans une étude de 2007, *Culture and Leadership Across the World*, comparant 61 pays. La Suède y figurait en tête pour les valeurs collectivistes, mais avec le score le plus faible dans la catégorie concernant les relations interpersonnelles<sup>50</sup>. L'individualisme des Suédois a été mesuré ent par l'anthropologue Åke Daun, qui a également relevé que la timidité, l'amour de la solitude, le souci d'éviter les conflits, et l'individualisme sont très présents dans la société suédoise, mais coexistent néanmoins avec « des éléments collectivistes » : « la culture suédoise met l'accent sur la conformité et minimise les différences dans les rencontres avec les autres. Lorsque des Suédois se rencontrent, ils essaient généralement d'établir une compréhension mutuelle, un accord, un consensus et de l'amitié. Ils cherchent des sujets de conversation qui expriment des idées et expériences similaires »... Et Daun remarque que les clubs, associations, et groupes d'études (qui sont plus nombreux en Suède que dans n'importe quel autre pays) ont la même fonction de mettre l'accent sur l'harmonie et la cohésion. C'est pourquoi les mouvements populaires ont eu un si grand impact sur la société suédoise<sup>51</sup>. Ce fort individualisme, trait ancien et profond de la culture suédoise, a également été décrit par de nombreux écrivains, psychanalystes, et observateurs de ce pays<sup>52</sup>. Lars Trägårdh analyse l'impact de ce trait culturel au niveau politique en remarquant que le modèle suédois n'est pas un étatisme (au sens socialiste du terme), mais plutôt une alliance entre l'individu et l'État : le foyer du peuple serait donc une société d'individus atomisés, autonomes – et simultanément recherchant la coopération. Ce qui a aussi été observé par Peter Antman, qui écrivait que

48 Les dépenses publiques de l'État ont été réduites de 6,2 % entre 2002 et 2009 (mais celles des collectivités locales ont augmenté de 4,6 % dans le même temps). Elles ont quelque peu remonté en 2008-2009, pour atteindre 55,2 % du PNB en 2009, puis ont diminué à nouveau, [[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php/General\\_government\\_expenditure\\_statistics](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/General_government_expenditure_statistics)] (consulté le 14 mars 2013).

49 Tim Tilton, *The Role of Ideology in Social Democratic Politics*, op. cit., p. 419.

50 Jagdeep Singh Chokar, Felix Brodbeck, Robert J. House, *Culture and Leadership across the World*, New York, Taylor and Francis, 2008.

51 Åke Daun, *Swedish Mentality*, The Pennsylvania State University, 1999, chap. 3, p. 105 sq.

52 On en trouvera une liste, in Lars Trägårdh, « Statist Individualism », op. cit.

« peu d'États providence sont fondés avec une aussi grande constance sur l'idée de l'autonomie individuelle que la Suède. Pratiquement tous nos programmes sociaux sont destinés à l'individu, non à la famille [...] La lutte pour l'emploi est liée au principe que chaque personne devrait avoir du pouvoir sur sa propre existence [...] L'attribution de services sociaux par le secteur public plutôt que par la famille a constitué un processus d'émancipation »<sup>53</sup>.

L'explication historique du paradoxe du modèle suédois, combinant individualisme fort et État interventionniste, réside d'une part dans l'alliance historique, déjà mentionnée entre le roi et les paysans, phénomène qui explique que l'État soit considéré comme bienveillant et responsable du bien-être du peuple, et qu'on accepte son interventionnisme à ce titre. D'autre part, on remarquera que l'un des objectifs fondamentaux du modèle suédois est l'émancipation de l'individu : l'intervention de la puissance publique ne se fait pas contre l'individu, mais a pour but son autonomie, et même son *empowerment*. On relèvera au passage que l'objectif d'émancipation de l'individu puise sa généalogie dans le luthéranisme et les mouvements populaires du XIX<sup>e</sup> siècle déjà mentionnés. Cet objectif a notamment été porté par Gustav Möller, leader du SAP de 1916 à 1940 et ministre des Affaires sociales de 1924 à 1926 et de 1932 à 1951 (un des pères l'État providence suédois et l'un des principaux artisans de sa politique sociale), lors de la mise en place du modèle : Möller souhaitait libérer l'individu de la charité privée et de la dépendance aux travailleurs sociaux<sup>54</sup>. Une partie du mystère évoqué au début de cet article trouve donc sa réponse : la Suède a historiquement bénéficié d'une conjoncture culturelle et politique telle qu'elle lui a effectivement permis de combiner, de façon unique – et partagée avec les autres pays nordiques – liberté et égalité.

## UNE CONCEPTION ÉVOLUTIVE DE L'ÉGALITÉ

Il nous reste un point à examiner : la conception de l'égalité n'a pas été uniforme dans l'histoire ; elle a évolué<sup>55</sup>. Au moment où la Suède s'industrialise, au XIX<sup>e</sup> siècle, le principe de la charité a été remplacé par le principe d'universalité, dominant jusqu'aux années 1930. Selon ce principe, les citoyens sont tous égaux, et tous ont droit à une aide en cas de besoin. L'objectif était l'intégration sociale, car il fallait donner à la nation une base unifiée et forte pour pouvoir la moderniser. Dans les années 1960, on considéra que les objectifs de modernisation étaient accomplis : l'État providence était en place. Mais c'est alors que le modèle fut la

53 Peter Antman, « Inte utan jämlikhet », in Peter Antman, Karl-Petter Thorvaldsson, *Hur förena jämlikhet med individens frihet?*, Stockholm, Utbildningsförlaget breviskolan, 1994.

54 Bo Rothstein, *Vad bör staten göra? Om välfärdsstatens moraliska och politiska logik*, Stockholm, SNS Förlag, 2002.

55 Nous nous basons ici notamment sur : Francis Sejersted, *The Age of Social Democracy*, Londres, Palgrave, 2011, p. 99.

cible de violentes critiques : les uns ne le trouvaient pas assez développé, pas assez égalitaire. Les autres, au contraire, comme Olof Palme, le trouvaient trop étouffant pour l'individu, Palme parlant d'un « État autoritaire » recherchant une égalité de résultat... Les sociaux-démocrates au pouvoir tentèrent de répondre, d'abord en essayant de prendre des mesures plus « sociales ». Mais dans les années 1980, ils prirent une autre direction : celle de la réforme et de la libéralisation. Dans la foulée, leur conception de l'égalité évolua : on passa à la « liberté de choix » : en matière de services, l'individu a désormais le choix entre plusieurs solutions de qualité, mais il n'y a plus de solutions toutes faites. Désormais, l'égalité de résultat uniformisante, standardisatrice, qui avait été au cœur du modèle suédois des années 1960, tend à être remplacée par une égalité en droit<sup>56</sup>.

Aujourd'hui, l'égalitarisme suédois est à nouveau en débat. Il est confronté à l'évolution de la société : la grande famille du « foyer du peuple » s'est ouverte sur le monde et le développement de l'immigration constitue un défi nouveau, auquel le traditionnel discours uniformisant est mal adapté... La Suède a cherché des réponses à ce nouveau défi, symbolisées par la rupture fondamentale réalisée par la Constitution de 1974 : ce texte a marqué le passage d'un discours identitaire national<sup>57</sup> présentant la Suède comme l'un des pays les plus homogènes au monde à la reconnaissance du multiculturalisme, et au libre choix, pour les immigrés, de leur culture. Cela correspondit à une reconnaissance formelle de l'infléchissement du concept d'égalité : désormais, l'égalité se rapprochait encore davantage de l'égalité en droit pratiquée dans les autres pays occidentaux, très éloignée de l'égalité de résultat. Dans les années 1990, le multiculturalisme n'ayant pas apporté de réponse suffisante aux problèmes sociaux accompagnant l'immigration, on passa à une nouvelle conception, la « diversité », selon laquelle les citoyens suédois et immigrés doivent faire un effort d'adaptation mutuelle, dans la reconnaissance de l'égalité de toutes les cultures. Néanmoins, ces changements ne donnent pas les résultats escomptés. D'une part, de nombreux sociologues, tel Charles Westin, remarquent que la politique d'immigration reste dans les faits fondamentalement assimilationniste, ce qui est une déclinaison de la conception traditionnelle de l'égalité, soit l'égalitarisme de résultat<sup>58</sup>. Tout se passe comme si le modèle suédois, fondé sur la doxa de l'homogénéité de la population du *folkhem*, peinait à concevoir d'autres méthodes. D'autre part, si sur le plan politique, comme nous l'avons vu, le modèle reste l'un des plus égalitaires au monde, ceci devient de moins en moins

56 Johannes Lindvall, Bo Rothstein, « Sweden : the Fall of the Strong State », *Scandinavian Political Studies*, vol. 29, n° 1, 2006, p. 47-63.

57 Nathalie Blanc-Noël, « Multicultural Sweden, Assimilationist France : How and Why National Identity Narratives evolve », *Sens public*, 4 octobre 2010, [[http://sens-public.org/IMG/pdf/SensPublic\\_NBlanc-Noel\\_Cultural\\_diversity\\_Multilingualism\\_and\\_Ethnic\\_minorities\\_in\\_Sweden.pdf](http://sens-public.org/IMG/pdf/SensPublic_NBlanc-Noel_Cultural_diversity_Multilingualism_and_Ethnic_minorities_in_Sweden.pdf)] (consulté le 4 novembre 2013.)

58 Le but officiel de la politique d'immigration est d'« aider les immigrants à devenir des membres pleinement opérationnels de la société ». Nathalie Blanc-Noël, « Multicultural Sweden... », *op. cit.*

vrai sur les plans économique et social. Au cours des deux dernières décennies, les inégalités se sont énormément creusées en Suède, en lien avec deux facteurs qui sont l'augmentation de l'immigration et du chômage. L'OCDE observait dans un rapport de 2011 que la Suède appartient toujours au groupe des neuf États les plus égalitaires de l'OCDE, mais que la croissance des inégalités entre 1985 et la fin des années 2000 a été la plus forte de toute la zone, ces inégalités ayant augmenté d'un tiers<sup>59</sup>. C'est pourquoi l'égalitarisme suédois est actuellement dans une phase de redéfinition : élaboré à partir de l'expérience historique d'une culture exceptionnellement homogène, il doit aujourd'hui s'adapter à la mondialisation, à l'europanisation, à l'immigration et aux difficultés économiques que connaissent actuellement tous les États providence.

*Cet article a été écrit quelques mois avant les émeutes du printemps 2013, qui ont embrasé plusieurs banlieues du pays, et fait les gros titres de la presse internationale, sur le thème d'une remise en cause du modèle suédois d'égalitarisme. La vérité des inégalités sociales et économiques croissantes dans le pays éclatait au grand jour... Ces événements, qui ont profondément choqué le pays, engendreront-ils un tournant conceptuel décisif permettant de redéfinir l'égalité et de concevoir un réajustement du discours identitaire national afin qu'il s'adapte aux défis auxquels est désormais confronté le pays ? Il est encore trop tôt pour formuler tant une analyse profonde de ces événements qu'une réponse à cette question...*

---

<sup>59</sup> Country note: Sweden, in *Divided We Stand : Why Inequality Keeps Rising*, OECD, 2011, [www.oecd.org/els/social/inequality] (consulté le 4 novembre 2013).

---

# La trajectoire des inégalités : la France et la Suède en miroir

---

Cyril Coulet\*

## RÉSUMÉ

*Les sociétés française et suédoise sont caractérisées par un fort taux de prélèvements obligatoires et par des politiques publiques assurant un accès généralisé à des services publics de qualité. Toutefois, les études économiques les plus récentes font ressortir que les inégalités progressent au sein de ces deux sociétés. Cet article remet en question le recours systématique au coefficient de Gini pour mesurer les inégalités en s'intéressant notamment à la mobilité sociale intergénérationnelle ainsi qu'aux situations marginales. Il met l'accent sur le rôle joué par le marché du travail dans la reproduction et l'amplification des inégalités sociales et le rôle correctif joué par les politiques publiques. Il établit ainsi que les politiques publiques conduites en France et en Suède ont produit des effets différents en raison de la divergence des objectifs poursuivis. Les études internationales font bien ressortir la progression des inégalités en Suède, mais peinent à restituer l'impact des inégalités intergénérationnelles dans la dynamique de l'égalité en France.*

## ABSTRACT

*French and Swedish societies are characterized by high compulsory contribution rates and generous social policies granting a broad access to public sector services. However, latest economic surveys have shown that inequalities have been rising lately in both the French and the Swedish societies. This article questions the recurring use of Gini index to measure inequalities of income and investigates intergenerational social mobility as well as social marginality. It also highlights the role of the labour market in reproducing and amplifying social inequalities and stresses the importance of public policies to correct those effects. It indicates that French and Swedish public policies have produced different outputs due to their diverging underlying aims and targets. International studies are hence able to shed some light into the growing inequalities in Sweden but are unable to measure the impact of intergenerational inequalities on the French dynamics of equality.*

---

\* Cyril Coulet est doctorant et spécialiste des pays scandinaves.



La France et la Suède ont en commun d'avoir promu une approche de l'égalité excédant la stricte égalité des droits qui sert de fondement aux systèmes juridiques libéraux. Elles ont conduit une politique redistributive fondée sur un taux de prélèvements obligatoires élevé permettant l'allocation de prestations sociales afin de garantir un revenu minimum aux inactifs. Elles ont également conçu des dispositifs permettant de soustraire à l'influence du marché une part de l'offre de services en créant la catégorie des services d'intérêt général (*tjänster av allmänintresse*). Les deux sociétés ont ainsi pu limiter la disparité de revenus qui constitue, aujourd'hui encore, l'indicateur le plus courant de mesure des inégalités. Elles ont été confortées dans un sentiment d'exemplarité par la parution d'études internationales qui les placent parmi les sociétés les plus égalitaires<sup>1</sup>. Les dernières comparaisons révèlent toutefois que le projet égalitaire des sociétés suédoise et française s'est essouffé au cours de ces dernières années<sup>2</sup>.

Cette croissance des inégalités contraste avec la perception hexagonale de la structuration de la société suédoise selon laquelle « en Suède, l'essentiel de la maîtrise de l'historicité est assuré par une classe moyenne immense qui représente la quasi-totalité de la population »<sup>3</sup>. De moindre ampleur en France, l'augmentation des inégalités n'en est pas moins un phénomène observable depuis 1995. Les mécanismes qui la sous-tendent sont complexes. Ils tiennent tant à des mutations technologiques qu'à des dynamiques sociétales. Sans occulter l'ensemble des facteurs qui peuvent être à l'œuvre, cet article se concentrera plus particulièrement sur l'incidence des politiques publiques dans le développement des inégalités suivant en cela les dernières études<sup>4</sup>. Les divergences et les similarités dans la dynamique des inégalités à l'intérieur des deux sociétés offrent un terrain privilégié pour l'analyse comparée de l'impact des politiques publiques. Définir la notion d'inégalité semble un préalable indispensable à l'appréhension des facteurs qui l'influencent. C'est ensuite que le rôle joué par les politiques publiques françaises et suédoises dans la trajectoire des inégalités sera explicité.

---

1 Voir notamment OECD, *Divided We Stand. Why Inequality Keeps Rising ?*, Paris, OCDE, 2011, p. 24. Le lecteur pourra également se reporter à une étude sur une temporalité plus longue proposée par Philipp Doerrenberg et Andreas Peichl, « The Impact of Redistributive Policies on Inequalities in OECD countries », *IZA Document Paper*, n° 6505, avril 2012.

2 OECD, *Crisis Squeezes Income and Puts Pressure on Inequality and Poverty*, Paris, OCDE, 2013, p. 5.

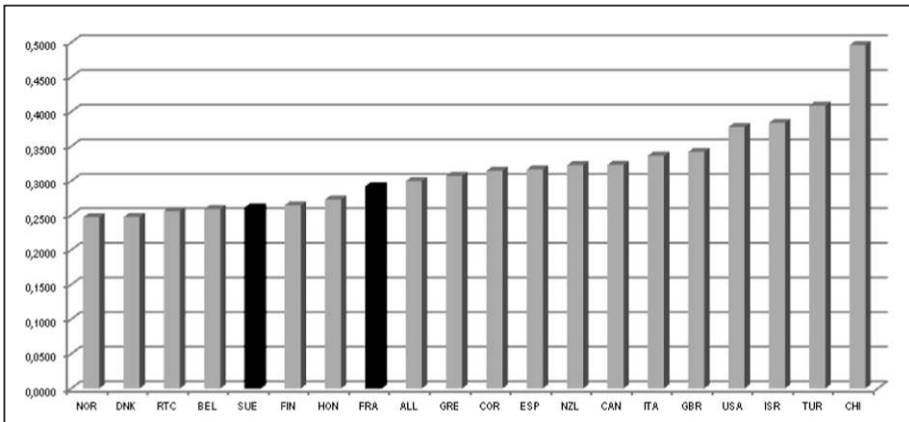
3 Louis Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil (La République des idées), 2006, p. 102.

4 OCDE, *Toujours plus d'inégalités. Pourquoi les écarts de revenu se creusent*, Paris, OCDE, 2012.

## PAR-DELÀ LE COEFFICIENT DE GINI : ÉVOLUTION DES REVENUS ET MOBILITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

Le coefficient de Gini est l'indicateur le plus couramment utilisé dans les comparaisons internationales pour déterminer le niveau des inégalités. Il mesure la différence entre une répartition égalitaire des revenus théoriques et leur répartition réelle mesurée par la courbe de Lorenz. Une situation d'égalité parfaite verrait les revenus se répartir sur une droite reliant le premier décile disposant de 10 % des revenus au dernier décile qui en compterait autant. La courbe de Lorenz permet de restituer la distribution réelle des revenus en mesurant la répartition des revenus cumulés sur une fonction croissante. Le coefficient de Gini restitue, sous la forme d'un indice, la différence entre la répartition égalitaire des revenus et la répartition des revenus représentée par la courbe de Lorenz. Sa valeur oscille entre 0 – la parfaite répartition des revenus entre tous les déciles – et 1 – concentration de toutes les richesses aux mains d'une seule personne. Avec 0,26 pour la Suède et 0,29 pour la Suède en 2008, ces sociétés figurent parmi les plus solidaires au monde.

**Graphique n° 1 : Coefficient de Gini au sein de l'OCDE en 2008**



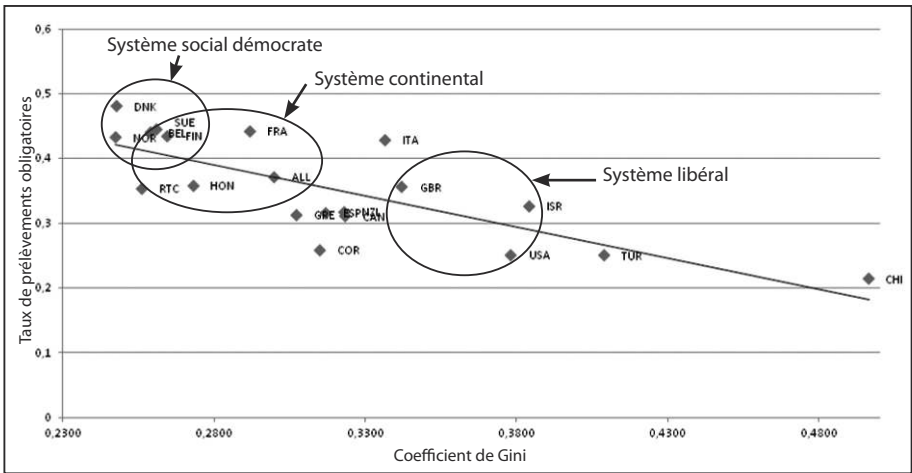
Source : OCDE, 2011

Cet indicateur, très souvent utilisé dans les classements internationaux, a corroboré les typologies des États providence en faisant ressortir la gradation entre les systèmes sociaux-démocrates, les systèmes continentaux redistributifs et les systèmes libéraux de protection sociale<sup>5</sup>. En effet, la protection sociale dans les systèmes sociaux-démocrates repose principalement sur l'impôt et cible l'ensemble de la population, alors que le financement de la protection sociale

5 Voir notamment : Gøsta Esping-Andersen, *Les Trois Mondes de l'État providence*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 2007 ; André Sapir, « Globalisation and the Reform of European Social Models », *Bruegel Policy Brief*, n° 2005/01, novembre 2005.

par les prélèvements obligatoires directement liés à la forme d'emploi limite l'universalité de la protection sociale dans les systèmes continentaux. Enfin, les systèmes libéraux concentrent la protection sociale sur les populations les plus démunies en assurant un financement par l'impôt. La gradation dans la redistribution entre les trois systèmes apparaît clairement dans le graphique 2.

**Graphique n° 2 : Corrélation entre prélèvements obligatoires et coefficient de Gini en 2011**

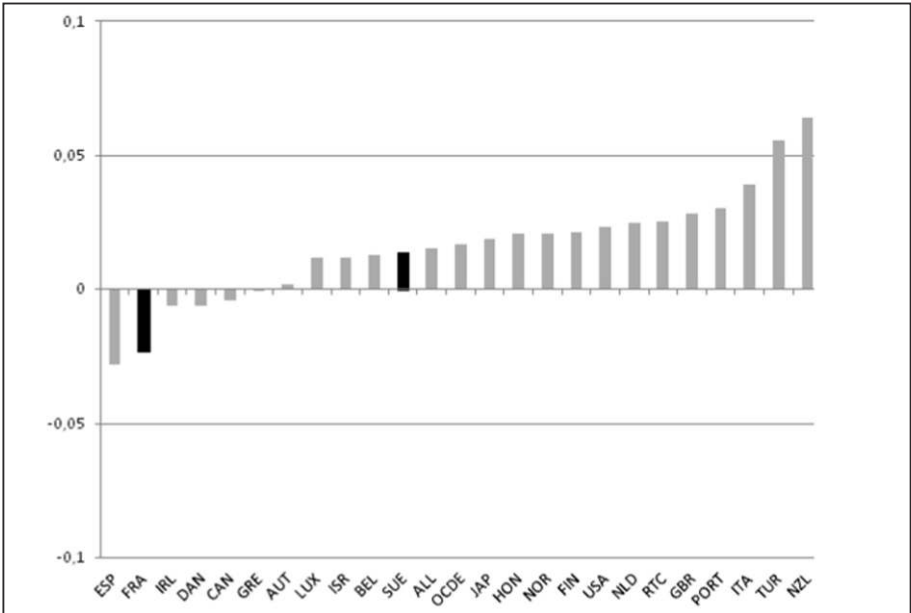


Source : OCDE, 2013

La période 1985-1995 est caractérisée par une réduction des inégalités en France et par une légère augmentation en Suède – comme l'illustre le graphique 3 – alors que la période 1995-2008 – présentée dans le graphique 4 – a vu les inégalités de niveau de vie progresser fortement en Suède et modérément en France<sup>6</sup>.

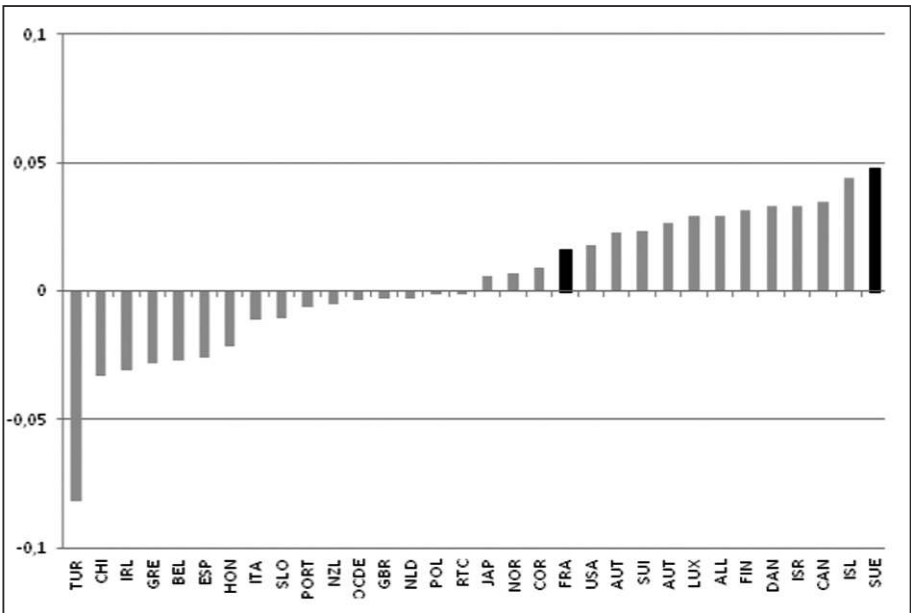
<sup>6</sup> Maxime Ladaïque, *L'Évolution des revenus en France et dans les pays de l'OCDE*, Paris, OCDE, décembre 2005, p. 5.

**Graphique n° 3 : Évolution du coefficient de Gini au sein de l'OCDE, 1985-1995**



Source : OCDE, 2011

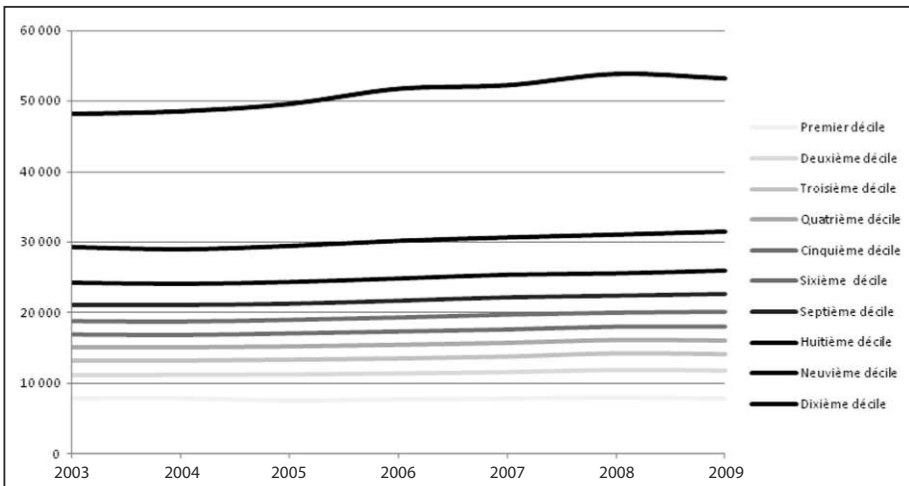
**Graphique n° 4 : Évolution du coefficient de Gini au sein de l'OCDE, 1995-2008**



Source : OCDE, 2011

Ces changements importants appellent à approfondir les informations résultant de la seule lecture du coefficient de Gini. Ce dernier est un indicateur imparfait qui ne restitue pas avec nuance la distribution des revenus entre les différents déciles. Il est donc nécessaire de compléter cette approche par un examen de l'évolution des revenus entre les déciles tant en France qu'en Suède. Les graphiques 5 et 6 montrent que la progression des revenus du dixième décile – les 10 % les plus riches – est particulièrement spectaculaire en Suède sur l'ensemble de la période puisqu'elle dépasse 36 % en dépit d'un recul important en 2007.

**Graphique n° 5 : Évolution du niveau de revenu moyen par décile en € en France**

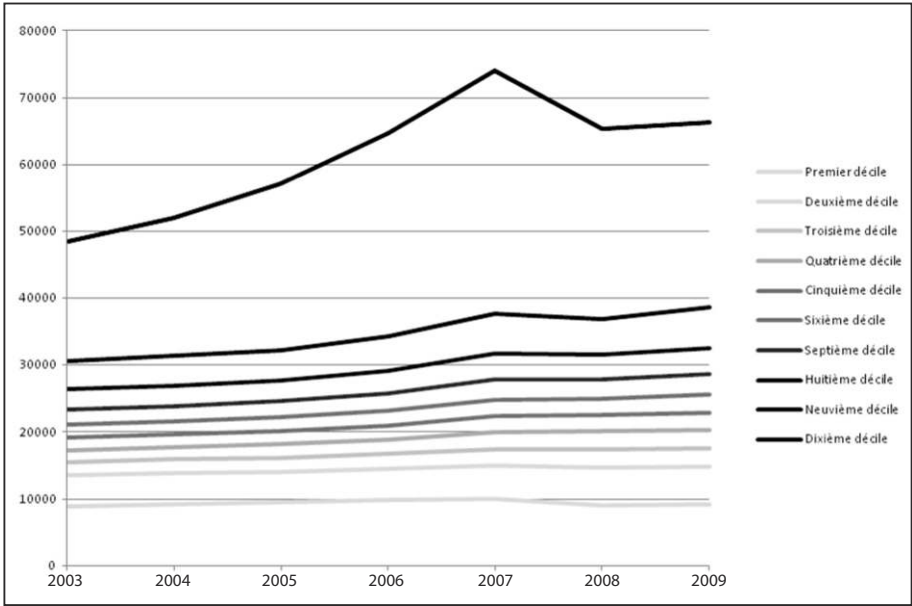


Source : OCDE, 2012

La progression médiane des revenus dépasse 20 % en Suède sur la période alors qu'elle n'atteint pas tout à fait 7 % en France. Seul le dixième décile – les 10 % les plus riches – enregistre une progression de ses revenus supérieure à 10 % au sein de la société française. En revanche, les revenus du premier décile – les 10 % les plus pauvres – augmentent de 3 % sur l'ensemble de la période en Suède et diminuent de 0,38 % en France. Ces évolutions entre les différents déciles en Suède indiquent que l'existence d'une constellation centrale est remise en question par la segmentation très rapide de la société suédoise. La progression des derniers déciles vient en effet s'ajouter à la dynamique du dernier décile qui a vu sa part de la richesse nationale augmenter – sous l'effet des gains du capital – depuis les années 1980 après plusieurs décennies de recul<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Jesper Roine, Daniel Waldenström, « The Evolution of Top Incomes in an Egalitarian Society : Sweden, 1903-2004 », *Journal of Public Economics*, n° 92, 2008, p. 366-387.

**Graphique n° 6 : Évolution du revenu moyen par décile en € en Suède**



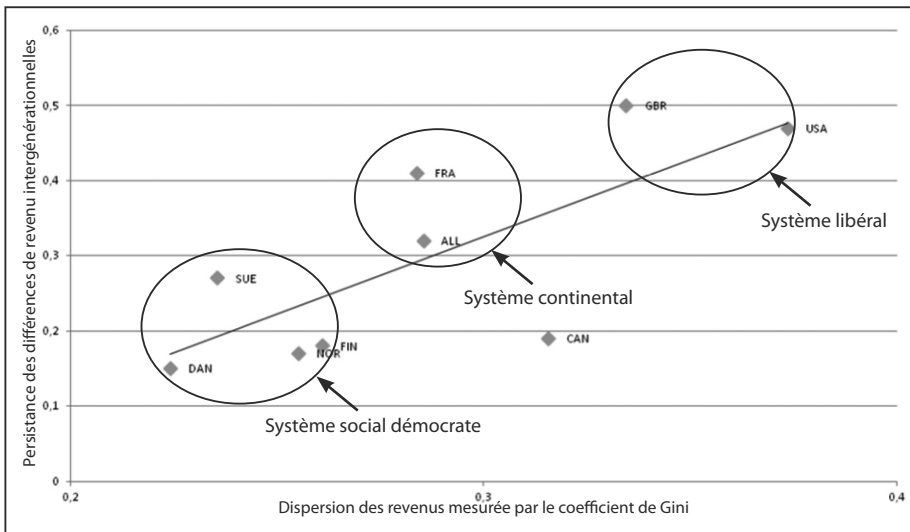
Source : Statistiska Centralbyrån, 2012

Ainsi, l'évolution du coefficient de Gini offre une vision partiellement erronée des évolutions en cours en France et en Suède. En effet, la forte progression des inégalités sur la période 1995-2008 en Suède reflète une amélioration très forte de la situation des groupes les plus favorisés qui contraste avec une légère augmentation des revenus du premier décile. En revanche, la quasi-stagnation du coefficient de Gini est la résultante d'une progression très réduite du revenu de l'ensemble des groupes sociaux en France assortie d'une légère dégradation du pouvoir d'achat des plus démunis.

L'autre inconvénient du coefficient de Gini tient à son incapacité à restituer la mobilité sociale intergénérationnelle, qui reflète l'égalité des chances dans une société donnée. La mobilité intergénérationnelle est communément mesurée en comparant le niveau de rémunération des enfants et celui de leurs parents. Elle permet d'éclairer une autre dimension de l'égalité en mesurant la plasticité des positions sociales. L'indicateur oscille de 0 à 1 représentant la part de l'avantage familial en matière de revenus qui est transmis aux enfants. Ainsi, un score de 0,5 indique que 50 % de l'avantage de revenus des parents est transmis aux enfants et se retrouve dans l'échelle des revenus de leur génération. Le graphique 8 montre qu'il existe une forte corrélation entre la faiblesse de la mobilité intergénérationnelle et l'existence d'une forte dispersion des revenus. Toutefois, les résultats de cet indicateur permettent de nuancer l'image résultant de la seule étude du coefficient

de Gini tant pour la Suède que pour la France<sup>8</sup>. Le positionnement de la Suède et de la France par rapport à la droite de régression sur le graphique 7 témoigne de l'existence d'un écart important entre le coefficient de Gini et la reproduction des inégalités au sein de ces deux sociétés. La Suède présente en effet un taux de reproduction des inégalités matérielles qui apparaît bien supérieur à celui des autres pays nordiques. L'exemplarité suédoise doit donc être relativisée par rapport à ses voisins en matière d'égalité des chances, y compris par rapport au Danemark qui abrite tout comme la Suède une aristocratie. De même, la France figure parmi les pays présentant une rigidité des situations acquises particulièrement élevée qui atteint un niveau supérieur à 40 %, proche de celui des pays appartenant au modèle libéral<sup>9</sup>. Dans le cas français, l'existence d'une forte rigidité des situations serait le signe d'une société à statut travaillée par la peur du déclassement<sup>10</sup>. Autrement dit, les acteurs seraient plus intéressés par l'inscription de leur position sociale dans le temps qu'à la réduction des inégalités de conditions.

### Graphique n° 7 : Mobilité intergénérationnelle au regard de la dispersion des revenus en 2003



Source : Corak et OCDE, 2006 et 2011

8 Jesper Roine, Daniel Waldenström, « The Evolution of Top Incomes in an Egalitarian Society : Sweden, 1903-2004 », *Journal of Public Economics*, n° 92, 2008, p. 366-387.

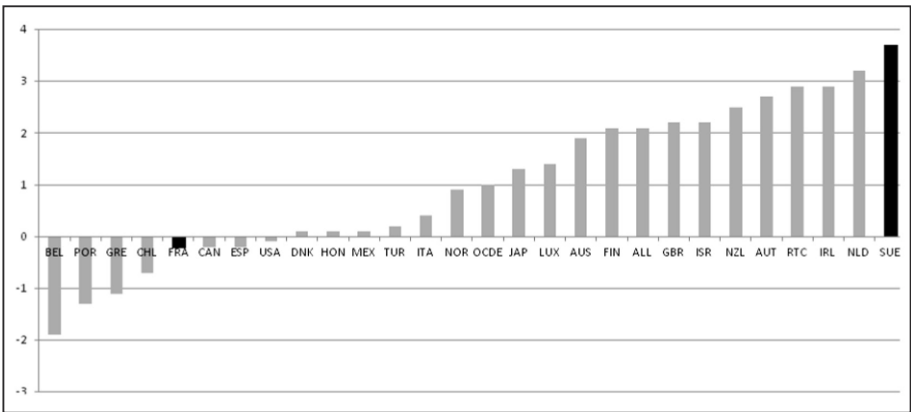
9 Les données utilisées dans le présent article sont empruntées à Miles Corak, « Do Poor Children Become Poor Adults ? Lessons from a Cross Country Comparison of Generational Earnings Mobility », *IZA Discussion Paper*, n° 1993, mars 2006.

10 Éric Maurin, *La Peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil (La République des idées), 2009.

**L'EXPLORATION DES SITUATIONS MARGINALES :  
LA PAUVRETÉ ET LE DÉNUÈMENT MATÉRIEL**

Il est de coutume dans l'imprimerie de dire que la marge éclaire la page ; autrement dit, le fait d'étudier les extrémités d'un ensemble permet de mieux comprendre son organisation. L'application de ce principe aux sociétés suédoise et française conduit à envisager l'égalité au regard des situations de pauvreté. Le seuil de pauvreté monétaire est déterminé par Eurostat, comme un niveau de vie inférieur à 60 % du revenu médian et par l'OCDE, comme un niveau de vie inférieur à 50 % du revenu médian. Le graphique 8 indique que la Suède est le pays de l'OCDE au sein duquel la pauvreté monétaire a le plus fortement progressé depuis les années 1980 alors qu'elle a légèrement diminué en France au cours de la même période. Ces résultats doivent être nuancés dans la mesure où le seuil de pauvreté monétaire peut être relevé par une augmentation du niveau de revenu général de la population sans être synonyme de détérioration des conditions de vie des personnes qui se trouvent sous le seuil. Une approche complémentaire de la pauvreté qui laisserait plus de place aux conditions matérielles est donc nécessaire.

**Graphique n° 8 : Évolution du taux de pauvreté au sein de l'OCDE  
entre 1985 et 2008**

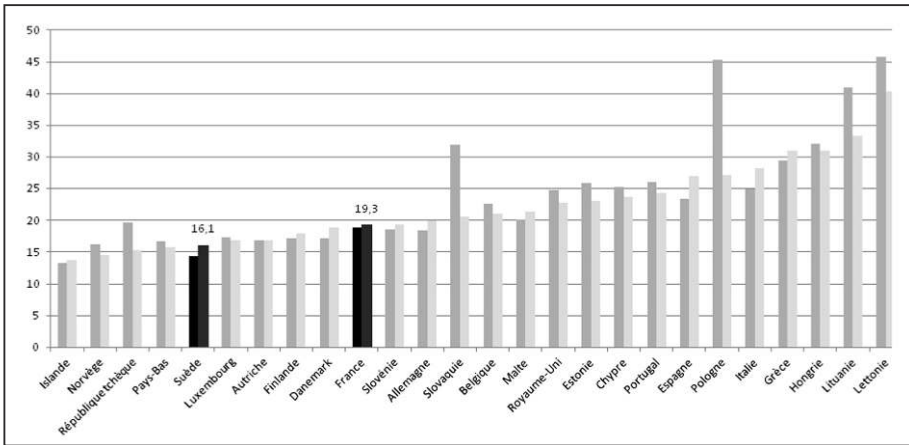


Source : OCDE, 2012

La mesure du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale par Eurostat comprenant notamment le dénuement matériel et la faible intensité de travail offre une alternative à la pauvreté monétaire. Les résultats obtenus en utilisant cet indicateur proposent une image très différente de celle restituée par les indicateurs de pauvreté monétaire relative utilisés par l'OCDE.



### Graphique n° 9 : Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2005 et en 2011 (en %)



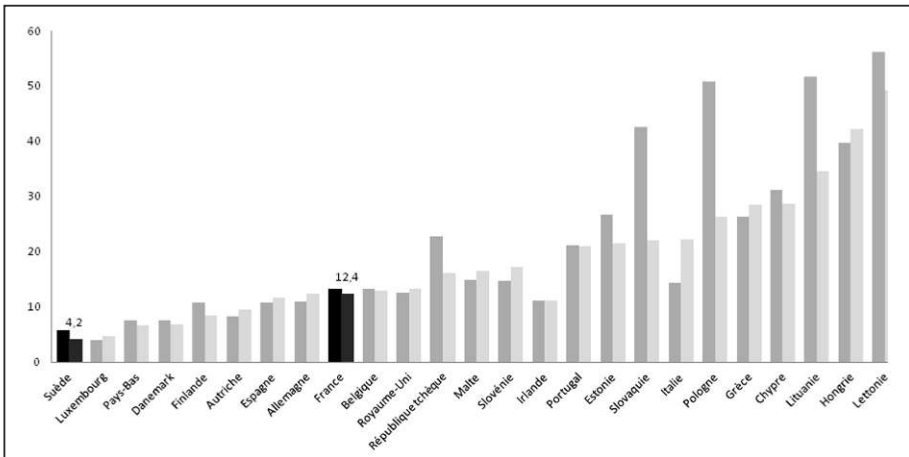
Source : Eurostat, 2013

La Suède est le pays de l'espace économique européen qui a connu la plus forte progression du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale après l'Espagne et l'Italie entre 2005 et 2010 comme l'illustre le graphique 3. La France a vu la situation se dégrader légèrement au cours de la même période. En revanche, la Suède continue de figurer parmi les nations les moins affectées par le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale avec 16,1 % de sa population concernée. La France figure également en bonne position au sein du classement établi par Eurostat avec 19,3 % de la population menacée par le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Les conditions matérielles de vie sont estimées par Eurostat grâce à l'étude des éléments constitutifs de l'indice du dénuement matériel<sup>11</sup>. Cet indicateur fait ressortir que la Suède est le pays présentant en 2011 les meilleures conditions matérielles de vie de l'Union européenne comme l'illustre le graphique 10. Ainsi, seuls 4,2 % de la population suédoise sont concernés par le dénuement matériel contre 12,4 % pour la France. En outre, le dénuement matériel connaît un recul plus marqué en Suède qu'en France sur la période 2005-2011 puisqu'il a reculé de 1,5 point alors que la réduction a été moitié moindre en France.

11 Le dénuement matériel comprend neuf dimensions potentielles : l'incapacité à payer un loyer, rembourser un emprunt ou à régler des factures de gaz, d'eau ou d'électricité, l'incapacité à chauffer un logement, l'incapacité à faire face aux dépenses imprévues, l'absence de consommation régulière de viande ou de protéine animale, l'incapacité à prendre des vacances, l'absence d'équipement en téléviseur, en réfrigérateur, en voiture ou en téléphone.

### Graphique n° 10 : Taux de dénuement matériel au sein des pays de l'UE en 2005 et 2011 (en % de la population totale)



Source : Eurostat, 2013

L'étude plus détaillée des situations de marginalité met en lumière l'incidence de la dispersion des revenus dans la progression de la pauvreté monétaire. À cet égard, il convient de souligner le rôle qu'occupe l'emploi salarié dans le développement des inégalités pour la majorité de la population. La progression des inégalités est largement tirée par la disparité des rémunérations pour l'ensemble des déciles, à l'exception notable du dixième dont une part importante des revenus provient des capitaux. Les écarts de rémunération n'ont ainsi cessé de croître en Suède depuis les années 1980 sous l'effet des évolutions technologiques, de la libéralisation des marchés financiers et de la disparition des négociations salariales centralisées au niveau national. Les accords de branche et l'individualisation des rémunérations ont dès lors favorisé la dispersion des salaires entre et à l'intérieur des branches pour une même profession<sup>12</sup>. L'abandon des négociations centralisées remet ainsi en question l'égalité de rémunération à compétences, à fonctions et à responsabilités égales.

#### LA CORRECTION DES INÉGALITÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL : LE RÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES

En dépit d'un socle commun de valeurs, la trajectoire des inégalités en France et en Suède est l'expression de stratégies divergentes dans l'affectation des ressources dont le point de départ est la grave récession économique suédoise du début des

12 SCB, *Löneskillnader störst bland män i landstinget*, Stockholm, SCB, 2012.

années 1990 qui a servi de matrice à la redéfinition de son référentiel global de politique économique<sup>13</sup>. Ce changement de référentiel global a également favorisé une redéfinition de la politique de l'emploi<sup>14</sup>.

Le taux d'activité suédois qui avait atteint en 1991 son point le plus haut – avec plus de 86 % de la population âgée de 15 à 64 ans – entama cette même année un net repli de plus de 10 points en moins de quatre ans<sup>15</sup>. L'objectif de la politique économique suédoise devint dès lors de faire remonter ce taux d'emploi sans contrevenir à l'objectif de maîtrise de l'inflation. L'accent qui fut porté tout au long des années 1990 et au début des années 2000 sur les dispositifs d'activation de la politique de l'emploi témoigne de la volonté de faciliter le retour à l'emploi des publics les plus vulnérables. En parallèle, les gouvernements successifs se montrèrent restrictifs dans la détermination des montants d'allocation chômage. Le taux de remplacement de l'allocation chômage fut ainsi réduit de 90 % à 80 % du plafond salarial en 1993 par le gouvernement de centre droit. Le gouvernement social-démocrate ne remit pas en question cette orientation et l'amplifia temporairement, portant le taux de remplacement à 75 % de 1995 à 1997. Ce taux de remplacement est en apparence plus généreux que les taux français, mais il doit être relativisé dans la mesure où l'allocation chômage n'est pas calculée sur l'intégralité du salaire perçu<sup>16</sup>. La loi impose en effet un plafond pour le revenu de référence dans le cadre du calcul de l'allocation chômage qui s'élève depuis 2002 à 18 700 SEK ; soit 1 685 €. En outre, la coalition de centre-droit a introduit en 2007 une série de mesures qui ont contribué à durcir les conditions d'octroi de l'allocation chômage ainsi qu'à diminuer l'accès des chômeurs aux formations<sup>17</sup>. D'une part, l'allocation de base – d'un montant de 320 SEK par jour soit 630 € par mois – ne peut être complétée par une assurance complémentaire basée sur le revenu que dans la mesure où les salariés cotisent personnellement à une caisse

13 Erixon, « Under the Influence of Traumatic Events, New Ideas, Economic Experts and the ICT Revolution – the Economic Policy and Macroeconomic Performance of Sweden in the 1990s and the 2000s », *Working Papers in Economics*, n° 25, 2011.

14 Mattias Bengtsson, « Transformation of Labour Market Policies in the Nordic Countries. Towards a Regime Shift in Sweden and Denmark ? », *Working Paper*, 2012.

15 Lena Hagman, Leif Munters, « Svensk ekonomi i historiskt och internationellt perspektiv », in *Välfärd och ofärd på 90-talet*, Levnadsförhållanden Rapport nr 100, Stockholm, Statistiska centralbyrån, 2003, p. 19.

16 Pour mémoire, le taux de remplacement est en France de 75 % pour les revenus inférieurs à 1 105 €. Il se situe entre 68 et 75 % pour les revenus compris entre 1 105 et 1 211 € et oscille entre 57,4 et 68 % pour les revenus entre 1 211 et 1 999 €. Enfin, il plafonne à 57,4 % pour les revenus compris entre 1 999 et 11 784 €.

17 Mattias Bengtsson, *op. cit.*, p. 13.

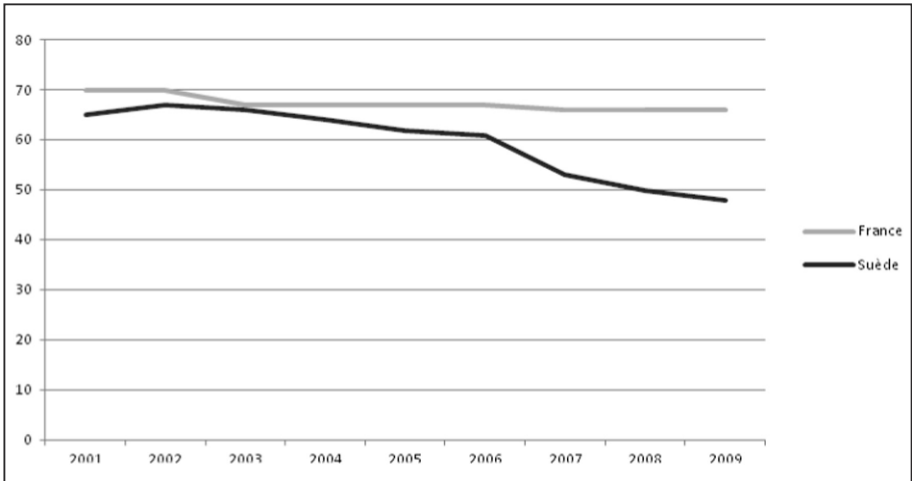
d'assurance chômage. Le montant peut alors être porté à 680 SEK par jour soit 1 350 € par mois pendant 200 jours d'indemnisation soit 9 mois. Au terme de ce délai, l'allocation chômage devient dégressive atteignant alors 70 % du revenu de référence jusqu'au 301<sup>e</sup> jour, soit un montant d'environ 1 180 € par mois. L'allocation diminue de nouveau pour atteindre 60 % du revenu soit 1 010 € environ par mois jusqu'au 600<sup>e</sup> jour d'indemnisation.

La situation était toute autre en France où le taux d'activité n'était que de 67 % en 1991 pour progresser lentement jusqu'à 70,5 % en 2011. Le risque d'inflation lié à une mobilisation trop importante de la main-d'œuvre était donc nettement moindre en France qu'en Suède. En outre, les dispositifs d'activation étaient étrangers à la politique de l'emploi française qui reposait sur la stimulation de la demande de travail *via* des incitations financières. Ce n'est qu'à la faveur de la convention État-Unedic-ANPE du 13 juin 2001 que des éléments d'activation de l'allocation chômage furent timidement introduits au travers du projet d'action personnalisé (PAP), devenu projet personnalisé d'accompagnement à l'emploi (PPAE) avec la convention du 18 janvier 2006. La conclusion du plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) prévoyant des possibilités de suspension, de réduction ou de suppression de l'allocation chômage en cas de non-respect des obligations incombant au demandeur d'emploi dans le cadre du PAP ou du PPAE témoigne de l'inflexion donnée à la logique assurantielle qui caractérisait jusqu'ici l'allocation chômage en France. Cette novation ne s'est pas traduite par un durcissement des conditions d'octroi de l'allocation chômage. Au contraire, la convention de 2006 a assoupli les conditions d'octroi de l'allocation chômage en abaissant la durée minimale d'affiliation à 4 mois et en étendant la période de référence à 28 mois pour les demandeurs d'emploi. La divergence des approches française et suédoise en matière d'indemnisation du chômage apparaît nettement dans le graphique 11. Les situations de chômage contribuent ainsi beaucoup plus fortement à accroître les inégalités en Suède qu'en France. Dans les faits, seuls 61 % des chômeurs suédois bénéficiaient du premier niveau de prestations à l'automne 2011, 39 % bénéficiaient du deuxième niveau de prestations assis sur les salaires et seuls 12 % disposaient d'une allocation représentant 80 % de leur salaire initial<sup>18</sup>.

---

18 Arbetlöshetskassornas samorganisation, *Lägesbeskrivning av arbetslöshetsförsäkringen våren 2012*, Stockholm, Samorg, 2012, p. 9.

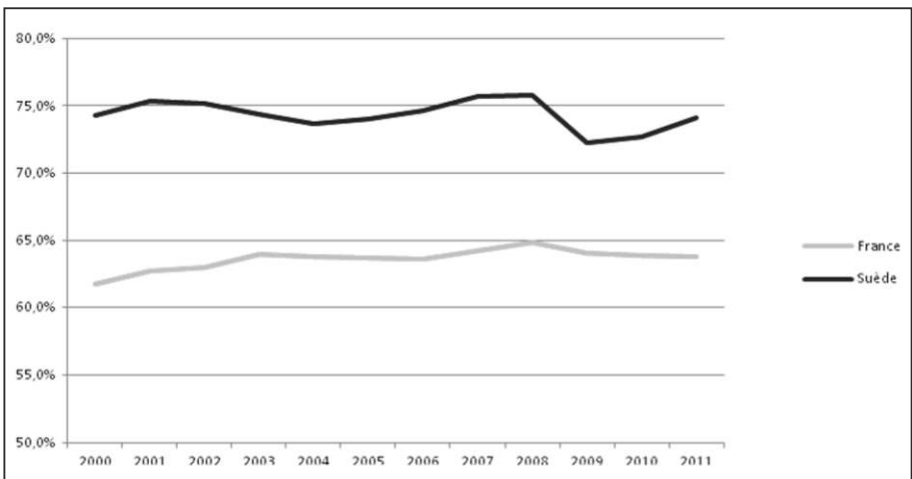
### Graphique n° 11 : Évolution du taux de remplacement des revenus par l'allocation chômage



Source : OCDE, 2013

Cette situation est en partie compensée par un taux d'emploi bien plus élevé en Suède qu'en France puisque l'écart est proche de 10 points ainsi que l'illustre le graphique 12. Cette capacité de mobilisation de la main-d'œuvre produite, par ailleurs, des effets positifs sur le taux de croissance potentiel de la Suède ainsi que sur la trajectoire de ses finances publiques.

### Graphique n° 12 : Évolution du taux d'emploi (en %)



Source : OCDE, 2012

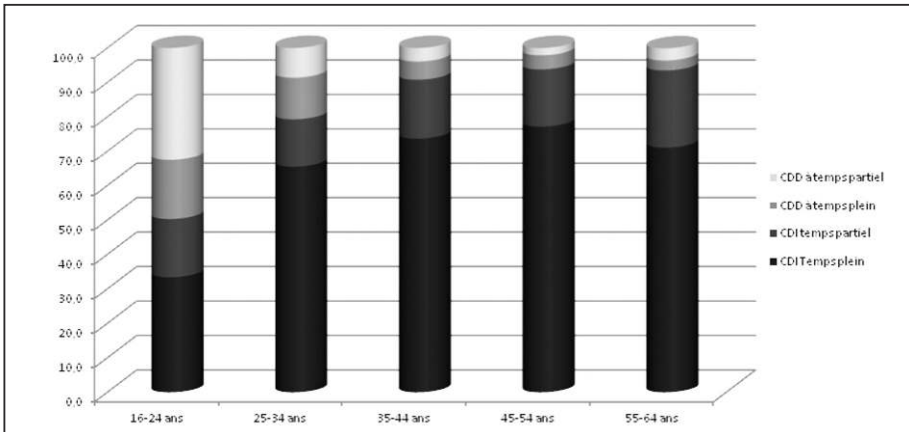
L'importance du taux d'emploi suédois par rapport aux taux d'emploi français se traduit par un plus grand recours aux formes atypiques d'emploi que sont les temps partiels ainsi que les contrats à durée déterminée<sup>19</sup>. Ces formes d'emploi ont des effets importants sur les inégalités puisqu'elles réduisent les possibilités d'ouverture des droits à l'assurance chômage et influencent le niveau de rémunération. Les formes d'emploi à temps partiel concernent particulièrement les 16-24 ans en Suède, avec près d'un emploi sur deux dont la durée du travail est inférieure à la moyenne, alors que ce taux chute à 22,4 % dès 25 ans pour atteindre son point le plus bas à 18,7 % pour les 45-54 ans. Le recours à l'emploi à temps partiel augmente ensuite pour les 55 ans et plus où il représente plus du quart des contrats conclus. La part des emplois à temps partiel dans l'emploi total est beaucoup moins importante en France pour les moins de 24 ans puisqu'ils ne représentent que 22,4 % de l'emploi total. La proportion d'emplois à temps partiel en France est également inférieure à la Suède pour les personnes âgées de 25 à 50 ans en se situant à 16,2 % de l'emploi total ainsi que pour les personnes âgées de 50 ans et plus puisqu'elle est alors de 20,7 %.

L'emploi à durée déterminée concerne principalement les plus jeunes en Suède comme l'illustre le graphique 13. Il représente en effet 49,7 % de l'emploi total des 16-24 ans et 20,7 % de l'emploi des 25-34 ans. Il passe sous la barre des 10 % à partir de 35 ans et se stabilise juste au-dessus de 6 % à partir de 45 ans. L'emploi à durée déterminée est majoritaire en France pour les 15-24 ans comme cela ressort du graphique 14. Il ne représente en revanche qu'un peu moins de 11 % des contrats pour les 25-49 ans et se stabilise à près de 7 % pour les plus de 50 ans<sup>20</sup>. Les taux français de recours aux contrats à durée déterminée sont ainsi assez proches de ceux qui prévalent en Suède.

---

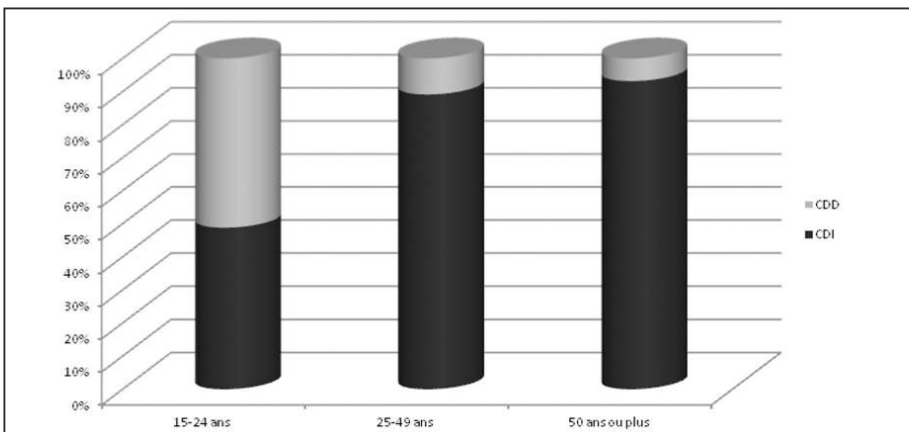
19 L'utilisation du terme de contrat à durée déterminée recouvre dans cet article le terme suédois *tidsbegränsad anställning* qui, d'après l'article 5 de la loi sur la protection de l'emploi de 1982 (*Lag om anställningsskydd*, 1982: 30) comprend les catégories suivantes : les contrats à durée déterminée, l'intérim, le travail saisonnier et le travail des personnes âgées de plus de 67 ans.

20 Les tranches d'âge retenues par l'INSEE pour les données publiques diffèrent de celles retenues par SCB et ne permettent donc pas de procéder à une comparaison plus fine.

**Graphique n° 13 : Les formes d'emploi en Suède en 2011 (en %)**

Source : SCB, 2012

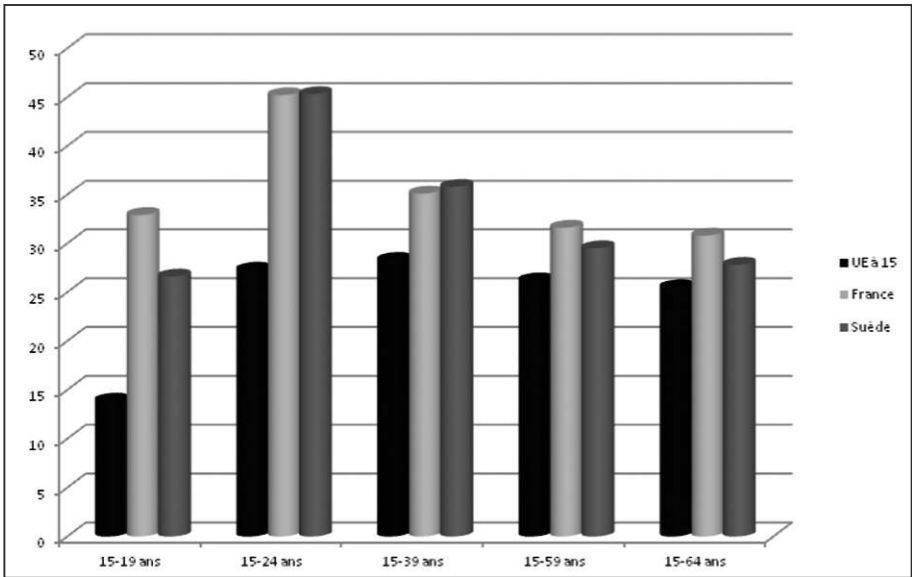
Par ailleurs, le taux d'emploi suédois ne repose pas sur un recours significativement plus important à l'intérim ou au CDD, mais il s'accompagne d'un plus fort taux d'emploi à temps partiel. Ce dernier est toutefois moins souvent un temps subi en Suède qu'en France comme l'indique le graphique 15. Une étude plus fine du recours au travail à temps partiel révèle l'existence d'un phénomène d'hystérèse de l'emploi à temps partiel féminin qui peut expliquer une grande acceptation de cette forme d'emploi en Suède<sup>21</sup>. En revanche, le graphique 16 fait ressortir que le travail temporaire est un choix plus contraint pour les jeunes Suédois que pour les Français de leur âge alors qu'il est majoritairement un choix contraint pour les Français et les Suédois.

**Graphique n° 14 : Les formes d'emploi en France en 2011 (en %)**

Source : INSEE, 2012

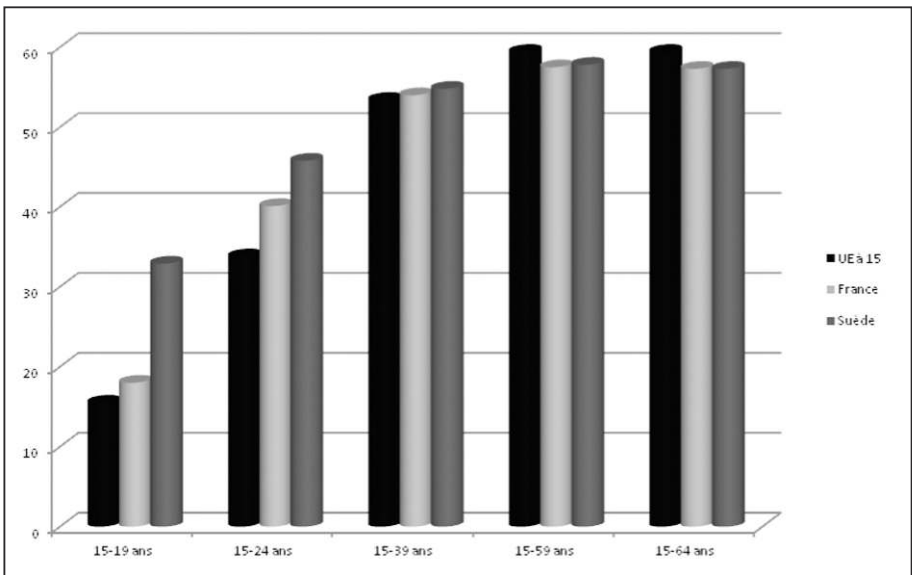
21 Inger Jonsson, Anita Nyberg, « Sweden : Precarious Work and Precarious Unemployment », *Working Paper*, [<http://www.genderwork.ca/cpdworkingpapers/nyberg-jonsson.pdf>]

**Graphique n° 15 : Part des emplois à temps partiel subis par tranche d'âge (en %)**



Source : Eurostat, 2013

**Graphique n° 16 : Part des emplois temporaires subis par tranche d'âge (en %)**



Source : Eurostat, 2013



Les publics les plus exposés aux formes atypiques de travail sont les plus susceptibles d'être touchés par la montée des inégalités. Or ces éléments indiquent que les plus jeunes sont plus susceptibles de basculer en dessous du seuil de pauvreté tant en France qu'en Suède. Ce phénomène est d'autant plus marquant que le taux de chômage des moins de 25 ans atteint 26,4 % en Suède et 22 % en France.

Par ailleurs, il convient de souligner que les formes de travail atypiques concernent également plus souvent les descendants de personnes immigrées tant en France qu'en Suède. La différence dans le taux d'emploi en CDI atteint plus de 9 points en Suède et 6 points en France entre les descendants de parents originaires du pays d'implantation et les descendants de parents immigrés. Le taux de travail à temps partiel est également supérieur de près de 13 points pour les descendants de parents immigrés en Suède. Ainsi, le marché de l'emploi contribue à reproduire les inégalités entre les descendants de parents originaires du pays d'implantation et ceux de parents immigrés<sup>22</sup>.

## **LES POLITIQUES PUBLIQUES À L'ÉPREUVE DE L'ÉGALITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE**

Le gouvernement social-démocrate suédois a entamé dès 1994 une politique de réduction du déficit budgétaire et de la dette publique alors même que le taux d'emploi se situait à 76 %, soit 10 points de moins que le niveau atteint en 1991. À partir de 1997, il décidait de mettre en œuvre un plafond pour les dépenses des administrations publiques centrales et des administrations de sécurité sociale. Il introduisit également cette même année un objectif d'excédent structurel du budget des administrations publiques centrales de 2 %. Enfin, le Parlement adoptait en 2000 une loi contraignant les administrations publiques locales à mettre un terme à leurs déficits budgétaires dans les deux ans. La recherche d'un équilibre macroéconomique de long terme s'est également reflétée dans la réforme du régime des retraites adoptée en 2001 qui a conduit le système de prestations définies à évoluer vers un système de cotisations définies.

Les gouvernements français successifs ont – pour leur part – mis l'accent sur la préparation de l'intégration dans la monnaie unique du début des années 1990 jusqu'à 1997. La mise en œuvre de ce nouveau référentiel global de la politique économique française s'est assortie d'un déficit continu du solde budgétaire. Par la suite, la politique économique française s'est servie des dépenses publiques comme soutien de la croissance en phase haute du cycle économique et comme instrument de relance en phase basse du cycle. La prégnance de ce référentiel se retrouve tout au long de la période 2000-2008, pour laquelle l'impulsion budgétaire

---

22 L'auteur renvoie le lecteur aux contributions sur la parité au sein de ce dossier, pour éclairer les inégalités entre les hommes et les femmes.

française s'élève à 1,9 point de PIB contre 0,1 à l'intérieur de la zone euro<sup>23</sup>. Les divergences dans la conduite des politiques publiques se sont logiquement traduites dans la trajectoire des finances publiques au sein des deux pays comme l'illustre le graphique 19. La politique de réduction des déficits publics s'est ainsi traduite par une contraction très forte de l'endettement public en Suède – passant de 73,3 % du PIB en 1996 à 35 % en 2012 – alors que ce dernier progressait très fortement en France – de 57,4 % à 91 % du PIB – au cours de la même période. Ces évolutions opposées au sein des deux pays mettent en lumière des arbitrages temporels fondamentalement différents. Les choix des gouvernements français ont eu pour effet de privilégier l'égalité intragénérationnelle alors que ceux des gouvernements suédois ont eu pour effet de favoriser l'égalité intergénérationnelle. En outre, les gouvernements français successifs ont décidé de ne pas altérer la nature du système de retraite au cours des différentes réformes qui se sont succédé en maintenant le principe de la répartition et du système à prestations définies<sup>24</sup>. Ils ont également maintenu l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation.

Par ailleurs, l'évolution du revenu disponible moyen par tranche d'âge au regard de l'évolution du revenu médian met en lumière la forte progression des revenus des inactifs les plus âgés en France par rapport à la Suède. Les données présentées dans le graphique 18 mettent en lumière la progression du revenu moyen pour les tranches d'âge 30-49, 50-64 et 65-74 ans en Suède qui dépasse la progression du revenu médian. En revanche, les tranches d'âge 18-29 et 75 ans et plus progressent nettement moins rapidement que le revenu médian. Le graphique 19 fait ressortir qu'en France seule la tranche d'âge 35-44 ans voit son revenu moyen progresser aussi rapidement que la médiane parmi les actifs alors que les tranches d'âge les plus dynamiques en termes de progression de revenu sont les tranches d'âge 55-64, 65-74 et 75 ans et plus. Ainsi, celles dont le revenu moyen progresse plus rapidement que le revenu médian se situent pour partie ou en totalité après la période d'activité. Ces éléments plaident pour l'élargissement du débat sur l'égalité à la notion de génération qui semble trouver un écho dans la réflexion actuelle sur le rôle des retraites dans le financement de la protection sociale<sup>25</sup>.

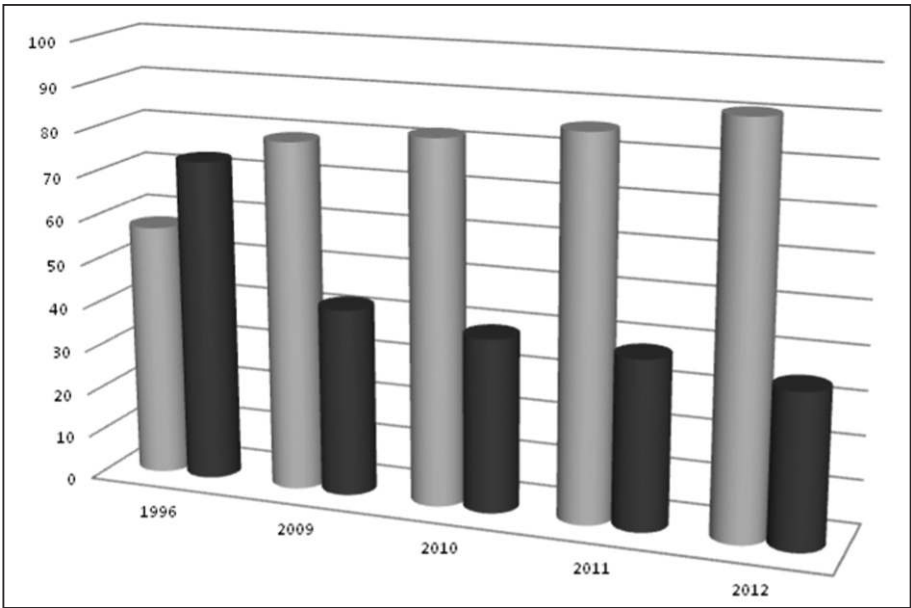
---

23 Éric Heyer, Xavier Timbeau, « L'économie française depuis un demi-siècle », in *L'Économie française 2011*, Éric Heyer (dir.), Paris, La Découverte (Repères ; 563), 2010, p. 28.

24 La nature du système à prestations définies est toutefois sujette à caution. En effet, un arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation du 23 novembre 1999 a estimé que le nombre de points retraite acquis ne pouvait être remis en question en vertu du principe de non-rétroactivité, mais il n'a pas garanti la valeur du point. Les partenaires sociaux conservent ainsi la possibilité de revoir la valeur du point tant que les pensions n'ont pas encore été liquidées.

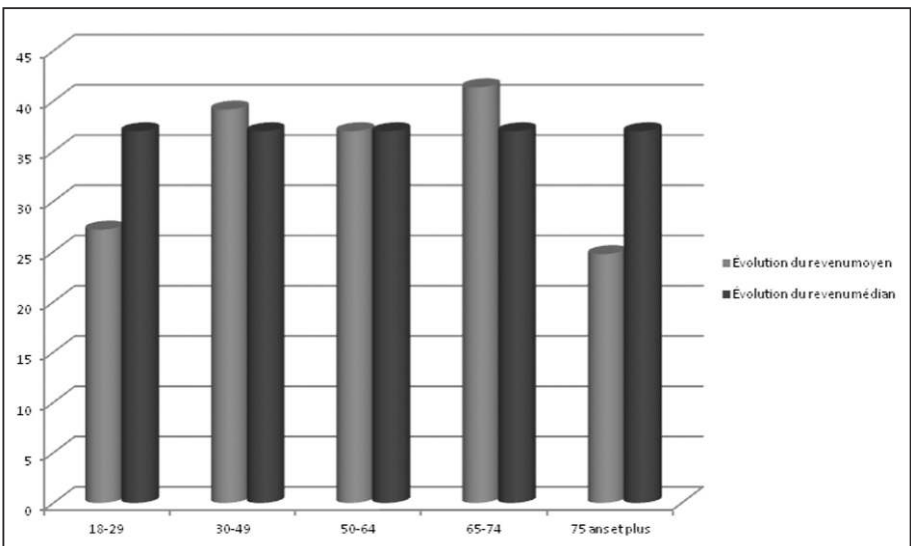
25 Louis Chauvel, *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du XX<sup>e</sup> siècle aux années 2010*, Paris, PUF (Quadrige Essais, débat), 2010.

**Graphique n° 17 : Évolution de l'endettement public en France et en Suède**



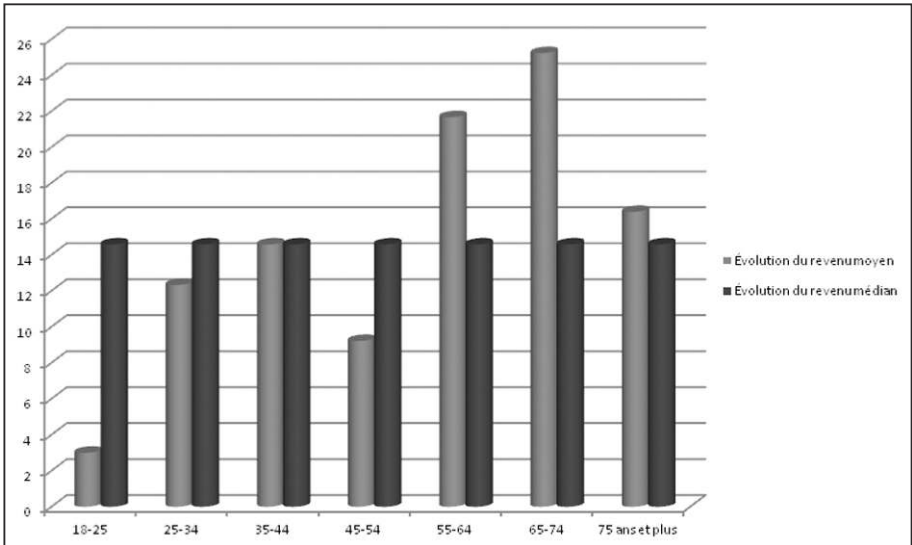
Sources : OCDE et Eurostat, 2011 et 2013

**Graphique n° 18 : Évolution du revenu moyen par âge et évolution du revenu médian en Suède 1996-2010 (en %)**



Source : Statistiska Centralbyrån, 2012

### Graphique n° 19 : Évolution du revenu moyen par âge et évolution du revenu médian en France 1996-2010 (en %)



Source : INSEE, 2012

La divergence dans les trajectoires de la fiscalité illustre également le décalage dans les objectifs poursuivis en France et en Suède. La fiscalité constitue un élément important dans la gestion des finances publiques puisqu'elle détermine le niveau de ressources disponibles. Elle représente également un instrument majeur de lutte contre les inégalités en corrigeant la dispersion des revenus liés à l'activité professionnelle<sup>26</sup>. En effet, l'importance et la structure des prélèvements publics peuvent venir atténuer les inégalités provenant des revenus d'activité ou du capital. La Suède était réputée en 1970 pour son taux d'imposition marginal qui était parmi les plus élevés du monde puisqu'il atteignait 70 % pour les 0,1 % les plus riches. Toutefois, les gouvernements sociaux-démocrates et les gouvernements de centre droit qui se sont succédé ont largement atténué la progressivité de l'impôt en Suède de sorte que l'imposition des 1 % les plus riches n'était plus que de 36 % en 2008<sup>27</sup>. La diminution de l'impôt sur le revenu (*jobbskatteavdrag*) impulsée par le gouvernement de centre droit en Suède a prolongé le mouvement de réduction des prélèvements obligatoires entamé depuis 1999. La part des prélèvements obligatoires dans le PIB a ainsi reculé de plus de 6 points passant de 51,5 en 1999 à 45,4 % en 2010 alors que la progressivité de l'impôt augmentait en France au cours de la même période. Dès lors, la fonction de réduction des inégalités de l'impôt est nettement moins efficace en Suède qu'en France. En effet, les

<sup>26</sup> OCDE, « Inégalités de revenus et croissance : le rôle des impôts et des transferts », *Note de politique économique*, n° 9, janvier 2012.

<sup>27</sup> Daniel Waldenström, *op. cit.*, p. 10-11.

réductions d'impôt ont particulièrement bénéficié aux tranches supérieures de l'impôt sur le revenu tant en valeur absolue qu'en valeur relative. La diminution du taux d'imposition entre 2006 et 2011 était ainsi de 7,7 points pour un revenu mensuel de 15 000 SEK (1 740 €), mais elle atteignait 8,8 points pour un revenu mensuel de 35 000 SEK (4 050 €). À cela, il convient d'ajouter les réductions d'impôt instaurées par le gouvernement de centre droit en faveur des services à la personne qui ont essentiellement bénéficié aux catégories sociales les plus aisées. Le mouvement de progression des inégalités en cours en Suède devrait donc se prolonger, si la structure de la fiscalité n'est pas modifiée.

## CONCLUSION

Au terme de cette exploration des inégalités en France et en Suède, il apparaît que le rôle des politiques publiques dans la constitution, le maintien ou la suppression des inégalités est central. La forte progression des revenus en Suède est en revanche marquée par leur dispersion croissante dont la correction par les prélèvements obligatoires n'a de cesse de se réduire. Le durcissement des conditions d'octroi de l'allocation chômage a facilité la préservation d'un taux d'emploi élevé, mais a nettement dégradé les conditions de vie des demandeurs d'emploi. L'atténuation de la progressivité de l'impôt sur le revenu conjugué à un allègement des prélèvements obligatoires induit la remise en question de la structuration de la société suédoise autour d'une constellation centrale. Cette notion qui semblait si bien caractériser les mutations sociales opérées par les trente glorieuses semble remise en question par un renouveau de la différenciation sociale<sup>28</sup>.

La France a réussi à contenir la progression des inégalités au prix d'une dégradation très forte de ses finances publiques dans la mesure où son système de protection sociale n'a pas encore fait l'objet d'une réforme structurelle. L'analyse comparée des politiques publiques en Suède et en France met ainsi en lumière l'impensé du devenir de l'égalité à travers les générations en France. Or, le risque est grand de voir l'ensemble des ajustements du système social reposer sur une ou deux génération(s). L'allongement des durées de cotisation retraite assorti de trajectoires d'insertion professionnelle plus complexes et plus longues est problématique<sup>29</sup>. Les conditions sont alors réunies pour donner à la famille un rôle croissant dans la couverture des risques et conduire *in fine* à un fort accroissement des inégalités que les études internationales ne sont pas en mesure d'appréhender pour l'instant.

---

28 Henri Mendras, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Gallimard, 1994 ; Louis Chauvel, « La dynamique de la stratification sociale », in Robert Castel, Louis Chauvel, Dominique Merllié, Érik Neveu et Thomas Piketty, *Les Mutations de la société française. Les grandes questions économiques et sociales*, Paris, La Découverte, 2007, p. 55.

29 Il l'est d'autant plus lorsque les sommes provisionnées pour faire face à la charge des retraites dans le cadre du fonds de réserve des retraites (FRR) donnent lieu à des décaissements annuels de 2,1 milliards d'euros à la caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) et ce jusqu'en 2024.

---

# Égalité à la suédoise dans une économie néolibérale

---

Ulrika Jansson\*

## RÉSUMÉ

*Ulrika Jansson analyse le discours néolibéral sur les genres, et le confronte aux orientations politiques devant favoriser l'égalité entre les sexes. En se basant sur des informations collectées auprès de la Confédération des entreprises suédoises, elle montre que les femmes sont considérées à la fois comme ressource économique et problème potentiel sur le marché, pour les mêmes raisons. Les femmes semblent indispensables, pas en elles-mêmes, ni en raison d'une égalité des sexes, mais pour assurer la continuité de l'idéal néolibéral, qui prône la nécessité du marché.*

## ABSTRACT

*Ulrika Jansson analyzes the neoliberal gender discourse in relation to political directives on increasing equal opportunities. The empirical focus is the organization Confederation of Swedish Enterprise. The author shows that women are positioned both as a market economic resource and as a problem for the very same reasons. Women are assumed to be indispensable not in their own right, and not for the sake of gender equality, but in order to ensure that the neoliberal ideal of the necessity of the market can be reproduced.*

---

\* Ulrika Jansson est maître de conférences en études sur le genre à l'université de Karlstad.

## L'ÉGALITÉ – AU NOM DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

La politique étatique suédoise d'égalité entre les sexes veut influencer sur les relations de pouvoir inégales entre hommes et femmes. La Suède, un des pays les plus avancés en matière d'égalité, ne peut toujours pas garantir les mêmes opportunités aux hommes qu'aux femmes, qu'il s'agisse du marché du travail ou d'autres domaines de l'existence, alors que cette égalité semble désirable. Le Svenskt Näringsliv<sup>1</sup> – Confédération des entreprises suédoises – prône aussi l'égalité entre hommes et femmes. Cet organisme est parmi les plus influents en matière d'opinion en Suède, et la question de l'égalité a été inscrite à son programme dès sa fondation en 2001. Le Svenskt Näringsliv s'efforce en premier lieu de promouvoir l'esprit d'entreprise et l'économie de marché. L'égalité, positive pour l'économie, est conditionnée par son lien avec le rôle fondamental de l'entreprise, qui est de produire de la valeur et d'augmenter la rentabilité. En tant qu'objectif politique, l'égalité des sexes semble problématique. Selon le Svenskt Näringsliv, une égalité en termes de nombre d'hommes et de femmes serait de nature à remettre en cause tout le système de l'économie de marché. Dans leur article de 2004 intitulé « Företagandet gynnas av jämställdhet, inte könsbalans » (« L'entrepreneuriat est favorisé par l'égalité, non par l'équilibre entre les sexes »), Håkan Eriksson et Cecilia Nykvist, collaborateurs au Svenskt Näringsliv, écrivent :

Comme tenants d'une économie de marché ouverte, nous nous accordons sur le rôle fondamental de l'entreprise : organiser la production et la distribution de biens et de services ; et sur son but, produire de la valeur pour ses clients et ses associés. La capacité à produire cette valeur est le principe fondateur de l'entreprise et le fondement de la prospérité dans la société. Seule une entreprise rentable a la capacité à produire des biens, des services, un rendement sur le capital-risque, des opportunités d'emploi, une base imposable et la prospérité. L'entreprise le fait mieux que quiconque. Ces activités fondamentales de l'entreprise constituent son utilité sociale. L'entreprise doit respecter les lois et l'éthique. Celle-ci exige que tous soient traités de la même façon. Mais la fonction première de l'entreprise n'est pas de produire un résultat politique. Son action doit toujours déboucher sur une création de valeur – et ceci concerne également les questions d'égalité. Le système économique dans son ensemble est construit sur cette force motrice. Dans ce système concurrentiel, l'entreprise qui ne crée pas suffisamment de valeur se trouve en position d'infériorité sur le marché et risque à long terme d'être éliminée.<sup>2</sup>

1 Le Svenskt Näringsliv est issu en 2001 de la fusion entre SAF (Confédération patronale) et Industriförbundet (Association pour la promotion de l'industrie). L'organisation représente quelque 55 000 entreprises de 50 branches, plus d'un demi-million de salariés.

2 Håkan Eriksson, Cecilia Nykvist, « Företagandet gynnas av jämställdhet, inte könsbalans », [www.svenstnaringsliv.se], 29 juillet 2004.

Le Svenskt Näringsliv relie explicitement politique de l'égalité et économie de marché. Dans un monde imaginaire où le « marché » serait la meilleure variante d'organisation de la société, l'égalité des sexes est à la fois potentiel et menace. Je présente ici une analyse de l'analyse, centrée sur l'esprit d'entreprise, du Svenskt Näringsliv sur la politique suédoise de l'égalité au XXI<sup>e</sup> siècle. Comment se posent les questions ayant trait à une égalité accrue dans une économie de marché ? J'étudie l'image des sexes dans un discours néolibéral, le positionnement des sujets, les conséquences pour ceux-ci de la modification des relations de pouvoir entre les sexes. Pour cela, j'utilise les documents publiés par le Svenskt Näringsliv. Langue et discours sont une construction sociale, comme le sont notre connaissance et notre compréhension de la réalité, d'où l'intérêt d'une analyse des catégories et choix de langage.

## LE PRINCIPE DIRECTEUR DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Depuis les années 1980 en Suède, les idées néolibérales sur l'économie de marché sont un critère de mesure du fonctionnement et du développement de la société. Principes et idéaux de l'économie de marché doivent permettre de transformer la société. Cette orientation est un tournant idéologique et politique avec lequel la politique keynésienne de plein emploi est remplacée par une politique économique basée sur la liberté des marchés, une concurrence accrue et la déréglementation<sup>3</sup>. Il s'agit d'une vague de droite lancée par les partis « non socialistes »<sup>4</sup> et les économistes<sup>5</sup>, que Samir Amir compare à un « virus » auquel il est impossible d'échapper<sup>6</sup>. Il est rare que le néolibéralisme soit qualifié d'idéologie, mais les représentations néolibérales perdurent et sont considérées comme des réalités économiques, des faits, bien qu'elles restent des idéologies<sup>7</sup>. Pierre Bourdieu<sup>8</sup> explique par le concept d'habitus symbolique pourquoi les présupposés néolibéraux sont considérés comme nécessaires et allant de soi. « Le même message est repris à tout propos, renforçant ainsi son importance dans le

3 Wendy Larner, « Neoliberalism : Policy, Ideology, Governmentality », *Studies in Political Economy*, n° 63, p. 5-25 ; Barry Smart, *Economy, Culture and Society. A Sociological Critique of Neoliberalism*, Buckingham, Open University Press, 2003.

4 Partis bourgeois : parti modéré, parti chrétien-démocrate, parti du peuple et parti du centre.

5 Kristina Boréus, *Högerväg. Nyliberalismen och kampen om språket i svenskt debatt 1969-1989*, Stockholm, Tiden, 1994 ; Hans Dahlgvist, *Fri att konkurrera, skyldig att publicera. En ideologiskritisk granskning av SAF 1902-1948*, Växjö, Växjö University Press, 2003.

6 Samir Amir, *Det liberala viruset*, Stockholm, TankeKraft Förlag, 2005 ; David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; Richard Snyder, *Politics after Neoliberalism. Reregulation in Mexico*, Cambridge UK, Cambridge University Press, 2001.

7 Daniel Ankarloo, *Marknadsmyter : en kritisk betraktelse av nyliberala påståenden*, Stockholm, ETC, 2008.

8 Pierre Bourdieu, *Moteld : texter mot nyliberalismens utbredning*, Eslöv, B. Östlings bokförlag Symposium, 1999.



discours dominant selon lequel il n'y a aucune alternative au point de vue néolibéral parce que celui-ci est évident et inéluctable »<sup>9</sup>. Les présupposés néolibéraux sont présentés comme des « vérités », ce qui rend difficile leur problématisation. Pourtant, selon la perspective du discours théorique, les « vérités » et l'absence d'alternative sont des constructions. Je me propose donc de décrire le processus néolibéral de construction des genres, avec ses conséquences.

Le discours néolibéral comprend de nombreux principes, allant d'un idéal de l'État aux droits individuels. Cet idéal de l'État diffère selon les écoles et les auteurs, je présenterai donc succinctement quelques-uns des principes essentiels. Je problématise ici l'utilisation du discours dans la perception de l'égalité et des genres par le Svenskt Näringsliv. Selon Nikolas Rose, ces images sont plus intéressantes par leurs conséquences que pour leur signification<sup>10</sup>. L'accent est mis sur la façon dont le comportement des individus est sanctionné – et dirigé en fonction des présupposés néolibéraux. Idéalement, dans ce contexte, le rôle de l'État doit être minimal. Il doit garantir les droits des citoyens et protéger la société des agressions extérieures. Dans une perspective néolibérale, le principe d'un marché libre est essentiel, impliquant une diminution de l'interventionnisme étatique et la prise en charge par le marché des responsabilités précédemment assumées par l'État. Supposé créer l'abondance et la croissance, le modèle d'économie de marché est réputé efficace, rationnel et avantageux pour le client. Un argument usuel veut que la liberté économique permette d'augmenter la prospérité<sup>11</sup>. Un marché développé accroîtrait la liberté de consommer et permettrait aux individus de trouver leur place sur le marché du travail. Même la liberté politique semble être une conséquence de la liberté de marché, liberté qui serait mise en péril au cas où l'influence de l'État deviendrait trop importante<sup>12</sup>. Le marché lui-même est considéré comme démocratique, non discriminant, égalitaire et ne faisant pas de différence entre les agents tant qu'il fonctionne sans entraves.

L'individu est fondamental dans la perspective néolibérale. C'est seulement en tant qu'individu que l'on a des droits, c'est pourquoi les entités collectives sont ressenties comme une menace envers ces droits. Le marché est peuplé d'individus imaginaires, l'« *homo æconomicus* » ou « homme économique », caractérisés par leur rationalité, leur capacité à choisir entre différentes alternatives et à faire le meilleur choix. Les choix rationnels sont supposés être durables dans le temps et effectués de manière à maximiser l'utilité individuelle<sup>13</sup>. Le genre des agents économiques est indifférent, leurs droits sont rattachés à leur qualité d'individu.

9 *Ibid.*, p.45.

10 Nikolas Rose, *Powers of Freedom. Refraining Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

11 Barry Smart, *op. cit.* ; Daniel Ankarloo, *op. cit.*

12 Kristina Boréus, *op. cit.*

13 Kristina Boréus, *op. cit.* ; Ylva Saarinen, *Maskulinitetsnormer : klusterpolitik och ekonomisk-geografiska diskurser i blickfånget*, Uppsala, Uppsala Universitet, 2006.

Par conséquent, les néolibéraux ont du mal à défendre la sujétion de la femme. Ils ignorent le fait que les individus existent dans un rapport de pouvoir basé sur des présupposés de norme et de déviation. Dans le modèle néolibéral, les libertés individuelles se traduisent en termes de non-interdiction, c'est-à-dire de droit formel et non en possibilités réelles. La définition néolibérale de la liberté est une négation de la contrainte<sup>14</sup>. La contrainte restreindrait la liberté de choix des individus. La conception économique néolibérale génère des analyses et images simplifiées de questions de société complexes.

Wendy Brown<sup>15</sup> voit les analyses néolibérales de la société comme une forme de gouvernement et d'exercice du pouvoir qui englobe bien davantage que les profits et autres questions économiques. Il s'agit de diriger « aussi bien l'âme des concitoyens que la politique d'éducation et la construction d'empires ». Comme elle, je me suis inspirée des théories de Michel Foucault sur les mentalités des dirigeants, en particulier de son étude de 1979 sur le libéralisme, où il développe des théories de la gouvernance permettant de contrôler l'ensemble de la société. La discipline est un moyen de surveiller et de produire des individus « normaux ». Normes et valeurs régissent ce qui est considéré comme normalité et divergence<sup>16</sup>. L'exercice du pouvoir selon Foucault se fait à travers un arsenal de techniques de gestion individuelle dont le but essentiel est d'inciter les gens à se gouverner eux-mêmes, en les rendant partie prenante à leur propre sujétion. En étudiant les formes de gouvernement, Foucault considère que l'homme a son mot à dire sur ce qui doit être administré, et sur la façon de le faire<sup>17</sup>.

## POUVOIR DU DISCOURS ET POSITIONNEMENT DES SUJETS

Les études de Svenskt Näringsliv s'inspirent des travaux de Foucault sur la gouvernance<sup>18</sup>, de sa théorie sur le discours producteur de pouvoir et les sujets du discours. Il utilise un concept de pouvoir relationnel, selon lequel le pouvoir s'exerce et est toujours présent à travers le discours. Le pouvoir est aussi lié à la production du savoir. Le savoir n'est pas un système indépendant d'affirmations scientifiques, mais un système discursif productif. La définition d'un corpus de connaissances réputées valides et véridiques produit le savoir. Les discours peuvent être à la fois inclusifs et exclusifs. L'analyse du discours montre comment les sujets et les pratiques qui les constituent sont créés. Les individus se voient proposer des points de vue parfois contradictoires dans le discours, qui auront un effet inclusif ou exclusif. En fonction du positionnement du sujet qui lui rend possible ou

---

14 *Ibid.*

15 Wendy Brown, *Nyliberalismen och den liberala demokratins fall*, in *Fronesis*, 2006, p. 22-23.

16 Michel Foucault, *Övervakning och straff*, Lund, Arkiv, 2006.

17 Nikolas Rose, *op. cit.*, 1999.

18 Michel Foucault, *Governmentality, in Ideology and Consciousness*, 1979, p. 6, et *op. cit.*, 2006.

accessible un certain discours, l'individu peut s'exprimer sur certaines choses, et pas sur d'autres. Actions et pratiques sont déterminées par leur description par le discours. Avant d'approfondir cette réflexion sur le positionnement des sujets d'après le Svenskt Näringsliv, je présenterai brièvement mon procédé d'analyse.

### QUEL EST LE PROBLÈME ?

Pour analyser la création de représentations spécifiques<sup>19</sup> par les pratiques discursives, Foucault utilise une stratégie d'analyse appelée problématisation, qui ne fournit pas d'instrument d'analyse concret. C'est pourquoi je me suis inspirée des travaux de Carol Lee Bacchi, experte en sciences politiques<sup>20</sup>. Elle a développé un modèle – intitulé *What's the Problem Represented to Be ?* (Quelle est la (re-) présentation donnée d'un problème ?) – destiné à attirer l'attention sur le rôle central de certaines représentations de « problèmes » dans la façon dont nous sommes gouvernés<sup>21</sup>. Avec l'amorce « Quel est le problème ? », tous les propos et solutions politiques sont élaborés et interprétés. Il faut s'interroger sur la nature et la représentation des problèmes selon les domaines. Le terme problème dans la question doit appeler l'analyse de ce qui demande modification, et permettre de faire des propositions explicites. Cette analyse doit porter sur les *a priori* et les idées qui forment la représentation du problème. Qu'est-ce qui est supposé aller de soi ? Comment sont fondées l'argumentation et les connaissances qui sont posées en principes ? La démarche de Bacchi implique également d'analyser le non-problématisé. De quoi ne parle-t-on pas ? Quelles sont les conséquences d'une formulation pour le positionnement spécifique du sujet ? J'analyse soixante textes, d'une à cinquante pages, qui constituent la majeure partie des textes sur l'égalité, publiés entre 2001 et 2009 par le Svenskt Näringsliv pour diffuser ses opinions.

### ÉGALITÉ ET SEXES SELON LE SVENSKT NÄRINGSLIV

Quelles sont les hypothèses et images de Svenskt Näringsliv sur l'égalité ? Quels sont les positionnements des sujets, et leurs conséquences ? Les représentations de Svenskt Näringsliv se retrouvent dans de nombreux « champs de problèmes »<sup>22</sup> : la plus fréquente traite de l'égalité dans les domaines de l'esprit d'initiative et de l'esprit d'entreprise. C'est sous cet angle que je vais maintenant décrire et problématiser les positionnements spécifiques des sujets.

19 Voir Mitchell Dean, *Governmentality. Power and Rule in Modern Society*, Thousand Oaks California, Sage, 1999.

20 Carol Lee Bacchi, *Women, Policy and Politics*, Londres, Sage, 1999 ; et *Analysing Policy. What's the Problem Represented to Be ?*, French Forest, N.S.W., Pearson Education Australia, 2009.

21 *Ibid.*, p. xi.

22 Ulrika Jansson, *The Paradox of the Indispensable Woman. Gender Discourse in the Confederation of Swedish Enterprise – a Neoliberal Drama*, Karlstad, Karlstad University Press, 2010.

## LA FEMME À ÉGALITÉ

Le Svenskt Näringsliv définit ainsi l'égalité : *Tous* – femmes ou hommes – doivent avoir les mêmes droits et opportunités dans la vie professionnelle. L'article polémique, « *Betrakta både kvinnor och män som individer* » (« Considérer les femmes et les hommes comme des individus »), montre que :

Les femmes comme les hommes doivent être appréciés et considérés en tant que personnes, et non en raison de leur genre. La répartition des rôles entre les sexes est un reste des temps anciens, avec un arrière-goût moisi de collectivisme. Il s'agit d'une survivance culturelle qui doit être totalement éliminée de notre société moderne.<sup>23</sup>

L'égalité de traitement et la possibilité de disposer des mêmes droits formels sont un objectif juste et désirable au plan de la démocratie. Ce raisonnement suit toutes les normes de politique publique sur l'équité, la non-discrimination des sexes et le développement social. La définition de l'égalité comme une identité de droits pour tous est l'expression d'une égalité théorique plutôt que d'une égalité effective. Le partage des tâches entre hommes et femmes n'est pas immuable. Il s'agit d'augmenter le nombre de chefs d'entreprise femmes<sup>24</sup>. Le rapport *Anställd idag, företagare imorgon – En analys av kvinnors företagande i Sverige* (*Employée aujourd'hui, chef d'entreprise demain – Une analyse de l'entrepreneuriat en Suède*) indique que :

Les femmes constituent environ 50 % de la population suédoise. Cela ne se voit pas en étudiant l'esprit d'entreprise dans le pays. Les statistiques de l'année passée sur l'esprit d'entreprise des femmes en Suède montrent explicitement que les femmes sont moins enclines à assumer la direction d'une entreprise que les hommes. Un rapport de Svenskt Näringsliv publié en 2007 indique que le nombre d'entreprises dirigées par des hommes dépasse de 250 000 le nombre de celles dirigées par des femmes. Il y a presque trois entreprises dirigées par un homme pour une entreprise dirigée par une femme.<sup>25</sup>

Selon le Svenskt Näringsliv, la sous-représentation des femmes dans la vie économique est de loin le principal problème. L'idée fondamentale d'égalité de pouvoirs qui sous-tend la politique d'égalité des sexes se réduit ainsi à une question de nombre. Se concentrer sur cet aspect quantitatif revient à considérer le contexte

23 Ulla-Britt Fräjdin-Hellqvist, *Betrakta både män och kvinnor som individer*, [www.svensktnaringsliv.se], 25 février 2003.

24 Stefan Fölster, Gunnar Wikner, *Om 80 år är kvinnorna ikapp männen som företagare !*, [www.svensktnaringsliv.se], 2007 ; Gunnar Wikner, *Kvinnor sällsynta företagare*, [www.svensktnaringsliv.se], 2005 ; Gunnar Wikner, *Få kvinnor som företagare ?*, [www.svensktnaringsliv.se], 2006.

25 Johan Kreicbergs, Carl Orelund, *Anställd idag, företagare imorgon : en analys av kvinnors företagande i Sverige*, [www.svensktnaringsliv.se], 2008.

économique comme acquis. Ce type d'égalité dans le travail conserve le système, la répartition des rôles entre les sexes. Si les femmes-entrepreneurs deviennent plus nombreuses, cela signifiera également pour elles une égalité accrue, car elles ne seront plus confrontées au « plafond de verre », ensemble d'obstacles structurels que les femmes rencontrent dans l'évolution de leur carrière du fait de leur position subalterne dans les organismes professionnels<sup>26</sup>. Dans le rapport intitulé *Kvinnors företagande (L'Esprit d'entreprise féminin)*, Carolin Dahlman soutient qu'« il est important que plus de femmes aient la possibilité de créer et de diriger des entreprises »<sup>27</sup>, car cela peut « constituer pour les femmes un pas en direction de l'égalité et de l'indépendance »<sup>28</sup>. Dans l'introduction de ce rapport, Håkan Eriksson écrit :

Dans sa propre entreprise il n'y a pas de plafond de verre, la femme peut progresser librement. Elle peut avoir le contrôle de ses revenus et combler le fossé des salaires comparativement à ceux des hommes. Elle peut y être considérée comme individu et non comme femme. Si davantage de femmes deviennent chef d'entreprise, le vivier de recrutement à long terme pour la gouvernance économique croîtra, car il est important que les députés aient l'expérience d'un poste de PDG.<sup>29</sup>

Le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes semble une solution à des problématiques variables. À noter que la confédération utilise l'argument du plafond de verre pour stimuler l'esprit d'entreprise féminin, mais prend ses distances avec les explications structurelles sur l'inégalité de répartition des pouvoirs entre les sexes dans la vie professionnelle. Point de départ de la politique d'égalité, cette répartition semble mettre en péril la collaboration « positive » et volontaire à laquelle le Svenskt Näringsliv aspire en matière d'égalité. La préface de *Handbok för jämställda – så ser Svenskt Näringsliv på frågan (L'Égalité de statut vue par le Svenskt Näringsliv)* présente la controverse :

Deux points de vue s'affrontent dans le débat sur l'égalité. Selon le premier, la Suède a de graves lacunes dans ce domaine, car femmes et hommes ne sont pas à égalité numérique partout. La marche vers l'égalité se serait arrêtée, et des mesures rapides et énergiques à caractère coercitif seraient nécessaires. Le second insiste au contraire sur le facteur temps. Dans cette perspective, les femmes font de continuel progrès dans la plupart des secteurs de la société. Toutes les courbes relatives à la formation et à la participation des femmes aux différents secteurs de la société sont orientées à la hausse. Le travail effectué en faveur de l'égalité dans le cadre d'initiatives individuelles en association

26 Ann M. Morrison, Randall P. White, Ellen Van Velsor, *Breaking the Glass Ceiling. Can Women Reach the Top of America's Largest Corporations?*, Reading, Addison-Wesley, 1987.

27 Carolin Dahlman, *Kvinnors företagande*, [www.svensktnaringsliv.se], 2004.

28 *Ibid.*

29 Håkan Eriksson, in *Kvinnors företagande, op. cit.*, 2004.

avec des entreprises engagées a donc permis aux femmes suédoises de changer régulièrement de statut durant les dernières décennies. Le débat public et la liberté de choix ont fait beaucoup. Mais il est possible que les progrès réalisés ne soient pas reconnus comme il se devrait.<sup>30</sup>

Pour le Svenskt Näringsliv, les initiatives de politiques publiques pour l'égalité sont un handicap plutôt qu'une opportunité. Selon l'idéal néolibéral, l'État ne doit pas s'immiscer dans les affaires des entreprises individuelles, qui savent le mieux ce qui leur convient. Face à une politique réglementaire contraignante, le néolibéralisme prône à l'inverse une démarche indépendante, profitable, individuelle et pragmatique en faveur de l'égalité dans la vie économique. Ce sont les politiques qui sont réputées faire obstacle à un accroissement de l'égalité dans la vie professionnelle, plutôt que l'économie elle-même.

### LA FEMME « EN DÉVELOPPEMENT »

Selon le Svenskt Näringsliv, un accroissement de l'esprit d'entreprise chez les femmes apporte une garantie d'égalité, favorise la croissance et améliore le statut de la Suède dans la « ligue de la prospérité ». *Kvinnors företagande*<sup>31</sup> présente l'argument suivant, « un esprit d'entreprise accru est bon pour la croissance et la prospérité »<sup>32</sup>. Il est donc bénéfique pour l'emploi. Citons Kraus, dans *Ge kvinnor en chans att starta eget* (*Donner la possibilité aux femmes de créer leur entreprise*) :

La Suède dans son ensemble a besoin de plus d'entreprises, il est donc important que davantage de femmes créent la leur. Si de nombreuses femmes faisaient cette démarche, cela contribuerait fortement à l'emploi, à la croissance, et surtout à l'égalité de traitement.<sup>33</sup>

Dans une économie de marché où la croissance est naturelle, l'esprit d'entreprise féminin est un facteur de croissance. Le Svenskt Näringsliv s'affirme ainsi comme le seul organisme pouvant favoriser la réintégration de la Suède dans le groupe des pays les plus prospères<sup>34</sup>. Elle décrit comment la Suède s'est laissé distancer par la « ligue de la prospérité », mais indique qu'une augmentation du nombre des entreprises, en particulier créées par des femmes, devrait permettre à la Suède de combler son retard. Dans *De lyfte landet : en berättelse om svenska entreprenörer* (*Ils*

30 Håkan Eriksson, *op. cit.*, 2005.

31 Carolin Dahlman, *Kvinnors företagande*, [www.svensktnaringsliv.se], 2004.

32 *Ibid.*, p. 2.

33 Therese Kraus, *Ge kvinnor en chans att starta eget*, [www.svensktnaringsliv.se], 16 novembre 2007, p. 21.

34 Lena Martinsson, *Jakten på konsensus : internationalitet och marknadsekonomisk vardag*, Malmö, Liber, 2006.

*ont fait décoller le pays. À propos des entrepreneurs suédois*)<sup>35</sup>, Anders Linder écrit : « si les dons, les capacités et la compétence des femmes étaient utilisés au même degré que pour les hommes, cela aurait un effet positif sur la prospérité du pays ». Que la Suède reprenne une position de leader semble réalisable, à condition de convaincre les Suédois de l'importance de l'entreprise. Il faut favoriser la création d'entreprises grâce à une compréhension mutuelle. L'esprit d'entreprise est capital pour la femme et pour monsieur Tout-le-Monde. Chacun devient responsable de sa propre prospérité. La nation suédoise est donc une image essentielle dans la représentation de l'esprit d'entreprise féminin pour le Svenskt Näringsliv.

Dans une étude parue en 2006, l'ethnologue Lena Martinsson étudie différentes constructions de la nation suédoise dans un discours d'économie de marché<sup>36</sup>. Elle analyse la rhétorique économique multiforme et montre comment l'idée de nation sert à rassembler et à former un consensus. Ce concept forme une grande partie du discours de la confédération sur les femmes chefs d'entreprise. En Suède, le niveau d'esprit d'entreprise est faible chez les femmes, comparativement aux autres pays de l'Union européenne. Présenter la nation suédoise comme une entité naturelle homogène en fait une « communauté supposée » dans laquelle l'esprit d'entreprise féminin semble problématique. Un éventuel atout devient au contraire un problème par sa sous-représentation. La femme serait-elle dépourvue de patriotisme ? Le positionnement du sujet que j'ai appelé « la femme en développement » se construit sur l'espoir que les femmes fondent des entreprises au nom de la croissance et se rallient à la cause nationale. Cette croissance exclut les représentations du national en termes de citoyens et de droits des citoyens.

## L'INSUFFISANCE DE LA FEMME-ENTREPRENEUR

Les particularités réputées féminines ou masculines ne sont pas universelles, mais résultent de processus de catégorisation liés à l'époque et à l'espace. Le positionnement des sujets provient toujours du relationnel, du classement des individus selon ce que l'on croit être et ce que l'on ne croit pas être. L'esprit d'entreprise féminin vu par le Svenskt Näringsliv s'écarte de l'image idéale. Ceci transparait dans *Kvinnors företagande* :

L'esprit d'entreprise est généralement moins développé chez la femme. La plupart sont des entrepreneurs individuels, sans employés ni associés. 50 % des entreprises gérées par des femmes appartiennent à la classe de zéro à quatre salariés, contre un tiers pour les hommes. Seulement 26 % des femmes contre 38 % des hommes ont plus de dix salariés. Davantage de femmes que d'hommes gèrent leur entreprise à temps partiel.<sup>37</sup>

35 Anders Linder, *De lyfte landet : en berättelse om svenska entreprenörer*, [www.svensktnaringsliv.se], 2002.

36 Lena Martinsson, *op. cit.*

37 Carolin Dahlman, *op. cit.*, 2004.



Les entrepreneurs femmes et hommes sont décrits comme deux groupes totalement différents. La définition des femmes chefs d'entreprise est négative, insistant sur ce qu'elles ne sont pas, sur leurs failles et sur leurs manques, se fondant sur des préjugés sur la norme d'esprit d'entreprise. Les entrepreneurs sont supposés contracter de gros emprunts et se développer continuellement, les entreprises féminines avec leur petite échelle constituent une anomalie. Quand les femmes créent une entreprise, ce n'est pas le bon type d'entreprise, celle-ci doit être conforme à la norme masculine. Les femmes sont considérées comme incapables d'être à la hauteur de l'idéal et des exigences de l'entrepreneuriat. Cette anticipation de défaillance situe la cause de la sujétion des femmes chez la femme elle-même. Charlotte Holgersson<sup>38</sup> a évoqué cette cause. Mais les femmes peuvent apprendre à devenir entrepreneur. Elles semblent manquer d'informations sur la façon de créer une entreprise, réaliser une scission ou constituer un capital<sup>39</sup>. Ces femmes posant problème se voient offrir différentes aides pour se rapprocher de la norme masculine. Selon Alexander Styrhe<sup>40</sup>, la littérature d'entreprise traite deux thèmes, l'autonomie et la volonté de prendre des risques d'une part, la créativité et la recherche d'innovation d'autre part. Si l'autonomie est un pré requis, est-il possible d'apprendre le métier d'entrepreneur ? Demander à la femme d'apprendre comment créer une entreprise revient à remettre en cause sa « liberté de choix ». L'esprit d'entreprise féminin est classé dans une catégorie que les entrepreneurs considèrent comme extérieure. Une majorité de chercheurs a constaté que les concepts d'entrepreneur et d'esprit d'entreprise sont connotés de façon masculine<sup>41</sup>. Selon ce stéréotype, les entrepreneurs sont indispensables et capables à tout moment de réagir et prendre des risques. C'est cette vision qui crée l'idée de « l'insuffisance de la femme chef d'entreprise » chez le Svenskt Näringsliv.

## LA FEMME « PUBLIQUE »

La femme « publique » est construite par rapport à l'idée d'un secteur public considéré à la fois comme menace et comme opportunité. Inefficace et mal géré, il est problématique. Mais si les services publics peuvent être assurés par des entreprises privées, ils constituent une opportunité pour les femmes. Dans *Kvinnors företagande*, on lit « une cause essentielle du faible nombre de femmes

38 Charlotte Holgersson, *Rekrytering av företagsledare. En studie i homosocialitet*, Stockholm, Handelshögskolan, 2003.

39 Gunnar Wikner, *Fina flickor startar inte företag*, [www.svensktnaringsliv.se], 2003.

40 Alexander Styrhe, « Ideology and the subjectification of the entrepreneurial self », *International Journal of Management Concepts and Philosophy*, 2005, p.168-173.

41 *Företagarskan. Om kvinnor och entreprenörskap*, 1<sup>re</sup> éd., Carin Holmquist, Elisabeth Sundin (éd.), Stockholm, SNS Förlag, 2002 ; Helene J. Ahl, *The Making of the Female Entrepreneur. A Discourse Analysis of Research Texts on Women's Entrepreneurship*, Jönköping, Jönköping International Business School, 2002.



qui créent leur entreprise réside dans l'importance du secteur public qui est devenu le lieu de travail des femmes, mais qui est majoritairement géré par la politique »<sup>42</sup>. Dans *Ett jämställt arbetsliv (Une vie professionnelle égalitaire)*, il apparaît « qu'il est important que les femmes puissent créer des entreprises. C'est pourquoi les branches dans lesquelles les femmes sont nombreuses à avoir une expérience professionnelle doivent s'ouvrir à la concurrence et aux entreprises privées. Actuellement, le secteur public a pratiquement le monopole dans ces activités ». Un secteur privé créateur de croissance est ainsi opposé à un secteur public improductif. La déréglementation du secteur public pourrait créer des opportunités pour l'esprit d'entreprise féminin<sup>43</sup>. Les compétences des femmes seraient alors mieux exploitées, créant de la croissance. Le secteur privé est un idéal désirable par comparaison avec le secteur public, « sa sœur laide »<sup>44</sup>. L'économiste Magnus Henrekson écrit dans *Vägar till ökad jämställdhet i svenskt näringsliv (Les Moyens d'augmenter l'égalité dans l'économie suédoise)* que diminuer les services dans le secteur public et augmenter la part de ceux qui sont assurés par des entreprises privées est un des moyens les plus efficaces de promouvoir l'égalité dans les entreprises. Dans *Upprop för tillväxt (Appel pour la croissance)*, Kling conclut que :

Les femmes composent une grande part de la force de travail, en particulier dans le secteur public. L'esprit d'entreprise dans les domaines scolaire ou hospitalier permettrait de mieux utiliser les compétences et l'énergie féminines, entraînant un développement de ces services plus rapide et mieux adapté aux clients.<sup>45</sup>

La dichotomie secteur privé-secteur public est largement répandue dans la pensée politique<sup>46</sup>. D'une part les femmes se voient offrir la possibilité de travailler sur le « même marché privé » que les hommes ; d'autre part, c'est dans le secteur public que les femmes sont supposées créer leur entreprise du fait de leur expérience. Les femmes ne sont pas encouragées à créer dans des activités traditionnellement masculines, de manière à conserver la répartition sectorielle hommes-femmes. Elles sont associées au secteur public et les hommes au secteur privé, avec tout ce que cela implique en termes de salaire et de statut. Le secteur privé ne fera vraisemblablement pas disparaître la ségrégation des sexes sur le marché du travail. Ce positionnement des sujets doit rendre le marché plus efficient. Aussi longtemps qu'il fonctionne librement en l'absence de monopoles,

42 Carolin Dahlman, *op. cit.*, 2004, p. 6.

43 Per Juth, *Befria kvinnorna från den offentliga sektorn*, [www.svensktnaringsliv.se], 2002.

44 Barbara Czarniawska, « The Ugly Sister. On Relationships between the Private and Public Sectors in Sweden », *Scandinavian Journal of Management Studies*, 1995, p. 83-103.

45 Dick Kling, *Upprop för tillväxt*, [www.svensktnaringsliv.se], 2009, p. 27.

46 Kristina Boréus, *op. cit.*, 1994.

il est réputé offrir une plus grande liberté aux femmes chefs d'entreprise. L'idée est encore une fois de développer l'esprit d'initiative en Suède en positionnant la femme dans le public.

## LA FEMME NÉOLIBÉRALE

Le point de départ néolibéral de Svenskt Näringsliv postule que tous – hommes et femmes – ont les mêmes droits et opportunités, alors que son discours concerne exclusivement les femmes. Tout en parlant d'égalité, l'organisation reproduit et légitime un ordre néolibéral qui conforte la division des tâches entre les sexes. Quelles sont les implications des principes et présupposés néolibéraux pour la femme au nom de l'égalité ? Mon analyse considère comme central le fait que le positionnement des sujets soit une conséquence du discours. Le pouvoir crée différents sujets et objets de discours qui trouvent leur sens dans les relations qu'ils nouent. Quelles sont les relations qui construisent la femme néolibérale, et quelles sont les possibilités de faire évoluer le rapport des pouvoirs entre les sexes ?

## DIFFÉRENCES ET RÉGLEMENTATIONS

Le Svenskt Näringsliv relie individu et égalité économique et prend ses distances avec des décisions collectives jugées archaïques dans notre société. J'ai montré que la description de l' (in)égalité passe par les femmes en tant que catégorie. Les femmes auraient certaines particularités les empêchant de rivaliser sur le « marché », ou de répondre à ses attentes. Les femmes seraient problématiques et déviantes, car elles s'écartent de la norme masculine et non d'une norme individuelle. Les femmes sont différentes et font des choix autres. Pour le Svenskt Näringsliv, cela est positif. « Chaque individu est différent – un entrepreneur ne fait pas l'autre », écrit Peter Johansson<sup>47</sup>. Le plus important dans une économie basée sur l'égalité est d'exploiter les différentes compétences et expériences. Mais toutes les différences ne sont pas également positives, comme lorsque la femme crée une entreprise à temps partiel ou sans embauches. La femme peut apprendre à créer le « bon » genre d'entreprise. L'esprit d'entreprise féminin se définit comme une anomalie, et c'est par référence à l'homme que la femme semble dépourvue des caractéristiques indispensables, comme le courage et la capacité à prendre des risques. Selon le discours de Svenskt Näringsliv, la femme néolibérale doit s'adapter. Dans cette perspective néolibérale, les individus sont supposés autonomes, indépendants et autodéterminés. Ils font des choix rationnels, réputés les mieux adaptés aux

---

<sup>47</sup> Peter Johansson, *Ny kunskap-nya världar : vilken kompetens behöver företagen ?*, [www.svensktnaringsliv.se], 2001, p. 20.

objectifs de chacun. Sur le marché, les femmes sont des individus libres, mais elles sont aussi captives, car leurs choix effectifs sont remis en question. La sujétion « coexiste avec une idéologie qui préconise la liberté de choix et des opportunités formelles pour les femmes »<sup>48</sup>. Pour Nikolas Rose, la gestion néolibérale consiste à produire et former des sujets qui croient être libres de faire n'importe quel choix. Le choix des femmes doit être guidé pour se rapprocher de celui des hommes, être rationnel et opportun. Pour le Svenskt Näringsliv, la femme elle-même porte la responsabilité de sa sujétion. Pour Cecilia Åse, « situer la cause de l'oppression chez l'opprimé est un moyen de pouvoir incomparable, car non seulement il rend l'opprimé responsable de l'oppression qu'il subit, mais il le culpabilise »<sup>49</sup>. La « femme néolibérale » n'a que peu d'espace de décision propre, alors que les inégalités s'accroissent et sont justifiées par référence à l'autonomie de l'individu. La division des pouvoirs entre les sexes semble naturelle, un résultat du choix des individus plutôt qu'une conséquence des relations de pouvoir entre femmes et hommes.

## L'HOMME ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La norme masculine dans le discours du Svenskt Näringsliv résulte d'une perspective théorique des genres. Le genre masculin est une norme non problématisée. C'est par comparaison avec ce genre que la « femme néolibérale » est déviante-différente. Le groupe des hommes entrepreneurs est une entité spécifique remarquablement homogène. Michael Kimmel décrit ainsi la « masculinité du marché » :

Dans le contexte économique, l'homme dérive son identité de son succès sur le marché capitaliste, car il a accumulé richesses, pouvoir et statut. Il est entrepreneur urbain, homme d'affaires. Hyperactif, agité et anxieux, il est un maître de maison et un père absent, se dévouant à son travail dans un environnement de plus en plus homosocial – un monde d'hommes dans lequel il est en concurrence avec d'autres hommes. Ses efforts pour faire ses preuves transforment les sphères politiques et économiques...<sup>50</sup>

Une hiérarchie des constructions de genre se dessine et perdure, dans laquelle l'homme reste la norme. La « femme néolibérale » ne remet pas en cause la répartition du pouvoir entre les genres.

48 Charlotte Holgersson, *op. cit.*, 2003, p. 25.

49 Cecilia Åse, *Makten att se. Om kropp och kvinnlighet i lagens namn*, Malmö, Liber Förlag, 2000.

50 Michael Kimmel, « Homophobia as Masculinity. Fear, Shame and Silence in the Construction of Gender Identity », in *Theorizing Masculinities*, Harry Brod, Michael Kaufman (éd.), Londres, Sage, 1994, p. 123. L'auteur emploie l'expression « *Marketplace man* ».

## LE MARCHÉ AU NOM DE L'ÉGALITÉ

Le discours sur l'égalité est très présent en Suède, et le Svenskt Näringsliv considère les femmes comme essentielles au développement de l'esprit d'entreprise. L'ouverture du secteur public à la concurrence devrait « libérer » la femme en lui facilitant la création d'entreprise. Pour beaucoup, l'idéal néolibéral de la déréglementation évoque le développement d'un secteur privé par opposition au secteur public. Pour le Svenskt Näringsliv, c'est le marché, entité supérieure, qui doit favoriser l'esprit d'entreprise chez la femme néolibérale. Le marché s'oppose à l'étatique, au public, au politique, et il fait mieux. De plus, certaines formes d'égalité de traitement semblent contreproductives et en opposition avec la fonction première de l'entreprise, qui doit créer richesse et prospérité. Le Svenskt Näringsliv prend ses distances avec une politique de l'égalité qui ne serait pas compatible avec les principes de l'économie de marché. Un trait remarquable du néolibéralisme – présent chez le Svenskt Näringsliv – consiste à présenter ses propres solutions politiques comme apolitiques. La confédération considère ses études comme pertinentes et « vraies ». Seules les exigences de l'économie peuvent fonder une démarche d'égalité associant savoir et pouvoir. La « femme néolibérale » est produite par un discours qui exclut les initiatives de politique d'égalité. Plutôt que d'égalité, l'organisation parle de dispositions fiscales ou d'assurances sociales équitables. Système fiscal et réglementations complexes entravent l'esprit d'entreprise. Présenter le marché comme la meilleure variante d'organisation de la société est un jugement sur son mode de fonctionnement, et sur le système de valeurs qu'il suppose. Le Svenskt Näringsliv crée ainsi les conditions de légitimité et de consensus social renforçant sa représentation de la réalité : l'image d'un marché indispensable et inévitable. Associer les femmes au marché crée de la croissance. Elles doivent s'adapter au « marché normé » par le masculin. La demande pour les femmes sur le « marché » permet de légitimer un ordre néolibéral. La formulation du « problème » de l'égalité par le Svenskt Näringsliv ne remet pas en cause le fondement de la répartition des pouvoirs entre les sexes sur un « marché » non discriminant.

**Traduit du suédois par Lise Froger-Olsson**



---

# Mythe et mémoire du *folkhem*. La mise en œuvre d'une utopie égalitaire, son déclin et sa renaissance

---

David Persson\*

## RÉSUMÉ

*Cet article relate la genèse du folkhem et explique d'où provient cette vision de société que nous qualifions d'inclusive et d'égalitaire. Il s'agit d'étudier le contexte de son invention ainsi que sa généalogie. Une relecture des origines idéologiques du SAP ainsi qu'une analyse de l'héritage culturel suédois montrent sur quel terrain propice la métaphore du folkhem a pu germer. Dans un deuxième temps, l'article expose comment le folkhem, après avoir été utilisé par les conservateurs, est ré-approprié, retraduit et recyclé par le SAP afin de servir de slogan pour la mise en œuvre d'une vision de société que nous qualifierons d'utopie. L'accent est mis sur la volonté de créer un homme nouveau et une nouvelle société, dont l'égalité, la coopération et le consensus sont les piliers. Cette vision de la société donne lieu à des politiques publiques concrètes.*

## ABSTRACT

*Myth and memory of the folkhem : the realization of an egalitarian utopia*

*This paper relates the genesis of the folkhem and explains where this vision of an inclusive and later of an egalitarian society comes from. It studies the context which gave birth to it, as well as its genealogy. A re-interpretation of SAP's ideological origins as well as an analysis of the Swedish cultural heritage shows the fertile ground on which the folkhem-metaphor took root. Secondly, the article explains how the folkhem, after having been taken from the conservatives, is re-appropriated, re-translated and recycled by the SAP in order to serve as a guiding star for the realization of a vision of a society that we qualify as utopian. The accent is put on the will to create a new man and a new society, having equality, cooperation and consensus for pillars. We observe that this vision of another society gives birth to concrete public policies.*

---

\* Doctorant à l'IEP de Lille, David Persson prépare une thèse sur le rôle des utopies dans le parti social-démocrate en Suède et enseigne la langue et la civilisation suédoises au département d'études germaniques à l'université de Lille III.

« Un kamikaze fait irruption dans le *folkhem*, et il le défie. Il déteste la liberté et la transparence. »<sup>1</sup> Après l'attentat islamiste manqué à Stockholm en décembre 2010, le Premier ministre Fredrik Reinfeldt tient un discours à Skansen, haut lieu de la nation suédoise, où il proclame que le *folkhem*<sup>2</sup> suédois est menacé. Ce terme, synonyme, pour beaucoup de Suédois, du modèle suédois et d'une société égalitaire et ouverte, est aujourd'hui repris et revendiqué par tous les partis politiques, de l'extrême droite au parti social-démocrate. Ainsi, cette métaphore politique vieille de cent ans est toujours d'actualité dans la Suède contemporaine, en tant que source et ressource politique, et elle fait partie intégrante de l'identité suédoise. La vivacité de la métaphore du *folkhem* est ici un exemple parlant de la puissance que peut avoir une métaphore politique. Cela nous amène à nous questionner sur le rôle de l'imaginaire et des symboles en politique. Si le terme refait surface depuis les années 1990, après être tombé dans l'oubli après la Seconde Guerre mondiale, cela est sans doute lié au fait que le projet politique qu'il représente appartient désormais au passé. Le modèle suédois, si souvent cité en exemple hors de Suède, a été en partie démantelé avec la crise du début des années 1990 et les réformes qui lui ont été apportées. Le *folkhem* est aujourd'hui véritablement investi d'une charge sentimentale, dans une Suède connaissant désormais la pauvreté, l'insécurité et le chômage. Si le modèle suédois est souvent revendiqué, ses racines idéologiques, incluses dans le concept de *folkhem*, le sont beaucoup moins. Il y a, en France et ailleurs, une grande méconnaissance du *folkhem* et de ses origines.

L'objet de cet article est de revenir sur la genèse du *folkhem* ainsi que sur la vision de la société qu'il représente. À travers cela, nous arriverons à la constatation que le *folkhem* des débuts n'est pas centré sur la vision d'une société égalitaire, mais plutôt d'une société inclusive<sup>3</sup>. Dans un deuxième temps, l'article montrera comment le *folkhem* est réapproprié, retraduit et recyclé par le SAP (parti social-

1 « *En självmordsbombare kliver in i folkhemmet och det är detta han utmanar. Frihet och öppenhet, det är det han hatar* ». Extrait du discours de Noël de Fredrik Reinfeldt, tenu à Skansen le 20 décembre 2012. Toutes les traductions sont assurées par nous-mêmes.

2 Peu de traductions du mot *folkhem* ont été faites puisque le concept est relativement inconnu du public francophone. Deux traductions existent principalement : « maison du peuple » et « foyer du peuple ». La traduction est difficile, car il n'existe pas de concept similaire en France. Nous sommes d'avis qu'il est plus pertinent d'expliquer le phénomène plutôt que de le traduire, nous laisserons donc le terme en langue originale. S'il faut néanmoins une traduction, « foyer du peuple » conviendrait mieux pour deux raisons. D'une part, le *folkhem* n'est pas un lieu fixe, mais bien imaginaire, alors que « maison » laisserait penser à un lieu concret. D'autre part, « maison du peuple » serait indiscutablement la traduction la mieux adaptée du terme *Folkets hus*, un autre concept clé pour le SAP. Notons également que les anglophones ont opté pour « *People's home* », et non « *Peoples house* ».

3 Par inclusive, nous entendons une société accueillant toutes les classes sociales et leur donnant un rôle. Il s'agit d'une société cherchant la cohésion et le « vivre-ensemble », non l'exclusion ou l'affrontement.

démocrate) afin de mettre en œuvre une vision de la société que nous qualifierons d'utopie. L'accent est mis sur la volonté de créer un homme nouveau et une nouvelle société, dont l'égalité, la coopération et le consensus sont les piliers. Il est très intéressant de constater que cette vision de la société donne lieu à des politiques publiques concrètes.

## AUX SOURCES DU *FOLKHEM*

Le mot de *folkhem* est indéniablement lié au social-démocrate Per Albin Hansson et plus particulièrement à son discours au Riksdag (parlement suédois) du 18 janvier 1928. Une vue traditionnelle veut que la métaphore politique du *folkhem* soit née à ce moment-là, mais l'idéologie d'un parti ne change pas d'un jour à l'autre. Nous allons démontrer que le terrain avait été préparé pendant les années 1920 et que le concept existait déjà, mais dans un imaginaire très conservateur. Dans un premier temps, à travers une nouvelle lecture des origines idéologiques du SAP, nous allons démontrer que le *folkhem* devient pensable grâce à des origines idéologiques éloignées du marxisme, étiquette pourtant traditionnellement attribuée au SAP. Dans un deuxième temps, nous allons étudier les spécificités suédoises qui rendent possible l'apparition du *folkhem*, pour ensuite présenter le contexte de l'émergence du mot *folkhem* au SAP.

### *L'hybridité intellectuelle du SAP*

Les chercheurs considèrent traditionnellement que les racines idéologiques du SAP, à ses débuts ainsi que par la suite, dans une moindre mesure, sont marquées par l'influence du marxisme. Herbert Tingsten, d'abord social-démocrate, et qui devint plus tard l'un des plus grands opposants au SAP et le directeur du grand journal libéral *Dagens Nyheter*, publie son *Den svenska socialdemokratins idéutveckling*<sup>4</sup> (*Le Développement idéologique du SAP*) en deux tomes, en 1941. Il y décrit le passé marxiste du parti, ainsi que l'orientation réformiste qu'il prend au tournant du siècle. Ceci devient un point de départ pour la plupart des chercheurs jusqu'à nos jours<sup>5</sup>. L'œuvre est une référence, que ce soit pour la louer ou la critiquer. Il est vrai qu'il est facile d'observer dans les discours des leaders du SAP, au moins au début de l'existence du parti, un vocabulaire marxiste (notamment dans les programmes du parti), ainsi qu'un glissement progressif vers le réformisme. Herbert Tingsten proclame également que le SAP est un parti sans

---

4 Herbert Tingsten, *Den svenska socialdemokratins idéutveckling*, Stockholm, Tiden, 1941.

5 Voir par exemple : Seppo Hentilä, *Den svenska arbetarklassen och reformismens genombrott inom SAP före 1914*, Helsingfors, Suomen historiallinen seura, 1979 ; Leif Lewin, *Planhushållningsdebatten*, Uppsala, Almqvist & Wiksell, 1967 ; Åsa Linderborg, *Socialdemokraterna skriver historia*, Stockholm, Atlas, 2002 ; Jan Lindhagen, *Socialdemokratins program : I rörelsens tid*, Stockholm, Tiden, 1972 ; Sten O. Karlsson, *Det intelligenta sambället : En omtolkning av den socialdemokratiska idéhistorien*, Stockholm, Carlsson, 2001.



idéologie et, dans les années 1950, il anime en Suède le débat sur la prétendue mort des idéologies. La première vraie réponse intellectuelle à Herbert Tingsten est donnée par Leif Lewin en 1967<sup>6</sup>. Ce dernier défend l'idée que l'idéologie marxiste du SAP n'a jamais disparu et il donne une série de preuves démontrant que le SAP a bien eu et a toujours une telle idéologie. Un argument souvent opposé à Herbert Tingsten est qu'il connaît mal le marxisme, ce qui pourrait être à l'origine de ses erreurs d'interprétation. Car, si l'on se base sur les idées de Herbert Tingsten, les choix stratégiques ainsi que les changements idéologiques des leaders de SAP deviennent difficilement compréhensibles. Cela est également vrai pour la thèse sur la mort des idéologies, dans laquelle l'idée que le SAP est un parti sans idéologie est difficile à défendre au regard de sa grande importance et de son immense réussite électorale. La thèse défendue ici est plutôt que le SAP a eu au contraire une vision très forte de la société qu'il veut construire. Il faut alors trouver une autre explication des sources idéologiques du SAP.

Dans son œuvre importante, *Det intelligenta samhället : En omtolkning av den socialdemokratiska idéhistorien (La Société intelligente : une réinterprétation des racines idéologiques du SAP)*<sup>7</sup>, Sten O. Karlsson présente une histoire alternative de l'idéologie du SAP. Il démontre que les idéologues du SAP prennent leurs sources dès le départ chez les socialistes allemands de la Chaire (*katedersocialisten*), chez les fabianistes britanniques et dans l'école américaine pragmatique de John Dewey. Ces trois écoles, même si elles présentent de notables différences, comportent néanmoins toutes des éléments de réformisme et une vision pragmatique du monde éloignés du déterminisme marxiste. Une telle lecture montre également beaucoup mieux comment le *folkhem* – emprunté à un univers très conservateur comme nous le démontrerons – a pu apparaître. Cela permet aussi de comprendre le côté très consensuel et réformiste du SAP. Expliquer comment un parti passe rapidement du marxisme à un réformisme mettant en avant la nation est très difficile. La thèse de Sten O. Karlsson a finalement plus de sens. Une rhétorique marxiste aurait bien été employée, mais dans un but électoral.

Une autre approche a été formulée par l'historienne Yvonne Hirdman<sup>8</sup>. Elle trouve chez les utopistes socialistes, tels Charles Fourier ou Robert Owen, les racines des idées du SAP. Grâce à un travail actuellement en cours, nous pouvons affirmer que le SAP a certes un côté très utopique – et nous ne pouvons nullement exclure que ses leaders ont lu de tels ouvrages et qu'ils en ont été imprégnés –, mais il est peu probable que les politiques menées par le SAP l'aient été en fonction de telles lectures. Cela n'empêche pas que les chantiers sociaux énoncés par les utopistes correspondent très bien à ceux menés par le SAP. Nous pouvons, par exemple, citer l'importance de l'école et de l'habitat dans l'élaboration de la

6 Leif Lewin, *op. cit.*

7 Sten O. Karlsson, *op. cit.*

8 Yvonne Hirdman, *Att lägga livet till rätta*, Stockholm, Carlsson, 2010.

nouvelle société et de l'homme nouveau en Suède, deux thèmes que l'on retrouve fréquemment dans de nombreuses utopies.

Cette nouvelle lecture des racines idéologiques du SAP nous permet de comprendre le *folkhem* et le réformisme suédois. Elle montre aussi que les origines idéologiques du SAP sont diverses. Nous pensons qu'une partie de l'explication de l'idiosyncrasie du SAP réformiste se trouve dans ce cocktail original de pensées. Il est difficile de rendre compte des origines intellectuelles du SAP. C'est un symptôme de syncrétisme. Il n'a pas une, mais plusieurs généalogies, plusieurs racines différentes.

### *L'héritage culturel suédois et la rencontre avec la modernité*

En considérant l'héritage culturel de la Suède, nous estimons que le *folkhem* et la politique sociale-démocrate tels que nous les connaissons ne peuvent ni surgir de nulle part ni émerger dans n'importe quelle société. Si le *folkhem*, comme métaphore politique, mais aussi comme programme politique, a connu une telle réussite, c'est aussi parce que la graine a été semée dans un terrain propice, même s'il est difficile de discerner une généalogie directe. En essayant d'expliquer les politiques menées par le biais de l'histoire ou encore par des traits culturels, le sol est toujours miné. Un trop grand nombre de variables rendent l'explication difficile. Néanmoins, nous allons soulever ici quelques spécificités suédoises.

Plusieurs auteurs évoquent l'importance du mythe du paysan libre dans la construction de l'identité suédoise<sup>9</sup>. L'idée est que la Suède et les Suédois auraient toujours été libres. Au Moyen Âge, quand le reste de l'Europe connaît le féodalisme, les paysans suédois ne sont pas réduits à l'esclavage. Bien plus, les paysans ont toujours été représentés depuis que le Riksdag existe. Nous pouvons aussi évoquer le fait que le roi et les paysans se sont souvent alliés contre les nobles. Il y a eu en Suède plusieurs leaders de rébellions paysannes qui ont été mythifiés par la suite. Nous pouvons mentionner ici le dalécarlien et symbole national Engelbrekt Engelbrektsson. Il est intéressant pour nous de constater que le paysan en tant que symbole est mythifié et utilisé à des fins politiques par toutes les sensibilités politiques. Ainsi, plusieurs leaders sociaux-démocrates ont revendiqué la compatibilité de leurs politiques égalitaires avec une tradition libertaire et égalitaire en Suède. Le Suédois aurait d'une part toujours été libre et, d'autre part, il aurait vécu de manière égalitaire et consensuelle. Dans la construction identitaire de la Suède au XIX<sup>e</sup> siècle, l'image du paysan, ainsi que celle du Viking, joue un rôle prépondérant. Le paysan a été glorifié, par exemple, dans le poème *Odalbonden* de Gustaf Geijer. Certains auteurs tirent même cette tradition de liberté des *ting* (assemblées) vikings, oubliant vite l'existence de *träl*

---

9 Voir par exemple : Bo Stråth, Åsa Linderborg, Mauricio Rojas, Jan Larsson, Lars Trägårdh et Åke Daun.

(esclave dans les pays nordiques). Nous pouvons également évoquer, à une époque plus moderne, le système de *statare* (système dans lequel les paysans contractuels reçoivent leur salaire majoritairement en nature) qui ne fut aboli qu'en 1945. Les *statare* ne connaissent pas, en pratique, le même degré d'égalité et de liberté que les autres citoyens. Néanmoins, si la vieille tradition de liberté en Suède peut être contestée, et même si elle a été utilisée à des fins politiques, elle se fonde sur une vérité historique.

Dans un deuxième temps, nous pouvons, comme le fait l'ethnologue Åke Daun<sup>10</sup>, avancer que la tradition égalitaire s'est nourrie en Suède de la société paysanne où est prisée la valeur de *likhet* (similitude, égalité) : tous sont « semblables ». Ici, nous pouvons souligner l'importance du fait que la Suède est une nation ancienne, historiquement très homogène, bien qu'on ne doive pas oublier pour autant le peuple same, ni la diversité culturelle suédoise au temps où la Suède était une grande puissance. L'homogénéité culturelle facilite la quête de l'égalité. Sans doute la « suédicté » tire-t-elle aussi ses sources de la *bruksmentalitet*<sup>11</sup> – mentalité conformiste et paternaliste qui mène à une manière de vivre et de coexister très particulière. Un autre héritage est issu du luthéranisme suédois qui prône le travail et le respect de la loi. L'Église unique étant liée à l'État, l'apparition du *folkhem* en fut facilitée.

Nous envisageons l'hypothèse selon laquelle ces particularismes participent à la formation d'une mentalité suédoise. L'art de vivre et les comportements sociétaux sont souvent expliqués en Suède par la loi de *Jante*, cette loi fictive édictée par Aksel Sandemose en 1933, qui peut être résumée par « il ne faut pas croire que tu es quelqu'un »<sup>12</sup>. En effet, dans une société conformiste, il ne faut pas dépasser la norme. Le conformisme et l'homogénéité vont facilement de pair avec une société inclusive et rendent ainsi le *folkhem* possible.

Le politologue Murray Edelman<sup>13</sup>, en parlant de la culture, explique que « les objectifs politiques doivent être compris comme des expressions de valeurs culturellement élaborées ». Selon cette logique, la loi de Jante établit des préceptes moraux destinés à la conduite des Suédois ainsi que des comportements sociaux. Le *folkhem* peut être compris comme se situant dans le sillage de cette morale.

Nous adhérons à la vision de la culture de Clifford Geertz<sup>14</sup> quand il affirme que « la culture doit être vue comme un ensemble de mécanismes de contrôle : ce sont des plans, des règles, des recettes, des instructions destinés à gouverner les

10 Åke Daun, *Svensk mentalitet*, Stockholm, Bokförlaget Rabén Prisma, 1998, p. 202.

11 La mentalité de *bruk* (usine) est paternaliste. Dans les petites villes en Suède, le patron s'occupe des siens. Ainsi s'installe une relation de soumission dans laquelle l'homme s'attend à ce que les supérieurs gèrent sa vie. L'idéal est plutôt conservateur et contient également la croyance que l'État, ou le roi, est responsable pour l'homme.

12 Aksel Sandemose, *En flykting korsar sitt spår*, Stockholm, Tiden, 1934.

13 Murray Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, Illinois, University of Illinois Press, 1977.

14 Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, p. 44.

comportements, non des coutumes, des usages, des traditions, des habitudes » ; ou encore que « la culture n'est pas un ensemble de coutumes et de cultes ; elle est la structure de sens à travers laquelle les hommes donnent forme à leur expérience ».

La loi de *Jante* entre très bien dans ce cadre. Le *folkhem* comme société égalitaire et inclusive est plus facilement réalisable dans une société qui a des normes culturelles conformistes. Nous pensons que le *folkhem* prend ses sources dans la dichotomie entre l'ancienne et la nouvelle société.

La rencontre entre l'ancienne société et la modernité a été très forte en Suède. Selon Mauricio Rojas, du *think-tank* conservateur Timbro, le thème du *folkhem* attire, car il combine l'histoire avec l'avenir et la tradition avec le changement. Il en appelle à l'héritage collectif de l'imaginaire d'un peuple ancien fait de paysans. Sa force idéologique vient des utopies industrielles modernes, mais aussi de l'égalitarisme et des idéaux de solidarité des paysans, de l'ordre paternaliste du *brukssambälle* et d'une histoire nationale caractérisée par l'unité du peuple<sup>15</sup>. En somme, Mauricio Rojas explique que le *folkhem* joue le rôle d'un mythe. Selon l'historien Raoul Girardet :

Un mythe doit être conçu comme un récit qui se réfère au passé, mais qui conserve dans le présent une valeur éminemment explicative dans la mesure où il éclaire et justifie certaines péripéties du destin de l'homme ou certaines formes d'organisation sociale.<sup>16</sup>

Le *folkhem* est ancré dans une tradition de liberté et d'égalité. Il montre également le chemin vers la société du futur ainsi que les moyens pour y parvenir. Avec l'avènement de la modernité naissent aussi les politiques très progressistes qui ont rendu le SAP célèbre. Ainsi, dans les années 1930, celui-ci mène une politique contre la crise économique que certains qualifient d'antérieure au keynésianisme. Sur le plan de l'habitat, le fonctionnalisme a été très présent en Suède. Des politiques volontaristes sont mises en place, basées sur l'objectif de former l'homme et la société par l'ingénierie sociale, bien représenté par le couple Myrdal. Les idées des Lumières sont sous-jacentes, l'homme est perfectible. Ainsi, nous associons volontiers les pays nordiques à l'éducation populaire et à Nikolai Frederik Severin Grundtvig. Le *folkhem* fait converger deux courants qui, en surface, peuvent être perçus comme contradictoires : un héritage conservateur d'une part, avec une vision organique de la société, et d'autre part une vision moderniste, dans laquelle la société évolue avec l'aide de la science.

15 Mauricio Rojas, *Efter folkhemmet*, Stockholm, Timbro, 1996.

16 Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, p. 13.

Nous avons constaté que certains auteurs ont mis en avant la culture politique et qu'un certain conformisme s'est construit en Suède avec le temps. Le *folkhem* devient alors possible grâce à ses spécificités culturelles. Nous allons étudier de plus près le mot de *folkhem*, et le contexte dans lequel il a été récupéré par le SAP.

### *L'appropriation du mot par le SAP*

Le mot *folkhem* désigne, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, un lieu dans lequel les gens modestes peuvent, en échange d'une petite contribution, avoir accès à de la littérature – une sorte de bibliothèque populaire. Le moment où le terme commence à être employé d'une manière métaphorique et politique nous intéresse davantage. Ce sont des conservateurs qui l'ont fait les premiers : d'abord, en 1909, Alfred Petersson, homme politique représentant les paysans, puis, en 1912, Manfred Björkquist. Le mot est également employé par Rudolf Kjellén, professeur d'université, national démocrate et parlementaire conservateur. Rudolf Kjellén énonce par exemple l'idée que « sur sa propre fondation uniquement, la Suède peut être élargie pour devenir le *folkhem* heureux qu'elle est destinée à devenir »<sup>17</sup>. Le discours du *folkhem* est profondément ancré dans le nationalisme et dans une vision organique de la société où toutes les catégories sociales trouvent leur place. Une société inclusive en somme. Il est alors difficile d'imaginer l'utilisation de la métaphore du *folkhem* dans un parti marxiste, au regard de ses connotations conservatrices. Mais si le *folkhem* trouve sa place dans la rhétorique du SAP, c'est justement parce que ses racines idéologiques sont autres. L'idéologue clé du SAP, qui a rendu possible le passage d'une rhétorique marxiste à une rhétorique du *folkhem* s'appelle Nils Karleby (1892-1926). Nils Karleby est le chef du SSU (fédération de la jeunesse du SAP) à l'époque difficile qui suit la division du parti en 1917. Le rôle de pivot qui a été le sien a été souligné par de nombreux leaders du SAP, dont Tage Erlander (Premier ministre de 1946 à 1969) et Ingvar Carlsson (Premier ministre de 1986 à 1991, puis de 1994 à 1996)<sup>18</sup>. Nils Karleby, dans son œuvre *Socialismen inför verkligheten* (*Le Socialisme devant la réalité*)<sup>19</sup>, publiée de manière posthume, donne une base théorique et idéologique au parti. Il y démonte la rhétorique marxiste encore existante dans le parti en l'attaquant à ses racines idéologiques. Il explique que le capitalisme n'est pas mauvais en soi, qu'il

17 Mikael Hallberg, Tomas Jonsson, *Allmänanda och självtukt*, Uppsala, Uppsala Universitet förlags, 1993, p. 77 : « [...] endast på sin egen grund kan Sverige byggas ut till det byckliga folkhem, som det är ämnadt att blifva ».

18 Entretien avec Ingvar Carlsson, ancien Premier ministre, Stockholm, printemps 2012.

19 Nils Karleby, *Socialismen inför verkligheten*, Stockholm, Tiden, 1928.

faut seulement le maîtriser. La synthèse de Nils Karleby démontre comment le SAP, marxiste en surface, a pu faire le pas et devenir un parti du peuple.

Un moment clé se présente après la désastreuse défaite électorale du SAP en 1928. La métaphore politique du *folkhem* prend alors de l'importance, mais le mot a déjà été employé plus tôt par Hansson. De fait, dans les années 1920, tous les partis politiques à l'exception des communistes utilisent ce terme. Le SAP a de mauvais résultats aux élections de 1928, car il a trop insisté sur la nationalisation et sur une réforme impopulaire de l'impôt sur l'héritage. L'aile gauche du parti subit donc un sérieux revers lors de ces élections, et Hansson y voit une opportunité de développer sa ligne politique. Le SAP est surpris de ne pas avoir la majorité au parlement dans les années 1920. Les votes des travailleurs ne suffisent pas, il faut alors s'ouvrir à d'autres classes sociales. Ceci est un point crucial pour comprendre le développement du *folkhem* comme concept politique ; le mythe qui peut le mieux unir le peuple est la nation. Ainsi, Hansson adopte dès 1921 un discours très nationaliste<sup>20</sup>, et le parti commence à utiliser des symboles nationaux. Le SAP de Hansson se veut être un parti du peuple, non un parti de classes. Dans un premier temps, des mésententes avec l'aile gauche du parti apparaissent. Doit-on remplacer la lutte des classes par le *samförstånd* (entente, union, harmonie), ce que prône Hansson ? Le tour de force que réussit Hansson est de reformuler la lutte des classes pour qu'elle englobe la lutte de tous les laissés pour compte – la lutte des classes est alors remplacée par la lutte du peuple. Devenir un parti du peuple est aussi une manière de devenir respectable aux yeux des bourgeois qui ne veulent pas d'un parti uniquement pro-travailleurs. Le fait qu'il reconnaisse la loi et la nation, ainsi que le droit d'existence de toutes les classes, a à leurs yeux fait du SAP un parti capable de gouverner. Le groupe visé par Hansson est dans un premier temps les paysans. Dans un discours de 1938, lors d'une réunion d'ouvriers et de paysans, il déclare même que les travailleurs et les paysans sont des frères : « les travailleurs sont les os des os des paysans et le sang de leur sang »<sup>21</sup>. La vision de Hansson est avant tout celle d'une société inclusive, dans laquelle les gens vivent côte à côte, en harmonie, et dans laquelle les conflits sont résolus

---

20 Par exemple : « *Sverige är alltjämt ett klassambälle, där de stora massorna leva i betryck och otrygghet. Sverige är ännu icke det goda hemmet för alla svenskar. [...] Sverige åt svenskarna - svenskarna åt Sverige !* » – « La Suède est toujours une société de classes, dans laquelle les grandes masses vivent en dans l'oppression et dans l'insécurité. La Suède n'est pas encore le bon foyer pour tous les Suédois. [...] La Suède pour les Suédois – les Suédois pour la Suède ». Anna-Lisa Berkling, Per Albin Hansson, *Från Fram till folkhemmet : Per Albin Hansson som tidningsman och talare*, Solna, Metodica Press, 1982.

21 Per Albin Hansson, « Tal i Odense vid ett arbetare och bondemöte, N:o 55, 1938 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 204/3 : « [...] att arbetarna äro ben av böndernas ben och blod av deras blod ».

de manière consensuelle. Ce nouveau discours porte ses fruits aux élections de 1932, qui sont suivies par le *kohandel* (négociations avec le parti des paysans qui débouchent sur une alliance). La politique du *folkhem* constitue alors un recentrage de la politique. Dans le dilemme classique auquel est confronté tout parti politique, du choix entre la maximisation des votes et la défense de ses idées, le SAP a clairement choisi le premier. Dans un dernier temps, nous allons brièvement analyser le contenu du discours de Hansson.

La vision du *folkhem* la plus connue est celle exprimée par Hansson en 1928 au Riksdag :

Les fondements d'un foyer sont la communauté et le sentiment de solidarité. Un bon foyer ne connaît pas de privilégiés ni de méprisés, pas d'enfants préférés ni d'enfants mal-aimés. Personne n'y méprise l'autre. Personne n'y essaie de se procurer des avantages sur le dos des autres, le fort n'enfoncé ni ne pille le faible, dans un bon foyer règnent la similitude, la sollicitude, la coopération, la serviabilité [...].<sup>22</sup>

Nous constatons que Hansson prône avant tout une vision inclusive, comparable avec celle de Rudolf Kjellén. Mais il développe aussi la vision d'une société égalitaire :

Si la société suédoise devient le foyer du citoyen, les différences de classes doivent être supprimées, les services sociaux développés, un équilibre des salaires doit avoir lieu et la voie doit être ouverte pour que les travailleurs puissent participer à la gestion de l'économie, la démocratie doit être réalisée et appliquée à la fois sur le plan social et économique [...].<sup>23</sup>

Dans un discours au parlement appelé « *Sprängpunkten* » (le point de rupture), Hansson donne sa vision de la société et dit : « Nous considérons la société comme un organisme qui est en développement constant. »<sup>24</sup> La vision organique de la société fait clairement partie d'un imaginaire conservateur. Dans un article de 1928 « *Anda och Vandel i folkhemmet* »<sup>25</sup>, Hansson écrit : « Le chef de famille, attentionné, doit prendre soin de sa famille, et dans le foyer du peuple, c'est au gouvernement et au parlement d'agir en chef de famille. »<sup>26</sup>

Hansson emprunte le mot de *folkhem* aux conservateurs, ainsi que leur imaginaire et leur nationalisme. Si le *folkhem* est dans un premier temps un outil

22 Notre traduction : [<http://www.svenskatal.se/1928011-per-albin-hansson-folkhemstalet>] (consulté le 28 mai 2013).

23 *Ibid.*

24 Anna-Lisa Berkling, Per Albin Hansson, *op. cit.*, p. 235.

25 Per Albin Hansson, « Anda och vandel i Folkhemmet, Ny tid, 30/1 –1928 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 204/44.

26 « *Den omtänksamme husfadern har här i sin familj en omsorg att utöva och i folkhemmet få väl regering och riksdag agera husfader.* »



pour créer une société inclusive, il vit ensuite une deuxième vie. Il devient une ressource politique pour la réalisation d'une nouvelle société.

## LE RÉCIT DU *FOLKHEM* ET SA RÉAPPROPRIATION

Dans un deuxième temps, nous allons étudier la vision de la société de Hansson, Erlander et Palme, à travers une analyse de leurs discours. Le récit du *folkhem* n'est pas une utopie littéraire, mais une utopie qui œuvre comme un *mythe mobilisateur*<sup>27</sup>. Cette utopie n'est pas statique, mais dynamique, et elle engendre de l'action politique. Ainsi nous pouvons parler d'une mise en œuvre de l'utopie. Ceci explique la ré-appropriation du *folkhem* par Erlander et Olof Palme (Premier ministre de 1969 à 1976, et de 1982 à 1986). Le *folkhem* est une notion malléable et une transmutation du mythe a eu lieu. Le récit même du *folkhem* est conçu tel un mythe ; il explique le passé, le présent et l'avenir de la société.

### *La vision utopique d'une nouvelle société et d'un homme nouveau*

Il est intéressant de constater que les leaders du SAP eux-mêmes parlent de leur vision de la société comme d'une utopie. Dans un discours à Uppsala en 1965, Erlander cite Olof Lagercrantz, rédacteur en chef du *Dagens Nyheter* :

Il [O. Lagercrantz] croit que notre conception repose sur des mythes qui se distinguent de ceux de la bourgeoisie en ce qu'ils sont plus adaptés à la réalité. Si au lieu d'avoir employé le mot mythe il avait employé le mot utopie, son récit aurait été exact. L'utopie de la bourgeoisie est que la société appartient au passé. Notre utopie repose sur les revendications de la société moderne de solidarité et d'interaction comme étant le fondement le plus sûr pour le progrès et pour la libération de l'individu.<sup>28</sup>

Nous retrouverons cette utopie au cœur de l'idéologie de « la société forte », que nous allons voir, et qui constitue la continuité du *folkhem*. L'emploi du mot utopie n'est pas courant dans les discours politiques, mais certaines occurrences existent. La plupart du temps, il est employé dans le sens que l'idéologue de référence du SAP, Ernst Wigforss, lui donne quand il parle des « utopies provisoires » : dans la marche vers la société du bonheur, il est important de toujours gagner du terrain, d'avancer peu à peu avec l'aide d'utopies provisoires, même si le but de la société sans classes ne peut être atteint.

27 Terme emprunté à Georges Sorel, *Réflexion sur la violence*, Paris, Marcel Rivière et Cie, 1908.

28 Tage Erlander, « Uppsala, 26/2 – 1965 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 156/2/2/2/56.

« Han tror att vår åskådning vilar på myter som skiljer sig från borgerlighetens genom att vara mera anpassade till verkligheten. Hade han istället för ordet myter använt ordet utopier skulle skildringen ha varit exakt. Borgerlighetens utopi är att samhället tillhör det förflutna. Vår utopi vilar på det moderna samhällets krav på solidaritet och samverkan som den säkraste grunden för framsteg och för individens frigörelse. »



Deuxièmement, nous constatons que les leaders du SAP parlent clairement et de manière récurrente de la construction d'une nouvelle société. Ainsi, Hansson dira, par exemple, dans un discours électoral de 1936 :

Les lances de la nouvelle société émergent partout de l'ancienne, les idées même du bon droit de tous à participer à ce qui est commun, du devoir de la société de prendre soin de ses membres et de la suprématie de l'intérêt collectif ont gagné.<sup>29</sup>

La nouvelle société de Hansson est celle du *folkhem* inclusif. Nous retrouvons ici les idées d'un foyer pour tous et d'une société paternaliste qui s'occupe des siens. La notion de citoyenneté va de pair avec le *folkhem* et Hansson hésite longtemps entre le *folkhem* et le *Medborgarhem* (« foyer du citoyen »).

La nouvelle société d'Erlander est déjà différente. Si Hansson privilégie la société inclusive, Erlander préfère un citoyen coopératif. En 1965, au congrès du syndicat Mettal, il déclare :

[...] Notre but a été de créer une société aux caractéristiques essentiellement différentes de celles de la vieille société capitaliste contre laquelle les pionniers du mouvement ouvrier se sont révoltés. C'est la qualité de la société, la façon de vivre ensemble, ce sont les conditions de vie au-delà des attitudes purement matérielles entre les individus et les groupes que nous avons voulu influencer et changer avec notre politique.<sup>30</sup>

Palme veut lui aussi édifier une nouvelle société, mais chez lui, les mots phares sont l'égalité et la démocratie. Par exemple, il écrit en 1971 dans un article pour le journal *L'Ouvrier du métal* :

Nous voulons remodeler la société en fonction des idées du socialisme démocratique. Celui-ci repose sur la conviction que la société devient meilleure quand les hommes organisent leur existence à travers une interaction bâtie sur la démocratie et l'égalité. Non seulement parce que ces notions ont une valeur

29 Per Albin Hansson, « Inför höstens val, Föredrag av redaktör P.A. Hansson den 2 september 1936 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 204/2.

« *Det nya samhällets spiror skjuta upp överallt i det gamla, själva idén om allas goda rätt till delaktighet i det gemensamma, om samhällets skyldighet att vårda sig om sina medlemmar och om det allmänna intressets överhöghet, har segrat.* »

30 Tage Erlander, « Metalls kongress, 24/8 1965 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 156/2/2/2/56.

« *Men vårt mål har varit att skapa ett samhälle som har väsentligen andra egenskaper än det gamla kapitalistiska överhetsamhälle mot vilket arbetarrörelsens pionjärer gick till storm. Det är samhällets kvalitet, formerna för människornas samlevnad, levnadsbetingelserna utöver de rent materiella attityderna mellan olika individer och grupper som vi med vår politik velat påverka och förändra.* »

propre, mais aussi parce que de cette façon peuvent être libérées des forces qui sont étouffées dans une société capitaliste.<sup>31</sup>

Cette nouvelle société serait habitée par un homme nouveau. Si les références à l'homme nouveau se font rares, elles existent néanmoins. En 1953, Erlander dit, par exemple, lors d'une conférence avec des écrivains :

J'estime quand même qu'il est étrange qu'on ne réalise pas que quelque chose de complètement nouveau est en train de se passer. Toute la société est remodelée avec l'homme placé en son centre. Pour la première fois dans l'histoire, chaque homme est égal à tous les autres hommes. Nous n'avons jamais, auparavant, vécu une telle expérience, c'est-à-dire l'expérience de créer un nouveau type d'homme [...] de créer l'homme libre.<sup>32</sup>

### *La ré-appropriation du Folkhem avec une idéologie en transmutation*

Les discours politiques de ces trois Premiers ministres se réfèrent à un univers social-démocrate, avec un lexique particulier qui revient systématiquement et qui met en récit la vision d'une nouvelle société. Les mots-clés qui constituent un fil rouge de Hansson jusqu'à Palme se structurent autour de : l'égalité, la solidarité, la liberté, la coopération, l'entente, la démocratie, le sentiment de sécurité (*trygghet*), la croyance en la science et en un avenir meilleur. Ils partagent la vision de l'homme comme bon en soi. Ces mots-clés habillent les discours politiques qui promeuvent la nouvelle société et ils décrivent le *folkhem* et ses avatars. Néanmoins, la place que Hansson, Erlander et Palme donnent à ces mots évolue, ainsi que l'idéologie. Le *folkhem* de Hansson a pour but une société inclusive et le nationalisme facilite ce rôle. Le mot central pour Hansson est donc le *samförstånd* (entente, union, consensus). Après la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme est moins porteur, et c'est surtout à ce moment-là que les grands chantiers sociétaux se mettent en route. Erlander propose alors une nouvelle idéologie, celle de « la société forte », qui relaie le *folkhem*. L'idée simple de « la société forte » est que la société moderne a besoin d'un État fort pour bien la réguler (il est à noter que « État » et « société » sont synonymes en suédois). L'État prend soin des citoyens et réalise toutes les choses que l'individu n'arrive pas à prendre en

31 Olof Palme, « Metallarbetaren, nr. 8, 1971 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 2/3/9.

« Vi vill omdana samhället enligt den demokratiska socialismens idéer. Bakom den ligger övertygelsen att samhället blir bättre när människorna organiserar sin tillvaro genom en samverkan som bygger på demokrati och jämlikhet. Inte bara därför att dessa ting har ett egenvärde i sig, utan därför att därigenom kunna frigöra krafter som kvävs i ett kapitalistiskt samhälle. »

32 Tage Erlander, « Kulturkonferensen, 1953 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 156/222/26.

« Jag tycker ändå att det är konstigt att man inte upptäcker att något helt nytt håller på att ske. Hela samhället skapas om, med människan i centrum. För första gången i historien en människa som är jämlik med alla människor. Vi har aldrig tidigare upplevat ett sådant experiment att skapa en människotyp [...] skapa den fria människan. »

charge lui-même. Selon cette nouvelle idéologie, la société inclusive est remplacée par une société dont l'homme, en coopération et en interaction, est le centre. Erlander porte l'idéologie du *samverkan* (littéralement « œuvrer ensemble »). De cette idéologie naissent des politiques concrètes. Ainsi, avec l'école unique en Suède, l'accès à l'éducation devient démocratique. Mais l'éducation change aussi sur le fond. Un des buts de l'éducation est de former les élèves à la coopération. L'objectif de l'école n'est pas seulement de transmettre des savoirs, mais aussi d'assurer la socialisation des individus pour garantir un bon fonctionnement de la société. La politique du logement suit un schéma similaire ; le SAP promeut l'habitat collectif. Il est intéressant de rappeler que ces politiques présentent de fortes similitudes avec des thèmes proposés dans la plupart des utopies littéraires ou socialistes.

Palme, en tant que très proche collaborateur d'Erlander, est lui aussi derrière l'idéologie de « la société forte ». Erlander comme Palme vont employer le mot « société de bien-être » (*välfärdsstaten*) pour décrire la société à bâtir. Si Palme continue à se référer à l'idéologie du *samverkan*, le centre de gravité tourne pour lui autour de l'égalité. C'est sous son mandat que les écarts de revenus sont les moins élevés en Suède. L'essor d'une Suède égalitaire a lieu sous Palme, et dans une certaine mesure sous Erlander, et non dans le *folkhem* de Hansson. L'égalité chère à Palme donne aussi naissance à des politiques concrètes. Il travaille sur plusieurs chantiers sociétaux, par exemple l'égalité des sexes. Les femmes ministres furent rares avant lui. Son grand chantier politique tourne autour de la démocratisation de la vie économique dans laquelle l'influence du travailleur doit être augmentée. Un autre grand chantier est l'école égalitaire et démocratique.

Les concepts de « société forte » et de « société de bien-être » prennent alors le relais du *folkhem* comme mythe mobilisateur pour parvenir à l'utopie du SAP. Il est aussi intéressant de constater que le terme de *folkhem* existe néanmoins sous Palme et Erlander en tant que source politique.

Erlander renoue avec le discours du *folkhem* à plusieurs reprises. Dans un premier temps, lors de son accession au poste de premier secrétaire du SAP. Il ancre alors sa politique dans le *folkhem* de Hansson pour être légitime. Le *folkhem* revient ensuite dans les discours d'Erlander pour décrire la société de bien-être. Le terme vit ensuite une véritable renaissance sous Palme, qui l'utilise dans de nombreux discours pour promouvoir les politiques menées. Ainsi, la démocratisation de la vie économique est, par exemple, faite au nom du *folkhem* : « Nous pouvons chercher à réaliser la vieille idée de la démocratie politique, de la protection sociale et de la démocratie économique comme une unité dans la transformation de la société en foyer du peuple. »<sup>33</sup>

33 Olof Palme, « Remissdebatten, 31/1-1973 », *Arbetarrörelsens arkiv*, n° 2/4/0/45.

« Därmed kan vi söka förverkliga den gamla tanken om den politiska demokratin, den sociala tryggheten och den ekonomiska demokratin som en enhet i samhällets omdaning till folkhemmet. »

## CONCLUSION

Le *folkhem* étant une notion clé pour comprendre le modèle suédois et la société suédoise, cet article a pour ambition de faire la lumière sur sa genèse. Nous constatons que le *folkhem* ne surgit pas de nulle part. Semé sur un terrain propice – celui de l'héritage culturel suédois, élaboré au sein d'un parti réformiste, récupéré dans un monde conservateur, il est utilisé à des fins politiques : le *folkhem* inclusif à des fins électorales. Dans un deuxième temps, le *folkhem* et ses avatars servent de vision utopique guidant la construction d'une nouvelle société. Il joue alors le rôle d'un mythe mobilisateur. Nous constatons que le SAP essaie de mettre en œuvre son utopie, les idées donnant naissance à des politiques publiques concrètes. Aujourd'hui, le mythe du *folkhem* est lié à la mémoire d'une société qui n'existe plus : cette métaphore politique prend une connotation sentimentale. Tant que les Suédois y trouvent du sens, le *folkhem* comme symbole et ressource politique a sans doute de beaux jours devant lui.



---

# Beyond the Swedish *Folkhem* – the position of immigrant and refugee groups in Sweden

---

Khalid Khayati\*

## RÉSUMÉ

*Contrairement à la réputation positive que la Suède a dans les croyances populaires, les populations immigrées et réfugiées en Suède souffrent principalement de l'exclusion sociale et d'autres pratiques discriminatoires. Cet article estime que la discrimination des personnes immigrantes – surtout ceux des pays et des régions ethniquement et culturellement éloignées – est inhérente au projet historique du folkhem et par conséquent aux institutions démocratiques suédoises qui affichent une puissante connotation ethnique. Cet article vise à savoir si ces tendances discriminatoires et pratiques de ségrégation vis-à-vis des individus et des groupes non-suédois, qui ont été le centre de l'attention chez les chercheurs suédois, indiquent des liens plus étroits avec le projet historique du folkhem suédois et ses démarcations culturelles et raciales.*

## ABSTRACT

*Contrary to the positive reputation that Sweden has in popular belief, immigrant and refugee populations in Sweden largely suffer from social exclusion and other discriminatory practices. This article believes that discrimination of immigrant people – above all those from ethnically and culturally distant countries and regions – is inherent to the historical project of the folkhem and thereby to the Swedish democratic institutions which display a strong ethnic overtone. This paper intends to examine whether these discriminatory and segregating tendencies vis-à-vis non-Swedish individuals and groups, which have aroused the attention of Swedish scholars, indicate closer ties with the historical project of the Swedish folkhem and its cultural and racial boundaries.*

---

\*Khalid Khayati is a political scientist and works as a researcher at REMESO, the Institute for Research on Migration, Ethnicity and Society, Linköping University. His research interest is mainly centered on diaspora formation, transnational relations and transborder citizenship among Kurdish populations in the West, particularly in France and Sweden.

Khalid Khayati est politologue et travaille comme chercheur au REMESO, l'Institut de Recherche sur Migration, Ethnicité et Société, à l'Université de Linköping. Ses recherches portent principalement sur la formation des diasporas, les relations transnationales et la citoyenneté transfrontalière entre les populations kurdes dans des pays occidentaux, en particulier en France et en Suède.

## INTRODUCTION

Sweden has an international reputation for its progressive social politics, human rights, democratic values and expansive welfare system.<sup>1</sup> This positive perception of Sweden which sometimes becomes is represented as an excessively idealized and romanticized “surrogate nationalism” at the global level has further been reinforced by the country’s substantial commitment to foreign aid and to peace as well as by the existence of a leader such as Olof Palme, who is very often portrayed as the incarnation of the “Third World consciousness” and a “progressive internationalist” ambassador.<sup>2</sup> This positive reputation is further attributed to Sweden for its generous immigration and its ambitious creating of a multicultural society where immigrants and refugees along with their children and grandchildren should, according to the integration frameworks, enjoy equal status in the society’s political, social and cultural spheres.

Since the end of the Second World War Sweden has, in relation to the size of its population, received large numbers of asylum seekers, refugees and labor migrants from many religiously, culturally and linguistically different regions and countries. The arrival of hundreds of thousands immigrants and refugees in Sweden has generated not only a new demography but also a new social and cultural reality. In order to manage this new reality, an impressive body of immigration, immigrant, refugee and integration policies and laws has taken form; on several occasions it has been amended and reformulated, and its institutional framework adjusted or radically changed. With such legal and institutional frameworks, the Swedish state intends to give immigrants and refugees the same living standard as the rest of the population.<sup>3</sup> In the mid-1970s, the Swedish state established its very first all-embracing multicultural minority policy, based on three principles: freedom of choice, equality and cooperation. Consequently, a number of institutions, services and regulations promoting integration appeared. In 1998 the National Integration Board (*Integrationsverket*) was created with the objective of promoting the integration of foreign-born residents in the country.<sup>4</sup> Correspondingly, the Swedish Minister of Integration proposed replacing the word immigrant (*invandrare*) by the expression “person of foreign background” (*personer med utländsk härkomst*) in laws and official speeches, in order to – as it was outlined in the new policy – counteract “we and them” thinking in the

1 Camilla Hällgren, “Working harder to be same : everyday racism among young men and women in Sweden”, *Race, Ethnicity and Education*, Vol. 8, No. 3, 2005, p. 319-342.

2 Annelie Andersen, “Is Swedish identity about being different to Europe? An assessment of Gable and Palmer’s utilitarian hypothesis applied to public opinion in Sweden”, *11<sup>th</sup> Annual Graduate Student Conference, Rebels and Critics: Assessing Fifty Years of European Integration*, 2–3 February, Georgetown University, Washington DC, 2007.

3 cf. Lena Södergran, 2000; Charles Westin, 2000; Rune Johansson, 2005.

4 Lena Södergran, *Svensk Invandrar- och integrationspolitik: En fråga om jämlikhet, demokrati och mänskliga rättigheter*, Department of Sociology, Umeå University, 2000.

society.<sup>5</sup> In other words, the objective was to offset forms of discrimination and social exclusion and thereby to persuade the mainstream affiliation discourse to imagine “Swedishness” in more comprehensive and inclusive forms. Today however, many of the non-European ethnic and cultural groups that have over the years taken advantage of the country’s generous immigration policies upon their arrival experience at the same time widespread forms of discrimination and social exclusion.

Nevertheless, the 1998 Swedish integration project was not sufficiently stringent and influential to center the debate of belongingness and identity on uniformity and conformity, as it was still focused on the notions of “we” and “them”. Even though, Sweden was not regarded any more as a homogeneous whole but it was perceivable rather as a country inhabited by two different populations or ethnic groups that live, not necessarily together, but side by side. There are on the one hand a “homogeneous Swedish native population” (*svenskar*) who live in the “Centers” of cities and other “reserved” places and on the other hand immigrants (*invandrare*) and refugees (*flyktingar*) who mostly occupy the “peripheries” of the metropolitan areas.<sup>6</sup>

A significant number of researchers and scholars have called Sweden’s integration policy into question, not least because of its inability to achieve its initial goals. For some researchers, the hierarchical ethnicization and segregation of the Swedish labor and housing markets is inherent to the Swedish political system, whose democratic institutions function more often than not as the “reserved” domains of the “white subject”.<sup>7</sup> Additional concepts such the “death of the Swedish model”<sup>8</sup>, the “divided city”<sup>9</sup>, the “disintegrated city”<sup>10</sup>, “structural discrimination”<sup>11</sup>, “the segregating integration”<sup>12</sup> and so forth have been advanced as further indications of the “paradoxical and discriminatory characteristic of the

5 Lars Jederlund, “Current Sweden, From Immigration Policy to Integration Policy”, *The Swedish Institute*, No. 422, Stockholm, 1998.

6 Rune Johansson, “‘Ett odödligt sinne’?: Svensk nationell utveckling i ett komparativt perspektiv”, in E. Olsson (red.), *Etnicitetens gränser och mångfald*, Stockholm, Carlsson Bokförlag, 1999, p. 334.

7 Magnus Dahlstedt, *Reserverad Demokrati*, Umeå, Boréa Bokförlag, 2005.

8 John Madeley, “‘The Swedish model is dead! Long live the Swedish model’”, The 2002 Riksdag election”, *West European Politics*, Vol. 26, No. 2, April, 2003, p. 165-173.

9 Lena Magnusson, “Invandring och segregation”, in Lena Magnusson (red.), *Den delade staden*, Umeå, Boréa Bokförlag, 2001, p. 9–22.

10 Tapio Salonen, *Hela staden : social hållbarhet eller desintegration?*, Umeå, Boréa Bokförlag, 2011.

11 Magnus Dahlstedt, M & F. Hertzberg, “Strukturell diskriminering och politiskt deltagande”, in Magnus Dahlstedt & Fredrik Hertzberg (red.), *Demokrati på svenska? Om strukturell diskriminering och politiskt deltagande*, SOU 2005: 112, Stockholm, Fritzes, 2005.

12 Masoud Kamali, “Den segregerande integrationen: Om social sammanhållning och dess hinder”, in Masoud Kamali (red.), *Den segregerande integrationen, Om social sammanhållning och dess hinder*, SOU: 2006:73, Stockholm, Fritzes, 2006 p. 7-28.



Swedish multiculturalism” and the abrupt interruption of the dream of “equal opportunities” for all Swedish residents that once was the principal ambition of the old “people’s home” (*folkhemmet*).<sup>13</sup>

This paper intends to investigate whether these discriminatory and segregating tendencies vis-à-vis non-Swedish individuals and groups, which have been the focus of attention among the Swedish scholars, indicate closer ties with the historical project of the Swedish *folkhem* and its cultural and racial boundaries. In other words, it intends to go beyond the ethnic and racial boundaries of the *folkhem* in order to gain an insight into a number of factors that determine the position of the immigrant people in the Swedish society in view of the institution of citizenship and the idea of belongingness to the mainstream “Swedish” identity. Concretely, a historical assessment of the Swedish folkhem and its cultural and racial boundaries, the Swedish institution of citizenship and its limitation and subsequently a review of the racist and discriminatory trends in the Swedish society will constitute the major focuses of this article.

### **THE ARRIVAL OF IMMIGRANTS AND REFUGEES TO SWEDEN: A HISTORIC OVERVIEW**

The expansion of Swedish industry in the 1960s encouraged employers to speed up the process of recruitment. The 1960s were a decade of large-scale labor immigration, with 30,000-60,000 people arriving each year. At this time immigrants came principally from the former Yugoslavia (Agreement of 1966), Greece, Finland and Turkey (Agreement of 1967). Despite these agreements, the majority of immigrants arrived in Sweden on their own initiative or under family reunion.<sup>14</sup> The pace of immigration continued to quicken in succeeding years, attaining a yearly net figure of 70,000.<sup>15</sup> At that time, assimilation was the goal of Swedish immigration policy.

The economic migration to Sweden came to an end in 1972. This year marked a turning point, since Swedish industry’s needs for labor were thereafter essentially met by Scandinavian citizens. Finnish immigrants were the largest Nordic group to benefit from the free labor market agreement signed by the five Nordic countries Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden in 1954. Under this agreement, Nordic citizens enjoyed full rights to live and work on Swedish territory.<sup>16</sup> This

13 Aalksandra Ålund, & Carl Ulrik Schierup, *Paradoxes of Multiculturalism, Essays on Swedish Society*, Avebury, Aldershot, 1991.

14 Lena Södergran, *op. cit.*

15 Charles Westin, “Immigration to Sweden 1940-1990 and the response of public opinion”, *Migration*, Vol. 18, No. 2, 1993, p. 143-170.

16 Lena Södergran, *op. cit.*, p. 45

governing mechanism made Sweden's neighboring countries its largest source of immigration after the war.<sup>17</sup>

Between 1980 and 1990 the Swedish Immigration Board granted permanent residence permits to approximately 250,000 refugees. The most significant inflow of refugees occurred in 1992–94, when Sweden provided a safe haven to more than 170,000 people fleeing from the war in the former Yugoslavia. The end of the war in Bosnia-Herzegovina led to a clear diminution in the number of asylum seekers arriving in Sweden. The total number of aliens who in one way or another were awarded residence permits in 1995 was 32,486. One year earlier, Sweden had received 79,000 refugees.<sup>18</sup>

During 1995–99 Sweden experienced a period of relative stability as regards the arrival of asylum seekers and their relatives. It was only in 2000 that the number of foreign arrivals significantly increased. For the first time since 1995 the number of foreigners surpassed the threshold of 40,000. It is important to stress that the majority of those who arrived in Sweden during these years (except 1993–94) were not themselves refugees but relatives of refugees entering under family reunion.<sup>19</sup>

The arrival of asylum seekers and their relatives after the end of the labor immigration era was not the only issue of concern for Swedish researchers in the domain of global migration. For instance, the presence of a large number of cultural and ethnic groups in Swedish society has brought about an undeniable transformation of Sweden's population structure, not only demographically but also socially, politically and culturally. According to Harald Runblom by the mid-1990s nearly 950,000 of Sweden's 8.8 million inhabitants were people born in another country, while the total number with "foreign backgrounds" (born abroad or having at least one foreign-born parent) was 1.6 million, or nearly one fifth of Sweden's inhabitants.<sup>20</sup>

In 2003 and 2004 asylum seekers from Afghanistan, Iran, Iraq, Azerbaijan and Turkish Kurdistan were among the dominant refugee groups arriving to Sweden. During the same period we can also detect the arrival of smaller groups from Somalia, other countries of the Horn of Africa and West Africa, Kosovo, Bosnia-Herzegovina and Russia. Today Shiite Muslims from Iraq, war-refugees from Syria and single-refugee children from Afghanistan and Somalia constitute the largest asylum seeker population in Sweden. The American-led invasion of Iraq in 2003 and the sectarian violence that followed along with the civil war in Syria can be seen as the major cause of the flight of refugees from Iraq and Syria.

---

17 Harald Runblom, "Current Sweden: Sweden as a Multicultural Society", *The Swedish Institute*, No. 418, Stockholm, 1998.

18 Charles Westin, *op. cit.*

19 Davide Berruti *et al*, *Kurds in Europe – From Asylum Right to Social Rights*, Napoli, Marsico, 2002.

20 Harald Runblom, *op. cit.*

However, the relatively generous Swedish immigration politics that periodically enabled the entrance and the settlement of a large number of immigrants and refugees in Sweden, was on many times on a collision course with the Swedish integration project which – as was indicated earlier – was not sufficiently successful – according to its original goal – to respond to the prevalent forms of social exclusion and housing segregation that many people of non-Swedish descent experience in Sweden. With reference to the objective of this paper, one can say that discrimination of the non-native individuals and groups is deeply rooted in the homogenizing project of the *folkhem*. In this respect, the Swedish *folkhem* stands out as the foundation of national unity, where the fundamental norm of the Swedish welfare state displays strong ethnic overtones which also functioned as a demarcation line not only *vis-à-vis* native minorities such as Sami, Swedish Finns, Romani and Tornedalers,<sup>21</sup> but also *vis-à-vis* all other cultural manifestations that could be perceived as non-Swedish and “deviant”, above all those of immigrant and refugee groups.<sup>22</sup>

### THE HISTORICAL ORIGIN OF THE SWEDISH *FOLKHEM*

Sweden has never been unfamiliar with the spread of racial and racist sentiments over the course of the 20<sup>th</sup> century. The first Race Biological Institute in the world was created in the Swedish city of Uppsala in 1921. It was an official institution, founded on the initiative of the Swedish politician Hjalmar Branting (a Social Democrat Prime Minister) and the right-wing leader Arvid Lindman.<sup>23</sup> According to the Swedish historian Rune Johansson, the institute was established in order to identify those areas where the “Nordic” race was “best” preserved and then to try to safeguard what were said to be “valuable Swedish racial characteristics”, distinct from the so-called “inferior racial features” among the population. In other words, conceiving theoretical grounds for “an exact race hygiene” and a rational population politics was the principal objective of this institution. Moreover, the author claims that the growing Swedish Nazi movements of the 1920s and 1930s made considerable use of certain specific elements such as racial theory, national self-glorification and anti-democratic ideas that were circulating in the debates of that time. Even though these racist movements were not electorally successful, they gained some sympathy among the population. Their ideas implied a considerable admiration for power and strength, and anti-socialism, which found expression mostly through glorifying German culture and promoting solidarity

21 Sweden has five national minorities: Jews, Roma, Sami (also an indigenous people), Swedish Finns and Tornedalers. The historical minority languages are Yiddish, Romany Chib (all varieties), Sami (all varieties), Finnish and Meänkieli (Tornedal Finnish). Swedish minorities policy provides support for all five of Sweden’s national minorities in order to keep these languages alive (Source: Regeringskansliet, [www.sweden.gov.se](http://www.sweden.gov.se), 11/03/2007).

22 cf. Johansson, 1999; Broberg & Tydén, 2005; Johansson, 2005.

23 cf. Rune Johansson, *op. cit.*

with the German nation, which was said to share a common destiny and racial heritage with Sweden.<sup>24</sup> It is also noteworthy that Carl Von Linne, the Swedish taxonomist, was among the first to “categorize different human races and attribute mental features based on appearance and skin color”.<sup>25</sup>

For certain researchers it was the Swedish Race Biological Institute and the spread of racial ideas that paved the way for the emergence of the politics of sterilization that Sweden pursued in accordance with two laws from 1934 and 1941.<sup>26</sup> The target groups (traveling people and Gypsies) were those who were considered as “deviants”. As a result, 62,888 acts of sterilization were performed between 1935 and 1975.<sup>27</sup> Alberto Spektorowski and Elisabet Mizrachi claims that Sweden’s politics of sterilization is worth of consideration for two main reasons. In the first place, the number of acts of sterilization performed on physically healthy individuals in Sweden was more considerable than those in other Nordic countries. Second, the Swedish Social Democrats, who were at that time influenced by the idea of “efficiency, productivism and the elimination of social marginalization”, played a considerable role in generating the act of sterilization.<sup>28</sup> Accordingly, it is plausible to consider sterilization acts as an institutional advent to promote the creation of the Swedish *folkhem*.

As for the *folkhem*, it emerges historically from those struggles of Swedish social democrats beginning in the 1930s to achieve a secure and prosperous society for all Swedes. This resulted in “an ever-reforming welfare state that constantly strived to make conditions better for its citizens”.<sup>29</sup> Creating a *folkhem* for all Swedes implied that the Swedish Social Democrats, as the dominant political party in Sweden, had to play down the politics of class in favor of an all-embracing hegemonic political discourse that could represent the “whole people’s interest”.<sup>30</sup> This hegemonic *folkhem* ideology can be seen likewise as the outcome of historical compromises between Swedish employers and workers.<sup>31</sup> In a sense, the harmonization between the official politics and the economic development of the country brought about a unification and standardization of the Swedish population within a solid nation.<sup>32</sup> Consequently, the *folkhem* had acquired “qualities of a modern foundation myth

---

24 *Ibid.* p. 329-330.

25 Camilla Hällgren, *op. cit.*, p. 323

26 Alberto Spektorowski, & Elisabet Mizrachi, “Eugenics and the welfare state in Sweden: the politics of social margins and the idea of the productive society”, *Journal of Contemporary History*, Vol. 39, No. 3, 2004, p. 333-52.

27 Alberto Spektorowski, & Elisabet Mizrachi, *op. cit.*, p. 333.

28 *Ibid.*, p. 334.

29 Annelie Andersen, *op. cit.*, p. 8.

30 Rune Johansson, *op. cit.*; Gunnar Broberg & Mattias Tydén, *op. cit.*

31 Zenia Hellgren, “The myth of the multicultural society – immigrant mobilization contesting the Swedishness of structures”, *The 9<sup>th</sup> Annual Aage Sorensen Memorial Conference*, 20–21 April, Harvard University, 2005.

32 Gunnar Broberg & Mattias Tydén, *op. cit.*

which had become a reality for the people, as social democratic ideas captured the essential nature of the nation” in order to define the framework of so-called “Swedishness”.<sup>33</sup> The welfare state, designated as the “model society”, “third way” or “middle way”, further reinforced the process of idealization and glorification of the Swedish *folkhem*.<sup>34</sup> Moreover, evoking certain specific qualities and notions such as “country of consensus”, “ability to adapt” and “pragmatism” can be seen as a further step in this direction.<sup>35</sup>

As for the cultural and racial boundaries of the *folkhem* and its exclusionary characteristics *vis-à-vis* the non-native ethnic populations, one can refer to a report which was presented by the Swedish Integration Commission (*Integrationskommittén*) in 2005 where the contributing authors underlined that non-native Swedes suffered from the so-called structural discrimination. For instance, structural discrimination appears according to Katarina Mattsson, as an everyday practice, formed by the discourses of “Swedishness” and the idea of “Western white” which are strongly embedded in Sweden’s public institutions. The author maintains that the political and social boundaries between “us” and “them” appear in various forms, and in this respect the notion of “Swedishness” is steadily evoked as equivalent to a number of other concepts such as birthplace, citizenship, blood bond, culture, language and appearance, which function as permanent indicators of who conforms to the dominant norm and, conversely, who does not.<sup>36</sup> In a sense, the lower positions that immigrant and refugee populations occupy in society’s different spheres is the consequence of a valorizing perception of “self” and a racializing view of “other”.

## BETWEEN CITIZEN AND DENIZEN

An important means to ensure the political participation of immigrants and refugees in the Swedish society is Swedish citizenship; it is available to immigrants after five years’ residence, to political refugees after four years, and to immigrants from the Nordic countries after two years, with no formal requirements for cultural or linguistic assimilation. Foreign-born individuals who have been convicted for criminal offences are excluded from citizenship.<sup>37</sup>

In Sweden, the boundary between “ethnos” and “demos” is however obscure and consequently the framework of Swedish citizenship is obscure, too. Is it based

33 Annelie Andersen, *op. cit.*, p. 8.

34 *cf.* Rune Johansson 1999; Gunnar Broberg & Mattias Tydén, 2005.

35 Aleksandra Ålund & Carl Ulrik Schierup, *op. cit.*

36 Katarina Mattsson, “Diskrimineringens andra ansikte – svenskhets och ‘det vita västerländska’”, in Paulina de Los Reyes, & Masoud Kamali, (red.) *Bortom Vi och Dom – Teoretiska reflektioner om makt, integration och strukturell diskriminering*, SOU 2005:41, 2005, p. 151.

37 Per Gustafson, “Globalisation, multiculturalism and individualism: the Swedish debate on dual citizenship”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 28, No. 3, 2002, p. 463–481.

on the values of universal human rights or on ethnic belongingness?<sup>38</sup> Swedish citizenship is largely based on the principle of *jus sanguinis*, whereby children inherit citizenship from their parents. Being born in Sweden of non-native parents does not mean that one automatically obtains citizenship; to that extent, the principle of *jus soli* (whereby people acquire citizenship of a county by virtue of being born in it) is not applied. As for the issue of national identity, Sweden is among those nations that do not clearly differentiate between ethnic and civic notions of identity. This may be a result of the perception that Sweden has been ethnically a relatively homogeneous nation. However, “being Swedish” refers both to an ethnic identity, which embraces language and culture, and to a civic identity, which embraces citizenship.<sup>39</sup> Since July 2001, dual citizenship has been fully accepted in Sweden. It implies that foreign nationals who acquire Swedish citizenship through naturalization do not necessarily need renouncing to their previous citizenship.<sup>40</sup> Does the acquisition of political citizenship automatically entail an improvement in non-natives’ social and political positions? Researchers seem to be skeptical about this.

For instance, Per Gustafson stresses that immigrants and refugees experience substantial social and ethnic differentiation in Swedish society, irrespective of whether or not they are Swedish citizens.<sup>41</sup> In other words, the acquisition of Swedish citizenship can be seen as a gain in juridical terms but does not include the possibility of becoming culturally and ethnically Swedish. In order to conceptualize the condition of those immigrants who do not obtain Swedish citizenship, the Swedish political scientist Tomas Hammar has introduced the notion of “denizens”. The development of citizenship rights without formal citizenship has been called “denizen rights”. The concept of “denizen” refers to the fact that immigrants enter into a host society through three successive gates at each of which states may exercise control over the admission, namely, immigration regulation, regulation of domicile and residential status, and naturalization. According to Hammar, immigrants who pass through the first gate may proceed to secure domicile and residential status but not naturalization status. In this respect, the author suggests a new category of people who have the right of residence but not of permanent membership of the host nation.<sup>42</sup> According to Margarete Haderer, the “denizen” is a meeting point between two categories, the non-citizens who can neither be repatriated nor naturalized, and

---

38 Christina Johansson, *op. cit.*, p. 47.

39 Rune Johansson, *op. cit.*

40 Per Gustafson, *op. cit.*, p. 469.

41 *Ibid.*

42 Tomas Hammar, *Democracy and the Nation State. Aliens, Denizens and Citizens in a World of International Migration*, Avebury, Brookfield, Vermont/Aldershot, 1990.

the citizens who, as a result of an increasing desertion of the codified instances of political participation, exhibit an evident tendency to turn into denizens.<sup>43</sup>

Prior to the Swedish general elections of 2002, issues relating to immigration and the integration of immigrant and refugee populations became an important part of the election propaganda of the Swedish political parties. For instance, the Moderate Party, together with the Liberals, supported the idea that the immigrants and refugees should have an adequate knowledge of the Swedish political system and the Swedish language and culture if they intended to be fully integrated into the society. It also stressed that such acquisition of the Swedish “core values” should be considered as a necessary condition for immigrants and refugees to obtain Swedish citizenship.<sup>44</sup>

As Per Gustafsson has outlined above, the attainment of the Swedish citizenship by non-native individuals and groups – especially those who are considered being from distant cultures and religions – is a juridical achievement that doesn't give direct access to the social, cultural and political spheres of the Swedish society. In other word, the juridical citizen continues to remain a “denizen” whose social and political rights are drastically affected by a number of racist and discriminatory practices prevailing in the Swedish society.

### **RACIST AND DISCRIMINATORY PRACTICE VIS-À-VIS IMMIGRANTS: A HISTORICAL INSIGHT**

During the 1980s, as the number of refugees of non-European origin grew, Swedish political parties were not very inclined to discuss questions about immigration and the integration of refugees and immigrants into the society. One major reason for this reluctance was the traditionally strong political consensus that Sweden was free from racism and ethnic discrimination, and consequently that it was not necessary to have a debate on the issue.<sup>45</sup> However, at the end of the 1980s this political consensus was eroded, and the need for a debate was recognized. The public debate that was launched by Swedish political parties on immigration basically coincided with the assassination of the Swedish Prime Minister Olof Palme in 1986; a tragic event that had wide international repercussions. This assassination, which according to some theories was connected to the Kurdish organization of PKK, resulted not only in a number of Kurds being placed under so-called “municipality arrest” but also, according to certain Kurdish sources, in an intensification of racist opinions against the Kurds.

43 Margarete Haderer, *From Alien to Citizen: On Membership and Boundaries*, thesis submitted to Central European University in partial fulfillment of the requirements for the degree of Master of Arts, Budapest, 2005.

44 Magnus Dahlstedt, *op. cit.*

45 Davide Berruti et al. *op. cit.*, p. 147-148.



In 1985, the government launched its plan of refugee settlement in all Swedish municipalities. The small commune of Sjöbo located in the southern Swedish region of Scania (*Skåne*) organized in 1988 a symbolic local referendum to reject its share of the refugee quota. A majority of voters opposed the reception of refugees in their commune. According to the Swedish economist Mauricio Rojas, these refugees, who originated for the most part in the Middle East, were believed to have values and standards unacceptable to the inhabitants of Sjöbo.<sup>46</sup> This event, which was debated intensively in Swedish media and also among social scientists was in one way or another the beginning of a new stage in the history of Swedish immigration in which the presence of refugees and immigrants in Sweden was for the first time associated with “problems”.<sup>47</sup> This “double estrangement” in Sjöbo<sup>48</sup> was in total disagreement with the assumptions of the minorities policy of 1975, which considered immigrants as bearers of resources and progress for Sweden. At the end of the 1980s and during the first half of 1990s, anti-immigration and anti-immigrant attitudes extended to the Swedish political Left. At that time, asylum seekers and migrants from certain countries were considered as being less welcome in Sweden. On 13 December 1989, the Swedish Social Democrat government issued the so-called *Lucia-resolution*, which tightened the granting of residence permits. Under the new definition, Sweden would in the future mainly grant asylum to those refugees who met the Geneva Convention’s criteria for refugees. Christina Johansson points out that the Swedish government’s adoption of a restrictive immigration policy was legitimized by the promotion of an integration discourse.<sup>49</sup> Put simply, leading Swedish politicians advanced the following argument: we should control the influx of immigrants and refugees to Sweden as it would otherwise be difficult to integrate the refugees already residing in the country. So, “stop immigration for the sake of integration”.

However, parallel with this intense “integration *versus* immigration” debate, racist actions against immigrant and refugee populations had received an unprecedented impetus. At that time, several refugee camps (for instance, those in Kimstad, Bocksjön, Flen och Kollbäck) and Muslim holy places (the mosque of Trollhättan) became the targets of racist attacks.<sup>50</sup> The horror among immigrants and refugees reached its climax when a certain John Ausonius, known in the

---

46 Mauricio Rojas, *I ensamhetens labyrint, Invandring och svensk identitet*, Stockholm, Bromberg Bokförlag, 1993. Cf. Lena Södergran, 2000; Davide Berruti et al., 2002; Christina Johansson, 2005.

47 Björn Fryklund & Tomas Peterson, “Vi mot dom”, *Det dubbla främlingskapet i Sjöbo*. Lund, Studentlitteratur, 1989.

48 *Ibid.*

49 Christina Johansson, *Välkommen till Sverige?: Svenska migrationspolitiska diskurser under 1900-talets andra hälft*, Malmö, Bokbox Förlag, 2005, p. 163.

50 Carl Ulrik Schierup “The right to be different: multiculturalism and the racialisation of Scandinavian Welfare Politics; the case of Denmark”, *Innovation: the European Journal of Social Science*, Vol. 7, 1994, p. 277–288.



Swedish media as the “Laser Man” (*Lasermannen*) stepped forward. From August 1991 to February 1992, Ausonius shot eleven people in Stockholm and Uppsala with a rifle equipped with a laser sight, killing one and seriously injuring the others. The victims were all immigrants with distinct physical traits such as black hair or dark skin.<sup>51</sup> Moreover, the Swedish anti-immigrant party New Democracy (*Ny Demokrati*) emerged from this xenophobic political climate. The newly formed political party was relatively successful in the elections of 1991; it won sufficient votes to exceed the threshold of 4 per cent for obtaining 25 seats out of a total of 349 in the Parliament.

The economic recession of the 1990s, which had direct effects on the public finances and also on the budgets allocated to the reception of refugees, likewise did not promise well for Sweden’s immigrant and refugee populations.<sup>52</sup> These populations were hardly hit by the 1990s economic crisis, which inaugurated an era of intensified ethnic divisions in a changing Swedish labor market.<sup>53</sup> According to a report published by the Swedish Labor Market Board (AMS) in 1997, the annual average unemployment rate among non-Scandinavian immigrants exceeded 30 per cent whereas at the same time the unemployment rate for native Swedes was only 7 per cent. Among immigrants who had arrived more lately, the figures were even higher.<sup>54</sup> The Swedish religion scientist Åke Sander considers the economic crisis in Sweden as one of the major reasons behind the change in Swedish public opinion and the rise of anti-immigrant sentiments.<sup>55</sup>

As a sign of increasing xenophobic attitudes in the Swedish society one can mention the spectacular advance of the Swedish far-right political party, the Sweden Democrats, (*Sverigedemokraterna, SD*) in the recent Swedish general elections. For instance, the party polled 5.7% of the votes and won 20 parliamentary seats in the 2010 Swedish general elections while it is expanding steadily in the public opinion surveys. Sweden Democrats considers itself as a nationalist political formation that opposes all forms of racism. But notable political observers describe Sweden Democrats as xenophobic and anti-immigrant, aiming to encourage all refugees and immigrants who came to Sweden after 1970 to return to their countries of origin. Like many other European xenophobic organizations, the main political rhetoric of this party is constituted around the concepts of “security” and

51 In 2010, the neighborhood of Rosengård in the southern Swedish city Malmö was terrorized by a gunman who shot a number of individuals with immigrant backgrounds. The sniper has been dubbed as the “New Laser man” because he used a rifle with a laser sight and chose his victims among people with darker traits.

52 cf. Lena Södergran, 2000; Christina Johansson, 2005; Carl Ulrik Schierup, Peo Hansen & Stephen Castles, 2006.

53 Carl Ulrik Schierup, Peo Hansen, & Stephen Castles, *Migration, Citizenship, and the European Welfare State: A European Dilemma*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 209.

54 Arbetsmarknadsstyrelsen, 1998.

55 Åke Sander, “Muslimer i Sverige”, *Invandrare och Minoriteter*, No 2, Stiftelsen Invandrare & minoriteter, Norsborg, 1993.

“tradition”. In this regard, immigrants and refugees who according to Sweden Democrats are the bearers of “distant” cultures and religions can pose serious risks to the county’s security and traditions. In this respect, Islam is perceived by Sweden Democrats as a harmful religion vis-à-vis the Swedish tradition and culture.

## CONCLUSION

As was indicated above, contrary to the popular perceptions, the Swedish folkhem has never been a “heaven on earth” for all colors, tastes and beliefs. Despite this, the Swedish welfare has always been forwarded as a distinguished feature of the Swedish *folkhem*.<sup>56</sup> Today, marginalization, stigmatization, social exclusion, and ethnic and social segregation are tangible realities among people with immigrant backgrounds. The transformation of demographic, social and ethnic relations and the new structural conditions and institutional practices that emerged as a result of continuous immigration and the arrival of hundreds of thousands refugees to Sweden indicate that there is today evidence of a large number of urban areas with high concentrations of foreign people. Since the early 1990s, residential segregation has been seen as a central research topic for social scientists but also as a political problem for Swedish decision-makers.<sup>57</sup> Correspondingly, Swedish labor market suffers from – as some Swedish sociologists calls it – ethnic division where the gender, ethnic background and culture of the refugee and immigrant play a considerable role when one takes into account the occupation that is allocated to the immigrant as a “deviant” person in the ethnically structured Swedish labor market.<sup>58</sup> Placing different ethnic groups in an order of precedence within the Swedish labor market implies that one can claim that today in Sweden there are, for instance, “Iranian jobs”, “Yugoslavian jobs”, “Greek jobs”, and so on.<sup>59</sup>

This article shows that, in spite of Sweden’s international reputation for human rights and democratic values, the country suffers considerably from increasing racism, xenophobic attitudes and discrimination. Ideas about “Swedishness” and who counts as a Swede or, conversely, “not” a Swede persist in current Swedish society.<sup>60</sup> Accordingly, concepts of race and the occurrence of racialized practices create forms and processes of social exclusion and ethnic division on more or less explicitly racist grounds that are deeply rooted in Swedish democracy and Swedish

---

56 Rune Johansson, *op. cit.*, p. 332.

57 Roger Andersson, “Socio-spatial dynamics: ethnic divisions of mobility and housing in post-Palme Sweden”, *Urban Studies*, Vol. 35, No. 3, 1998, p. 397-428.

58 Carl Ulrik Schierup, & Sven Paulsson, (red.), *Arbetets etniska delning, studier från en svensk bilfabrik*, Stockholm, Carlsson bokförlag, 1994.

59 *Ibid.*

60 Katarina Mattsson, *op. cit.*, p. 139.

state institutions.<sup>61</sup> In this way, the “mono-cultural” characteristics of Swedish democracy form an obstacle to the realization of the “multicultural citizenship” which should grant all citizens, Swedish and foreign-born alike, basically equal rights.

In order to counteract the “integration deficit”, many ethnic and cultural groups in Western societies have today created a number of diasporic communities whose transnational activities cross the boundaries of several nation-states. Diasporan groups assert belonging to and identification with their respective nations of residence at the same time as they – by means of their transnational networks and organizations – claim collective identification with their former homelands. In a sense, simultaneous belonging in two distinctly different cultural and political systems demonstrates that the exclusion of diasporan subjects in their state of residence, contrary to the “imposed” living conditions, cannot be a simple matter of structural discrimination in the social and political spheres of a single society, that of the country of residence. It is also a matter of claiming a distinct diasporic identity that goes beyond the political and cultural boundaries of a single nation-state. In this respect, diasporic populations appear as the manifestation of a “dual political agenda” which is given expression in a set of counter-hegemonic oppositional social movements.

---

61 Magnus Dahlstedt, *op. cit.*

---

# L'école comme moyen de favoriser l'ascension sociale. L'évolution en Suède depuis le XIX<sup>e</sup> siècle

---

Lise Froger-Olsson\*

## RÉSUMÉ

*Les possibilités d'accéder à l'éducation en Suède, ainsi que le type d'éducation dispensée ont beaucoup évolué à travers les siècles. L'enseignement s'est progressivement élargi, ne concernant tout d'abord qu'un public d'enfants, pour s'étendre à compter du XIX<sup>e</sup> siècle à un public d'adultes dans la perspective de N.F.S. Grundtvig. Créées à partir de 1848, les folkhögskolor assurent durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle un rôle d'ascenseur social. Le XX<sup>e</sup> siècle a vu la naissance d'autres formes d'enseignement destinées aux adultes, sanctionnées par un diplôme. Au cours du siècle dernier et en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, l'enseignement à destination des adultes assure l'intégration des immigrants, est un outil dans la lutte contre le chômage, mais garde aussi sa vocation première : assurer l'épanouissement personnel des élèves. Le rôle assigné à l'enseignement a changé à travers les siècles ; il doit désormais assurer stabilité et cohésion de la société ou l'épanouissement de l'individu. L'éducation est devenue facteur d'ascension sociale dès le XIX<sup>e</sup> siècle, mais conserve également son importance dans la formation d'une main-d'œuvre adaptée au marché du travail.*

## ABSTRACT

*Accessing to education in Sweden has been more or less easy across the centuries. The ways education was dispensed have been very different according to the aim pursued. Schools were first intended for children, but have progressively extended from the nineteenth century to a public of adults, following the precepts of the Danish pastor N.F.S. Grundtvig. Founded in the year 1848, the folkhögskolor enabled people to rise through society during the first half of the XX<sup>th</sup> century. Other types of adult-oriented schools were created during the XX<sup>th</sup> century. During the last century and in the beginning of the XXI<sup>st</sup>, these schools for adults have helped integrate immigrants into the Swedish society, they have been a tool in the fight against unemployment, but they have also helped furthering personal development of the pupils. The role assigned to teaching has changed throughout the centuries, aiming at ensuring stability and cohesion in society, and/or personal development. Dating from the nineteenth century, education has rendered social ascension possible, while at the same time serving the role of training a work-force that fits the labour market requirements.*

---

\* Lise Froger-Olsson est doctorante en études nordiques, université de Caen Basse-Normandie, groupe de recherche ERLIS.

Jusqu'à une période récente, l'éducation dans nos sociétés occidentales n'était pas accessible à tous, alors que l'accès à l'éducation est un facteur déterminant du progrès social. Nous commencerons par resituer la question de l'éducation dans la réalité suédoise du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous évoquerons en particulier la naissance de la *folkskola* grâce à la réforme de 1842. Nous dresserons un constat sur cette école en empruntant quelques exemples à des auteurs du courant dit de la *proletärlitteratur*. Nous nous intéresserons ensuite à l'évolution des buts et des méthodes d'enseignement qui se dessine dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec deux personnages clés du monde de l'éducation : l'écrivaine Ellen Key, et le pasteur danois N.F.S. Grundtvig. Nous constaterons le rôle joué par la *folkskola* et par la *folkhögskola* pour favoriser l'ascension sociale au XX<sup>e</sup> siècle. Enfin, nous concluons cet exposé par une réflexion sur la continuité de l'esprit de Grundtvig au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce rapide panorama mettra en lumière l'évolution de la conception de l'éducation en Suède à travers les siècles, ainsi que son rôle effectif dans l'ascension sociale.

## L'ÉDUCATION DANS LA SUÈDE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. ÉVOLUTION RÉGLEMENTAIRE

Durant des siècles, l'instruction fut essentiellement religieuse et le *Petit Catéchisme* de Luther en était la base. Le fait d'effectuer sa première communion constituait le billet d'entrée dans le monde adulte<sup>1</sup>. Une commission royale de 1817 constata que l'enseignement destiné aux enfants des classes moyennes et des fonctionnaires était très différent de celui proposé aux couches plus pauvres de la société, et considéra que l'éducation des classes inférieures ressortissait du domaine de l'ordre public<sup>2</sup>. Il s'agissait alors d'assurer le maintien d'une certaine moralité, tout en éloignant les enfants des rues. La loi de 1842 sur l'instruction publique obligatoire modifia considérablement l'accès à l'enseignement en rendant obligatoire la création d'écoles dans chaque paroisse. Avant la promulgation de cette loi, la Suède comptait environ 1 400 écoles primaires ou enfantines, pour un total de 68 000 élèves, soit 13 % des enfants en âge scolaire<sup>3</sup>. À partir de 1842, chaque paroisse fut tenue de fournir un local et des enseignants pour l'école publique – *folkskola*. Les enfants devaient fréquenter la *folkskola* jusqu'à leurs quatorze ans. Il s'agissait là d'une première démocratisation de l'enseignement. Toutefois, le nombre d'heures d'enseignement et les périodes de fonctionnement de l'école variaient beaucoup d'une paroisse à l'autre. Dans certaines régions

1 Christina Florin, *Från folkskola till grundskola 1842-1962*, disponible sur [[http://www.lararnashistoria.se/article/folkskolans\\_historia](http://www.lararnashistoria.se/article/folkskolans_historia)] (consulté le 08 novembre 2011).

2 Bengt Sandin, *Skolan, barnen och sambället i ett historiskt perspektiv*, disponible sur [[www.distans.hkr.se/ita101/Texter/sandin\\_skolan\\_barnen\\_samhallet\\_urKMN.pdf](http://www.distans.hkr.se/ita101/Texter/sandin_skolan_barnen_samhallet_urKMN.pdf)] (consulté le 10 octobre 2011), p. 57.

3 Administration du travail et de la prévoyance sociale, *Législation et activités sociales en Suède*, Stockholm, Tiden, 1939, p. 340.

faiblement peuplées, les enseignants étaient itinérants. Créées en 1858, les *småskolor* étaient destinées aux plus petits, et nécessitaient moins de moyens. Les cours pouvaient avoir lieu chez un particulier, dans les églises ou au presbytère. Les enseignants pouvaient être recrutés sur place, dans la tranche d'âge des 15-20 ans, ou parmi les anciens maîtres et maîtresses d'école<sup>4</sup>. En 1842, le législateur rendit obligatoire la création d'écoles dans chaque paroisse aussi bien à la ville qu'à la campagne, mais cela n'alla pas plus loin. La loi de 1882 rendit l'école obligatoire, et prévint également un minimum scolaire – ou *minimikurs* – à l'intention des enfants pauvres ou moins doués<sup>5</sup>. À la fin du siècle, l'école était conçue comme un moyen de lutter contre certains maux de la société. En particulier, elle devait permettre d'éviter que ne se forment des bandes d'enfants désœuvrés dont les mères n'étaient pas à même de s'occuper, du fait de leur travail. L'école apportait aussi une réponse au problème des enfants plus âgés qui avaient du mal à trouver un emploi. Il fallait aussi occuper ceux qui avaient un emploi après leur journée de travail, et les usines créaient des écoles pour que cette main-d'œuvre juvénile apprenne à lire et étudie le catéchisme<sup>6</sup>.

## UN CONSTAT SUR LA *FOLKSKOLA* À TRAVERS LE ROMAN PROLÉTARIEN

Les écrivains de la *proletärlitteratur* ont laissé une œuvre autobiographique dans laquelle ils évoquent leur scolarité. Voyons quelques exemples. Dans ses mémoires parues en 1944, *Med rallarkärria mot dikten* (*Poseurs de rails contre écriture*), Gustav Hedenvind-Eriksson (1880-1967) revient sur les relations conflictuelles entre lui et son père et parle de son enfance. Concernant l'école, il nous dit ceci :

Quand je revenais de l'école – et elle se trouvait souvent loin – commençait le travail à la maison. Il fallait alors couper du bois, de manière à ce qu'il y en ait assez jusqu'au soir suivant, puis tirer l'eau du lac pour les animaux (le puits était souvent gelé en hiver), puis curer l'étable et ensuite aider mère à traire [...] Il ne restait pas de temps pour apprendre ses leçons.<sup>7</sup>

Ce qui montre combien il était difficile dans certains milieux de suivre une scolarité en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle.

4 Christina Florin, *op. cit.*, p. 3.

5 *Svensk Läraretidning*, n° 34, 1891, disponible sur [www.runeberg.org/svllartid/1891/10365.html] (consulté le 13 novembre 2011).

6 Bengt Sandin, *op. cit.*, p. 57.

7 Gustav Hedenvind-Eriksson, *Med rallarkärria mot dikten*, Göteborg, Författarförlaget, 1971, p. 9-10. « När jag kom från skolan – och det var ofta lång väg dit – så började arbetet hemma. Då skulle man hugga ved, så det räckte till följande kväll, sen dra vatten från sjön till djuren (brunnen var vanligen frusen på vintrarna) sen mocka och därpå hjälpa mor mjölka [...] Någon vidare tid för läxläsning hade man sålunda icke. » C'est nous qui traduisons.

Dans son ouvrage paru en 1951, *Analfabeten* (*L'Analphabète*), nous voyons Ivar Lo-Johansson (1901-1990) entrer en conflit avec ses parents, alors que, sans savoir ce que cela représentait, il décide de devenir bachelier. Un jour où la mère parle de quelqu'un qui a brillamment réussi son baccalauréat, le jeune Ivar se manifeste :

– Ce n'est rien. Moi aussi je peux passer mon bac.

– Toi ? s'exclama-t-elle. Jamais de la vie.

Ma mère me regarda avec étonnement. Somme toute, personne n'avait envisagé auparavant que je puisse devenir autre chose que cultivateur. La situation était claire.

– Pourquoi pas ? demandai-je.

– Jamais de la vie, répondit-elle.<sup>8</sup>

Dans son milieu d'origine, faire des études est considéré comme un moyen d'échapper au travail physique, et donc comme quelque chose de honteux, ce que traduit l'échange entre mère et fils :

– Tu ne comprends pas que tu nous fais honte ? demanda-t-elle. Si jamais on apprend cette lubie, tout le monde nous méprisera.

– Vous faire honte parce que je veux étudier ? Pourquoi cela ?

[...]

– Parce que tu ne veux pas travailler, mais te promènes à la ronde en disant que tu veux étudier.<sup>9</sup>

Et un peu plus loin, l'auteur explique cette réaction de sa mère par la phrase suivante : « Mes parents étaient absolument convaincus que les gens ayant un certain niveau d'éducation devaient rester dans ce groupe. »<sup>10</sup> L'idée même de promotion sociale était donc étrangère à beaucoup. Un exemple vient conforter cette constatation : dans son premier roman paru en 1933, *Kvinnor och äppelträd* (*Femmes et pommiers*), Moa Martinson (1890-1964) nous fait assister à l'examen final dans l'école de la petite Ellen, et nous montre une vision largement répandue de la fonction de l'école :

– Apprenez aux enfants à lire et apprenez-leur la religion, ils n'ont besoin de rien d'autre, était la leçon sans cesse répétée par le pasteur à l'institutrice.

8 Ivar Lo-Johansson, *Analfabeten*, Stockholm, Bonniers, 1951, p. 123, « *Det är ingenting. Jag kan också ta studenten, – Du ? Sa hon. Aldrig i världen. Min mor såg förvånad på mig. Överhuvudtaget hade ingen tidigare tänkt på att jag skulle bli annat än jordarbetare. Förhållandet var självklart. – Varför inte ? frågade jag – Aldrig i världen, sa hon.* » C'est nous qui traduisons.

9 *Ibid.*, p. 125-126. « *Förstår du inte att du skämmer ut oss ? frågade hon. Ifall grillerna kommer ut så föraktar alla oss. – Skämmer jag ut er ifall jag vill läsa? Varför det ? [...] – Om du inte vill arbeta utan går omkring och säger att du ska läsa, sa hon.* » C'est nous qui traduisons.

10 *Ibid.*, p. 126. « [...] *Det var den absoluta uppfattningen hos mina föräldrar att samhällsmedlemma inom en viss bildningsgrupp skulle stanna i gruppen.* » C'est nous qui traduisons.

Et il obéissait d'autant plus volontiers que lui aussi était d'avis que trop de connaissances étaient malsaines pour des enfants pauvres.<sup>11</sup>

Il est manifeste ici que l'école a pour rôle de maintenir la hiérarchie entre classes sociales.

Harry Martinson (1904-1978) deviendra prix Nobel de littérature avec Eyvind Johnson en 1978. Dans *Même les orties fleurissent*, roman autobiographique de 1935 dans lequel l'auteur parle de son enfance, nous lisons :

Il se réjouit en secret de voir que la plupart des autres mâchonnaient leur porte-plume ou tiraient la langue. Il va enfin se faire valoir. Quels doux moments. Enfin la paix ! Plus besoin de ramasser le fumier, plus à travailler. Il n'y a qu'à écrire correctement, ce n'est pas bien malin. L'école, quelle bénédiction !<sup>12</sup>

Nous voyons ici le rapport privilégié qu'Harry Martinson entretient avec l'école, qui constitue pour lui un havre de paix par rapport à son difficile quotidien de pupille de la paroisse. Ce n'est pas le cas pour ses condisciples, dont il est permis de penser que beaucoup ne se rendent pas compte de la chance que représente pour eux la *folkskola*.

À noter qu'à l'école, comme à domicile, les châtimements corporels étaient la seule méthode « pédagogique ». Nous pouvons trouver un exemple de ces pratiques en nous reportant au recueil de textes d'Alfred Kämpe publiés en 1963 par Lars Furuland sous le titre de *Trälar, torpare, statare (Serfs, petits propriétaires, ouvriers agricoles)*. L'auteur nous dit : « Une maîtresse d'école dispensée<sup>13</sup>, qui ne connaissait que la religion et le grand catéchisme, utilisait la férule sans discernement. »<sup>14</sup> Les mémoires de Jan Fridegård (*På oxens horn – Minnen 1, Sur les cornes du bœuf, Souvenirs 1*, 1964) nous présentent également cet usage. Son personnage, Janne, parle des liens de compréhension mutuelle entre le maître d'école et ses élèves. Contrairement aux parents d'élèves, le maître n'avait pas recours aux châtimements corporels. Nous lisons :

Il nous traitait d'idiots plusieurs fois par jour, nous menaçait des verges, regardant la badine en rotin qui pointait derrière l'armoire aux cartes, mais ne

---

11 Moa Martinson, *Kvinnor och äppelträd*, Stockholm, Natur och Kultur, 2011, p. 67. « *Lär barnen läsa och lär dem religion, något annat behövs inte, var den stående läxan läraren fick av prästen. Och han lydde blott alltför gärna, han var också av den meningen att för mycket lärdom för fattiga ungar inte var hälsosamt.* » C'est nous qui traduisons.

12 Harry Martinson, *Même les orties fleurissent*, Philippe Bouquet (trad.), Marseille, Agone – Marginales, 2001, p. 207.

13 La maîtresse d'école en question n'a pas les diplômes normalement requis pour enseigner.

14 Alfred Kämpe, *Trälar, torpare, statare. Noveller och journalistik i urval av Lars Furuland*, Stockholm, Ordfront, 1977, p. 35. « *En dispenserad småskollärarinna, som endast förstod sig på kristendom och annan långkatekes, skötte förlan utan urskiljning.* » C'est nous qui traduisons.



la saisissant jamais. À la place, il jouait bien de l'orgue et chantait d'une voix profonde des chansons sur les oiseaux, les arbres, le ciel et les vents.<sup>15</sup>

Ce maître d'école est vraisemblablement une exception dans le paysage scolaire de l'époque.

## L'ÉVOLUTION DES BUTS ET DES MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT À PARTIR DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Ellen Key et le pasteur danois N.F.S. Grundtvig ont contribué chacun à sa manière à l'évolution de l'enseignement en Suède. *Barnets århundrade (Le Siècle de l'enfant)* d'Ellen Key (1849-1926) paraît en 1900, à une époque où l'éducation des enfants est essentiellement basée sur la morale chrétienne, sur une conception du monde divisée entre Bien et Mal. Selon Ellen Key, les parents « croyaient encore à une corruption naturelle chez l'homme, à un péché héréditaire, qui pouvait seulement être maîtrisé, dompté, réprimé, jamais transformé »<sup>16</sup>. Ellen Key met en évidence les conséquences négatives des châtiments corporels supposés ramener l'enfant vers le bien, et elle écrit : « Je vais te faire passer ton entêtement ! Mais on ne fait rien "passer" à l'enfant. Par contre le fouet lui fait intégrer beaucoup de choses que l'on aurait pu éviter. »<sup>17</sup> Ellen Key souhaiterait que l'éducation ne passe plus par les châtiments corporels :

Rien ne permettrait mieux de faire avancer la cause de l'éducation, que [...] si la loi interdisait totalement de frapper les enfants, que ce soit à la maison ou à l'école. Les mères et les pères devraient alors apprendre à éduquer avec leur tête et non avec leurs mains.<sup>18</sup>

Son vœu se réalisera avec la loi de 1958 qui interdit les châtiments corporels à l'école, et la loi de 1966 qui interdit aux parents de frapper leurs enfants. En outre, Ellen Key préconise de « traiter l'enfant comme un égal, c'est-à-dire lui témoigner les mêmes égards, le même tact et la même confiance qu'envers un adulte »<sup>19</sup>.

15 Jan Fridegård, *På oxens horn, Minnen 1*, Stockholm, Wahlström och Widstrand, 1964, p. 21. « *Han kallade oss för idioter flera gånger om dagen, han hotade med smörj och tittade därvid på rottingen, som stack fram bakom kartsåpet men tog aldrig fram den. I stället spelade han vackert på orgeln och sjöng med djup röst om fåglar, träd, himmel och vindar.* » C'est nous qui traduisons.

16 Ellen Key, *Barnets århundrade*, Stockholm, Bonniers, 1912, t. II, p. 4. « [...] *de ännu trodde på människans naturliga fördärv, på en arvsynd, som endast kan tyglas, tämjas, nedtryckas, icke omvandlas.* » C'est nous qui traduisons.

17 *Ibid.*, p. 14. « *Trilskheten skall jag ta ur dig ! Men intet "tar man ur" barnet. Mycket kan man däremot piska in i det, som kunde ha varit borta.* » C'est nous qui traduisons.

18 *Ibid.*, p. 23. « *Intet skulle bättre främja uppfostrans utveckling än om detta verkligen skedde [...] att lagen förbjöd all aga av barn, så i hem som skola. Mödrar och fäder skulle då lära sig uppfostra med huvudet i stället för med händerna.* » C'est nous qui traduisons.

19 *Ibid.*, p. 5. « [...] *att man verkligen behandlar barnet som en like, d.v.s. visar det samma försynthet, finkänslighet och förtroende som man visar en vuxen.* » C'est nous qui traduisons.

Elle s'affirme comme pédagogue en développant la notion de « crime éducatif » pour dénoncer le résultat d'une éducation mal conduite, car basée sur de fausses prémisses, disant : « Ne jamais laisser l'enfant en paix, tel est actuellement le plus grand crime des éducateurs à son égard [...]»<sup>20</sup>. L'enfant doit pouvoir bénéficier de plages de tranquillité, lui permettant de réfléchir sur les expériences qu'il fait au quotidien. Ellen Key critique l'éducation que les parents animés de bonnes intentions donnent à leurs enfants :

L'enfant doit toujours laisser quelque chose de côté, ou faire autre chose, penser différemment, vouloir autre chose que ce qu'il fait ou pense ou veut ; toujours aller dans une autre direction que celle vers laquelle le porte son cœur. Et tout ceci souvent par pure tendresse ; zèle pour corriger, conseiller, perfectionner, façonner et polir la petite âme humaine pour en faire un parfait exemplaire d'une série : l'enfant modèle !<sup>21</sup>

L'auteur s'insurge contre cette éducation qui a pour résultat de reproduire un modèle de société, de pérenniser un modèle social en évitant de favoriser l'indépendance et la réflexion. C'est cet idéal d'indépendance et de réflexion que Grundtvig souhaite également encourager. L'école telle qu'il la conçoit s'adresse aux jeunes gens et aux adultes, et se fonde sur la liberté, le volontariat et le dialogue entre enseignants et élèves<sup>22</sup>. La formation dispensée devait permettre de former des citoyens aptes à participer à la vie de la société, grâce à leurs compétences pratiques et à leur connaissance de l'histoire.

Pasteur danois aux idées progressives, N.F.S. Grundtvig (1783-1872) fut à l'origine de la création de *folkehøjskole*<sup>23</sup> – collèges populaires – à compter de 1844. Il souhaitait fonder une école pour jeunes gens et adultes, dans laquelle l'enseignement serait basé sur le dialogue entre enseignants et élèves, donnant à ces derniers une ouverture d'esprit. Les *folkehøjskole* s'adressaient aux plus de 18 ans et ne délivraient pas de diplômes, mais permettaient aux élèves d'élargir leurs connaissances. Ce modèle d'école sera repris en Suède, où les premières *folkhögskolor* sont ouvertes dès 1868<sup>24</sup>.

20 *Ibid.*, p. 5. « Att ej låta barnet vara i fred, detta är den nuvarande uppfostrans största brott mot detsamma [...] » C'est nous qui traduisons.

21 *Ibid.*, p. 6. « Barnet skall alltid låta bli något, eller göra något annat, tycka något annat, vilja något annat, än vad det gör eller vill : alltid släpas i en annan riktning än dit dess håg går. Och allt detta ofta av idel ömhet, vaksamhet, iver att rätta, att råda, att hjälpa, att fullkomna, att tillyxca och polera det lilla människoämnet till ett fullkomligt föremål i modellserien : mönsterbarn ! » C'est nous qui traduisons.

22 Kerstin Mustel, *Folkhögskolans idelinjer*, p. 1, disponible sur [www.lararnashistoria.se/article/folkhogskolans\_idelinjer] (consulté le 24 juin 2012).

23 Terme danois.

24 Administration du travail et de la prévoyance sociale, *Législation et activités sociales en Suède*, *op. cit.*, p. 368.

### *Les objectifs des folkhögskolor*

L'enseignement dispensé par la *folkskola* avait ses limites, car les enfants constituaient une main-d'œuvre indispensable aussi bien à la campagne que dans l'industrie, et ils quittaient l'école très tôt. Les *folkhögskolor* créées en Suède poursuivaient un idéal humaniste de formation de l'individu, et venaient corriger les insuffisances du système scolaire en donnant à des élèves adultes ayant connu une scolarisation fragmentaire une formation pratique tout en développant leur l'esprit critique. La *folkhögskola* était un moyen d'éveiller l'intérêt des populations pour les questions de société à une époque où le parti libéral souhaitait promouvoir le suffrage universel<sup>25</sup> (obtenu en 1919). La diffusion d'un savoir de masse était perçue comme un moyen de changer le monde. Le programme des *folkhögskolor* était défini en commun accord avec les participants. Les relations entre élèves et professeurs se concevaient sur un pied d'égalité.

### *Le rôle des folkhögskolor au XX<sup>e</sup> siècle pour favoriser l'ascension sociale*

Les *folkhögskolor* ont tout d'abord accueilli des élèves des classes paysannes moyennes, puis dans la décennie précédant la Première Guerre mondiale, elles ont commencé à être fréquentées par de nombreux ouvriers<sup>26</sup>. Concernant le rôle fondateur de ces écoles, Ivar Lo-Johansson écrit dans *Lantarbetaren (Le Cultivateur)* :

Aucune école suédoise – mise à part son école pour les petits, où nous pouvons acquérir les premières bases pour lire et écrire –, ne peut avoir de mission plus importante à l'égard de la population dans son ensemble, que la *folkhögskola*. [...] Je suis convaincu que l'on continue à assassiner des génies dans les campagnes suédoises, par l'oppression, avec des enseignants idiots, avec des parents imbéciles, par des circonstances contraires. Ici la *folkhögskola* est pratiquement la seule à avoir la charge de faire progresser les dons. [...] Un fils de *statar*<sup>27</sup> n'a pratiquement aucun autre moyen d'y parvenir. Avant tous les autres, il se doit de saisir la chance que lui offre la *folkhögskola*!<sup>28</sup>

Nous voyons ainsi l'importance que l'auteur reconnaît à la *folkhögskola* comme moyen de formation.

25 Kerstin Mustel, *op. cit.*, p. 1.

26 Lars Furuland, Johan Svedjedal, *Svensk arbetarlitteratur, Årsbok för Arbetarnas kulturhistoriska Sällskap* 2006, Arbetarrörelsens arkiv och bibliotek, Stockholm, Bokförlaget Atlas, 2006.

27 *Statare* : ouvrier agricole.

28 *Ibid.*, p. 116 : « Ingen svensk skola undantagandes småskolan, där vi får lära de första grunderna i att läsa och skriva, kan ha en viktigare uppgift för hela folket än folkhögskolan [...]. Jag är övertygad om att genier fortfarande mördas på den svenska landsbygden, av förtryckaranda, av idiotiska lärare, av dumma föräldrar, av vidriga förhållanden. Folkhögskolan har här en nästan ensam uppgift i att hjälpa fram begåvning. [...] Statarpojken har knappast någon annan framkomlig väg. Statarpojken framför andra bör ta folkhögskolans chans ! », in *Lantarbetaren*, n<sup>os</sup> 24-25, 1937. C'est nous qui traduisons.

## LA CONTINUITÉ DE L'ESPRIT DE GRUNDTVIG AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE : L'ENSEIGNEMENT POUR JEUNES ADULTES

### *Les folkhögskolor*

La Suède compte un total de 150 *folkhögskolor*. En 2011, 374 580 personnes ont suivi les différents cursus, dont 240 000 dans le domaine culturel<sup>29</sup>. L'enseignement dans les *folkhögskolor* n'est pas sanctionné par un diplôme, mais donne des passerelles pour l'accès à l'enseignement supérieur, et permet ainsi à certains élèves non diplômés à l'issue de leur passage dans le système scolaire traditionnel d'avoir une deuxième chance<sup>30</sup>. En 2012, la contribution de l'État au financement des *folkhögskolor* s'élève à 1,4 milliard de SEK<sup>31</sup> (environ 169,6 millions d'euros). Actuellement, le gouvernement utilise la formation comme moyen de lutte contre le chômage, en particulier en ce qui concerne les jeunes travailleurs. Les budgets pour 2012, 2013 et 2014 prévoient le financement d'un programme dénommé *Jobb och utvecklingsgaranti*, JUG (*Travail et garantie de développement*), destiné à encourager les chômeurs de 25 ans et plus à suivre trois mois de cours dans les *folkhögskolor*, le but étant de les motiver pour reprendre les études et acquérir un meilleur niveau de formation. La mesure s'adresse à des personnes qui n'ont pas les qualifications nécessaires leur donnant accès à l'université<sup>32</sup>.

### *Le Komvux*

D'autres formes d'enseignement destinées aux jeunes adultes sont apparues au XX<sup>e</sup> siècle : Il s'agit tout d'abord du *Kommunal vuxenutbildning* ou *Komvux* (Enseignement « communal »<sup>33</sup>) pour les adultes, né en 1968, destiné à permettre aux plus de 18 ans d'atteindre le même niveau de compétences que les jeunes lycéens. Contrairement à la *folkhögskola* qui délivre des attestations de compétences à l'issue de ses différents cursus, le *Komvux* propose des formations sanctionnées par un diplôme. Cet enseignement comprend deux niveaux, *grundskola* (9 ans

29 Folkbildningsrådet, *Statistik folkhögskolan 2011*, disponible sur [www.folkbildning.se/Folkhogskolor/Statistik-om-folkhogskolan/Statistik...] (consulté le 19 octobre 2012) et Folkbildningsrådets årsredovisning med verksamhetsberättelse 2011, p. 54.

30 Chaque *folkhögskola* a ses propres critères d'admission (lettre de motivation, diplômes, examen d'entrée, entretien, expérience professionnelle).

31 Folkbildningsrådet, *Fördelning statsbidrag folkhögskolor 2012*, disponible sur [www.folkbildning.se/Documents/I\_Statsbidrag\_folkhogskolor/statsbidrag\_2012/statsbidrag\_folkskolor\_2012.pdf] (consulté le 14 octobre 2012).

32 Budget 2013 : *Folkhögskolasatsningen utökas*, disponible sur [www.regeringen.se/sb/d/16784] (consulté le 14 octobre 2012).

33 Communal : il s'agit de nos guillemets, compte tenu de la différence entre ces unités administratives entre nos deux pays. Les 290 *kommun* actuelles sont une unité administrative mise en place en 1971.

d'enseignement) et lycée (*gymnasieskola*). En 2011, 319 écoles du *Komvux* sont réparties sur 262 communes<sup>34</sup>, et comptent 198 200 élèves<sup>35</sup>. 64 % des élèves sont des femmes, 36 % des hommes. 59,9 % des participants sont nés en Suède, 40,1 % sont nés à l'étranger. Selon les statistiques de Skolverket – Direction nationale des établissements scolaires –, les personnes nées hors de Suède représentent 89,7 % des effectifs du premier niveau d'enseignement (total de 32 965). Réciproquement, les personnes nées en Suède représentent 69,8 % des effectifs du niveau secondaire (total de 165 207)<sup>36</sup>. Ces chiffres traduisent une nouvelle orientation de l'enseignement pour les adultes comme facteur d'intégration pour une population immigrée. À cet égard, le Skolverket précise que 71 % des participants nés à l'étranger terminent leur cursus, contre 73 % des personnes nées en Suède. Pour 2011, le financement du *Komvux* est de l'ordre de 3,9 milliards de SEK (457 millions d'euros)<sup>37</sup>.

Nous avons évoqué l'utilisation actuelle de la *folkhögskola* comme moyen de lutte contre le chômage. À noter que sur la période 1998-2002, le programme *Kunskapslyftet* (*Élévation du niveau des connaissances*) utilise de la même façon le *Komvux*, en permettant aux chômeurs d'acquérir une formation du niveau lycée. 800 000 personnes ont bénéficié de cette mesure, pour un coût de 19 milliards de SEK<sup>38</sup> (environ 2,2 milliards d'euros). Après avoir chuté depuis la fin des années 2000 en fonction de l'amélioration de la conjoncture, les effectifs inscrits au *Komvux* augmentent de 1 % entre 2010 et 2011. Pour cette dernière année, 83 % des élèves fréquentent les cours de niveau lycée, en augmentation de 3 % par rapport à 2010, pendant que le nombre d'inscrits au premier niveau baisse de 2 %. Le gouvernement a choisi dès la fin 2010 d'investir dans la formation des 20-24 ans sans emploi qui n'ont pas de diplôme de niveau *grundskola* ou *gymnasieskola* et qui ont interrompu leurs études avant la fin du premier semestre 2010, car ces jeunes ont de vraies difficultés à intégrer le marché du travail<sup>39</sup>. Une

34 Skolverket Utbildningstatistik, juin 2012, *Elever och studieresultat i komvux år 2011*, disponible sur [www.skolverket.se/statistik-och-analys/2.1862/2.4295/2.4296/elever-och...], p. 5 (consulté le 21 juillet 2012).

35 Skolverket, *Nästan 200 000 elever studerar i komvux*, disponible sur [www.skolverket.se/statistik-och-analys/2.1862/2.4295/2.4444/nastan-200-000...] (consulté le 21 juillet 2012).

36 Sveriges officiella statistik, *Komvux – elever och kursdeltagare – Riksnivå*, Tabell 3A, *Elever kalenderåren 2006-2011*, disponible sur [www.skolverket.se/statistik-och-analys] (consulté en novembre 2012).

37 *Samtliga verksamheter inom förskola och annan pedagogisk verksamhet, skola och vuxenutbildning – Kostnader – Riksnivå*, disponible sur [www.skolverket.se] (consulté en novembre 2012).

38 Sven Salin, *Den formella vuxenutbildning*, disponible sur [www.lararnashistoria.se/article/vuxentubildningen] (consulté le 24 juin 2012).

39 Regeringsbeslut U2010/7503/SV, Utbildningsdepartementet, *Uppdrag till Statens skolverk att betala ut statsbidrag till kommunerna... för vissa arbetslösa ungdomar i åldrarna 20-24 år*, 9 décembre 2010.

fois encore, la formation est appelée à la rescousse pour faire baisser le nombre de chômeurs. Le gouvernement actuel a constaté que de nombreux élèves quittent le lycée, et prévoit pour 2011 et 2012 un financement affecté, propre à obtenir un haut niveau de formation. En effet, en dépit du chômage élevé, de nombreux chefs d'entreprise éprouvent des difficultés à recruter une main-d'œuvre qualifiée. Face à un marché du travail en constante évolution, il faut sans cesse améliorer les connaissances des employés. Dans ce contexte, la formation des adultes est un moyen de combler les déficits de qualification, permettant de construire une société solidaire<sup>40</sup>. Le *Komvux* assure ici la fonction de ciment social et constitue au même titre que la *folkhögskola* une arme dans la lutte contre le chômage<sup>41</sup>. Mais le *Komvux* ne s'adresse pas uniquement aux jeunes chômeurs ou aux personnes en reconversion professionnelle ; ce système d'enseignement concerne aussi bien une population d'immigrants peu formée ou ne maîtrisant pas la langue suédoise, que des adultes ayant effectué une scolarité normale, désireux de compléter leur formation pour accéder à l'université<sup>42</sup>.

### Le Särvux

Mise en place à la fin des années 1980, la *särskola för vuxna* ou *Särvux* s'adresse à de jeunes adultes âgés de plus de 20 ans et souffrant d'un retard de développement intellectuel dû à un dommage cérébral, suite à un accident ou à une maladie. Il s'agit d'un enseignement adapté, qui est organisé en trois niveaux et doit permettre de favoriser une meilleure intégration de ce public dans la société. Il est possible pour les élèves du *Särvux* de suivre sur une même année des cours des deux derniers niveaux. Sur l'année scolaire 1995-1996, les effectifs se montaient à 3 620 élèves<sup>43</sup>. Ces effectifs atteignent un pic de 4 990 élèves en 2007-2008, puis diminuent d'année en année. Sur 2011-2012, 4 733 élèves participent au *Särvux*<sup>44</sup>. Le financement affecté au *Särvux* s'élève à 220,8 millions de SEK (25,6 millions d'euros)<sup>45</sup>.

---

40 Sveriges Riksdag, *Betänkande 2011/12:UbU7 Vuxenutbildning*, disponible sur [www.riksdagen.se] (consulté le 6 mars 2013).

41 Les *folkhögskolor* permettent l'acquisition d'attestations de compétences qui donnent accès à l'université, mais offrent aussi des formations artistiques : le *Komvux* propose des formations professionnelles, mais permet aussi de sanctionner un niveau d'études ouvrant l'accès à l'enseignement supérieur.

42 Pour certains élèves, le *Komvux* constitue une alternative au cursus traditionnel du lycée.

43 SOU-Regeringen, *Särvux och folkbildning*, 2003, disponible sur [www.regeringen.se/content/1/c4/09/90/2be2eca0.pdf] (consulté le 18 octobre 2012).

44 Sveriges officiella statistik, *Särvux – Elever – Riksnivå*, Tabell 2, Elever och grupper läsåren 1996/97-2011/2012, disponible sur [www.skolverket.se/statistik-och-analys] (consulté en novembre 2012).

45 Voir note 43.

## CONCLUSION

La façon de concevoir l'éducation a évolué à travers les époques. Tout d'abord réservée à une élite maîtrisant le latin, l'éducation s'est ensuite adressée à tous après la Réforme, car il s'agissait que tous les croyants puissent avoir accès librement à la parole divine. La *folkskola* créée en 1842 plaçait l'éducation des classes inférieures dans le domaine public. Mais ce n'est qu'en 1882 que la loi rendit obligatoire la fréquentation de l'école. Nous avons vu qu'il s'agissait surtout de lutter contre le désœuvrement, de maintenir un certain ordre social et de permettre, grâce à l'enseignement de la morale, de disposer d'une main-d'œuvre soumise, tant dans les campagnes que dans les villes industrielles. Au XX<sup>e</sup> siècle, la pédagogie devint une préoccupation du monde scolaire, aussi bien avec Ellen Key, qu'avec le développement des *folkhögskolor*, destinées à donner la possibilité à l'individu de développer son libre-arbitre. Ces *folkhögskolor* donnent maintenant une deuxième chance à leurs élèves, permettant de combler les lacunes qui subsistent à l'issue de leur passage dans l'enseignement traditionnel, et fournissant des passerelles vers l'enseignement supérieur. Avec le *Komvux* et le *Särvux*, la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle a assisté à la naissance de deux autres types d'enseignement différents de l'école traditionnelle. Ces établissements donnent aux jeunes adultes n'ayant pas acquis les connaissances du niveau lycée la possibilité d'obtenir un diplôme. Cette forme d'enseignement a pris le relais de la formation traditionnelle en tant qu'ascenseur social, en permettant aux adultes de combler un retard de formation. Selon le Skolverket – Direction nationale des établissements scolaires, le premier niveau de formation du *Komvux* concerne majoritairement les immigrés. Nous avons constaté à ce sujet que les personnes nées en dehors de Suède constituaient pratiquement 90 % des effectifs inscrits au *Komvux* dans les cours de niveau *grundskola*.

Au départ élitiste, l'école suédoise s'est démocratisée. La *folkskola* a permis l'ascension sociale entre autres des auteurs de romans prolétariens. La *folkhögskola* est venue compléter l'éducation minimale obligatoire, puis a rendu possible l'accès à l'enseignement supérieur. *Komvux* et *Särvux* donnent aujourd'hui une deuxième chance à ceux qui avaient échoué dans l'enseignement traditionnel, et le *Komvux* assure aussi une fonction d'intégration vis-à-vis d'une population immigrée. Après un précédent gouvernement qui avait utilisé le *Komvux* au tournant du XX<sup>e</sup> siècle dans le cadre du programme *Kunskapslyftet* pour lutter contre le chômage, le gouvernement actuel se tourne aussi vers le *Komvux* que vers les *folkhögskolor* dans le même but. Ainsi, les fonctions assignées à l'éducation ont évolué. Destinée par le passé à perpétuer un certain ordre social, l'éducation donnée à partir du XX<sup>e</sup> siècle commence, avec les *folkhögskolor*, à se soucier de l'individu. Avec Ellen Key, la pédagogie s'immisce dans les pratiques d'enseignement. La recherche d'un épanouissement individuel qui fondait la démarche de N.F.S. Grundtvig se conjugue à la fin du XX<sup>e</sup> siècle avec la préoccupation d'agir contre le chômage.



Les programmes actuels comme le JUG (*jobb- och utvecklingsgaranti*) pour les *folkhögskolor* et l'investissement dans le *Komvux* ont aussi comme objectif de faire baisser le chômage et reflètent le souci des gouvernants suédois d'assurer la cohésion sociale. Après avoir concerné tout d'abord un public de paysans et d'ouvriers suédois, l'enseignement pour adultes s'adresse de nos jours aussi bien à un public suédois désireux de parfaire sa formation qu'à une population immigrée, permettant à cette dernière une meilleure intégration, et par voie de conséquence de s'élever dans l'échelle sociale. En même temps, il s'agit de pouvoir disposer d'une main-d'œuvre adaptée au marché du travail. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'école avait pour but essentiel de limiter le travail des enfants, tout en empêchant ceux-ci de traîner dans les rues. Le développement de l'école était aussi lié au besoin d'occuper les enfants avant qu'ils ne soient en âge de travailler, ce qui libérait les mères de famille pour se rendre à leur travail. À cette époque, il fallait également donner aux enfants une formation utile<sup>46</sup> ; au XXI<sup>e</sup> siècle, le but poursuivi est d'obtenir un personnel qualifié, susceptible de s'adapter à l'évolution du marché du travail. Aujourd'hui, la boucle est bouclée, l'éducation permet comme autrefois de modeler la société en fonction de ses besoins. Pour autant, au cours des siècles, un progrès sensible est intervenu pour l'individu, avec le développement des différentes formes d'enseignement pour adultes qui ouvrent des perspectives nouvelles d'ascension sociale.

---

46 Bengt Sandin, *op. cit.*, p. 59.





---

# L'apprentissage de l'égalité, partie intégrante de l'éducation suédoise à la sexualité

---

Élise Devieille\*<sup>\*</sup>

## RÉSUMÉ

*Tandis que l'éducation à la sexualité en milieu scolaire a du mal à s'implanter en France, faute de ressources matérielles et humaines, c'est-à-dire également de volonté politique suffisante, la Suède peut en revanche s'appuyer sur une longue tradition de théories et d'études sur la question, d'élaboration de méthodes et d'évaluation des pratiques d'éducation sexuelle. Alors que les circulaires françaises ont tendance à circonscrire la sexualité à ses caractéristiques biologiques (la priorité étant donnée à la prévention des risques), l'éducation à l'égalité des sexes et des sexualités fait partie à la fois des programmes scolaires suédois et des objectifs défendus par RFSU, l'association nationale pour l'éducation sexuelle. Entre moralisme et libéralisme, tolérance et critique de la norme, c'est bien la conception sociale des êtres humains et de leur sexualité qui est en jeu dans le type d'éducation à la sexualité qu'une société offre à ses jeunes. Cet article se propose d'analyser les différentes approches du genre et des sexualités véhiculées par l'éducation à la sexualité en France et en Suède.*

## ABSTRACT

*Whereas sexual education still struggles to get settled in French schools, because of a lack of material and human resources, which means a lack of sufficient political will, Sweden can rely on a long tradition of theories and studies on that matter, elaboration of methods, and evaluation of sex-ed practices. While French circulars tend to circumscribe sexuality to its biological characteristics (priority being given to risks prevention), education to equality between sexes and sexualities is part of the Swedish school programs, as well as one of the goals promoted by RFSU, the Swedish national association for sexual education. Between moralistic and liberal approaches, tolerance and norm criticism, it is actually the social conception of human beings and their sexuality that is at stake in the type of sexual education a society offers to its youth. The article's purpose is to analyze the different approaches concerning gender and sexualities, conveyed by sexual education in France and in Sweden.*

---

\* Élise Devieille est doctorante en sociologie, Centre d'étude et de recherche sur les risques et les vulnérabilités (CERReV), université de Caen.

Tandis que l'éducation à la sexualité en milieu scolaire a du mal à s'implanter en France, faute de ressources matérielles et humaines, c'est-à-dire également de volonté politique suffisante, la Suède peut en revanche s'appuyer sur une longue tradition de théories et d'études sur la question, d'élaboration de méthodes, de manuels et d'évaluation des pratiques d'éducation sexuelle. Après avoir brièvement exposé les différences de contenu de l'éducation à la sexualité en France et en Suède, je m'attacherai plus particulièrement aux questions d'égalité entre les sexes et entre les sexualités dans ces éducations sexuelles, en comparant les attitudes et discours français et suédois.

## LE CONTENU DE L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

L'éducation à la sexualité est devenue obligatoire dans les écoles suédoises en 1955, et son entrée dans les programmes scolaires de 1956 n'a pas suscité de réelle opposition puisque, dans la pratique, les enseignant(e)s avaient déjà l'autorisation d'informer leurs élèves sur la sexualité depuis 1942<sup>1</sup>. En France, cette obligation date de la circulaire Fontanet du 23 juillet 1973. Aujourd'hui, en théorie, la Suède préconise l'intégration de l'éducation à la sexualité à chaque matière (biologie, histoire, instruction civique, mais aussi littérature, par exemple), tandis que la loi française du 4 juillet 2001 et sa circulaire du 17 février 2003 instituent l'éducation à la sexualité comme « composante essentielle de la construction de la personne et de l'éducation du citoyen », posent le rôle de l'école comme complémentaire de celui de la famille, et encouragent les éducat(rices)eurs sexuel(le)s, au cours de trois heures obligatoires par an et par élève de la primaire au lycée, à aborder les différentes dimensions de la sexualité (psychologique, affective, sociale, culturelle et éthique). Mais si dans les discours, l'importance de l'éducation à la sexualité pour la construction identitaire et l'émancipation citoyenne est bien reconnue, elle semble peiner à s'inscrire réellement dans le quotidien des jeunes Français et Suédois.

En pratique, en dehors de quelques séances en sciences de la vie et de la terre en classe de 4<sup>e</sup> et de 1<sup>re</sup>, l'Éducation nationale française ne respecte pas ses obligations, d'après un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales datant de 2009<sup>2</sup>. En Suède comme en France, la situation change énormément d'un établissement scolaire à l'autre : malgré l'obligation légale à l'échelle nationale, l'éducation à la sexualité dépend beaucoup de l'engagement individuel et local de quelques

---

1 *Hela livet : 50 år med sex- och samlevnadsundervisning (Toute la vie : 50 ans d'enseignement en « sexualité et vie en commun »)*, Agneta Nilsson (dir.), Stockholm, Liber, 2005, p. 7.

2 Claire Aubin, Danièle Jourdain Menninger, Laurent Chambaud, *Évaluation des politiques de prévention des grossesses non désirées et de prise en charge des interruptions volontaires de grossesse suite à la loi du 4 juillet 2001. Rapport de synthèse*, Paris, IGAS, 2009.

enseignant(e)s, ceux-ci étant rarement formés pour assurer ces séances. Un rapport de l'Association suédoise pour l'éducation sexuelle, RFSU, remis en 2004, indiquait que seuls 6 % des enseignants suédois avaient reçu une formation sur l'éducation à la sexualité durant leurs études<sup>3</sup>, et aucun chiffre n'est actuellement disponible pour la France. Dans l'académie de Caen, par exemple, l'inspection académique ne propose de formation que si un nombre suffisant de personnels (professeur(e)s, assistant(e)s sociaux (sociales), conseiller(ère)s principaux(ales) d'éducation, assistant(e)s d'éducation, etc.) en fait la demande, mais peu de monde étant au courant des modalités de mise en place de cette formation, elle n'a pas lieu tous les ans. En France, les intervenants en éducation à la sexualité se heurtent à d'autres freins dans les établissements scolaires, notamment le peu de créneaux horaires et de salles disponibles, et le peu de reconnaissance et de ressources financières, humaines et matérielles accordées aux séances. Dans ce contexte précaire, la sexualité a tendance à être circonscrite à ses caractéristiques biologiques : globalement, l'éducation à la sexualité dans les salles de classe françaises se borne souvent aux mécanismes de la reproduction, et diffuse une vision assez négative de la sexualité en mettant surtout l'accent sur les risques. Il s'agit avant tout de prévenir les risques de grossesses non désirées, d'infections sexuellement transmissibles, mais aussi de violence sexuelle. Cette urgence occupe généralement l'essentiel des courtes séances, si bien que le désir et le plaisir sexuels en sont absents, mais également les dimensions sociales, culturelles et psychologiques de la sexualité. La plupart du temps, l'hétérosexualité est présentée comme *la* sexualité et constitue la seule sexualité abordée. La question de l'égalité n'est abordée que quand les conséquences de l'inégalité se font trop visibles, par exemple quand on constate des problèmes de respect et de consentement, des violences sexistes<sup>4</sup> ou homophobes. Les établissements scolaires font parfois appel à des intervenants extérieurs (comme le Mouvement français pour le planning familial) comme « pompiers », pour résoudre ces situations de crise. La lutte contre l'homophobie, par exemple, a été lancée à l'école française en 2008 non

3 Hans Olsson, *RFSU – Låt stå! De ska kunna sin grej* (« RFSU – Important ! Il faut qu'ils sachent faire leur truc »), Stockholm, RFSU, 2004.

4 Cette situation évoluera peut-être avec la *Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif. 2013-2018*, signée le 7 février 2013 par différents ministères du gouvernement Ayrault. Cette convention préconise un combat actif pour l'égalité entre les sexes à travers les trois axes suivants : acquérir et transmettre une culture de l'égalité entre les sexes ; renforcer l'éducation au respect mutuel et à l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes ; s'engager pour une plus grande mixité des filières de formation et à tous les niveaux d'étude.

pas pour avancer vers l'égalité, mais parce qu'on a constaté une aggravation du risque de suicide chez les jeunes lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transgenres<sup>5</sup>.

En Suède, où l'éducation sexuelle est mieux ancrée à l'école, on aborde bien sûr la prévention des risques, mais on ne s'y limite pas. L'égalité des sexes y est défendue depuis des décennies, à l'échelle nationale. Dans les années 1960, par exemple, on parlait déjà d'égalité lors des séances d'éducation à la sexualité, en insistant sur le consentement mutuel et sur la responsabilité de chacun dans la contraception, mais également lors d'autres cours où l'on préparait garçons et filles à la vie de famille (soins aux enfants, bricolage, entretien du foyer), en insistant sur l'idée qu'on ne naît pas parent, on le devient, en apprenant à effectuer les tâches parentales et domestiques quel que soit son sexe<sup>6</sup>. À l'époque, cependant, c'est également uniquement l'hétérosexualité qui est abordée, ce qui est déjà fortement critiqué par RFSU. L'égalité des sexes et des sexualités faisait en effet partie des objectifs défendus par RFSU dès 1933, à sa fondation. Cette association est solidement implantée en Suède et a largement participé à l'institutionnalisation de l'éducation à la sexualité<sup>7</sup>.

Une éducation à la sexualité qui contournerait les questionnements autour de l'égalité entre les sexes, et l'égalité entre les sexualités, contribuerait à diffuser et à reproduire un ordre normatif et inégalitaire des choses. En effet, « rien n'est moins innocent que le laisser-faire »<sup>8</sup> : seule une démarche active de déconstruction critique des stéréotypes et des normes permet de faire avancer l'égalité, dont on ne peut attendre qu'elle tombe du ciel. Et il s'agit d'un enjeu central, car, comme l'explique Elisabeth Elgán, l'« égalité des sexes, si elle était appliquée à tous les niveaux, changerait radicalement les rapports sociaux non seulement dans la vie privée et dans la vie quotidienne, mais aussi dans le monde du travail, la société civile et la vie politique »<sup>9</sup>. La promotion de l'égalité des sexes, au sein de l'école notamment, passe nécessairement par une éducation à la sexualité critique de la norme en matière de sexes et de sexualité.

5 Le plan *Santé des jeunes*, élaboré par le ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports et présenté par Roselyne Bachelot-Narquin en février 2008, avait parmi ses objectifs « le repérage et la prévention de la crise suicidaire, plus particulièrement chez les jeunes homosexuels ». Les jeunes homosexuel(le)s ont, selon les études, entre sept et treize fois plus de risques de faire une tentative de suicide que les jeunes hétérosexuel(le)s. Jean-Marie Firdion, François Beck, Stéphane Legleye, Marie-Ange Schiltz, « Des risques suicidaires plus élevés parmi les minorités sexuelles », *La santé de l'homme*, n° 409, septembre-octobre 2010, p. 4-6.

6 Voir les photos de Lennart Nilsson et les descriptions de ces séances par Birgitta Linnér, in *Sex i sambället (Sexualité et vie sociale)*, Stockholm, Rabén & Sjögren, 1968, p. 8-9.

7 Lena Lennerhed, *Sex i folkhemmet. RFSUs tidiga historia (Du sexe dans le Foyer du peuple. Histoire des débuts de RFSU)*, Uppsala, Gidlunds Förlag, 2002, p. 127.

8 Pierre Bourdieu, *La Misère du monde*, Paris, Seuil (Points), 1993, p. 1454.

9 Elisabeth Elgán, « Regards croisés sur les politiques d'égalité femmes-hommes et leur réception en France et en Suède », in *Femmes-hommes : penser l'égalité*, Sandrine Dauphin, Réjane Sénac (dir.), Paris, La Documentation française, 2012, p. 191.

## LA NOTION D'ÉGALITÉ

En suédois, il existe deux termes pour parler d'« égalité » : *jämlikhet* (égalité tout court) et *jämställdhet* (égalité des sexes). Ces termes renvoient à deux notions de l'égalité. Le terme *jämlikhet* tend à se focaliser sur la ressemblance (*likhet*), la similitude entre les êtres humains (« nous sommes des semblables, c'est pour cela que nous devons avoir les mêmes droits et devoirs »). Le terme est utilisé pour parler par exemple de l'égalité des personnes sans distinction de couleur de peau, de religion, d'origine ethnique ou sociale, etc. Le terme *jämställdhet* insiste sur le fait de placer (*ställa*) socialement les personnes à un même niveau : il s'agit d'instituer l'égalité des personnes malgré les différences (« nous sommes différents, mais nous devons être considérés comme égaux malgré ces différences »). On utilise ce terme en particulier pour parler de l'égalité entre les hommes et les femmes, ce qui laisse sous-entendre qu'on considère la différence de sexe comme plus importante que la couleur de peau, par exemple.

Ces deux termes révèlent la façon dont la société construit l'importance accordée à la différence : dans le cas de *jämlikhet*, l'humanité transcende les différences individuelles. Dans le cas de *jämställdhet*, la différence de sexe est ainsi socialement considérée comme fondamentale, mais la société fait le choix de traiter ces êtres différents de manière égale. Parmi toutes les différences qui peuvent être observées entre les êtres humains, qu'elles soient biologiques (couleur de peau, handicap) ou culturelles (classe sociale, origine ethnique), c'est à la différence de sexe que l'on accorde le plus d'importance. Avec le terme *jämlikhet*, on met en lumière la construction sociale du poids des différences entre les êtres humains (avec l'idée que les humains ont bien plus de ressemblances que de différences), tandis que le terme *jämställdhet* insiste sur le choix de société qui consiste à construire l'égalité malgré les différences, ces dernières étant envisagées comme essentielles, mais politiquement dépassables.

## L'ÉGALITÉ DES SEXES

On pourrait avancer que la France présente une conception de l'égalité des sexes plus proche du terme *jämställdhet* : la différence entre hommes et femmes est encore considérée comme fondamentale pour les Français, et l'éducation à la sexualité qui est diffusée en France s'appuie majoritairement sur l'idée qu'hommes et femmes seraient par essence, par nature différents, voire complémentaires, mais que cela ne devrait pas empêcher qu'on les considère comme égaux. C'est ce que l'on constate dans l'éducation sexuelle à la française : garçons et filles sont présentés comme très différents (et complémentaires), à la fois physiquement (corps, manifestations de la puberté et du désir), mais aussi psychologiquement, dans leurs attentes et leurs comportements. Et chacun est encouragé à respecter la différence de l'autre : « les garçons pensent plus souvent au sexe que les filles », « les

filles sont plus romantiques », etc. *Dans Zizi sexuel, l'expo ! L'amour et la sexualité expliqués aux pré-ados*<sup>10</sup>, exposition présentée à la Cité des sciences de Paris, on pouvait par exemple constater que deux pièces différentes avaient été construites pour traiter du sentiment amoureux. L'espace « Être amoureux » représentait la chambre du héros de la bande dessinée de Zep, Titeuf, et proposait entre autres aux visiteurs de serrer le plus fort possible une sorte de coussin pour prouver la force de son amour<sup>11</sup>. L'espace « Être amoureuse », censé représenter la chambre de Nadia (la petite fille dont Titeuf est amoureux), invitait les enfants à regarder des films romantiques sur un lit en forme de cœur. En insistant sur les différences plutôt que sur les similitudes, on a tendance en France à renforcer la norme et les stéréotypes qui opposent les garçons aux filles sur le mode actif/passif, sexuel/amoureux, etc., dans une perspective à la fois différentialiste et essentialiste, ces différences étant présentées comme naturelles.

La promotion de l'égalité des sexes n'est pour l'instant pas une priorité dans l'éducation à la sexualité française. Comme l'explique le sociologue Michel Bozon, « dans la circulaire ministérielle de 2003, qui régit toujours l'éducation sexuelle, divers objectifs sont mentionnés : "Analyser les enjeux, les contraintes, les limites, les interdits [...] Se situer dans la différence des sexes et des générations [...] Favoriser des attitudes de responsabilité individuelle et collective [...]". L'égalité entre les sexes et les sexualités n'est pas au centre des préoccupations, elle apparaît seulement de façon indirecte, à travers la critique du sexisme et de l'homophobie. À l'inverse, dans les pays scandinaves, l'égalité est posée comme un objectif politique central de l'éducation à la sexualité, lié aux notions d'égalité des droits en matière de sexualité et de bien-être sexuel »<sup>12</sup>.

L'égalité des sexes à la suédoise offre une perspective différente sur la question. Malgré leur utilisation du terme de *jämställdhet*, qui présuppose une différence essentielle entre les sexes, les Suédois insistent sur la construction sociale de cette

10 *Zizi sexuel, l'expo ! L'amour et la sexualité expliqués aux pré-ados*, à la Cité des sciences de Paris (19<sup>e</sup>), d'octobre 2007 à janvier 2009, exposition d'éducation à la sexualité destinée aux 9-14 ans (du CM1 à la 3<sup>e</sup>), conçue et réalisée par la Cité des sciences et de l'industrie (Maud Gouy, commissaire de l'exposition et Dorothee Vatinel, commissaire adjointe), en collaboration avec Zep et Hélène Bruller, auteurs du *Guide du zizi sexuel* paru en 2001 aux éditions Glénat. L'exposition est depuis en tournée : en 2011-2012, elle a été installée à Technopolis, centre des sciences et de la technologie de la ville de Malines (Mechelen, en flamand) en Belgique, et, en 2012-2013, au Forum des sciences de Villeneuve-d'Ascq (59).

11 L'association entre amour masculin et force, voire violence, est problématique (notamment quand on connaît la prégnance des violences conjugales, tant en France qu'en Suède), mais involontaire de la part des concepteurs de l'exposition. Que ce type de bévue puisse avoir lieu et passer inaperçue montre bien qu'il existe une grande part d'impensé, y compris à la Cité des sciences, sur les rapports de pouvoir et de domination entre les sexes.

12 Michel Bozon, « L'éducation à la sexualité, une égalité à construire », Assises de l'Institut Émilie du Châtelet, 10 octobre 2011. Contribution publiée par Égalité ([www.egalite-infos.fr](http://www.egalite-infos.fr)) le 12 octobre 2011.

différence, à travers l'analyse des stéréotypes sexistes et la mise en valeur des ressemblances entre hommes et femmes, dans une perspective plus universaliste. RFSU présente par exemple les organes sexuels masculins et féminins sur le mode de la similitude plutôt que sur le mode de la complémentarité, et fait de même avec les manifestations de la puberté, identiques chez les garçons et les filles (poils, changement du corps, poussées hormonales, etc.)<sup>13</sup>. La question du genre<sup>14</sup> est abordée pour expliquer les attentes sociales pesant sur les garçons et les filles. On explique que la société pousse les garçons à sexualiser leurs sentiments, et les filles à sentimentaliser leur désir sexuel, c'est-à-dire qu'on apprend aux garçons à interpréter leurs élans amoureux comme des pulsions sexuelles, tandis que les filles sont habituées à interpréter leur désir sexuel sur le mode du sentiment amoureux<sup>15</sup>. L'éducation à la vie sexuelle et affective suédoise insiste sur le fait qu'il s'agit d'une construction sociale, et qu'en réalité, garçons *et* filles peuvent aussi bien ressentir une attirance amoureuse qu'une attirance sexuelle. Les questions d'identité de genre sont également régulièrement abordées, insistant sur le fait que ce qui est considéré comme masculin et féminin est relatif à l'époque et à la société, ce qui permet de dénaturaliser les comportements des garçons et des filles et d'ouvrir une porte à la transgression des normes. Dans le chapitre « La fabrique des filles et des garçons »<sup>16</sup>, une métaphore très parlante illustre la construction de la norme du genre, en soulignant son arbitraire et son caractère contraignant : sur une double page de l'ouvrage est représentée une chaîne de production, dans une usine, où l'on « fabrique » les garçons et les filles à partir d'enfants asexués, à qui l'on impose une boîte d'attributs « masculins » ou « féminins ». Certains enfants se voient donner une gelée bleue « dur-et-fort », des voitures, des armes, des accessoires de sport, des jeux vidéos, tandis que d'autres se voient attribuer une gelée rose « mignonne-et-gentille », des poupées, des jupes, des poneys, des rouleaux à pâtisserie et du maquillage. Les premiers seront donc élevés en garçons, les autres en filles. En découvrant le destin qu'on leur a prévu, les enfants ne semblent pas ravis et certains expriment le désir d'échanger leur boîte, ou certains objets de cette boîte, avec d'autres enfants. Un peu plus loin dans le chapitre, les

---

13 Nathalie Simonsson, *Världens viktigaste bok. Om kroppen, känslor och sex (Le Livre le plus important du monde. Corps, sentiments et sexualité)*, RFSU, Stockholm, Ordfront, 2012. Sur les organes sexuels : p. 171, et sur les manifestations de la puberté : p. 13-20.

14 « Genre : catégorie d'analyse qui permet de décrire le masculin et le féminin comme constructions sociales. Employé au singulier, il désigne l'organisation sociale des rapports entre hommes et femmes, rapport social lui-même considéré comme une institution ». Article « Genre », Claude Zaidman, in *Dictionnaire de sociologie*, André Akoun, Pierre Ansart (dir.), Paris, Le Robert – Seuil, 1999, p. 240.

15 « Fångade av rollerna ? » (« Prisonniers des rôles ? »), in Nathalie Simonsson, *op. cit.*, p. 64.

16 « Tjej- och killfabriken » (« La fabrique des filles et des garçons »), in Nathalie Simonsson, *op. cit.*, p. 54-75.



enfants sont devenus adolescents et, à la sortie de l'usine, organisent une grande foire d'échange en mettant le contenu de toutes les boîtes à disposition de tou(te)s, pour que chacun(e) puisse venir choisir ce qui lui plaît. En Suède, on remet donc en question la norme du genre en insistant sur son caractère arbitraire et relatif, et son interrogation, voire sa critique, font partie intégrante de la réflexion menée par les acteurs de l'éducation à la sexualité, engagés dans une lutte contre la reproduction des stéréotypes et pour la liberté de chacun(e) d'exprimer son identité comme il/elle l'entend.

## L'ÉGALITÉ DES SEXUALITÉS

En France, quand on parle de sexualité en classe, on parle en fait d'hétérosexualité. On présuppose l'hétérosexualité des élèves et on parle rarement d'homosexualité pendant les séances (constat que l'on peut cependant nuancer, le débat de 2012-2013 sur « le mariage pour tous » et l'homoparentalité ayant parfois fait irruption dans les salles de classe). Jusqu'ici, quand on aborde l'homosexualité dans les séances d'éducation à la sexualité, c'est sur le mode du risque : on mentionne des statistiques (suicide, violences homophobes), et on appelle parfois les hétérosexuels à la tolérance. La tolérance, qui suppose qu'il y ait une personne qui tolère, et une autre tolérée, fait peu débat en France où on la considère quasi unanimement comme une valeur positive. L'appel à la tolérance doit cependant être distingué d'une proclamation de l'égalité des sexualités : la tolérance envers l'homosexualité réaffirme la norme hétérosexuelle<sup>17</sup> en encourageant les hétérosexuels à tolérer les homosexuels (et non l'inverse)<sup>18</sup>. Les pratiques homosexuelles sont donc globalement exclues du discours sur la sexualité. Exceptionnellement, on aborde l'homosexualité comme une sexualité « à part », « différente » (par rapport à la norme qui reste l'hétérosexualité), voire une sexualité « avancée » qui n'est pas destinée aux jeunes. C'est l'argument avancé par la conceptrice de l'exposition *Zizi sexuel !*, Maud Gouy, pour justifier le fait que l'exposition ne mentionne

17 Ce qu'on appelle également l'hétéronormativité : « Ce terme désigne le système, asymétrique et binaire, de genre, qui tolère deux et seulement deux sexes, où le genre concorde parfaitement avec le sexe (au genre masculin, le sexe mâle, au genre féminin, le sexe femelle) et où l'hétérosexualité (reproductive) est obligatoire, en tout cas désirable et convenable », explique Cynthia Kraus, en introduction à sa traduction de l'ouvrage de Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, La Découverte, 2006, p. 24.

18 Ce rapport à la tolérance est décrit avec précision dans un ouvrage présentant une nouvelle approche pédagogique appelée « pédagogie critique de la norme » : *Normkritisk pedagogik. Makt, lärande och strategier för förändring (Pédagogie critique de la norme. Pouvoir, apprentissage et stratégies de changement)*, Janne Bromseth, Frida Darj (dir.), Uppsala, Centrum för genusvetenskap (Centre des études de genre) – Université d'Uppsala, 2010, p. 32.

l'homosexualité qu'une seule fois, dans un quizz<sup>19</sup> : l'homosexualité ne concernerait pas les 9-14 ans, public auquel s'adresse l'exposition. L'homosexualité serait à la sexualité ce que la division à virgule est à la division : une version plus compliquée, plus élaborée, plus avancée – trop complexe à présenter à des enfants, par exemple, à qui l'on se contentera de parler de la division de base, celle à un seul chiffre : l'hétérosexualité (monogame, en missionnaire, et entre partenaires de même couleur de peau, qui sont manifestement les critères de la Cité des sciences d'une sexualité « convenable » et que l'on peut montrer aux jeunes). L'invisibilisation de l'homosexualité, autant que sa relégation à la marge ou au hors norme, dans les discours d'éducation à la sexualité (véhiculés par l'Éducation nationale, ou dans cette exposition qui bénéficie du crédit scientifique d'une structure reconnue) sont préjudiciables à la fois aux homosexuel(le)s et aux hétérosexuel(le)s : ces discours renvoient chacun(e) à sa position dans l'ordre des sexualités, qui n'est pas contesté ni même questionné. Les homosexuel(le)s sont donc stigmatisé(e)s pour leur « différence », et les hétérosexuel(le)s sont, quant à eux, d'une part découragés de tout travail réflexif sur leur position dominante et les privilèges qui en résultent, et d'autre part contraints par cette injonction implicite à l'hétérosexualité, qui leur laisse peu de liberté pour expérimenter d'autres sexualités en dehors de la monogamie conjugale hétérosexuelle entre personnes de même couleur de peau et sans handicap, la seule sexualité mise en scène dans *Zizi sexuel : l'expo !*, ce qui laisse entendre par omission qu'elle est la seule existante, ou du moins, la seule acceptable à présenter aux jeunes.

En Suède, l'homosexualité est abordée plus fréquemment dans l'éducation à la sexualité. Dans les classes, c'est également souvent sur le mode de la tolérance, mais le matériel élaboré par RFSU propose une vision plus inclusive : d'une part, l'homosexualité est souvent représentée, d'une manière banale et positive. Dans *Le Livre le plus important du monde*, par exemple, un grand soin a été apporté à la représentation de la diversité, dans toutes les situations : dans le chapitre consacré au corps, deux papas félicitent leur fille qui vient d'avoir ses règles<sup>20</sup>, ce qui permet d'illustrer l'homosexualité en dehors de la sphère de la sexualité elle-même. D'autre part, l'homosexualité est intégrée au discours et aux discussions sur la sexualité, grâce à un vocabulaire plus neutre. On parlera des

---

19 Dans un quizz de dix questions, la septième était intitulée : « C'est nul de se moquer des homosexuel(le)s. Es-tu d'accord ? »

20 Voir Nathalie Simonsson, *op. cit.* : deux papas félicitent leur fille qui vient d'avoir ses règles, p. 34.

« partenaires », plutôt que du « petit-ami » ou de la « petite-amie »<sup>21</sup>. On fera attention à s'adresser à tout le monde et pas simplement à un sexe. On insistera sur les similitudes entre les expériences amoureuses et sexuelles plutôt que sur les différences, que l'on soit hétéro, homo, bi, garçon, fille, transgenre : dans le chapitre sur la sexualité, par exemple, deux jeunes garçons s'effleurent la main et semblent troublés et ravis. L'auteure et les illustrateurs prennent ainsi le parti pris de placer le désir homosexuel au même niveau que le désir hétérosexuel, comme un des possibles<sup>22</sup>. On encouragera chacun à exprimer son identité de genre et sa sexualité librement, dans le cadre du respect et du consentement mutuel. Cet égalitarisme est bien sûr favorisé par une institutionnalisation des revendications lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenre (LGBT) : l'Association nationale pour l'égalité des droits (RFSL<sup>23</sup>) défend les droits des personnes LGBT depuis 1950. À l'échelle de l'État, les homosexuel(e)s suédois(e)s ont le droit de se marier (pacte d'union civile depuis 1995, mariage civil depuis mai 2009, et religieux depuis novembre 2009) et leur parentalité est reconnue (l'adoption par les couples de même sexe depuis 2003, l'insémination artificielle pour les couples de lesbiennes depuis 2005).

L'éducation à l'égalité est une dimension importante de l'éducation à la vie sexuelle et affective, en tant qu'enjeu pour le bien-être individuel et le mieux-vivre en commun. En matière de travail pour l'égalité, la France et la Suède ont des stratégies différentes : en France, on traite les conséquences (lutte contre les violences sexistes et homophobes), tandis qu'en Suède, on traite les causes (lutte contre la reproduction des stéréotypes et pour la liberté de chacun(e) d'exprimer son identité comme il/elle l'entend).

Mais inversement, l'éducation à la sexualité est un élément clé du travail pour l'égalité des sexes et des sexualités : nous postulons que le fait que la Suède soit si fréquemment citée en bon exemple dans les classements internationaux sur la parité, l'égalité salariale, les droits des homosexuel(le)s, et la lutte contre les discriminations sexistes et homophobes, est lié à sa tradition d'éducation

21 *Ibid.* : dans le chapitre sur l'amour, une maman demande à sa fille et une copine si elles sont amoureuses de quelqu'un, et les deux jeunes filles répondent « Oui, l'une de l'autre ! » (p. 148). Cette scène présentée comme banale (elle a lieu dans la cuisine, lors d'un repas convivial) souligne l'importance de garder l'esprit ouvert et d'envisager tous les possibles : la maman ne s'attendait sans doute pas à cette réponse, mais il est du devoir des éducateurs sexuels d'y être préparé.

22 *Ibid.* : les deux jeunes garçons troublés, p. 183.

23 RFSL : Riksförbundet för sexuellt likaberättigande (Association nationale pour l'égalité des droits sexuels), rebaptisée Riksförbundet för homosexuellas, bisexuellas och transpersoners rättigheter (Association nationale pour les droits LGBT).

à la sexualité mieux ancrée au quotidien qu'en France, et au fait que cette éducation à la sexualité suédoise se soit emparée très tôt des questions d'égalité. Plus généralement, on peut considérer l'éducation à l'égalité comme un enjeu démocratique : « On peut suivre l'évolution d'un pays vers la démocratie en observant la relation homme-femme, notamment dans le système scolaire et dans la législation familiale. Dans ce dernier domaine, les années 1920 ont constitué un tournant important de l'histoire suédoise. C'est à cette époque qu'a été adopté le nouveau code du mariage, marquant le passage d'une union conjugale jusqu'alors patriarcale, à une forme démocratique de vie en commun. Dans la nouvelle loi, il ne s'agit plus de parler de devoirs et de droits spécifiques au mari ou à la femme, mais seulement de devoirs réciproques. Et l'on nomme chacun des partenaires "époux". »<sup>24</sup> L'éducation à l'égalité s'articule à la question des droits citoyens. Entre moralisme et libéralisme, tolérance et critique de la norme, différentialisme essentialiste et universalisme, c'est bien la conception sociale des êtres humains et de leur sexualité qui est en jeu dans le type d'éducation à la sexualité qu'une société offre à ses jeunes.

---

24 « *Man kan följa ett lands utveckling mot demokrati i förhållandet mellan man och kvinna, bl a i dess skolsystem och i dess familjelagstiftning. Ett viktigt årtal för utvecklingen i Sverige på sistnämnda område är 1920. Då kom den nya giftermålsbalken, som markerade övergången från ett hittills patriarkaliskt utformat äktenskap till en demokratisk samlevnadsform. I den nya lagen talas inte om vissa skyldigheter eller rättigheter för man respektive hustru, utan endast om ömsesidiga skyldigheter. Man benämner genomgående båda parter "make".* » Birgitta Linnér, *op. cit.*, p. 9.



---

# Hen – un nouveau pronom personnel suédois. Planification linguistique et controverses

---

Karin Ridell\*

## RÉSUMÉ

*Au printemps 2012, les médias suédois se sont passionnés pour un débat portant sur une question de linguistique. L'enjeu était l'introduction dans la langue courante d'un nouveau pronom personnel, hen, qui viendrait s'ajouter à hon (elle) et han (il), afin de rendre possible la désignation d'une personne sans préciser son sexe. Ce nouveau pronom comblerait une lacune dans le système pronominal suédois et répondrait au besoin de pouvoir s'exprimer de manière claire, correcte et égalitaire, en particulier en matière administrative et juridique. Mais le désaccord portait surtout sur son usage dans le milieu scolaire et préscolaire. Une analyse du discours de ce débat nous permettra d'éclairer les attitudes des différents segments de la société suédoise au regard de la mise en place de l'égalité des sexes. L'article se terminera sur quelques réflexions sur les facteurs ayant conduit à l'avènement du pronom hen, ainsi que sur son devenir.*

## ABSTRACT

*In spring 2012, a heated linguistic debate took place in the Swedish media. The subject up for discussion was the new pronoun hen and its use. The pronoun has been invented to fill the gap of a useful gender neutral pronoun that can be used to refer to a person whose sex is unknown or irrelevant. It would be particularly useful in administrative and legal language, needing clear, correct, and gender neutral means of expression. But the reason for the heated debate was rather the use of the pronoun in schools and preschools. A discourse analysis of this debate sheds some light on attitudes among different groups in Swedish society concerning the idea of gender neutral education and the work for gender equality. In the article, the future of the pronoun is also discussed as well as the question of why the debate arises at this time.*

---

\* Karin Ridell est maître de conférences au département d'études scandinaves de l'université de Strasbourg.

Une question linguistique a occupé le devant de la scène médiatique suédoise au printemps 2012. Les débats portaient sur l'adoption et l'usage du pronom personnel *hen*. Ce nouveau pronom était destiné à se substituer ou à s'ajouter à *hon* (elle) et *han* (il), rendant ainsi possible la référence à une personne sans préciser son sexe<sup>1</sup>. Les discussions, du moins celles qui se sont tenues dans les médias s'adressant au grand public, ne concernaient pas seulement l'aspect linguistique, mais aussi le volant politique et idéologique de la question, c'est-à-dire la politique d'égalité hommes-femmes et l'idée de la neutralité des genres. Dans cet article, nous tenterons d'analyser ce débat ainsi que son contexte social et sociolinguistique.

Dans un premier temps, les questions suivantes seront abordées : quel est ce pronom ? Quelles raisons ont présidé à sa création ? À quoi sert-il ? On replacera ainsi le débat dans son contexte historique, à savoir celui d'une planification linguistique, égalitaire et féministe en Suède. Ensuite, nous examinerons les arguments que le débat a fait surgir. Nous aborderons la discussion des éventuelles conséquences de l'introduction d'un tel pronom : s'agit-il d'une idée réaliste ? L'emploi de *hen* aboutira-t-il réellement aux conséquences espérées ou redoutées ? L'article se terminera par une réflexion sur l'interrogation suivante : pourquoi la question de l'introduction de ce pronom survient-elle maintenant ? Que nous révèle-t-elle sur la situation de l'égalité hommes-femmes en Suède ?

## LES PRONOMS PERSONNELS SUÉDOIS

Le suédois moderne dispose de deux genres grammaticaux : le neutre et le genre commun (ou « non neutre », *utrum* en suédois), ainsi nommé parce que les anciens masculin et féminin ont fusionné en un genre commun durant la période du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle. Le masculin et le féminin n'existent donc pas dans la grammaire du suédois moderne standard au contraire du français ou de l'allemand. Plusieurs dialectes ont pourtant conservé le système à trois genres, et des reliquats de ce système persistent dans quelques expressions.

À la troisième personne du singulier, le suédois a quatre pronoms. Pour renvoyer aux noms de genre neutre et commun ne désignant pas des êtres humains, il a recours respectivement à *det* et à *den*. Des exemples de noms de ce type sont *stolen* – *den* (la chaise – elle), de genre commun et *bordet* – *det* (la table – elle), de genre neutre. Pour remplacer les noms de genre grammatical commun désignant des personnes ou des êtres ayant des caractéristiques humaines ou personnalisantes (par exemple, un chien bien-aimé qui fait partie de la famille), la langue suédoise dispose d'un pronom au masculin, *han* (il), et d'un au féminin,

1 Voir aussi : Karl Erland Gadellii, Isabelle Hylén, « HEN », article à paraître dans *Langues et cité : bulletin de l'observatoire des pratiques linguistiques*, n° 24, « Langue : sexe et genre », publication en ligne de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France.

*hon* (elle). *Den* ne renvoie donc pas, en principe, à un être humain. Au pluriel, il n'y a qu'un seul pronom à la troisième personne : *de*. Il existe également quelques noms de genre grammatical neutre qui désignent des personnes : par exemple, *barnet – det* (l'enfant – il), *statsrådet – det* (le ministre – il) et *språkröret – det* (le porte-parole – il).

Le problème apparaît donc lorsqu'on souhaite invoquer un nom de référent humain dont l'appartenance sexuelle est inconnue, sans importance ou ni féminine ni masculine. Le même problème existe en français, en anglais et dans beaucoup d'autres langues occidentales. Dans ces langues, on a très longtemps utilisé *il* (fr.), *he* (ang.) ou *han* (su.) de manière générique dans ces situations. En Suède, cet usage a été critiqué par des linguistes et des conseillers en questions de langue depuis les années 1960, à la fois pour des raisons de clarté et pour des raisons tenant à la recherche d'un idéal relatif à une pratique linguistique égalitaire et démocratique<sup>2</sup>.

Le simple emploi d'un *han* générique ne permet pas, en effet, de rendre explicite le fait que les femmes sont également des référents possibles. À titre d'illustration et pour prendre un exemple concret quoiqu'un peu ancien, voici ce que prévoyait *Socialstyrelsen* (l'Agence nationale pour la santé) au sujet des divorces dans une brochure d'information des années 1970 : « *I första hand har make rätt att få sådant som tillhör honom* »<sup>3</sup>. Cela se traduit par « En premier lieu, l'époux a le droit de récupérer ce qui lui appartient », ce qui peut être interprété comme si c'était l'homme qui devait être le premier servi, tandis que la femme devrait se contenter du reste. Ce n'était évidemment pas l'intention de l'auteur du texte de faire passer ce message ; il ou elle avait employé *han* et le nom *make* (époux) de manière générique. Il convient de noter que le mot *maka* (épouse) s'utilise également en suédois. Pourtant, ce qui est généralement perçu comme correct en suédois, en ce qui concerne les dénominations de personnes, c'est d'utiliser le mot anciennement masculin de manière générique ou neutre, c'est-à-dire pour les hommes et les femmes. On dit donc *lärare* (professeur) pour les hommes et les femmes exerçant ce métier, la forme féminine *lärarinna* étant vue comme politiquement incorrecte ou condescendante. La forme masculine fait davantage référence à la fonction qu'à la personne. S'agissant de l'exemple en question, la difficulté d'interprétation est renforcée par le fait qu'il s'agit d'un couple, dans lequel l'un des partenaires est un homme et l'autre une femme (il s'agit d'un exemple des années 1970).

2 Voir par exemple Karl-Hampus Dahlstedt, « Språkvård och samhällsyn », in *Språk, språkvård och kommunikation*, Sture Allén (éd.), Uppsala, Verdandi, 1967, p. 93-112 ; Bertil Molde, « Han, hon, den – eller vad? », *Språkvård*, n° 1, 1976, p. 4-7.

3 Exemple tiré de Karin Milles, *Jämställt språk : en handbok i att skriva och tala jämställt*, Stockholm, Norstedts akademiska förlag, 2008, p. 49.



Des études portant sur la langue anglaise ont montré que le *he* générique est souvent interprété comme un *he* qui renvoie seulement aux hommes<sup>4</sup>. Malgré l'absence d'études concernant le suédois, il est très probable que la situation soit identique, et cela peut causer des problèmes de communication ainsi que des malentendus, comme l'illustre notre exemple. De plus, contre l'emploi générique de dénominations et de pronoms masculins, on avance souvent l'argument que celui-ci rend les femmes invisibles. Le recours à un pronom masculin masque le fait que certains policiers ou professeurs, par exemple, sont des femmes lorsqu'on fait référence à ces personnes en général.

### QUELLES SOLUTIONS LINGUISTIQUES ?

Depuis 1979, il est recommandé dans les textes de lois suédois d'utiliser des formules neutres au regard des genres, c'est-à-dire d'éviter l'usage du pronom générique masculin<sup>5</sup>. Dans le petit livre *Jämställt språk (Une langue égalitaire)*, publié par *Språkrådet*, l'auteur, Karin Milles, propose et discute plusieurs solutions pour y parvenir, par exemple<sup>6</sup> :

- Répéter le nom : *Om kunden vill klaga på varan ska **kunden** vända sig till kundtjänst* (Si le client souhaite faire une réclamation au sujet de la marchandise, le client doit s'adresser au service clientèle). Cette solution est bien sûr très claire, mais confère au texte une certaine lourdeur, affirme Milles.
- Utiliser une forme passive : *Klagomål ska riktas till kundtjänst* (Les plaintes doivent être adressées au service clientèle). La critique par rapport à cette solution porte sur le fait qu'elle rend les textes impersonnels si on l'utilise souvent et, dans certains cas, l'expression peut devenir moins claire.
- Réécrire au pluriel : *I första hand har **makarna** rätt att var och en få sådant som tillhör **dem*** (En premier lieu, les époux ont chacun le droit de recevoir ce qui leur appartient). Il n'est pas toujours possible d'utiliser cette stratégie, mais il s'agit souvent là d'une bonne solution, selon Milles<sup>7</sup>.
- Utiliser *han* eller *hon* (il ou elle) ou *han/hon* (il/elle). *Om kunden vill klaga på varan ska **han eller hon** vända sig till kundtjänst* (Si le client souhaite faire une réclamation au sujet de la marchandise, il ou elle doit s'adresser au service clientèle). Cette solution a l'avantage d'être claire et correcte, mais les textes peuvent devenir lourds si l'on s'en sert fréquemment.

4 Pour une vue générale, voir Anne Pauwels, *Women Changing Language*, Harlow, Longman, 1998.

5 Anne-Catrine Edlund, Eva Erson, Karin Milles, *Språk och kön*, Stockholm, Norstedts akademiska förlag, 2008, p. 187.

6 Karin Milles, *op. cit.*, p. 52–54.

7 *Ibid.*, p. 52.

- Utiliser le pronom de genre commun *den* : *Om kunden vill klaga på varan ska den vända sig till kundtjänst* (Si le client souhaite faire une réclamation au sujet de la marchandise, il [non masculin] doit s'adresser au service clientèle).

Nous avons commencé notre article en précisant que *den* s'utilise en général uniquement pour faire référence aux choses et non aux personnes, mais cette dernière solution reflète un changement linguistique qui semble être en cours. Ce sont surtout les jeunes qui se servent du pronom de cette manière-là à l'époque actuelle, mais on peut en effet trouver des exemples d'un tel emploi dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Pour certains locuteurs cependant, cet usage serait condescendant, car il assimile les personnes aux choses<sup>8</sup>. Toutefois, *Språkrådet* recommande cette solution pour ceux qui ne la trouveraient pas gênante et semble même vouloir encourager ce changement dans l'usage<sup>9</sup>.

Dans le livre cité ci-dessus sur la façon d'écrire et de parler de manière égalitaire, quelques pratiques sont explicitement déconseillées, comme par exemple le mot *vederbörande* (la personne en question) et le pronom démonstratif *denne* qui sont jugés trop formels. Dans ce dernier cas, il s'agit également de la forme masculine du pronom, la forme féminine et générique étant *denna*. On déconseille aussi, dans ce livre datant de 2008, les nouveaux pronoms construits, comme *hen*, ceci parce qu'ils risquent de détourner le lecteur du message que l'on souhaite faire passer dans le texte, puisque le lecteur se focalise à son insu sur un pronom inhabituel<sup>10</sup>. Ce problème concernant les pronoms inventés s'explique par le fait que la classe de pronoms est ce que l'on appelle une « classe fermée », contrairement aux classes des verbes, des adjectifs et des noms, dans lesquelles de nouveaux mots peuvent être introduits sans obstacle.

## L'ORIGINE DU DÉBAT

Conformément aux mises en garde de *Språkrådet*, c'est le recours à cette dernière solution, à un nouveau pronom, qui a déclenché le débat médiatisé en 2012. Les exemples précédemment cités relèvent d'un langage formel, propre aux adultes, et dans certains cas, d'ordre administratif. Lorsque des linguistes ont proposé l'utilisation de *hen*, leur intention était que ce nouveau pronom viendrait compléter *han* et *hon* dans des textes de cette nature. Cependant, ce n'est pas une formulation avec *hen* contenue dans un texte juridique (il n'y en a jamais eu) qui a attisé les débats, mais un livre pour enfants.

Jesper Lundqvist, auteur de *Kivi & monsterhund* (*Kivi et le chien monstrueux*), utilise *hen* dans son livre pour que tous les enfants, filles et garçons, aient la

8 Voir par exemple la discussion sur ce sujet dans Svenska språknämnden, *Språkriktighetsboken*, Stockholm, Norstedts akademiska förlag, 2005, p. 78-79.

9 *Ibid.* et Karin Milles, *op. cit.*, p. 53.

10 Karin Milles, *op. cit.* p. 54.

même possibilité de s'identifier avec Kivi, le protagoniste principal. Lundqvist précise, dans un entretien sur un blog dédié aux livres pour enfants, qu'il voulait raconter l'histoire d'un enfant qui rêvait d'avoir un chien, et non pas celle d'une jeune fille courageuse ou d'un garçon sensible<sup>11</sup>. Il motive donc son emploi de *hen* par l'idée que le sexe de l'enfant n'est pas important pour l'histoire. Dans un entretien accordé au journal *Göteborgs-Posten*, l'auteur raconte que les filles à qui il a lu le livre parlent de Kivi en utilisant le pronom *hon* (elle), tandis que les garçons recourent à *han* (il), ce qui montrerait, selon lui, que les deux groupes s'identifient invariablement à Kivi<sup>12</sup>. Comme on peut le voir dans ce petit extrait du début du livre, Lundqvist joue avec la langue et invente de nouveaux mots avec ingéniosité, surtout lorsqu'il s'agit des dénominations de personnes et des membres de la famille :

“HUND !” tjuiter Kivi. “GE MIG EN HUND !”

*Annars sover jag inte en blund !*

Mappor och pammor och morbroster Jin,  
 en bryssling, en marfor, en halvkvartskusin,  
 små parvelpysor och storebröstrar ;  
 alla står de runt sängen och tröstar  
 och visslar och tisslar och säger jovisst,  
 någon gång möjligen, nästan helt visst,  
 ska hen få en hund, kan de halvt säkert lova  
 – men bara om Kivi nu själv lovar sova.<sup>13</sup>

Nous ne proposons pas ici de traduction de cet extrait en raison des jeux de langue et des néologismes qu'il contient, mais pour résumer, il s'agit de Kivi qui refuse de dormir si on ne lui donne pas un chien. Les membres de sa grande famille, entre autres des *mappor* (« mapas »), des *pammor* (« pamans »), un *morbroster* (un mot créé sur la base de mots pour tante (*moster*) et oncle (*morbror*) du côté maternel) et un *marfor* (un mot créé sur la base des mots désignant le grand-père maternel (*morfar*) et la grand-mère paternelle (*farmor*)), disent que Kivi pourrait éventuellement avoir un chien, si *hen* promet de dormir.

11 Malin Molinder, « Intervju: Jesper Lundqvist berättar om hen », [http://www.barnboksprat.se/2012/01/18/intervju-jesper-lundqvist-berattar-om-hen/] (consulté le 30 mars 2013).

12 Adriana Pavlica, « Så började debatten om hen », *Göteborgs-Posten*, 29 février 2012, [http://www.gp.se/nyheter/sverige/1.874481-sa-borjade-debatten-om-hen] (consulté le 30 mars 2013).

13 Jesper Lundqvist, *Kivi & Monsterhund*, Linköping, Olika förlag, 2012, p. 4-5. C'est nous qui soulignons.

Deux tribunes publiées dans deux grands quotidiens suédois, *Svenska Dagbladet*<sup>14</sup> et *Sydsvenskan*<sup>15</sup> ont fait suite à la publication du livre. Le premier article était écrit par les deux éditrices du livre, Karin Salmson et Marie Tomicic, ainsi que la linguiste Karin Milles, spécialisée dans les relations entre langue et genre (parmi les publications de cette dernière figure le livre de *Språkrådet* comportant des recommandations au sujet d'une langue égalitaire, mentionné ci-dessus). Le deuxième était signé par l'éditrice du livre, Karin Salmson, ainsi que la journaliste Nanna Salemark et la consultante en pédagogie du genre Kristina Henkel. Dans ces tribunes, elles présentent l'intérêt pour les enfants, pour la société, pour la langue et pour les personnes à identité intersexuée d'avoir recours à un tel pronom de genre grammatical commun qui soit neutre et aussi « humain ». Ces textes ont fait réagir un grand nombre de personnes puisque l'on y revendique l'idée que notre manière de penser et d'agir dans le domaine des différences liées au genre ou au sexe<sup>16</sup> devrait changer et qu'un tel changement pourrait se faire plus facilement grâce à ce nouveau pronom. Selon les auteurs, ceci est particulièrement important quand il s'agit de la transmission des représentations des sexes aux enfants. Ces tribunes visaient probablement à susciter une vive réaction. Leur publication a permis à la fois d'amorcer la discussion et d'attirer l'attention sur le livre. Il se peut également que Milles ait voulu créer une situation se prêtant à l'étude du sujet de la planification linguistique féministe et égalitaire<sup>17</sup>.

## LE CORPUS

Le débat que la publication du livre *Kivi & monsterhund* a déclenché se révéla très riche et fit résonner plusieurs arguments à propos de l'évolution de l'égalité entre hommes et femmes en Suède. Il était aussi très long et parfois répétitif. Notre

---

14 Karin Milles, Karin Salmson, Marie Tomicic, « Det behövs ett nytt ord i svenska språket », *Svenska Dagbladet*, 20 janvier 2012, [[http://www.svd.se/opinion/brannpunkt/det-behovs-ett-nytt-ord-i-svenska-sprak-et\\_6784859.svd#article-comments](http://www.svd.se/opinion/brannpunkt/det-behovs-ett-nytt-ord-i-svenska-sprak-et_6784859.svd#article-comments)] (consulté le 30 mars 2013).

15 Kristina Henkel, Nanna Salemark, Karin Salmson, « Äntligen dags för hen », *Sydsvenskan*, 26 janvier 2012, [<http://www.sydsvenskan.se/opinion/aktuella-fragor/antligen-dags-for-hen/>] (consulté le 30 mars 2013).

16 Le mot *genre* renvoie à l'idée que la féminité et la masculinité et les rôles liés aux hommes et femmes sont socialement construits. Le mot *sexe* renvoie à leur côté biologique. En suédois, il y a le mot *kön* pour les deux, parfois précisé par les compléments *socialt et biologiskt*.

17 Milles a récemment écrit des articles scientifiques sur la planification linguistique féministe/égalitaire suédoise soulevant entre autres la neutralisation de dénominations de personnes (comme l'unique usage de *lärare* au lieu de *lärare* et *lärarinna* pour « enseignant »), l'introduction d'un nouveau mot neutre (ni technique ni vulgaire) pour le sexe féminin, *snippa*, et d'un nouveau mot anatomiquement plus correct pour l'hymen, *sliderans*. Voir Karin Milles, « Feminist Language Planning in Sweden », *Current Issues in Language Planning*, vol. 12, n° 1, 2011, p. 21-33 et Karin Milles, « *Snippa*. A Success Story of Feminist Language Planning », *Gender and Language*, vol. 5, n° 1, 2011, p. 89-109. Depuis 2012, elle mène aussi un projet de recherche à l'université de Södertörn sur l'introduction du pronom *hen* dans le système pronominal suédois, voir : [https://webappo.web.sh.se/p3/ext/content.nsf/aget?openagent&key=projekt\\_page\\_1358321581261](https://webappo.web.sh.se/p3/ext/content.nsf/aget?openagent&key=projekt_page_1358321581261)

analyse se concentre sur les contributions écrites : les articles de presse écrite et figurant dans les sites de débat sur Internet ainsi que les blogs personnels.

L'étude se base sur un corpus comportant des textes de trois types. Le premier sous-corpus est constitué de sept articles publiés dans les journaux et sur les sites web des médias traditionnels, c'est-à-dire des journaux et des chaînes de télévision et de radio. Le deuxième est constitué des 10 articles publiés sur le site *Newsmill.se* sous le titre « Hen ». *Newsmill.se* est un forum de débat ouvert à tous offrant la possibilité de publier des articles approfondis sur des sujets d'actualité<sup>18</sup>. Plusieurs grands quotidiens suédois ont mentionné le lien vers ce site, mais il faut noter que la qualité des textes y était très variée faute d'efforts d'édition de la part de la rédaction. Le troisième sous-corpus est celui des blogs personnels. Nous avons choisi dans les trois cas de ne pas inclure les commentaires laissés par d'autres personnes que l'auteur, puisque ces commentaires en très grande partie ne portent pas sur ce qui a été écrit réellement, mais sur ce que l'on pense avoir lu, sur l'auteur de l'article ou sur tout autre sujet sans pertinence. Les avis exprimés au sujet de *hen* dans ces commentaires figurent aussi, pour la plupart, dans les textes étudiés. Il convient de noter que ces commentaires furent nombreux, notamment en ce qui concerne les articles publiés sur les sites Internet de la presse traditionnelle, ce qui montre qu'il s'agissait là d'une question qui touchait et préoccupait le public.

La période étudiée s'étend du 21 janvier au 30 juin 2012. Le choix de la date de début est motivé par la publication du premier article lançant le livre et le débat. La date de fin correspond à un moment où le débat s'était essoufflé : on n'apportait plus d'arguments neufs et les contributions étaient enclines à la répétition.

Dans l'étude du corpus, nous avons procédé de manière assez générale, en essayant de relever systématiquement tous les arguments avancés pour et contre ce nouveau pronom, et pour et contre les idées égalitaires proposées dans les deux premiers articles. Le style et les techniques d'argumentation ont également retenu notre attention.

## ARGUMENTS EN FAVEUR DE *HEN*

Les arguments en faveur de ce nouveau pronom sont en grande partie présentés dans les premiers articles déjà mentionnés. On y propose d'utiliser *hen* auprès des enfants pour des raisons d'égalité entre les sexes :

- Les qualités d'une personne sont plus importantes que son sexe et les enfants doivent apprendre à ne pas se focaliser autant que les adultes sur le sexe des personnes.

---

<sup>18</sup> Il semble que ce site est en train de fermer après un changement de propriétaire, voir : [<http://www.dagensmedia.se/nyheter/dig/article3719376.ece>] (consulté le 25 septembre 2013).

- La langue joue un rôle important dans le développement de l'identité des enfants et dans la manière dont ils construisent leur perception du monde. Pour cette raison on devrait utiliser un langage neutre en ce qui concerne les genres.
- L'homme et le masculin sont la norme actuelle dans la langue et dans nos manières de penser. La femme et le féminin représentent l'exception. Sans un pronom neutre comme *hen*, cette norme sera renforcée et reproduite.
- Les rôles sociaux des genres sont fermement ancrés dans la société et les enfants sont endoctrinés dans ces rôles dès leur naissance. Cela est négatif pour les individus et pour la société, mais *hen* pourrait aider à changer cette situation.

Tous les intervenants au débat n'évoquent cependant pas l'utilité de ce pronom dans l'éducation des enfants. Il en est qui se concentrent surtout sur le problème linguistique et soutiennent qu'il n'y a pas de bon pronom pour faire référence à une catégorie de personnes ou à une personne dont on ne connaît pas le sexe ou dont le sexe n'est pas intéressant :

- *Hen* peut être très pratique quand on écrit des textes assez abstraits ou quand on ne fait pas référence à une personne spécifique.

D'autres arguments soulèvent l'effet enrichissant qu'un tel pronom peut avoir sur la langue et la manière de réfléchir :

- Il ne s'agit pas de remplacer *han* et *hon*, mais de les compléter.
- *Hen* donne plus de liberté aux écrivains et aux lecteurs.
- *Hen* nous oblige à sortir des stéréotypes.

De plus, des arguments portant sur le cas des personnes d'identité intersexuée s'ajoutent au débat :

- Les personnes qui ne s'identifient ni aux hommes ni aux femmes, ou qui ne sont ni l'un ni l'autre, ont besoin d'un tel pronom pour ne pas être obligées de se catégoriser comme femme ou homme.

Comme cette liste le laisse voir, les arguments ne concernant ni l'aspect purement linguistique ni le problème de la référence à une personne de sexe inconnu ou à une catégorie de personnes, sont nombreux. Même si l'argument linguistique est parfois avancé, ce n'est pas pour cette raison que la grande majorité des participants va s'engager dans le débat en faveur de *hen*. Lorsque les personnes se déclarent favorables, c'est plutôt pour des idées d'égalité et de liberté, à la fois pour les enfants et l'ensemble de la population. Tout en signalant que personne ne semble estimer que *hen* entraînera une grande différence dans ce domaine, il convient de noter que presque tous reconnaissent que ce pronom représenterait un pas dans la bonne direction.

## ARGUMENTS EN DÉFAVEUR DE *HEN*

Les arguments hostiles à l'utilisation de *hen*, comme ceux qui la soutiennent, ne concernent pas uniquement les aspects linguistiques du sujet. Une grande partie de ces arguments porte sur l'introduction du pronom dans le milieu préscolaire et dans les livres destinés aux enfants, et l'on y voit un endoctrinement reposant sur des idées radicales. Ces arguments se posent évidemment en réponse à ceux contenus dans les premiers articles. Ceux qui les soutiennent lient l'idée de *hen* avec le phénomène des jardins d'enfant travaillant selon une pédagogie de sensibilisation au genre<sup>19</sup>, qui sont de plus en plus courants en Suède. Dans les programmes scolaires, il est également précisé que l'école doit contrebalancer les genres<sup>20</sup>. Parmi les arguments portant sur l'éducation des enfants, on trouve :

- La grande majorité des parents ne souhaitent pas que leurs enfants soient éduqués de manière « neutre » ; selon la Convention européenne des droits de l'homme, l'État doit se conformer aux souhaits des parents au sujet de l'éducation de leurs enfants.
- Les enfants sont perturbés si l'on nie l'existence de leur sexe.

En corollaire de ces arguments, on trouve ceux qui portent sur la non-scientificité des idées des comportements de genre, étant socialement appris et non innés. La théorie du genre et tout ce qu'elle véhicule (pédagogie de sensibilisation au genre, pronom *hen*, volonté de rechercher une neutralité des sexes dans les institutions, etc.) est irrationnelle selon certains intervenants, car elle n'est pas fondée sur les sciences naturelles :

- Il y a des preuves scientifiques de différences comportementales liées à la biologie – *hen* est donc inutile ou même dangereux.
- La différence entre les sexes ne pourra jamais disparaître, puisqu'elle fait partie de notre biologie.

D'autres participants aux discussions (ou parfois les mêmes) soulèvent l'intérêt pour la société et les individus de l'existence de deux sexes bien différents dans leurs comportements :

- Les différences entre les sexes/genres sont enrichissantes.
- Une société sans différence entre les sexes est une société ennuyeuse et aussi *otryggt* (insécure), puisque les gens n'y seraient pas à l'aise dans leurs identités qui seraient en conflit avec la biologie.

19 Eva Söderberg présente les principes de cette pédagogie en français dans un article de 2010 : Eva Söderberg, « L'héritage de Fifi Brindacier en Suède », *Cahiers du Genre*, n° 49, 2010/2, p. 77-96.

20 Voir par exemple le programme officiel pour les établissements préscolaires, *Förskolans läroplan*, [[http://www.skolverket.se/polopoly\\_fs/1.190331!/Menu/article/attachment/L%C3%A4roplan%20f%C3%B6r%20f%C3%B6rskolan.pdf](http://www.skolverket.se/polopoly_fs/1.190331!/Menu/article/attachment/L%C3%A4roplan%20f%C3%B6r%20f%C3%B6rskolan.pdf)] (consulté le 25 septembre 2013).

Chez pratiquement tous les participants au débat, en faveur ou contre, l'idée d'une égalité entre hommes et femmes est toujours soulignée comme quelque chose de positif et de souhaitable. Sur ce point, les Suédois semblent donc être d'accord, mais ceux qui sont opposés à *hen* trouvent que cette égalité ne doit pas effacer les différences entre hommes et femmes et que c'est aller trop loin que de changer le système linguistique :

- Il vaut mieux se concentrer sur les vrais problèmes d'égalité (par exemple les différences de salaires).
- On a en pratique déjà une parité, *hen* est donc inutile.
- Le débat autour de ces questions est contre-productif – on s'intéresse encore plus à la question de genres, ce qui va renforcer les rôles de sexes.
- *Hen* est l'invention d'une élite coupée des gens ordinaires.
- Cette idée est une idée de luxe – si l'on a le temps de s'intéresser aux pronoms, c'est que l'on n'a pas vraiment de problèmes sérieux.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, le respect et la reconnaissance des personnes ne s'identifiant ni aux hommes ni aux femmes est un des arguments en faveur de *hen*. Cet argument est aussi contredit par certains :

- Ceux qui ont une identité « trans » ou « inter » sont tellement peu nombreux que la majorité ne devrait pas être obligée de s'adapter à eux.
- On est soit un homme, soit une femme, il n'y a rien entre les deux.

Finalement, certains participants au débat discutent aussi des aspects linguistiques de la question. Parmi ces arguments, c'est encore l'inutilité de l'idée de ce pronom qui est mise en avant :

- Changer la langue ne va pas changer la société.
- Il y a d'autres solutions qui marchent très bien quand on a besoin de faire référence à une personne inconnue. Les solutions proposées sont *denne*, *vederbörande*, et *han* eller *hon*.
- Les cultures ou les pays qui ont une langue ayant un système pronominal ne reflétant pas les deux sexes (comme le persan, le finnois ou le mandarin) ne sont pas plus égalitaires que la Suède.

Mais souvent, les tenants de ces arguments semblent avoir mal compris que l'idée est de compléter le système pronominal avec *hen*, et non pas de remplacer *han* et *hon* par *hen*. On peut donc voir, surtout dans les blogs, des expressions comme « Mais moi, je ne suis pas un *hen* ».



## LES PARTICIPANTS AU DÉBAT

Plusieurs groupes ont participé à ce débat. Parmi ceux qui s'expriment en faveur de *hen*, on trouve des théoriciens du genre et des féministes. La plupart sont des femmes, assez jeunes, ayant souvent une formation universitaire en sciences humaines et sociales. Au sein de ce groupe, on trouve aussi des personnes intersexuées et des militants des groupes LGBTIQ (Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenre, intersexués et *queer*).

Parmi les intervenants qui s'opposent à ce nouveau pronom, on compte des conservateurs qui s'élèvent contre la place qu'occupe la théorie du genre dans la société suédoise, et contre la recherche de la *könsneutralitet* (la neutralité des genres) insistant sur la construction sociale des genres. Ce groupe est essentiellement composé d'hommes, souvent conservateurs (chrétiens démocrates) ou ayant un penchant pour le populisme de droite lorsqu'ils sont politiquement engagés.

Mais un grand nombre de participants au débat se situe entre les deux groupes. Ces « entre-deux » estiment en général que la parité et l'égalité hommes-femmes est une bonne chose et qu'il faudrait encore avancer dans ce domaine, mais que c'est aller un peu trop loin que de vouloir remplacer *han* et *hon* par *hen* (ce qui n'a pas été proposé par les partisans de *hen*). Certains dans ce groupe voient bien l'intérêt d'un pronom de ce type pour la langue administrative et neutre, mais pas dans des livres destinés aux enfants.

## LES TYPES D'ARGUMENTATION

Il est également intéressant de voir comment les argumentations sont menées. En général, il semble que le climat des débats sur les questions d'égalité hommes-femmes soit devenu plus vif dernièrement en Suède. Durant 2012 et l'hiver 2013, les médias suédois ont relayé une discussion importante au sujet du ton souvent agressif, menaçant et misogyne utilisé à l'encontre de femmes s'exprimant sur Internet ou exerçant le métier de journaliste<sup>21</sup>. Un intervenant s'intéressant aux questions d'égalité d'un point de vue antiféministe, Per Ström, a également écrit un article, dans lequel il annonçait qu'il arrêterait de débattre parce qu'il en avait assez de recevoir des menaces<sup>22</sup>. Dans le débat étudié ici, il n'y a pas eu autant d'agressivité, et cela est notamment dû au fait que j'ai choisi de ne pas étudier les commentaires laissés par des internautes

21 Un exemple est l'émission d'enquête journalistique *Uppdrag granskning* qui a fait une émission très discutée le 6 février 2013 sur la haine contre les femmes sur Internet : [<http://www.svt.se/ug/sa-har-later-hatet-mot-kvinnor-2013>] (consulté le 31 mars 2013).

22 Per Ström, « Efter hot och nidsbilder tar jag nu farväl av genusdebatten », [<http://debatt.svt.se/2012/11/08/efter-hot-och-nidsbilder-tar-jag-nu-farval-av-genusdebatten/>] (consulté le 31 mars 2013).

Même si le ton n'est pas agressif dans les articles étudiés, on peut très clairement voir que l'on essaie des deux côtés de renvoyer une image de soi raisonnable et de faire passer les opposants pour des gens moins intelligents, moins réfléchis. Ceux qui sont en faveur de *hen* présentent notre habitude de différencier les genres comme un comportement traditionnel, non pensé et presque automatique :

## Exemple 1

« *En naturlig fråga är om detta är ett medvetet beslut eller om det bygger på okunskap och konservativ tradition.* » (Kristina Henkel *et al.*, « Äntligen dags för hen »)<sup>23</sup>

« Une question naturelle à se poser c'est de savoir s'il s'agit d'une décision consciente ou si elle se base sur *l'ignorance et une tradition conservatrice.* »

## Exemple 2

« *använder vi reflexmässigt "han"* », (Karin Milles *et al.*, « Det behövs ett nytt ord i svenska språket »)

« nous utilisons *"han"* par réflexe »

Le comportement qui consiste à se conformer aux normes est aussi dû à une peur d'être différent, c'est-à-dire à des sentiments irrationnels et non à une réflexion :

## Exemple 3

« *Rädslan för att ens barn ska bli utanför gör att många föräldrar följer de stereotyper som finns för tjejer och killar.* » (Kristina Henkel, « "Hen" ger barnen fler möjligheter »)

« *La peur de l'exclusion de leurs enfants incite les parents à adopter les stéréotypes existants sur les filles et les garçons.* »

Les opposants à *hen* ne taxent pas l'emploi de celui-ci ou les comportements du camp adverse d'irréfléchis. Ce sont en revanche les bases sur lesquelles ces opposants souhaitent changer la société et la langue, qui sont désignées comme lacunaires. Leur pensée est seulement façonnée sur des points de vue qui ne se fondent pas sur les sciences (naturelles), la logique ni le bon sens :

## Exemple 4

« *liberaler och socialister hittar varandra i en verklighetsfrånvärd allians som går till storms mot vanliga människor.* » (Tuve Skånberg *et al.*, « Håll hen borta från våra barn »)

« les libéraux et les socialistes se retrouvent dans une alliance *détournée de la réalité* qui va à *l'attaque des gens ordinaires.* »

<sup>23</sup> Les mots en romains dans les exemples en langue originale soulignent ce qui est important (en italiques dans la traduction).

## Exemple 5

« *ordet är en social konstruktion skapat av ett fåtal som säger sig vara emot dylika konstruktioner.* » (John Järvenpää, « Sluta ljug för barnen – skrota begreppet “hen” »)

« Le mot [hen] est une construction sociale créée par une minorité se disant opposée à de telles constructions. »

## Exemple 6

« *Bakom det postmoderna könet finns ingen vetenskap och heller ingen ambition till vetenskap. Där finns fransk filosofi som skådar sig själv i naveln och ett förkastande av vetenskapen.* » (Claes Andersson, « Ingen vetenskap bakom tanken om det postmoderna könet »)

« Derrière le genre postmoderne il n’y a *ni science ni ambition scientifique*. Il y a de la *philosophie française nombriliste* et un *rejet de la science*. »

Une autre technique d’argumentation est le « *guilt by association* », où l’on essaie d’associer ceux qui ne sont pas du même avis que soi-même à des groupes et à des idéologies peu démocratiques :

## Exemple 7

« *Argumenten mot “hen” påminner om rysk homofobi.* » (Emilie Mire Åsell,

« *Argumenten mot “hen” påminner om rysk homofobi* »)

« Les arguments contre “hen” rappellent *l’homophobie russe*. »

Ici, c’est la présidente de l’association de jeunes LGBTIQ (RFSL-Ungdom) qui associe les arguments selon lesquels les enfants seront perturbés par le pronom hen avec la loi russe contre l’information sur l’homosexualité aux jeunes. *Homophobia* est un mot qui évoque des sentiments négatifs pour la plupart des Suédois, qui se veulent libéraux et démocratiques, et l’ajout de l’adjectif *rysk* (russe) évoquant les répressions des opposants sous le régime Poutine ne fait que renforcer ce sentiment négatif.

## Exemple 8

« *förvirra dem med ideologiskt motiverat nyspråk* » (John Järvenpää, « Sluta ljug för barnen – skrota begreppet “hen” »)

« les [les enfants] entraîner dans la confusion avec une *novlangue idéologiquement motivée*. »

L’auteur de l’article, critiquant le nouveau pronom cité ci-dessus, établit un lien avec la novlangue (*newspeak*) du livre *1984* de George Orwell dans lequel un pouvoir totalitaire détourne la réalité et les esprits en utilisant des mots pour exprimer leur contraire.

## QUEL AVENIR POUR *HEN* ?

Est-ce que *hen* est une solution réaliste au problème des *han* *eller* *hon* répétitifs et empreints de lourdeur ? La plupart des linguistes semblent s'accorder sur la difficulté d'introduire un nouveau pronom, étant donné qu'il est normalement difficile de faire accepter des inventions dans les classes de mots fermées comme celle des pronoms. Ce qui pourrait aller dans le sens de son acceptation est le fait que pour beaucoup de locuteurs de suédois, on manque d'un pronom convenable pour faire référence à une personne inconnue. Mais pour cela, *den* a peut-être une meilleure chance de prendre cette place, puisque c'est un pronom qui est utilisé de cette manière depuis des siècles par certains groupes de locuteurs. À l'époque actuelle, c'est peut-être surtout parmi les jeunes que cet emploi se répand. Une étude plus approfondie d'un grand corpus de textes actuels et de discours parlés sur l'usage de *den* avec un référent humain reste pourtant à faire pour documenter sa place dans le système pronominal.

L'avenir de *hen* est d'une certaine manière déterminé par la question de savoir si le débat a été favorable ou défavorable à l'acceptation du pronom. Il est maintenant affublé de connotations idéologiques de nature à indisposer des personnes qui pouvaient estimer à l'origine que *hen* était une bonne idée pour des raisons pratiques. D'autres, qui hésitaient avant le débat sur l'idée d'un tel pronom, ont été choqués par les arguments mettant en question le féminisme, ainsi que la neutralité de l'éducation au regard des genres et commenceront peut-être à l'utiliser pour s'opposer à des idées antiféministes ou anti-égalitaires<sup>24</sup>. Ce que *hen* a gagné avec le débat, c'est que tout le monde connaît maintenant son existence. Selon quelques sondages informels auprès du milieu universitaire suédois, il semblerait qu'il y ait de plus en plus d'étudiants en sciences humaines et sociales qui l'utilisent dans leurs travaux pour faire référence à des personnes indéfinies de catégories différentes (comme dans les exemples de phrases cités au début de l'article), et on peut le trouver occasionnellement dans des articles de presse. Seul le temps pourra nous dire si ce pronom gagnera une place dans la langue suédoise une fois que ce débat sera oublié.

Une autre question est liée à la possibilité qu'une telle modification linguistique puisse changer la société ou notre manière de penser. Pour ce qui est des changements linguistiques et sociaux – le langage reflète plutôt la société, nos attitudes et nos valeurs, et le changement linguistique survient souvent après le changement social. Le plus souvent, lorsqu'on essaie de rendre acceptable un phénomène en changeant sa dénomination, cette nouvelle dénomination n'est que rarement acceptée ou elle reprend les connotations négatives du mot remplacé. C'est plutôt quand il y a un désaccord entre la langue, la société et les valeurs partagées que des interventions planifiées sur le vocabulaire peuvent s'implanter durablement. Si

24 Il y avait en effet une femme dans le corpus de blogs personnels qui disait justement cela.

l'on adopte la position selon laquelle le langage reflète la société et évolue en phase avec elle, la proposition du pronom *hen* en 2012 peut s'expliquer par le fait que les Suédois et la société suédoise sont maintenant tellement égalitaires, pour le moins en théorie, qu'un nouveau pronom personnel neutre s'impose en effet. Les uns et les autres semblent s'accorder sur l'impossibilité d'utiliser *han* de manière générique, mais les constructions pour l'éviter sont jugées trop lourdes ou trop compliquées – par conséquent, un nouveau pronom simplifierait la vie.

Ainsi, si l'on aborde l'idée de *hen* de cette manière, ce possible changement linguistique rappelle « la réforme du tutoiement » (*du-reformen*) adoptée en Suède dans les années 1960<sup>25</sup>. Elle n'était pas une réforme planifiée, mais on utilise cette expression pour décrire la manière rapide dont la communauté linguistique suédoise est passée d'un usage de constructions compliquées afin d'éviter l'utilisation d'un pronom de la deuxième personne à un emploi général du pronom *du* (tu). Avant ce changement, le pronom *ni* (vous) était considéré comme malpoli et condescendant, et *du* comme trop familier. Pour s'adresser à l'autre, on devait donc soit utiliser le titre et le nom de la personne (il fallait dans ce cas les connaître) et les répéter durant toute une interaction, soit recourir à des tournures de phrases lourdes, avec de nombreuses formes passives. À l'époque, la société suédoise avait vécu de grands changements, avec l'urbanisation et le développement d'un État providence plus égalitaire, mais la manière de s'adresser à l'autre témoignait des restes d'une société hiérarchique, divisée en classes. L'emploi de *du* (tu) correspondait mieux aux idéaux sociaux et il venait résoudre un problème linguistique et communicatif réel, tout comme *hen* à l'époque actuelle. Une différence entre *du* et *hen*, qui a fait que l'adoption du pronom *du* s'est réalisée si rapidement et si complètement, tient au fait que *du*, par la force inhérente de la deuxième personne, renvoie à l'interlocuteur dans des situations de communication en face-à-face. *Hen*, en revanche, est un pronom de la troisième personne avec moins d'implications directes au niveau des relations sociales entre des gens en situation de communication. Le problème linguistique et la gêne sociale résolus par « la réforme du tutoiement » étaient par conséquent beaucoup plus importants.

---

# Le roman prolétarien suédois, image (possible) d'un monde de justice

---

Philippe Bouquet\*

## RÉSUMÉ

*À l'aide d'exemples précis, l'auteur s'efforce de montrer que, pendant quelques décennies, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la Suède a possédé un certain nombre de réponses aux grands problèmes de la société et du « vivre-ensemble », et que non seulement on en trouve la trace dans les œuvres des écrivains prolétariens de l'époque, mais que ceux-ci ont collaboré activement à leur élaboration. Sur un fond de démocratie (que Fridell, par exemple, a souhaitée « participative »), ils ont plaidé pour une économie s'inspirant largement du modèle coopératif et associant dans toute la mesure du possible le bien de l'individu à celui de la société. L'auteur en prend deux exemples : d'une part La Saga des émigrants, de Vilhelm Moberg, vaste fresque permettant de brosser l'épopée de l'individu au sein d'une entreprise collective, et d'autre part La Chaîne d'or, de Joseph Kjellgren<sup>1</sup>, œuvre dans laquelle il voit une des plus belles leçons de morale de notre époque, par sa réflexion en profondeur sur le comportement de chacun. Cette morale n'est certes plus d'actualité, mais elle pourrait être ressuscitée.*

## ABSTRACT

*In this paper, the author demonstrates with precise examples how Sweden managed to find some solutions to important social issues during the twentieth century. Not only there are marks of this in the works of the proletarian writers of the period, but these novelists also actively participated in the process. Based on democracy (that Fridell, for instance, wished to be “participative”), they defended an economy inspired by the cooperative model and that joined as far as possible the individual's property to that of the society. The author develops two examples: The Emigrants by Vilhelm Moberg, this large panorama which paints the epic of the individual within a collective project ; and The Gold Chain by Joseph Kjellgren, in which one can find one of the greatest moral lessons of our time, thanks to its profound reflection on the behavior of us all. This kind of morality is admittedly no longer current, but it could be brought back.*

---

\*Traducteur et professeur honoraire d'études scandinaves à l'université de Caen Basse-Normandie, Philippe Bouquet est spécialiste de la littérature prolétarienne. Il a reçu le prix personnel Ivar Lo-Johansson en 1995.

1 *Les Hommes de l'Émeraude* et *La Chaîne d'or* seront réédités en un seul volume chez Cambourakis fin 2013.

En une cinquantaine d'années du XX<sup>e</sup> siècle, la Suède a accompli un « bond en avant » spectaculaire. Je n'ignore pas que les maoïstes revendiquent ce concept, mais, comme ils n'en ont pas déposé le brevet, je me permets de l'appliquer à la Suède. De 1918 à 1968 – en gros – elle est passée d'attardée du peloton européen (sur tous les plans : économique, politique, social, culturel, etc.) à une position d'échappée que les autres ont pour réflexe de jalouser et pour ambition de rattraper. Ce qui m'intéresse, ici, c'est de souligner que la littérature non seulement n'est pas restée à l'écart du processus, mais y a contribué. C'est dû à un groupe d'écrivains (on notera que je me refuse à utiliser le terme d'école) surgis du peuple que les effarouchés appellent autodidactes, de peur de « souiller » la littérature de considérations sociopolitiques, mais que je m'obstinerai jusqu'à mon dernier souffle à qualifier de prolétariens, comme ils l'ont fait, parfois avec vigueur. Or, il ne s'agit pas de philosophes, de créateurs de système ni d'utopistes patentés, mais d'écrivains de fiction qui ne sont pas sortis de ce cadre et en filigrane de l'œuvre desquels – et parfois de façon plus explicite encore – il est possible de lire un projet de société dont je vais m'efforcer de dégager les lignes de force.

Sur le plan politique, ils ont tous pris position (et parfois de façon tonitruante) pour la démocratie. La dictature<sup>2</sup> n'a pas leur faveur – fût-elle « du prolétariat », Eyvind Johnson ayant à ce propos rétabli les choses en disant qu'il fallait en fait comprendre « sur le prolétariat »<sup>3</sup>. L'idée même de révolution suscite des réserves. Les images qui en sont données sont en général empreintes de scepticisme, voire de ridicule. Elle est surtout l'apanage d'intellectuels plus forts en paroles qu'en actes. La seule exception notable est due au radical et dionysien Artur Lundkvist, dans *Darunga* (1954). Mais il convient de préciser que c'est une vision poétique (on pourrait dire « guévariste » avant la lettre) qui se situe dans une République sud-américaine fictive et en illustre tant les écueils que la grandeur. Le livre se termine d'ailleurs à temps pour éluder les problèmes de fond : celui du contenu et de savoir si la « révolution permanente » peut être autre chose qu'un chaos généralisé. Il est vrai que la démocratie elle-même peut être mise à toutes les sauces. Celle de Johnson, par exemple, est fort « occidentale » et teintée de modèle suisse – pays dans lequel il a séjourné – sans qu'il se demande trop le rôle que peuvent jouer la neutralité du pays et son statut de coffre-fort du monde. À l'opposé, Moa Martinson est restée admiratrice du modèle soviétique. Là encore, il faut préciser que son « bolchevisme » est très affectif : cette femme qui a souffert de la misère étant jeune est surtout sensible, on peut le comprendre, au fait qu'en URSS tout le monde mange à sa faim. La propriété des moyens de production retient peu

2 Est-il besoin de rappeler ici que les écrivains nordiques (de Söderberg à Moberg en passant par Lagerkvist – à la seule exception de Hamsun, Kaj Munk ayant ensuite payé de sa vie une prise de position un peu irréfléchie pour le fascisme mussolinien) ont pris position contre le nazisme.

3 Eyvind Johnson, *Dagbok från Schweiz*, Stockholm, Bonniers, 1949, p. 184.

son attention et le « culte de la personnalité » que son mari, Harry, a dénoncé bien avant tout le monde, ne la heurte pas un instant, au cours de leur voyage en commun. La plupart des autres se situent dans un juste milieu entre ces deux pôles. Josef Kjellgren a passé pour très « rouge » avant de prendre position contre l'invasion de l'isthme de Carélie par les Soviétiques, au motif que Raivola<sup>4</sup> était aux mains d'un « nouvel impérialisme » ! On n'imaginait pas qu'un « communiste patenté » pût être aussi antisoviétique. Et Ivar Lo-Johansson, qui fut vaguement suspecté de collectivisme, a écrit un roman entier, *Geniet* (1947), pour prendre la défense de l'individu surdoué écrasé par les médiocres. Ce qui caractérise la pensée politique de ces écrivains, c'est donc une absence de sectarisme et un pragmatisme assez en phase, en définitive, avec le « socialisme suédois », qui – faut-il le rappeler au risque d'un pléonasme apparent – fut essentiellement *social* et non politique ou économique. C'est ce que Lo-Johansson voulait dire en se déclarant « socialiste de la vie »<sup>5</sup>, formule qui privilégie la pratique de la solidarité aux dépens des subtilités de la théorie et qui, selon lui, n'exclut pas l'individualisme, comme dans le cas d'Adrian, héros de *Kungsgatan* (1935). Quand il aborde franchement la question, dans *Socialisten* (1958), cela débouche sur une déclaration provocante : « Le marxisme était issu d'un vol de bois. Marx lui-même était poète. »<sup>6</sup> On ne s'étonnera pas que la critique marxiste n'ait pas fait de lui un de ses sujets d'étude favoris. La démocratie reste, il est vrai, largement à inventer, mais on n'oubliera pas que Johnson l'a magnifiquement illustrée, à l'un des moments les plus noirs de l'histoire humaine, dans cette « épopée de la démocratie » qu'est sa suite romanesque *Krilon* (1941-43). Ce livre qui insiste sur la nécessité du dialogue dans la construction démocratique prouve qu'une œuvre aussi engagée sur le fond peut être parfaitement « ouverte » et faire une grande place à l'innovation formelle. Comme quoi la politique n'est pas forcément l'ennemi de la littérature qu'on a parfois voulu y voir.

Mais le cas qui mérite le plus de retenir l'attention est peut-être, en définitive, celui de Folke Fridell. Car il aurait des titres à faire valoir en tant que précurseur de ce qu'il est convenu d'appeler la « démocratie participative ». C'est en effet lui qui, juste après la guerre, a lancé, dans son double roman sur Rivar-Bohm (*Död mans hand*, 1946 et *Greppet hårdnar*, 1948) : « Nous voudrions participer un peu aux décisions – partager les profits, les responsabilités et le reste. »<sup>7</sup> Cette phrase qui, dans le livre, déclenche l'hilarité générale (ouvriers compris), a par la suite suscité dans le pays un débat au cours duquel la littérature a été prise très au sérieux et dont on trouve le reflet dans le second volume, miroir critique

4 Lieu de résidence d'Edith Södergran. Voir *Uppbåd för dessa*, Stockholm, Författarens förlag, 1939, p. 16.

5 Ivar Lo-Johansson, *Stockholmaren*, Stockholm, Bonniers, 1954, p. 107.

6 Ivar Lo-Johansson, *Socialisten*, Stockholm, Bonniers, 1958, p. 41.

7 Folke Fridell, *Död mans hand*, Stockholm, LTs förlag, 1946, p. 135.



du premier. La phrase provocatrice de Rivar-Bohm a en effet le mérite de valoir dans tous les domaines de la société – et il est clair qui l’a inspirée. C’est Pierre Kropotkine qui, dans *L’Entraide* (1892), a imaginé de construire la société sur ce principe unique, valable aussi bien en politique qu’en économie (ce qui paraît assez normal, étant donné les liens entre les deux), mais aussi dans la morale, l’art, la littérature, etc. Sa traduction pratique la plus évidente est bien entendu ce mouvement coopératif, dont l’ampleur en Suède et en Scandinavie de façon générale explique le « miracle nordique », auquel Fridell a justement choisi de consacrer sa vie, tant par la parole que par l’écriture – allant jusqu’à écrire deux romans « coopératifs » (*Av egen kraft*, 1949 et *Jungfru i det grå*, 1954). La coopération, c’est en effet le principe démocratique – un homme, une voix – appliqué à la vie économique. C’est aussi, par la même occasion, l’égalité non seulement pleinement respectée, mais posée en principe dès le départ. C’est l’idée que l’apport de tous est indispensable au bien commun. C’est le triomphe du *nous* sur les autres pronoms personnels, mais dans la concorde, puisque nous, c’est à la fois *moi*, *toi* et *il*<sup>8</sup>. Dans l’univers coopératif, il n’est de fort ni de faible, de devoir ni de droit, de défaut ni de qualité, tout concourt au bien commun, l’apport de chacun étant indispensable. N’est-ce pas une plus belle façon de concilier efficacité et égalité, individu et collectivité et autres notions que d’aucuns s’obstinent à présenter comme fatalement antagonistes ? Une plaque tournante permettant d’opérer la jonction entre les différents domaines du « vivre-ensemble » : politique, économie, société, art, science, sport... le tout sous l’égide d’une morale humaniste – fatalement humaniste, peut-on dire, car on ne l’imagine pas soumise à la volonté divine, même si elle peut se concilier avec le respect des croyances de chacun.

Car il n’est pas facile de vivre en bonne intelligence avec son prochain, aucun de ces écrivains ne l’a jamais contesté et l’on peut dire que leurs préoccupations se situent essentiellement dans ce domaine. Les travers qu’ils s’attachent à dénoncer (que ce soit l’intolérance et le fanatisme chez Johnson, le culte aveugle de la matière chez Martinson, le devenir rural chez Vilhelm Moberg, l’oppression chez Lo-Johansson, les ravages de l’instinct chez Rudolf Värnlund, la misère personnelle chez Jan Fridegård, le sort de la femme chez Moa Martinson), tout cela est vu et présenté essentiellement sous l’angle social. C’est parce que leur société ne leur permet pas de vivre dignement et pleinement que les paysans de Moberg se lancent dans l’équipée insensée de l’émigration, c’est parce que cette même société s’engluie dans un matérialisme à courte vue tournant le dos à la nature que Martinson écrit des mises en garde comme *Aniara* (1956 ; trad. Agone, 2004) – œuvre que je m’obstine à qualifier de prolétarienne bien qu’elle se déroule dans l’espace sidéral. C’est pour procéder à un état des lieux de la société occidentale

---

8 Rappelons que *Vi* fut aussi le titre de l’excellent hebdomadaire du mouvement coopératif suédois – dans lequel la culture était loin d’être le parent pauvre.

et dénoncer l'impossible neutralité que Johnson a écrit cette œuvre inclassable qu'est *Écartez le soleil* (*Lägg undan solen*, 1951 ; trad. Manyà, 1992, Agone, 2000), à propos de laquelle je formule une remarque analogue : à savoir que, bien que se présentant sous une forme non réaliste (mi-épique, mi-dramatique) et se déroulant dans un lieu symbolique, elle est parfaitement prolétarienne dans son esprit. Mais le plus directement possédé par le social a sans aucun doute été Lo-Johansson. Cette obsession l'a mené à des combats assez mémorables dans l'histoire littéraire. Combat pour l'abolition du statut des *statare*<sup>9</sup> (qui l'a obligé à commencer par dire du mal d'eux et s'aliéner leur sympathie), combat pour une inversion de la politique envers ce qu'on n'appelait pas encore le troisième âge et le remplacement de *vårdhem* (maisons de soins) par *hemvård* (soins à domicile) – en Suède, tout est toujours beaucoup plus facile, déjà sur le plan linguistique. Combat pour le droit à l'existence des tsiganes de son pays – le grand défenseur des travailleurs plaçant pour le respect d'une population se situant largement en marge du monde du travail tel qu'il est conçu communément. Combat pour une éducation sexuelle responsable – lui le célibataire invétéré. Il ramène tout à la société et au « vivre-ensemble ». Pour lui, politique et économie ne sont que des moyens de rendre le monde vivable, sa pensée est intrinsèquement et irrémédiablement sociale – même quand il raisonne sur la littérature, c'est toujours pour se demander comment elle peut procurer un mieux-être aux êtres humains.

Je voudrais maintenant prendre deux œuvres extrêmement différentes pour illustrer ce que le roman prolétarien suédois peut encore apporter à un monde – à commencer par la Suède – qui s'est engagé résolument dans la voie de la régression. *La Saga des émigrants* (*Utvandrarserien*, 1949-1959 ; trad. Gaïa, 1999-2000 et 2013), de Moberg, c'est un hymne à l'être humain capable de forger son destin à la fois individuel et collectif. Une histoire émouvante et exaltante, mais aussi sans pitié, car les faibles, les timorés et les lâches y succombent. Elle est certes à caractère historique, mais les valeurs qu'il exalte – courage, responsabilité, tolérance, ouverture à autrui, entraide, etc. – seraient toujours aussi utiles et recommandables aujourd'hui qu'à l'époque, si ce n'est plus. Nul, même le plus individualiste des lecteurs, ne peut avoir quoi que ce soit à reprocher à un tel message, mais le plus collectiviste non plus, car cet effort profite toujours au *bien commun*. C'est ce que je crois bon de qualifier de *dialectique de l'individuel et du collectif* et qui se matérialise – ou faut-il mettre ce verbe au passé ? – si bien dans le mouvement coopératif. Peu d'auteurs au monde ont été aussi intraitables sur leur indépendance que Moberg, au point de refuser médailles et prix après avoir été déclaré « ennemi du Reich », aussi courageux, au point de se lancer dans la lutte contre la « pourriture judiciaire » (*rättsröta*) alors qu'il était engagé dans

9 Terme intraduisible désignant un groupe d'ouvriers agricoles qui, à l'époque, étaient maintenus dans un état de servage, touchant leur salaire essentiellement en nature.

son *magnum opus*, et contraindre un ministre, un juge et un commissaire de police à démissionner ; et aussi soucieux à la fois d'indépendance de pensée et de respect des engagements, comme en témoignent ses rapports avec le parti social-démocrate dont il se déclarait partisan convaincu tout en l'accablant de critiques mordantes<sup>10</sup>. Si *La Saga des émigrants* réussit ce prodige d'être à la fois un récit passionnant qui a été couronné « roman du XX<sup>e</sup> siècle » par les lecteurs suédois et a fini par trouver des lecteurs enthousiastes même en France, c'est que c'est un traité de morale à la fois individuelle et collective (citoyenne, si l'on veut) de portée universelle.

S'il est un livre qui peut lui faire concurrence, mais qui est passé encore bien plus inaperçu, même en Suède, c'est *La Chaîne d'or* (*Guldkedjan*, 1940 ; trad. Plein Chant, 1991) de Josef Kjellgren. Voilà qui est pour le moins surprenant, s'agissant d'un bref roman à base d'onirisme (puisque les personnages sont saisis essentiellement à travers des rêves souvent en forme de délire). C'est pourtant l'un des plus beaux ouvrages de morale sociale qui soit – et l'illustration aveuglante de clarté et de profondeur des principes fondamentaux d'une démocratie digne de ce nom. La base en est une « opération survie » à bord du canot de sauvetage de *L'Émeraude*, trop petit pour contenir tous les survivants. Dans ces conditions, il faut prendre des décisions à la fois difficiles en elles-mêmes (séjourner dans l'eau glaciale) et délicates à prendre. Une démocratie égalitariste (et courte vue) trancherait vite : chacun doit y participer à parts égales et donc pendant le même temps. Mais ce n'est pas ainsi que le débat est tranché, dans le livre. Si les « passagers » (les époux Plivier et leur bébé) sont dispensés de contribuer ainsi au salut commun, c'est que les y obliger serait les condamner à une mort certaine, contraire au but recherché. Il en va de même du lieutenant blessé qui, pourtant, revendique d'y participer. Mais cela lui vaut d'être rabroué par Storsvängen qui l'accuse de vouloir se comporter « en héros à la Carnegie » et ajoute cette phrase typique de Kjellgren : « Tu seras plus utile à bord que partout ailleurs. »<sup>11</sup> Autrement dit : l'égalité des chances (de survie) passe par la diversité, voire *l'inégalité*, des contributions, en fonction des possibilités de chacun. N'avons-nous pas là l'exemple même de la démocratie parvenue à une parfaite maturité et opposée à sa caricature : la démagogie ? C'est tellement vrai que, dans le livre, certains trouvent l'occasion du salut intérieur (c'est le cas du lieutenant du navire, qui apprend ainsi à sortir de son égotisme naturel en se dévouant à d'autres que lui), voire d'une rédemption. Ainsi « l'odieux » commis, Konke Sandrén, qui, en acceptant de penser à d'autres que lui peut enfin ressentir cette fraternité humaine si chère à l'auteur et dont il s'était exclu si longtemps pour des raisons que ce second tome de l'histoire de *L'Émeraude* nous permet de comprendre. Mais il y a encore

10 Voir ses piquantes déclarations dans « Min syn på socialdemokratin », *Vintergatan*, 1959, p. 6 sq.

11 Josef Kjellgren, *Samlade skrifter*, VII, Stockholm, Natur & Kultur, 1951, p. 31.

mieux : une telle conception de la démocratie rend caduques, en les annihilant l'une par l'autre, les notions de droit et de devoir. Ceci apparaît clairement dans le livre lorsque, malgré sa blessure, le lieutenant demande à prendre lui aussi son tour dans l'eau glaciale, invoquant d'abord son *devoir*, puis rectifiant : « J'exige le droit d'effectuer à bord le service qui est nécessaire pour la sécurité de tous. »<sup>12</sup> Dans cette société d'êtres libres et égaux qu'est le canot, le devoir devient un droit et tous deux s'annihilent l'un par l'autre. On a pu parler, à propos de Kjellgren, de « romantisme social », ce qui n'est pas faux. Mais un tel romantisme n'est-il pas mâtiné d'un réalisme dont bien de nos politiciens et maîtres devraient penser à s'inspirer ?

Je n'ai guère le temps d'évoquer la parité – terme auquel je préfère de beaucoup celui d'égalité sexuelle. Elle n'est pas absente du roman prolétarien suédois, loin de là. L'une de ses fondatrices n'est-elle pas la couturière Maria Sandel et l'un de ses grands noms, Moa Martinson ? Pourtant, l'honnêteté oblige à dire que le plaidoyer féministe contre le « double esclavage » ne se déploiera véritablement que dans les années 1970, grâce à une vague *exclusivement* féminine de talents surgis du monde du travail : Maja Ekelöf, Marit Paulsen, Mary Andersson, Herta Wirén, Helga Bergvall, Anni Blomqvist, Linnea Fjällstedt, Solveig Emtö, Elsie Johansson... et par la suite quelqu'un comme Aino Trosell. Il y aurait là un sujet d'étude à lui seul. Il me faut me contenter de dire que sous la plume de Moa, par exemple, le féminisme n'est pas un combat à part. En bonne marxiste – même de façon plus instinctive que théorique – elle raisonne en termes de classe et non de sexe. Ce qu'elle illustre, de belle façon, c'est le sort de la femme du peuple, en mettant l'accent sur le second de ces mots. Elle dénonce certes des tares assez typiquement masculines telles que violence, alcoolisme, jalousie... À ce compte, bien des hommes sont aussi, si ce n'est plus, féministes que leurs collègues femmes. Et Moa ne se prive pas de contraster ce sort avec celui de la femme *entretenu*<sup>13</sup> – solution individualiste qui s'affranchit de la notion de classe, justement. Significative est cette remarque que l'on trouve sous sa plume dans *Jag möter en diktare*<sup>14</sup>. À propos d'une suffragette anglaise ayant déversé un sac de farine sur la tête d'un lord anglais, elle ajoute qu'elle a surtout pensé, alors, à la farine gâchée. Et elle laisse parfois entendre que ce féminisme-là est un phénomène à ses yeux assez bourgeois. Moa a toujours voulu défendre la veuve et l'orphelin (et aurait aimé être avocate pour cela), mais c'est avant tout en tant qu'êtres humains opprimés et malheureux. Le féminisme est un luxe envisageable quand l'ensemble de l'humanité pourra vivre dans la pleine dignité. À l'époque où elle écrit ses grands livres autobiographiques (les années 1930), et plus encore à celle qu'elle y met en scène (début du XX<sup>e</sup> siècle), ce n'était pas encore le cas.

12 *Ibid.*, p. 85.

13 Par exemple Ada, dans *Kungens rosor* (1939).

14 Moa Martinson, *Jag möter en diktare*, Stockholm, Tiden, 1950, p. 168.

On m'objectera sans doute qu'il s'agit là d'œuvres du XX<sup>e</sup> siècle – et donc d'antiquités. Il me semble pourtant qu'elles sont toujours d'actualité, car elles portent sur des principes qui pourraient régir toutes les formes de vie en commun. Pendant un certain temps, au milieu du siècle dernier, la Suède s'en est inspirée : qu'on pense aux mesures très concrètes initiées par Lo-Johansson, à la rude intervention de Moberg dans la justice de son pays, mais aussi et surtout à l'importance du mouvement coopératif en tant que correctif socioéconomique au capitalisme toujours triomphant. Depuis quelques années, ce pays s'est engagé sur une voie différente, avec retour en force de l'individualisme, pour ne pas dire de l'égoïsme. Or, ces œuvres sont toujours là, il suffirait de les lire et de s'en inspirer, car elles ont été écrites dans un esprit dépourvu de sectarisme qui dépasse le temps et le lieu qui les a vu naître, dans le simple souci de permettre aux êtres humains de vivre en meilleure intelligence et donc mieux.

---

# Valeurs démocratiques et littérature. Le roman policier suédois : une nouvelle *littérature de mobilisation* ?

---

Sylvain Briens\*

## RÉSUMÉ

*Héritiers de la tradition d'engagement née avec la percée moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les écrivains suédois des années 1930 décident de façon collective de mobiliser par leur production romanesque l'opinion publique contre la montée des extrémismes politiques en Europe. Ce mouvement (1933-1946) est appelé littérature de mobilisation. Le roman policier suédois contemporain partage avec ce mouvement la volonté de dénoncer les dangers de certaines évolutions de la société et se donne pour objectif de prévenir les lecteurs de ce qui les menace collectivement. Il peut, en ce sens, être qualifié de seconde vague de littérature de mobilisation. Les romans de Sjöwall et Wahlöö, de Henning Mankell et de Stieg Larsson dénoncent tour à tour la déroute politique du parti social-démocrate suédois, le racisme, la violence sexuelle et la montée de l'extrême droite. Face à la crise de confiance démocratique en Suède, il s'avère impératif pour ces écrivains de susciter une mobilisation citoyenne au-delà des clivages politiques. L'objectif de cet article est d'évaluer les modalités de l'engagement des écrivains suédois à travers le roman policier contemporain.*

## ABSTRACT

*As inheritors of the tradition of political engagement which began with the Modern Breakthrough at the end of the 19<sup>th</sup> century, the Swedish writers of the 1930s used their texts collectively to influence public opinion against the rise of political extremism in Europe. This movement (1933-1946) is known as mobilisation literature. Contemporary Swedish crime fiction shares this movement's desire to raise awareness of dangerous evolutions in society, and aims to warn readers against these common threats. In this sense, it can be described as a second wave of mobilisation literature. The novels of Sjöwall and Wahlöö, Henning Mankell and Stieg Larsson condemn the political failures of the Swedish Social Democratic Party, as well as racism, sexual violence and the rise of the far right. Confronted with the crisis of confidence in Swedish democracy, these writers feel compelled to promote political engagement beyond party divisions.*

\*Sylvain Briens est professeur de littérature et histoire culturelle scandinave à l'université de Paris-Sorbonne.

Pourquoi un écrivain se tourne-t-il vers le genre romanesque pour exprimer une critique sociale ou politique ? Le recours à la fiction pose a priori des questions sur la nature de l'engagement du romancier : il s'agit, dans un premier temps du moins, de mettre en scène des événements imaginés dans un monde imaginaire. Pourtant, comme l'a exprimé avec beaucoup d'élégance Harold Pinter dans son discours prononcé lors de la réception du prix Nobel, la puissance romanesque peut conférer au texte une valeur de dénonciation d'autant plus forte qu'elle impose une prise de distance par rapport aux faits réels<sup>1</sup>. La fiction permet la mise en scène d'événements fonctionnant en miroir de la société (l'utopie en étant une illustration univoque) et interpelle le lecteur avec d'autant plus d'intensité que ce dernier se trouve, en compagnie de l'auteur, dans la position de l'observateur extérieur et critique. Il faut sans doute se tourner vers le roman policier pour trouver dans le champ littéraire suédois contemporain l'illustration la plus claire et engagée de cette fonction dénonciatrice de la fiction. Ce genre littéraire, qui fait connaître à la littérature suédoise une percée sur la scène internationale depuis plus d'une décennie, peut être certes lu comme une littérature de divertissement. Mais il interpelle également le lecteur par la puissance de la critique de la société dans laquelle les crimes sont commis et les enquêtes conduites.

La littérature policière est apparue en Scandinavie dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (il s'agissait alors plutôt de littérature à énigme mettant en scène des détectives) et s'impose depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle comme le principal moteur de la production éditoriale dans le nord de l'Europe. Henning Mankell et Stieg Larsson en sont sans doute les représentants les plus célèbres et les plus lus. Il est frappant pour un historien de la littérature nordique de voir comment les romans policiers suédois, et tout particulièrement ceux de ces deux écrivains, s'ancrent dans une tradition littéraire que nous proposons de mettre en lumière dans cet article. Au-delà du débat sur les qualités littéraires du genre, notre propos est de montrer que le polar suédois est une nouvelle forme d'engagement de l'écrivain qui s'insère dans une histoire littéraire ayant commencé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec le mouvement de « la percée moderne » et a culminé dans les années 1930 et 1940 avec *la littérature de mobilisation*, histoire pendant laquelle la question des valeurs démocratiques s'est affichée comme un point d'articulation central dans la production littéraire.

## LA LITTÉRATURE ENGAGÉE DE LA PERCÉE MODERNE

À la fin des années 1870 et au début des années 1880, un mouvement de rupture apparaît dans la littérature nordique. Il cherche à prendre la place du romantisme et à s'imposer à travers une écriture réaliste dont l'objectif premier est la description de la société contemporaine. L'écrivain danois Georg Brandes

---

1 Ce discours est consultable sur le site [http://www.nobelprize.org/nobel\\_prizes/literature/laureates/2005/pinter-lecture.html](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/literature/laureates/2005/pinter-lecture.html)

observe un phénomène parallèle dans les littératures norvégienne, suédoise et danoise et appelle ce mouvement nordique « la percée moderne » (*Det moderne gennembrud*). Les écrivains se donnent pour mission d'être en phase avec la société dans laquelle ils vivent et d'en dénoncer les injustices sociales. Georg Brandes réfléchit, dans ses conférences sur la littérature à Copenhague en 1871, sur la place de la littérature dans la société et déclare qu'un livre est un acte<sup>2</sup>.

La place de l'écrivain n'est plus au milieu d'une nature idyllique, mais au cœur de la cité, à une époque où l'industrialisation et l'urbanisation modifient radicalement les conditions de vie des citoyens. La professionnalisation du métier d'écrivain avec le développement du journalisme est un vecteur essentiel de cet engagement. L'écrivain-journaliste observe la société, la critique et se risque à faire des propositions. En un mot, il s'invite à la tribune politique. Commence alors la longue tradition de littérature de reportage qui se développe dans la littérature suédoise dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (dont l'exemple le plus célèbre est le reportage d'August Strindberg dans les campagnes françaises, *Bland franska bönder, Parmi les paysans français*) et qui trouve toujours sa place dans la littérature actuelle.

Ainsi un grand nombre d'écrivains (dont les plus connus aujourd'hui sont August Strindberg et Henrik Ibsen) s'engagent dans les grands débats politiques animant les sociétés nordiques de leur époque : nationalisme, féminisme, syndicalisme et mouvements ouvriers, etc. L'engagement dans le débat sur de la place de la femme dans la société, à une époque où les mouvements féministes apparaissent en Scandinavie, est paradigmatique de la posture d'écrivain indigné discutant dans ses romans de l'hypocrisie de la morale religieuse, de l'inégalité juridique entre homme et femme, ou encore de la nécessité de la mise en place du suffrage universel.

## LA LITTÉRATURE DE MOBILISATION

En 1930, l'exposition fonctionnaliste de Stockholm marque l'ouverture de la vie artistique suédoise au modernisme. Dans la littérature, l'impulsion est donnée par un groupe de jeunes écrivains dont le profil est radicalement différent de leurs collègues modernistes européens : ce sont des écrivains prolétariens sans formation académique et qui montrent une forte sensibilité syndicaliste. L'expérimentation formelle qu'ils proposent touche principalement la poésie et se rapproche de celle de l'avant-garde historique européenne. Il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que le modernisme s'impose dans la prose. Mais entre 1933 et 1945, les modernistes adoptent une pause générale dans leur expérimentation esthétique. Pendant cette période culmine la tradition d'engagement des écrivains suédois par le biais d'un mouvement appelé *Beredskapslitteratur*, ce qui signifie

---

2 Voir Georg Brandes, *Hovedstrømninger i det 19. Aarhundredes Literatur*, Copenhague, Gyldendal, 1872-1878.



littéralement « littérature de préparation au combat ou à l'urgence », et que nous proposons de traduire par *littérature de mobilisation*.

Que s'est-il passé entre 1933 et 1946 ? Hitler a pris le pouvoir en Allemagne, la guerre civile en Espagne a laissé place à la dictature de Franco, la Seconde Guerre mondiale a éclaté. Même si la Suède reste épargnée militairement et préserve sa neutralité, les écrivains suédois se sentent concernés par le conflit et ses enjeux démocratiques. L'heure n'est plus aux débats esthétiques et aux expérimentations formelles. Les écrivains suédois décident de s'unir dans un combat contre le nazisme et le fascisme, et de façon plus générale contre tout ce qui menace la liberté. Il s'agit pour les écrivains de répondre à la montée des extrémismes en Europe en mobilisant leur production littéraire au service de la défense des valeurs démocratiques et droits fondamentaux. Ils décident alors de mettre de côté les expérimentations esthétiques des avant-gardes qui avaient nourri auparavant leur écriture et de simplifier leur style afin de rendre accessibles leurs œuvres à un large public. Le but est de sensibiliser et de mobiliser le maximum de monde, d'où le nom du mouvement, *littérature de mobilisation*.

Ce n'est ni une littérature de combat, ni une littérature de résistance, car, contrairement au Danemark, à la Finlande et à la Norvège, la Suède reste neutre et son territoire n'est pas militairement menacé. Ceci n'empêche toutefois pas la participation de l'ensemble des écrivains suédois à ce mouvement. Il est remarquable qu'en Suède, contrairement à la Norvège avec, par exemple, Knut Hamsun, aucune grande plume ne prenne la défense du nazisme. Tous les grands écrivains de cette génération sans exception notable suivent ce mouvement de façon collective. Il s'agit de la formation d'un véritable front littéraire.

Les écrivains adoptent une stratégie commune : afin de toucher un lectorat le plus large possible, et donc de véritablement mobiliser le peuple au niveau national, ils décident d'écrire dans une langue simple et selon des formes esthétiquement peu élaborées. Ils cherchent à écrire des romans accessibles à un public populaire et destinés à devenir des best-sellers. Ainsi *Rid i natt ! (À cheval ce soir !)* de Vilhelm Moberg sera en 1941, l'année de sa parution, le livre le plus vendu en Suède<sup>3</sup>. Cet effort est exceptionnel pour des écrivains qui, comme nous l'avons vu, viennent d'introduire dans la poésie l'avant-garde expérimentale et dont les talents littéraires seront plus tard reconnus par les plus prestigieuses instances de consécration. Trois d'entre eux seront en effet lauréats du prix Nobel de littérature, Pär Lagerkvist, Harry Martinson et Eyvind Johnson. C'est donc un véritable élan patriotique et démocratique qui pousse les écrivains à retrouver une

3 Bengt Landgren, *Hjalmar Gullberg och beredskapslitteraturen : studier i svensk dikt och politisk debatt 1933-1942*, Stockholm, Uppsala universitet, 1975. Il y a des exceptions de livres engagés dans la même ligne dénonciatrice, mais qui n'adoptent pas un style plus accessible. L'exemple le plus notable est la trilogie Krilon d'Eyvind Johnson.

langue d'expression simple et traditionnelle et, pour quelques années, à faire de leur engagement idéologique la priorité absolue de leur travail artistique.

Une autre particularité est le recours à différents types de publication et de média : rédaction d'articles dans la presse, participation à des programmes radiophoniques, publication de brochures et anthologies. Cinq grandes anthologies voient ainsi le jour : *Mänskligbet* (*Humanité*) en deux volumes, en 1934, contre le nazisme, *Till Madrid. Från svenska författare* (*Pour Madrid. De la part des écrivains suédois*) en 1937 contre le franquisme, *Uppbåd för dessa* (*Posse comitatus*) en 1939 comme soutien à la Finlande, *Nordens stämman* (*Voix du Nord*) en 1940 suivi de *Sveriges stämman* (*Voix de Suède*) en 1942 comme soutien au Danemark et à la Norvège<sup>4</sup>.

Les premiers mots de l'introduction de *Till Madrid. Från svenska författare* résument les modalités de l'engagement des écrivains :

Les écrivains et artistes qui se sont réunis pour une déclaration commune de solidarité avec la république espagnole dans son combat pour la liberté et la culture du peuple sont de diverses sensibilités politiques et présentent ici des opinions différentes. Chacun exprime à sa façon sa sympathie et son admiration pour l'héroïque démocratie espagnole. Quand ce livre paraît, au début du mois de novembre 1937, cela fait un an que les fascistes ont commencé à assiéger Madrid.<sup>5</sup>

Trois fronts sont donc ouverts : contre le nazisme, contre le franquisme et contre les occupations des pays nordiques voisins (Finlande, Danemark et Norvège). Pär Lagerkvist comprend très tôt le danger qu'Hitler et le nazisme représentent pour les valeurs démocratiques en Europe et publie en 1934 un pamphlet antinazi *Den knutna näven* (*Le Poing fermé*) après avoir critiqué un an plus tôt, de façon allégorique, le nazisme dans le roman *Bödeln* (*Le Bourreau*). Avec *I den tiden* (*En ce temps-là*) en 1935, *Mannen utan själ* (*L'Homme sans âme*) en 1936 et *Seger i*

4 *Mänskligbet*, Albin Amelin (éd.), n° 1 et n° 2, Stockholm, Clartés förlag, 1934 ; *Till Madrid, från svenska författare*, Eyvind Johnson, Henry Peter Matthis (éd.), Stockholm, Gumnessons boktryckeri, 1937 ; *Uppbåd för dessa*, Harry Martinson (éd.), Stockholm, Författarens förlag, 1939 ; *Nordens stämman : Svensk tidsdikt utgiven av samfundet Nordens frihet*, Stockholm, Bonniers, 1942 ; *Sveriges stämman : Svensk tidsdikt utgiven av samfundet Nordens frihet*, Stockholm, Bonniers, 1942. On retrouve dans les listes des contributeurs de ces anthologies les grands noms de l'histoire de la littérature suédoise du XX<sup>e</sup> siècle : Pär Lagerkvist, Eyvind Johnson, Artur Lundkvist, Moa Martinson, Erik Asklund, Erik Blomberg, Josef Kjellgren, Ivar Lo-Johansson, Harry Martinson, Vilhelm Moberg, Johannes Edfeldt, Anders Österlind, Sten Selander, Bertil Malmberg, Karin Boye, Bo Bergman ou encore Gustav Sandgren.

5 « De författare och konstnärer som här har förenat sig till en gemensam solidaritetsförklaring för den spanska republiken i dess kamp för folkets frihet och kultur, tillhör skilda läger och företräder olika åskådningar. Var och en på sitt sätt ger de uttryck åt sin sympati och beundran för den hjältemodiga spanska demokratin. Då denna skrift utkommer, de första dagarna i november 1937, har ett år gått sedan fascisterna började belägna Madrid. » *Till Madrid från svenska författare*, Stockholm, Gumnessons boktryckeri, 1937.

*mörker* (*Victoire dans les ténèbres*) en 1939, et, à la fin de la guerre, *Dvärgen* (*Le Nain*), Lagerkvist continue à consacrer tous ses efforts pour dénoncer le fascisme et le nazisme comme symboles du mal.

Eyvind Johnson écrit sa trilogie *Krilon* entre 1941 et 1943 pour dénoncer le nazisme, le fascisme et la politique de neutralité de la Suède. Krilon, un agent immobilier, est le symbole des valeurs démocratiques occidentales et représente Churchill alors que les deux hommes d'affaires Staph et Jekau symbolisent respectivement l'Allemagne et la Russie. La troisième partie de *Verklighet till döds* de Harry Martinson prend la forme d'un reportage fictionnel sur la guerre d'Hiver finlandaise. Le témoignage de Holger Tideman nous laisse découvrir le destin de plusieurs écrivains engagés dans le bataillon des volontaires suédois qui firent de la Finlande leur propre cause et partirent sur le front de Salla afin de défendre la petite nation face à l'agression hégémonique de l'Union soviétique. Dans *Rid i natt !*, à travers la description de la rébellion d'un paysan allemand au XVII<sup>e</sup> siècle, Vilhelm Moberg critique quant à lui l'occupation de la Norvège par les nazis et la position de neutralité suédoise comme soumission face au nazisme. Dans *Kallockain*, publié en 1940, Karin Boye utilise la mise en scène d'une société dystopique pour sensibiliser sur les dangers pour les libertés individuelles de l'utilisation des médias par les régimes fascistes.

Remarquons que cet engagement trouve sa force dans le profil particulier de la jeune génération moderniste suédoise. Harry Martinson, Eyvind Johnson ou encore Artur Lundkvist (qui participe aux anthologies) sont des écrivains prolétariens. Ils sont issus du peuple, se sentent proches de lui et le représentent naturellement. Il n'est donc pas surprenant de les voir incarner le rôle d'écrivain populaire lors de la période 1933-1946. De plus, leur sensibilité politique s'est formée au contact du syndicalisme (ils ont fait leurs premières armes dans les revues liées aux syndicats). Néanmoins les écrivains de la mobilisation ne sont pas tous de gauche. D'autres auteurs sont à droite et proches du parti bourgeois, comme Sten Selander. Les prises de position politiques sont donc variées, notamment par rapport à la question espagnole et à la question finlandaise. Sten Selander<sup>6</sup>, intellectuel de droite, sera par exemple plus engagé en faveur de la cause finlandaise (comme il l'illustre dans *Finsk front*) qu'en faveur de la cause espagnole. Mais la défense des valeurs démocratiques et des libertés individuelles réunit tous les écrivains.

Un autre exemple de prise de position intéressante est l'attitude des écrivains suédois par rapport aux Jeux olympiques de 1936 à Berlin. Alors même que les

6 Pour une étude sur Sten Selander et plus généralement sur *la littérature de mobilisation*, voir Martin Kylhammar, *Den okände Sten Selander : en borgerlig intellektuell*, Stockholm, Akademeja, 1990. Un chapitre du livre est disponible en français dans Martin Kylhammar, *Le Moderniste intemporel : Essais sur la dimension culturelle du modèle suédois*, Paris, L'Harmattan, 2009 (version française élaborée par Jean-François Battail et Marianne Battail).

modernistes avaient montré au tout début des années 1930 des affinités avec le primitivisme littéraire (notamment Martinson et Lundkvist), ils critiquent désormais le culte du corps développé par le primitivisme fasciste. Nous voilà face à un paradoxe de l'historiographie : alors que l'idéologie nazie cherche un fondement culturel dans la culture nordique ancienne, c'est de la Scandinavie que vient la réfutation la plus forte de cette revendication. Sten Selander, qui se rend à Berlin comme correspondant lors des Jeux olympiques, et Johannes Vilhelm Jensen, le grand écrivain danois ayant largement écrit sur les mythes nordiques, rappellent que la tradition et l'histoire sont les meilleurs garants contre le primitivisme fasciste et que l'héritage revendiqué par les idéologues nazis est une falsification de l'histoire<sup>7</sup>.

Les modalités de l'engagement de cette *littérature de mobilisation*, héritière de la littérature de débat et d'indignation née dans les années 1880, sont tout à fait exceptionnelles dans l'histoire de la littérature européenne, tant par leur caractère collectif (le champ littéraire national dans son ensemble participe d'une même voix à cet effort) que par leurs choix esthétiques (des écrivains choisissant délibérément de sacrifier leur ambition littéraire en simplifiant leur style pour toucher le lectorat le plus large possible). La littérature policière suédoise contemporaine trouve-t-elle une origine dans ce mouvement ? Dans quelle mesure son engagement peut-il être comparé à celui de la littérature de mobilisation ?

## LE ROMAN POLICIER COMME LITTÉRATURE DE MOBILISATION

Le roman policier suédois contemporain partage avec la *littérature de mobilisation* des années 1930 et 1940 la volonté de dénoncer les dangers de certaines évolutions de la société et se donne pour objectif de prévenir les lecteurs de ce qui les menace collectivement. Les dysfonctionnements de la justice, les travers de la social-démocratie, les tensions autour de l'immigration, le démantèlement des services de soins psychiatriques, les inégalités entre les sexes et les inégalités sociales, la xénophobie ou encore la montée de l'extrême droite, voire même le terrorisme sont autant de thèmes récurrents dans le polar suédois. Les dix romans de Sjöwall et Wahlöö, qui constituent l'origine du polar suédois contemporain, prennent déjà entre 1965 et 1975 une position critique sur la plupart des thèmes énoncés et, selon nous, posent en quelque sorte un programme que les auteurs contemporains ont suivi<sup>8</sup>. Un sous-titre général réunit ces dix livres : « Roman om ett brott » (Roman d'un crime). De quel crime s'agit-il ? De celui commis

7 Pour Selander, voir Martin Kylhammar, *Den okände Sten Selander : en borgerlig intellektuell*, Stockholm, Akademeja, 1990, p. 159-174.

8 L'héritage de Sjöwall et Wahlöö est revendiqué par Henning Mankell ou encore Anne Holt. Voir la préface de *Roseanna* rédigée par Mankell (Maj Sjöwall et Per Wahlöö, *Roseanna*, Paris, Payot & Rivages, 2008).

par les gouvernements sociaux-démocrates ayant trahi leurs idéaux au profit du capitalisme sans scrupule et de leurs intérêts personnels. Le résultat, à la lecture de ces romans, est une société dans laquelle l'égalitarisme et la justice sociale ne sont qu'une façade politique et la corruption a mis à mal le système judiciaire et policier. Les valeurs fondamentales de la société de bien-être (et du *folkhem*) s'en trouvent quotidiennement bafouées.

Avec Henning Mankell et les écrivains de sa génération, la critique prend une autre dimension et s'attaque directement au non-respect des valeurs démocratiques. Il peut s'agir du passé trouble de la Suède pendant la Seconde Guerre mondiale (*Danslärarens återkomst*, *Le Retour du professeur de danse* et *Den orolige mannen*, *L'Homme inquiet*), de crimes racistes (*Den vita lejoninnan*, *La Lionne blanche*), de violence sexiste (*Vilospår*, *Le Guerrier solitaire*) ou de l'exploitation des travailleurs sans respect de leurs droits fondamentaux par les entrepreneurs chinois en Afrique et des travailleurs chinois aux États-Unis (*Kinesen*, *Le Chinois*).

Remarquons que dans le cas de Mankell comme dans un certain nombre d'autres, le polar n'est qu'une partie de la production de l'écrivain et non une spécialité exclusive. Pourquoi des écrivains connaissant également un certain succès avec leurs romans ou leurs pièces de théâtre choisissent-ils d'écrire des romans policiers ? Nous avons posé la question à Kjell Eriksson lors d'une conférence à la Sorbonne le 8 novembre 2010. Il exposa deux motivations principales : le polar donne une position idéale pour critiquer certains dysfonctionnements de la société et il permet de toucher un public populaire. On retrouve ici la même posture que celle des écrivains des années 1930 et 1940 : la volonté de dénoncer pour sensibiliser et le souci d'une écriture accessible à un large lectorat. Le succès du roman policier en général montre bien la dimension populaire du genre. Et peut-être que l'une des clés du succès international du polar suédois réside dans sa forte critique sociale.

Arrêtons-nous sur l'œuvre la plus connue du genre et qui est devenue un best-seller mondial, la trilogie *Millenium* de Stieg Larsson. Elle constitue, selon nous, un paradigme du roman policier suédois contemporain dans sa dimension critique et dénonciatrice.

Stieg Larsson était un journaliste ayant montré un très fort engagement dans la dénonciation du non-respect des valeurs démocratiques dans la société de bien-être suédoise contemporaine. Il avait mené pendant près de trente ans des recherches sur l'extrême droite et avait travaillé comme correspondant en Suède pour *Searchlight*, un important journal anglais engagé dans la lutte contre le racisme. En 1995, il participa à la fondation de la revue *Expo* dont la ligne éditoriale s'était fixé pour objectif principal l'observation du fascisme et du néonazisme en Suède et la dénonciation de leurs activités. Il fut notamment rédacteur en chef de la revue. Il est important de noter ici qu'il dénonça la montée de ces extrémismes politiques de façon précoce par rapport aux autres journalistes

suédois. Il publia plusieurs livres sur ce sujet, notamment *Extremhögern* (*L'Extrême droite*) et *Sverigedemokraterna – den nationella rörelsen* (*Les Démocrates de Suède – le mouvement national*).

L'entrée du parti d'extrême droite Sverigedemokraterna au parlement lors des élections de septembre 2010 a été vécue comme un choc dans l'opinion publique suédoise. *Expo* avait essayé en vain depuis longtemps de sensibiliser les citoyens. En tant que rédacteur en chef, Stieg Larsson avait signé un grand nombre d'articles et de chroniques afin de cerner les enjeux principaux de la rhétorique d'un populisme issu des groupuscules néonazis. Ses articles touchaient à des dimensions diverses de ce discours : ils analysaient par exemple la propagande raciste et son exploitation des faits divers et de la question de l'insécurité, ou encore les liens entre éducation et tolérance. La revue, dont le travail dérangeait certains groupes, fut l'objet d'attaques virulentes et de menaces sérieuses.

Quelles sont les résonances de cet engagement journalistique dans la trilogie *Millenium* ? L'un des deux personnages principaux, Mikael Blomkvist, est un journaliste d'investigation. Il est rédacteur en chef d'une revue, *Millenium*, qui cherche à dénoncer les scandales économiques et financiers touchant la politique suédoise. Une scène située au début du premier volume de la trilogie est révélatrice des activités de Blomkvist<sup>9</sup> : il est assis dans un bateau dans l'archipel de Stockholm et discute avec un ancien ami des scandales financiers. Sont mentionnés les excès de la finance suédoise : parachutes dorés, acquisition d'appartements luxueux sur Strandvägen (rue très recherchée du centre de Stockholm avec vue sur mer), spéculation boursière, etc. Un lecteur suédois reconnaît ici les affaires qui ont secoué la politique suédoise des années 1990 et 2000. La conversation se concentre alors sur un scandale impliquant les activités d'un organisme public, financé principalement par l'État et piloté par les grands noms de l'industrie suédoise, dont la mission était de subventionner les investissements d'industriels suédois dans les pays baltes. Derrière la façade d'un engagement en faveur du développement économique des pays baltes et de l'assainissement de leurs finances, se cache en fait un large système de corruption économique.

Le roman s'ouvre donc sur une dénonciation de la corruption et des déficits de transparence dans le fonctionnement de l'économie suédoise. Larsson s'attaque à l'image de l'entrepreneur, habituellement considéré comme le héros national de la société suédoise depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Au nom du développement économique et social permis par l'industrialisation, la rhétorique sociale-démocrate a placé l'ingénieur et l'homme d'affaires au centre d'un discours prônant le développement industriel comme condition de la construction d'une société de bien-être. Alfred Nobel ou Lars Magnus Ericsson sont des figures paradigmatiques de ce mythe de l'entrepreneur suédois conquérant le monde et apportant à la

9 Stieg Larsson, *Les hommes qui n'aimaient pas les femmes*, Arles, Actes Sud, 2007, p. 25-35.

Suède une richesse que l'État providence pouvait redistribuer à tous les citoyens. Cette rhétorique a contribué à une certaine impunité des hommes d'affaires. Par la voix de Blomkvist, Larsson reproche aux journalistes leur réticence à s'attaquer aux scandales du monde de l'industrie. Le journalisme économique ne semble jamais critique à l'égard des dysfonctionnements de l'économie suédoise, mais au contraire toujours encenseur. Selon Larsson, il peut être considéré comme une forme de propagande. L'argument selon lequel le modèle de société de bien-être social-démocrate repose sur une économie dynamique créatrice de richesses donne une caution morale aux activités industrielles. Larsson le souligne lorsqu'il mentionne dans la conversation sur le bateau que la centrale syndicale ouvrière Landsorganisationen est invitée à participer au projet de subvention afin de donner l'impression à l'opinion publique que l'objectif est d'exporter le modèle suédois dans les pays baltes.

Un autre aspect de la critique du monde des affaires est son corporatisme et son endogamie. La composition des conseils d'administration des grandes entreprises suédoises est centrée autour de quelques familles, ce qui pose la question du népotisme. Le fonctionnement de l'entreprise d'investissement Investor aux mains de la famille Wallenberg ayant eu des parts dans l'opérateur de télécommunication HI3G (devenu 3) et le fournisseur d'équipement téléphonique Ericsson au début des années 2000 est un autre exemple de ce que critique Larsson.

Mais la question de la corruption économique est assez vite effacée par la dénonciation d'une violence politique et sociale à travers l'histoire de l'autre personnage principal, Lisbeth Salander. Cette dernière souffre en effet depuis son enfance d'abus graves et répétés perpétrés par des représentants des autorités suédoises. Elle est internée en hôpital psychiatrique, puis placée sous tutelle de façon abusive. Les rapports psychiatriques du professeur Peter Teleborian sont motivés par des raisons politiques et non médicales. Le fonctionnaire en charge de la tutelle la viole à plusieurs reprises. Si l'on peut voir dans ces abus, commis en toute impunité par les détenteurs du pouvoir, la critique d'une société lissée qui met sous tutelle la différence (comparée par la critique à Pippi Långstrump (Fifi Brindacier), Salander est un personnage atypique et marginal qui transgresse les normes et les conventions de la société dans laquelle elle vit), il s'agit avant tout pour Larsson de montrer comment la violence politique engendre la violence sociale. C'est la volonté politique, prise au plus haut niveau de l'État, de protéger un espion russe passé à l'ouest et installé en Suède (le père de Salander) qui va donner une impunité totale aux acteurs de ces crimes. La violence morale (par la mise sous tutelle), psychologique (par l'enfermement psychiatrique), physique (le viol) sont les conséquences de la perversion du pouvoir politique. La violence sexiste est mise en scène dans le viol, mais également dans l'enquête menée par les journalistes de *Millenium* sur l'exploitation des prostituées baltes par des



responsables politiques et des hauts fonctionnaires. Larsson s'insurge contre les inégalités entre les faibles (les femmes et les personnes illégales) et les forts (les hommes détenant le pouvoir) et les abus qui en résultent. Là encore, la violence politique est à l'origine de la criminalité.

*Millenium* est un roman qui décrit ainsi le non-respect d'un certain nombre de droits fondamentaux et de valeurs démocratiques définies par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si l'article 1 (« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. ») est mis à mal d'une façon générale dans le livre par les groupes néonazis, ce sont les autorités suédoises elles-mêmes qui ne respectent pas les articles 3 (« Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »), 7 (« Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination. »), et 11 (« 1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. 2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis. »). Le groupe secret appelé « la section », formé par les dirigeants des autorités politiques et policières, est coupable du non-respect de ces articles. Son autorité est illégale, car sans légitimité nationale et créée dans la plus grande opacité (la transparence est une valeur essentielle du modèle politique suédois). Mais la section bénéficie du soutien des dirigeants de la police nationale et du service de renseignement national. Sous prétexte de raisons relevant de la protection et de la sécurité nationale, la section se permet toutes sortes d'infractions. La plus grave est peut-être la détention illégale de Lisbeth qui est une violation de l'article 7. L'activité de *Millenium* est également remise en cause par la section, ce qui est contraire à l'article 11.

En ce qui concerne les actes de violence décrits dans la trilogie, voilà ce que Larsson rédige dans un courriel à son éditeur daté du 30 avril 2004 :

Dans le tome un, je construis le tueur en série sur un amalgame de trois cas authentiques. Tout ce qui est décrit dans le livre peut être lu dans des enquêtes de police authentiques. La description du viol de Lisbeth Salander repose sur un cas qui a eu lieu à Östermalm il y a trois ans. Et ainsi de suite.<sup>10</sup>

10 Courriel du 30 avril 2004, *Derniers mails entre Stieg Larsson et son éditrice*, Arles, Actes Sud, 2007, p. 7-8.



Il précise six mois plus tard :

Surtout, les trois forment un tout, une fresque sociale mettant en scène un ensemble de personnages, et fonctionnent comme un récit de plus en plus provocateur – et révoltant – du pourrissement à l'intérieur du système judiciaire suédois.<sup>11</sup>

Ce que Larsson dénonce, à travers l'intrigue de son roman, c'est avant tout la perversion d'un système qui ne respecte pas ses valeurs fondatrices. Au nom de la lutte contre un ennemi national, les autorités suédoises n'hésitent pas, de façon occulte et opaque, à violer les valeurs démocratiques. Même si la mise en scène fictionnelle décrit une société beaucoup plus perverse que la société réelle, cette accusation est relativement en phase avec les critiques émises par certains observateurs des droits de l'homme, ce qui témoigne de la force de l'engagement de *Millenium*. Les recommandations 3, 5, 6, 8 et 10 émises par le haut-commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Álvaro Gil-Robles, dans son rapport sur sa visite en Suède les 21-23 avril 2004 éclairent certains dysfonctionnements mentionnés précédemment :

Recommandation 3 : Créer un organe distinct et indépendant, chargé d'enquêter sur les plaintes concernant le comportement de la police.

Recommandation 5 : Adopter les modifications nécessaires des textes législatifs et des politiques pour faire en sorte que les droits prévus par les articles 3 et 13 de la Convention européenne soient respectés à l'égard des demandeurs d'asile dont on estime qu'ils posent des problèmes de sécurité nationale.

Recommandation 6 : Élargir les compétences des gardiens légaux des enfants étrangers non accompagnés et assurer un contrôle plus strict de la part des institutions dans lesquelles ces enfants sont placés, afin de prévenir les disparitions.

Recommandation 8 : Poursuivre l'action tendant à prévenir la discrimination et le racisme, à lutter contre leurs effets et à promouvoir une plus grande intégration des immigrants et de leurs descendants.

Recommandation 10 : Fournir davantage de secours aux victimes de la traite des êtres humains et renforcer leur protection en leur facilitant l'accès à des permis de résidence ; soutenir davantage les programmes tendant à créer des conditions de sécurité satisfaisantes en cas de retour.<sup>12</sup>

Il s'agit de dénoncer non pas l'idéologie sociale-démocrate et son modèle de société de bien-être, mais la manière selon laquelle le modèle s'est développé

11 Courriel de Lasse Bergström, lecteur pour la maison d'édition Nordstedt, cité par l'éditrice dans un courriel du 28 octobre 2004, *ibid.*, p. 22.

12 Rapport disponible sur la page du Conseil de l'Europe : [[http://www.coe.int/t/commissioner/Activities/countryreports\\_fr.asp](http://www.coe.int/t/commissioner/Activities/countryreports_fr.asp)] (consulté le 15 janvier 2013).

dans la pratique depuis les années 1970. L'hypocrisie et la manipulation d'une certaine politique consistant à bafouer les valeurs fondamentales des citoyens au nom justement de ces valeurs est finalement ce que les écrivains de romans policiers suédois ont le plus cherché à dénoncer, de Sjöwall et Wahlöö à Mankell et Larsson. Le roman d'un crime, pour reprendre le sous-titre des dix romans de Sjöwall et Wahlöö, est celui qui dénonce le crime du parti social-démocrate suédois ayant trahi ses idéaux et par là même le peuple suédois au profit de ses propres intérêts et du capitalisme néolibéral. Face à cette déroute politique créant une crise de confiance démocratique, il est dès lors impératif pour ces écrivains de susciter une mobilisation citoyenne au-delà des clivages politiques.

## CONCLUSION

Nous voilà donc devant une seconde vague de *littérature de mobilisation* dans l'histoire de la littérature suédoise<sup>13</sup>. Et la raison de son succès vient sans doute justement de cette identité : une écriture accessible à tous, qui interpelle le lecteur sur les travers de la société afin de le mobiliser. Le fait que la critique porte sur la Suède considérée comme un modèle d'organisation et un laboratoire politique, économique et social rend la critique encore plus forte et encore plus pertinente. Il ne s'agit pas de dénoncer les méfaits de telle ou telle dictature d'un lointain tiers-monde, mais de mettre en scène la faillite d'une société qui nous a fait rêver, qui nous est proche et dont nous partageons les valeurs et de dénoncer les inégalités qu'elle produit. En ce sens, la critique prend une dimension universelle. Comment, dans « le meilleur des mondes », le pire peut-il se produire ? Comment le responsable politique peut-il gâcher la construction démocratique collective au nom d'intérêts égoïstes ? Comment le mal peut-il réapparaître dans une société ayant, croyait-on, mis en place tous les verrous pour prévenir les exactions et garantir les valeurs démocratiques ? L'entrée du parti d'extrême droite Sverigedemokraterna au parlement suédois en septembre 2010 montre bien la pertinence de ces questions.

La littérature de mobilisation suédoise (celle de la première phase, dans les années 1930 et 1940, comme celle de la seconde phase, avec le roman policier depuis 1965) pose des questions essentielles aujourd'hui dans une Europe secouée

---

13 Lors d'un séminaire en septembre 2012 à la Sorbonne, Martin Kylhammar remarquait à juste titre la différence de cible entre les deux critiques : si dans les années 1930 et 1940, le combat était mené contre les totalitarismes au nom de la démocratie, la critique de la littérature contemporaine vise un État démocratique. Alors que l'action des années 1930 et 1940 avait le mérite d'être univoque, au-delà des choix idéologiques des écrivains démocrates, la situation est plus ambiguë aujourd'hui et risque de produire des conséquences perverses. À force de critiquer le manque démocratique de la social-démocratie suédoise, les écrivains ne vont-ils pas à terme fragiliser le modèle démocratique au profit de solutions populistes ? Ce débat sort du cadre d'histoire de la littérature posé dans cet article, mais il ouvre un débat passionnant sur les enjeux politiques de tout engagement, qu'il soit littéraire, artistique ou philosophique.

par une crise économique, politique et sociale. Quel est le rôle de la littérature par rapport à la remise en cause des valeurs démocratiques ? Peut-elle servir à combattre les inégalités ? Comment peut se traduire l'engagement des écrivains face à la montée des extrémismes politiques (et plus particulièrement de la montée de l'extrême droite comme force politique en Scandinavie) ? Il est intéressant de voir qu'une des réactions des écrivains norvégiens après le massacre d'Utøya a été la publication d'une anthologie de textes, ce qui n'est pas sans rappeler les mécanismes de réaction des écrivains de la littérature de mobilisation des années 1930. Pour donner quel message ? Justement affirmer que la Norvège ne doit pas répondre à la violence par un discours d'exclusion et que les valeurs d'ouverture et de tolérance, autour desquelles la nation norvégienne s'est construite au XX<sup>e</sup> siècle, doivent au contraire être encore et toujours renforcées. On ne peut que souhaiter que les écrivains nordiques restent engagés dans la défense des droits fondamentaux et des valeurs démocratiques, et que leur modèle de *littérature de mobilisation* représente un paradigme sur la scène internationale.

---

# Représentations littéraires de l'égalité en Suède : *Le Pacte boréal* d'Anna Jansson et *Hiver* de Mons Kallentoft

---

Ann-Sofie Persson\*

## RÉSUMÉ

*L'article étudie la manière dont la société suédoise est dépeinte dans deux romans policiers en ce qui concerne l'égalité. Les deux romans – Le Pacte boréal d'Anna Jansson et Hiver de Mons Kallentoft – mettent une femme policière au centre du récit. Le roman de Jansson décrit un monde où règne une vision binaire du genre, où les hommes et les femmes se considèrent comme des contraires. La meurtrière lance un défi à l'image traditionnelle de la femme faible et soumise grâce à la violence de ses actes. Or, ce qui la motive à tuer est son désir ardent de devenir mère, auquel elle trouve que la société s'oppose. Ainsi, elle se range du côté des femmes monstrueuses finalement assez traditionnelles pour qui la maternité joue un rôle primordial. Le roman de Kallentoft consacre peu d'énergie à l'égalité entre les sexes au profit d'une réflexion continue sur l'égalité dans ses rapports avec la classe et l'ethnicité. Cependant, cette dimension du roman de Kallentoft risque d'être perdue par le lecteur de la traduction française du roman, où certaines parties sont omises, effaçant ainsi la voix critique qui met en relief les inégalités de la société suédoise contemporaine.*

## ABSTRACT

*This article studies the way in which the Swedish society is depicted in two detective stories when it comes to equality. The two novels – Stum sitter guden by Anna Jansson and Midvinterblod by Mons Kallentoft – place a female detective at the center of the narrative. Jansson's novel describes a world where a binary vision of gender is in place, where men and women consider one another as opposites. The female killer challenges the traditional image of the woman as feeble and subordinated thanks to the violence of her acts. However, what motivates her to kill is her burning desire to become a mother, to which she feels that society is opposed. Thus, she is a representative of monstrous women finally quite traditional for whom maternity plays a vital role. Kallentoft's novel puts little effort into discussing gender equality, concentrating instead on class and ethnicity. However, this dimension of Kallentoft's novel risks being lost by the reader of the French translation, where certain parts are omitted, wiping out the critical voice highlighting the inequalities of Swedish contemporary society.*

\*Ann-Sofie Persson est maître de conférences au département de culture et communication à l'université de Linköping.

## INTRODUCTION

Depuis des décennies, le genre policier occupe une position centrale dans la production culturelle de la société occidentale, quelle que soit la forme qu'il revêt : littérature, film ou télévision. C'est un genre qui suscite de l'intérêt aussi bien auprès du grand public que dans le monde universitaire<sup>1</sup>. Le fait qu'il puisse ainsi influencer un grand nombre de personnes rend l'étude du roman policier utile et nécessaire<sup>2</sup>. Relevant de la littérature populaire, le roman policier partage la fonction de celle-ci de propager et de confirmer les normes et les valeurs d'une société<sup>3</sup>. Les études sur la sexualité et sur le genre portent une grande attention aux normes et aux valeurs. Se pencher sur le roman policier suédois afin de s'interroger sur la représentation de l'égalité en Suède semble ainsi pertinent. La présente étude, dont l'objectif est d'analyser comment les textes littéraires permettent de percevoir l'état de l'égalité dans la société suédoise, s'inscrit de plain-pied dans un champ déjà établi au sein de la recherche en littérature qui s'occupe d'élucider des sujets comme la misogynie, le sexisme, le racisme, ou l'hétéronormativité<sup>4</sup>. Vu le grand nombre de romans policiers suédois traduits en français, on s'imagine facilement que l'image que le lecteur français se fait des Suédois et de leur pays est influencée par ces textes, ce qui justifie encore le choix de ce genre littéraire. Eu égard à la taille de cet article, deux romans policiers suédois ont été sélectionnés. Le premier, écrit par Anna Jansson (née en 1958) et publié en 2000, s'intitule *Stum sitter guden*, traduit en français par *Le Pacte boréal*<sup>5</sup>. Le second, qui porte le titre *Midvinterblod*, traduit en français sous le titre *Hiver*<sup>6</sup>, date de 2008 et a pour auteur Mons Kallentoft (né en 1968)<sup>7</sup>.

La question centrale à poser serait donc la suivante : est-ce que ces romans représentent une société où règne l'égalité ? Une façon de mesurer cela dans l'univers romanesque pourrait être d'étudier la distribution des rôles. Est-ce que

1 Voir aussi : Tiina Mäntymäki, *Hard and Soft. The Male Detective's Body in Contemporary European Crime Fiction*, Linköping, Studies in Language and Culture 4, 2004 ; *Den skandinaviska krimi. Bestseller og blockbuster*, Gunhild Agger, Anne Marit Waade (dir.), Göteborg, Nordicom, 2010 ; Gill Plain, *Twentieth-Century Crime Fiction. Gender, Sexuality and the Body*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2001 ; Priscilla L. Walton, Manina Jones, *Detective Agency. Women Rewriting the Hard-Boiled Tradition*, Berkeley – Los Angeles – Londres, University of California Press, 1999.

2 Kerstin Bergman, Sara Kärrholm, *Kriminallitteratur. Utveckling, genrer, perspektiv*, Lund, Studentlitteratur, 2011, p. 9.

3 Ulf Boëthius, « Populärlitteratur – finns den ? », in *Brott, kärlek, äventyr. Texter om populärlitteratur*, Dag Hedman (dir.), Lund, Studentlitteratur, 1995, p. 24.

4 Kerstin Bergman, « Deckare och samhällskritik », in *Kriminallitteratur, op. cit.*, p. 168.

5 Traduit par Carine Bruy.

6 Traduit par Max Stadler et Lucile Clauss.

7 Anna Jansson, *Stum sitter guden*, Stockholm, Norstedts, 2000 ; Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, Paris, Éditions du Toucan (Toucan noir), 2010 ; Mons Kallentoft, *Midvinterblod*, Stockholm, Pocketförlaget, 2008 ; Mons Kallentoft, *Hiver*, Paris, Éditions du Rocher/Le Serpent à plumes, 2009.

tous les rôles peuvent être joués par n'importe quel personnage, quel que soit son sexe, sa classe sociale ou ses origines ethniques, par exemple ? Une autre approche serait d'analyser la manière dont les hommes et les femmes sont représentés. À quel point ces images correspondent-elles à des stéréotypes fondés sur le genre ou, au contraire, lancent-elles un défi aux images traditionnelles ? Une troisième manière d'aborder le problème serait de soulever les idées exprimées sur l'égalité par les personnages ou par le narrateur, au sein de la diégèse. Ces trois grilles de lecture seront toutes utilisées ici, sans pour autant constituer la structure centrale de l'étude, organisée autour des personnages, d'un côté la police, de l'autre les meurtriers. Les deux romans en question ont de nombreux points communs. Ils sont les premiers romans d'une série, ils mettent un agent de police femme au centre de l'enquête, les meurtres commis ont des rapports avec la mythologie nordique et se déroulent dans une Suède hivernale<sup>8</sup>. La comparaison servira à montrer que des conditions de base similaires peuvent produire des résultats divergents en ce qui concerne la représentation de l'état de l'égalité dans une société donnée.

## LA POLICE

La première remarque à faire à propos de ces deux romans est qu'ils mettent une femme au centre du travail de la police, pas en tant que chef, mais comme personnage focal principal. C'est à travers les yeux de Maria Wern (chez Jansson) et de Malin Fors (chez Kallentoft) que le lecteur accède à l'essentiel de l'enquête.

### Le Pacte boréal et *Maria Wern*

Dans *Le Pacte boréal* d'Anna Jansson, l'agent de police Maria Wern, mariée, avec deux enfants en bas âge, est décrite comme une belle femme dont la longue tresse blonde constitue l'attribut de séduction le plus prononcé<sup>9</sup>. Un de ses collègues masculins, Arvidsson, la trouve même d'une beauté provocante. L'original suédois donne : « *Hon var så provocerande snygg.* »<sup>10</sup> La dimension provocante de sa beauté disparaît dans la traduction française : « Elle était tellement belle. »<sup>11</sup> Dans l'idéal traditionnel de la beauté féminine occidentale, les cheveux longs et blonds signalent souvent la séduction, et la dichotomie noir-blanc mettant symboliquement le bien du côté de ce qui est clair permet d'associer Maria Wern avec la beauté nordique classique, exportée à travers la littérature, les films et les mannequins. Le fait de préciser que sa beauté gêne au moins un des collègues

8 Dans un travail ultérieur, il serait intéressant de voir si l'image de l'égalité est constante dans les séries ou si elle évolue.

9 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, op. cit., p. 13 et p. 35-36.

10 Anna Jansson, *Stum sitter guden*, op. cit., p. 16.

11 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, op. cit., p. 24.

masculins pose la féminité comme un danger, une tentation, quelque chose qui déränge le travail policier.

Le choix de cette profession place en même temps Maria Wern dans une catégorie de femmes à contre-courant. Deux voix principales dans le roman s'expriment de façon négative à ce propos : dans l'univers professionnel, son chef, Ragnarsson, et dans la sphère familiale, sa belle-mère. Ragnarsson n'hésite pas à faire preuve de condescendance vis-à-vis des femmes en général et envers les femmes policières en particulier. Dès le début du roman, il traite Maria Wern comme un collègue moins valable, capable uniquement de rester au commissariat, de préparer du café et de commander des pizzas<sup>12</sup>. L'association traditionnelle entre la femme et la préparation de la nourriture s'accompagne de remarques désobligeantes de sa part. Pour lui, les femmes sont des êtres diamétralement opposés aux hommes. Il a une vision binaire des sexes : il est persuadé qu'ils ont des natures foncièrement et irrévocablement différentes. Que le genre puisse être perçu comme une construction sociale n'effleure même pas son esprit. Il va jusqu'à mettre la meurtrière Disa Månsson et toutes les femmes sur un pied d'égalité lorsqu'il se demande à propos d'elle : « – Cette femme a-t-elle une seule pensée normale ? Est-ce que les femmes en général ont des pensées normales ? Qui peut comprendre une femme ? »<sup>13</sup> Bien que contredit par certains collègues masculins, Ragnarsson n'est pas seul à considérer les hommes et les femmes comme des entités inconciliables<sup>14</sup>. La séparation opérée entre les sexes se manifeste également chez des policiers qui se prononcent sur la manière de séduire des femmes en préparant un repas, comme si toutes les femmes fonctionnaient de la même façon, formaient un groupe parfaitement homogène. L'inspecteur Ek explique ainsi à l'agent Arvidsson :

– Il ne faut pas offrir du vin blanc et des crevettes aux femmes. Ça dénote un manque d'imagination, tu vois. [...] [U]n repas doit respirer la prévenance, l'audace et la sensualité. [...] Ça doit être quelque chose de léger, peu calorique et surtout qui retienne l'œil.<sup>15</sup>

À partir de ces conseils en matière de séduction culinaire, une image de la femme se dégage : elle exige l'originalité. Elle pense à sa ligne. Elle est esthète. En parallèle, l'homme idéal aux yeux des femmes se dessine en creux : il compose son repas savamment dans le but de plaire à la femme. Pourtant, il n'est guère désintéressé dans l'opération, mais espère en tirer quelque profit. La cuisine est un terrain traditionnellement partagé entre l'homme et la femme de façon à distinguer parmi les grands chefs presque uniquement des hommes, alors que la

12 *Ibid.*, p. 24.

13 *Ibid.*, p. 310.

14 Pour une discussion sur la construction sociale du genre et la séparation entre les sexes, voir Yvonne Hirdman, *Genus – om det stabila föränderliga former*, Malmö, Liber, 2001.

15 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, *op. cit.*, p. 117-118.

plus grande partie du travail consistant à préparer les repas au sein de la famille revient à la femme. Dans *Le Pacte boréal*, la discussion sur la gastronomie comme séduction de la part des hommes signale un partage des tâches relativement nouveau où l'homme suédois idéal, du point de vue des femmes, est celui qui possède des connaissances culinaires.

Dans l'esprit des femmes, la séparation entre les sexes est aussi maintenue. Maria Wern et une de ses amies considèrent le comportement de certains hommes comme une partie intégrante du fait d'être de sexe masculin. En se chargeant de ramener le professeur qui assiste l'équipe de police dans l'enquête, trouvé ivre mort dans un restaurant, Maria Wern et son amie incarnent le rôle maternel traditionnel. Elles insistent sur l'irresponsabilité des hommes, leur incapacité de se prendre en charge<sup>16</sup>. À un autre moment, Maria Wern discute avec un collègue qui a pris sa retraite anticipée pour s'occuper de sa femme souffrant de la maladie d'Alzheimer. Bien que ce personnage lance un défi aux stéréotypes des sexes en choisissant un rôle traditionnellement féminin qui consiste à soigner un être aimé et à renoncer à une carrière professionnelle, son statut de personnage secondaire ne lui permet pas de déstabiliser l'impression générale du roman. Après avoir exposé sa situation difficile, l'homme prie son interlocutrice de l'excuser de lui avoir imposé des détails sur sa vie personnelle. Maria Wern assure au contraire :

– Il y a des gens qui font tout un plat pour un rhume et qui ne cessent de se plaindre de leurs souffrances auprès de leurs proches lorsqu'ils se sont cogné le gros orteil au cours d'un match de football entre collègues, alors pourquoi ne pourrais-tu pas parler de ce que tu éprouves, toi qui as vraiment de quoi te plaindre ?<sup>17</sup>

Dans le texte suédois, le groupe de personnes dont elle parle est clairement défini comme des hommes, « *män* »<sup>18</sup>. La traduction française, en remplaçant « *män* » par « des gens », perd une dimension. Le stéréotype masculin utilisé par Maria Wern est effacé, neutralisé du point de vue du genre. Le résultat est un texte qui n'actualise plus cette image de l'homme comme un être faible et fragile. Représenter ainsi l'homme suédois typique jure certainement avec un idéal machiste traditionnel où l'homme incarne la force, le rationalisme et occupe la place de chef de famille. Celle-ci est devenue désuète. La Suède contemporaine propose un autre stéréotype de l'homme comme un être incompetent, incarné dans *Le Pacte boréal* par le mari de Maria Wern, Krister. Il est incapable de prendre ses responsabilités dans la famille, il se comporte comme un enfant, dépend entièrement des femmes autour de lui : sa mère et sa femme. Karin, l'amie et la confidente de Maria Wern, lui dit même : « – Si j'étais à ta place, je

16 *Ibid.*, p. 174-175.

17 *Ibid.*, p. 155.

18 Anna Jansson, *Stum sitter guden*, *op. cit.*, p. 99.



le quitterais pour un certain temps. Il aurait besoin de vivre seul un moment, histoire d'apprendre à faire les lits. »<sup>19</sup> L'homme idéal, tel que le roman le construit en opposition à travers la relation entre Maria et Krister Wern, ne change pas la voiture de sa femme contre un oiseau empaillé<sup>20</sup> et s'occupe de ses enfants lui-même au lieu de les confier à leur grand-mère<sup>21</sup>.

La situation familiale de Maria Wern s'avère très compliquée et la force à gérer la présence envahissante de sa belle-mère ainsi que l'attitude défaitiste de son mari Krister. La critique constante dirigée vers Maria Wern montre clairement que la belle-mère appartient à une autre génération. La vision de la belle-mère sur le rôle de la femme se résume ainsi :

Une bonne mère élève ses enfants elle-même. Elle ne les confie pas à des étrangers. Une bonne mère fait régner l'ordre dans sa maison ; elle prépare des brioches et de la confiture ; elle s'occupe de son mari. En aucun cas, une bonne mère ne s'engage dans la police, ne boit de la bière et ne se déplace à moto.<sup>22</sup>

La belle-mère n'hésite pas à critiquer ouvertement sa bru : « – Tu ne t'occupes pas de ton foyer, Maria ! J'ai ciré dans la cuisine et dans le séjour, je n'avais jamais vu de sols aussi sales ! [...] Vu leur état, j'ai été OBLIGÉE de cirer tes sols, résonna la voix en colère. »<sup>23</sup> Maria Wern n'atteint jamais le standard exigé pour être acceptée aux yeux de sa belle-mère. Ses protestations, lorsqu'elle lui demande à sa belle-mère pourquoi Krister ne s'occupe pas des enfants, sont accueillies avec incompréhension. Il joue au billard : « – Il travaille si dur ; il a besoin de décompresser un peu de temps en temps, tu peux le comprendre, non ! »<sup>24</sup> L'attitude de la belle-mère ne coïncide pas avec l'avis de la caisse d'assurance maladie, comme l'explique Maria Wern : « Là, on estimait qu'il n'y avait rien d'étrange à ce que le père, alors en congé, s'occupât des enfants quand la mère travaillait. »<sup>25</sup> Jansson montre le décalage entre l'esprit des gens comme la belle-mère et le système suédois qui vise l'égalité, mais sans l'atteindre puisque le comportement et les attitudes des gens ne s'y plient pas toujours. Tout en essayant de faire comprendre à sa belle-mère qu'elle considère son travail aussi important que celui de son mari et que la responsabilité de la famille et du foyer doit être également partagée entre les époux, Maria Wern culpabilise constamment à propos des enfants, se voit comme une mauvaise mère et épouse. Vers la fin du roman, sa fille se fait kidnapper par la meurtrière. Maria Wern donne même volontairement sa fille à la meurtrière, sans le savoir évidemment, cette dernière

19 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, op. cit., p. 172.

20 *Ibid.*, p. 81-82.

21 *Ibid.*, p. 105.

22 *Ibid.*, p. 32.

23 *Ibid.*, p. 41.

24 *Ibid.*, p. 121-122.

25 *Ibid.*, p. 121.

ayant eu recours à la chirurgie esthétique afin d'altérer son apparence physique et se faire passer pour Berit, la voisine de Maria Wern. Les circonstances autour de l'événement contribuent à créer une signification symbolique. À ce moment du récit, Krister Wern a enfin décidé de prendre le parti de sa femme contre sa mère ; il lui fait comprendre à quel point elle a mal agi envers Maria et il trouve une nouvelle maison où habiter avec sa femme et ses enfants. Cela lui permet de vendre la maison qui appartenait à ses parents, dont la belle-mère possède encore la clé et où elle règne toujours, bien qu'elle ait déménagé. Le couple voulant visiter ensemble la nouvelle maison, leur fille étant malade et la belle-mère en état de choc après les déclarations de son fils, ils décident de laisser l'enfant chez la voisine, Berit, qui en fait est la meurtrière Disa Månsson. Symboliquement, Maria Wern est une mère punie pour avoir refusé la maternité traditionnelle et pour avoir poussé son mari à rejeter la féminité préconisée par sa mère. Si elle était restée avec sa fille malade et si elle avait accepté la situation avec sa belle-mère, sa fille n'aurait pas été enlevée. La fin du roman, où la fille est retrouvée vivante, donne pourtant dans un sens raison à Maria Wern, puisque la punition prend fin. Le roman de Jansson participe clairement à représenter la vie quotidienne de la femme suédoise, ce qui selon Bergman introduit une perspective féminine dans le roman policier<sup>26</sup> et va dans le sens d'une plus grande égalité dans le genre, même si les rôles qui lui sont réservés entretiennent des rapports troubles avec la tradition et semblent peu émancipateurs.

### Hiver et Malin Fors

Tout comme Maria Wern, Malin Fors, dans le roman de Kallentoft, divorcée avec une fille de treize ans, est la seule femme dans son équipe. L'exception, dans les deux romans, est la technicienne en charge de trouver les preuves matérielles sur le lieu du crime. Aucune solidarité particulière n'apparaît pourtant entre les personnages féminins, qui semblent moins susceptibles de former des alliances uniquement fondées sur le sexe d'une personne. Comme le constatait déjà Simone de Beauvoir en 1949 dans *Le Deuxième Sexe*, les femmes sont plus solidaires avec les hommes de leur classe qu'avec des femmes des autres classes<sup>27</sup>. Malin Fors n'est pas exposée à la même misogynie que Maria Wern dans son équipe de travail, où on semble juger les collègues moins d'après leur sexe que d'après leur capacité professionnelle. En comparant avec Maria Wern, qui est décrite par le narrateur omniscient et à travers le regard des collègues masculins, l'apparence physique de Malin Fors dans *Hiver* est introduite différemment. En effet, le portrait initial de Malin Fors se fait en décrivant l'image que lui renvoie le miroir de la salle de bains. La description insiste sur la capacité de ce corps à résister aux obstacles<sup>28</sup>.

26 Kerstin Bergman, « Den svenska deckarhistorien », in *Kriminallitteratur*, op. cit., p. 45.

27 Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 1949.

28 Mons Kallentoft, *Hiver*, op. cit., p. 15-16.

Comme Maria Wern, Malin Fors a les cheveux blonds, mais coupés au carré. La plus grande différence entre les deux romans dans la présentation du personnage principal féminin réside dans le fait que Kallentoft décrit la femme en train de se regarder dans la glace, de juger son corps et son visage, insistant sur l'image traditionnelle de la femme préoccupée par son extérieur, portant un regard critique sur les défauts physiques qu'elle remarque. Maria Wern est présentée principalement comme un objet du regard masculin, alors que Malin Fors se place aussi bien comme sujet et objet du regard, incarnant pourtant un regard masculin généralisé, vu l'insistance sur la beauté. Une observation sur la traduction s'impose à propos de *Hiver*. Dans l'original suédois, Malin Fors se regarde dans le miroir et avance ses lèvres comme pour faire une bise. Cette indication est suivie par la précision qu'elle souhaiterait avoir des lèvres plus charnues<sup>29</sup>. La mine esquissée par Malin Fors relève clairement d'un registre traditionnellement féminin de séduction, parfaitement absent de la traduction française : « Malin tire une moue boudeuse, elle aimerait avoir des lèvres plus charnues. »<sup>30</sup> Tandis que dans l'original suédois le geste de Malin s'inscrit dans un contexte de femme séductrice (bien qu'elle trouve que sa bouche ne corresponde pas à l'idéal), la traduction française souligne uniquement le mécontentement de Malin envers ce défaut. La différence est celle entre une féminité tentée et ratée, et une féminité jamais tentée, ratée d'avance.

Sur le plan personnel et familial, aucun personnage aussi stéréotypique que la belle-mère de Maria Wern n'est présenté, bien que la mauvaise conscience de Malin Fors transparaisse en relation avec sa fille que son travail empêche régulièrement de voir. Malin Fors étant divorcée, les tribulations de Maria Wern, qui se demande si elle doit quitter son mari, ne trouvent pas d'équivalent exact chez elle. Cependant, on comprend qu'une des raisons de son divorce est l'incapacité de son ex-mari de placer sa famille avant le travail. Il est intéressant de noter d'ailleurs que le chapitre onze du roman, où Malin, en pensée, s'adresse à sa fille Tove pour lui expliquer comment son amour pour la famille ne suffisait pas à combler le vide instauré lorsque son mari, le père de Tove, décide de partir travailler à Sarajevo, a été enlevé dans la traduction française<sup>31</sup>. La femme suédoise contemporaine, du moins telle qu'elle se présente à travers le personnage de Malin Fors, exige que l'homme soit véritablement orienté vers la famille et n'accepte pas la masculinité traditionnelle où l'homme est autorisé, voire encouragé, à

29 Mons Kallentoft, *Midvinterblod*, op. cit., p. 13.

30 Mons Kallentoft, *Hiver*, op. cit., p. 16.

31 Mons Kallentoft, *Midvinterblod*, op. cit., p. 74-75.

consacrer plus d'attention à son devoir professionnel que familial. Le soutien de famille stable, mais absent, n'est plus de mise, surtout lorsque le métier de la femme est aussi exigeant que celui de l'homme. Dans sa vie privée, Malin Fors a des relations ambiguës avec les hommes. Son ex-mari éveille toujours des sentiments de tendresse, elle lui téléphone la nuit pour se rassurer quand elle est angoissée, elle l'invite à manger en famille<sup>32</sup>. L'attribut féminin traditionnel le plus prononcé chez Malin Fors semble d'ailleurs être ses dons de cuisinière. Malin Fors a également des rapports intimes avec un journaliste qu'elle rencontre à travers le travail. Leur interaction privée se limite à des rendez-vous sexuels secrets. De temps en temps, elle se demande si cela pourrait évoluer et impliquer autre chose que le sexe<sup>33</sup>. En même temps que le stéréotype de la femme incapable d'avoir des relations sexuelles sans être amoureuse est remis en question, Malin Fors semble hésiter sur le chemin à prendre, sur la possibilité de garder ses distances sentimentales vis-à-vis de son amant. Ce sentiment de ne pas oser passer d'une relation sexuelle à quelque chose de plus profond est cependant partagé par l'amant en question<sup>34</sup>. La volonté de soi-disant « normaliser » leur union est donc partagée entre l'homme et la femme. La déviation par rapport à la norme et l'attirance pour la norme sont dépeintes également chez les deux partenaires. La tradition et les normes dominant autant chez les femmes que chez les hommes. Aux yeux des deux, la vie de couple hétérosexuelle et monogame constitue la situation idéale.

On peut se demander si le temps qui sépare la date de publication des deux romans (2000 et 2008) influence le degré d'égalité qu'ils donnent à voir. La société suédoise aurait-elle développé une plus grande égalité entre les sexes ? Ou faut-il prendre en compte le sexe de l'auteur et se demander si Jansson, étant femme, serait plus apte à enregistrer et à problématiser les inégalités que Kallentoft, rien que parce qu'il est un homme ? En fait, Kallentoft semble beaucoup plus intéressé par les inégalités fondées sur la classe sociale ou l'appartenance ethnique que sur le sexe. Une discussion constante est menée sur les divers quartiers de la ville et leurs habitants, appartenant à des couches séparées de la société et ainsi soumis à une pression sociale différente. Cependant, cet aspect du roman de Kallentoft demeure en partie inconnu pour le lecteur de la traduction française. En effet, le deuxième chapitre du roman contient une présentation de la ville de Linköping où l'histoire se déroule. Celle-ci est inscrite en parallèle au trajet parcouru en voiture

---

32 Mons Kallentoft, *Hiver*, *op. cit.*, p. 92.

33 *Ibid.*, p. 458.

34 *Ibid.*, p. 177.

par Malin Fors et son collègue pour se rendre sur le lieu du crime et a été enlevée dans la traduction française. La critique sociale et la réflexion sur l'inégalité de la société suédoise ont été effacées du roman, du moins partiellement. Ainsi, dans la version originale du roman, le quartier de Skäggetorp est caractérisé par une forte présence d'immigrés. Autour de ce passage, une page et demie manque dans la traduction française. Voici les quelques lignes sur le quartier en question :

Les immeubles en brique blanche des cités autour d'un centre désert, dans les HLM habitent ceux qui viennent de très loin. Ceux qui savent comment on se sent lorsque, la nuit, frappent à la porte les gens chargés de vous torturer, ceux qui ont entendu les machettes siffler dans l'air au moment où l'aube réveille la jungle, ceux qui n'ont pas encore fait l'objet d'une fête à l'Office national des immigrants.<sup>35</sup>

Rempli de références à différentes façons dont l'inégalité s'exprime en Suède, l'effacement de ce passage a des conséquences sur l'image du pays transmise au lecteur. Les cités accueillant des réfugiés contribuent à la ségrégation, et le service censé s'occuper des immigrants fête l'expulsion de ceux dont les demandes d'asile sont rejetées. Pourquoi ces phénomènes, discutés dans les médias suédois et bien connus de tous dans le pays, sont-ils exclus de la traduction française ? Afin de concentrer le contenu sur l'intrigue policière ? Ou pour garder intacte une image de la Suède comme un pays où règne l'égalité ? Sans pouvoir avancer des réponses à de telles questions, ni préciser dans quelle mesure ces omissions influencent l'image de l'égalité qui ressort de la lecture du roman, il semble intéressant de noter le décalage.

Le sentiment de faire partie de la société ou d'être en marge de celle-ci, de se sentir mal à l'aise à cause de hiérarchies sociales, est très présent à travers le roman. Ainsi, à propos du chef de la police, Karim Akbar, le roman insiste sur la nécessité pour lui, en tant qu'immigré, d'exceller dans son travail. Un comportement professionnel impeccable doit compenser ses origines non suédoises<sup>36</sup>. Lorsque Malin Fors l'observe en train de parler à l'équipe, elle remarque son accent suédois parfait, fait surprenant vu qu'il est arrivé dans le pays à l'âge de dix ans<sup>37</sup>. Dans la traduction française, la suite des réflexions de Malin Fors sur Karim Akbar est supprimée. Elle pense :

[I] parle comme s'il s'agissait d'une thèse de doctorat qu'il fallait restructurer avant la soutenance. Diligence et zèle. Si on commence du côté moins et veut se retrouver du côté ultraplus on ne doit rien laisser au hasard. Karim a contribué au débat public en écrivant des articles controversés dans les grands quotidiens

35 Mons Kallentoft, *Midvinterblod*, *op. cit.*, p. 22. C'est nous qui traduisons.

36 Mons Kallentoft, *Hiver*, *op. cit.*, p. 23 et 44.

37 *Ibid.*, p. 44.

nationaux suédois *Svenska Dagbladet* et *Dagens Nyheter*. Parfaitement tournés d'après les exigences de l'époque. Ses opinions ont indigné un grand nombre de personnes : qu'il faut imposer des exigences sur les immigrés, que les allocations doivent être liées aux compétences linguistiques en suédois déjà au bout d'un an dans le pays. Que l'exclusion ne peut se transformer en inclusion qu'à travers l'effort. Son visage sur l'écran dans un débat télévisé. Exigez, libérez la force inhérente de l'être humain. Regardez-moi, ça peut arriver. Je suis un exemple vivant.<sup>38</sup>

L'omission de ce paragraphe prive le roman d'un portrait nuancé du seul personnage d'origine ethnique autre que suédoise. L'ouverture vers la diversité telle qu'elle se présente chez Kallentoft s'oppose clairement à une tradition raciste dans le roman policier où les gens désignés comme Autres ne peuvent jouer que le rôle de criminel<sup>39</sup>. En même temps, on peut voir dans le portrait de Karim Akbar une certaine tendance à le ridiculiser<sup>40</sup>.

Pour ce qui est de la classe, Malin Fors ressent un malaise tangible en présence de gens issus des couches supérieures de la société, qui s'explique en partie par le fait que ses parents ont toujours essayé de se montrer plus sophistiqués que leurs origines dans la classe moyenne ne le permettaient. Malin Fors y réfléchit régulièrement, instaurant dans le roman un questionnement continu sur l'importance de la classe. Intégrées ici et là dans le récit, ces réflexions ne sont pourtant pas toujours traduites. Ainsi, dans le chapitre trente-quatre de la version originale du roman, Malin pense à la maison où elle a grandi et à comment elle a compris, plus tard, à quel point sa mère essayait de rendre leur maison plus chic qu'elle ne l'était, mais comment il aurait été facile pour un œil compétent de voir que la qualité des tapis n'était pas si bonne et que tout était une tentative pour paraître plus riches<sup>41</sup>. L'omission de passages comme celui-ci prive le roman traduit d'une dimension importante dans l'original. Les réflexions des personnages sur leur statut social, sur le manque d'égalité dans la société où ils vivent, contribuent à faire du roman de Kallentoft un exemple de la littérature comme une arène où il est possible de débattre des problèmes sociaux, de dépeindre la société, mais aussi de participer à sa construction à travers la production culturelle. Réduit dans sa traduction française à un simple roman policier, *Hiver* n'exprime plus vraiment la conscience critique déployée autour de la question de l'égalité en Suède dans l'original suédois. La capacité du roman policier de dépeindre la société contemporaine et d'en offrir une analyse, souvent soulignée par les critiques<sup>42</sup>, est en quelque sorte restreinte dans la traduction française.

38 Mons Kallentoft, *Midvinterblod*, op. cit., p. 41-42. C'est nous qui traduisons.

39 Kerstin Bergman, « Deckare och samhällskritik », in *Kriminallitteratur*, op. cit., p. 171-172.

40 *Ibid.*, p. 172-173.

41 Mons Kallentoft, *Midvinterblod*, op. cit., p. 196.

42 Kerstin Bergman, « Polisromanen », in *Kriminallitteratur*, op. cit., p. 107.

## LES MEURTRIERS

Du côté des meurtriers, on remarque que Jansson choisit de dépeindre une femme et Kallentoft un homme. Dans les deux romans, les victimes sont sélectionnées pour des raisons personnelles et les actes justifiés par le coupable en faisant référence à une dimension rituelle. Un autre point commun est que le coupable souffre de problèmes mentaux graves, tout en étant capable de cacher ses troubles psychologiques et de tromper, du moins partiellement, la police.

### Le Pacte boréal et *Disa Månsson*

Le meurtre principal du roman de Jansson est commis dans la tradition dite viking par Disa Månsson, dont la folie consiste à vivre selon des règles anciennes, inacceptables dans la société contemporaine. Elle s'est déjà vengée du médecin qui a effectué un avortement forcé lorsqu'elle se trouvait, pendant sa jeunesse, dans un hôpital psychiatrique. Son acte est fondé sur le principe « œil pour œil, dent pour dent ». Cependant, la victime au centre de ce roman est le père de son enfant avorté, tué à cause de son infidélité. La vengeance est motivée par le serment rompu. Sa violence est justifiée dans un univers moral où le guerrier doit protéger son honneur pour aller à la Valhalle, comme les héros tués au combat. C'est un professeur spécialiste de la mythologie nordique et ami de la famille qui explique à la police la logique qui régit ces actes. L'apparence physique de Disa Månsson joue un grand rôle dans le roman, premièrement parce qu'une certaine force est requise pour les meurtres commis, mais aussi parce que c'est grâce à une opération qu'elle arrive si longtemps à tromper la police. Disa Månsson est décrite comme une femme très grande et forte<sup>43</sup>. En outre, son déguisement, qui consiste en de faux seins et une perruque blonde et bouclée qui la fait ressembler à la chanteuse de country Dolly Parton, ajoute une dimension ironique. Disa se moque de cette féminité ostensible. De plus, la combinaison du corps imposant et du costume si exagéré désoriente la police, qui se demande si elle chasse une femme ou un homme déguisé en femme grâce à de faux appâts, « *lösbehag* »<sup>44</sup>. Encore une fois, la traduction française altère le texte, donnant : « un mec aux mœurs douteuses »<sup>45</sup>. Un homme qui met des habits de femme est suspect d'un point de vue moral selon la traduction, dimension tout à fait absente de l'original suédois. Mettre ainsi un jugement de valeur négatif envers les travestis dans la bouche de la police suédoise ajoute un niveau de discrimination qui n'existait pas au départ, menaçant l'égalité en matière de préférences et identités sexuelles.

43 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, op. cit., p. 139.

44 Anna Jansson, *Stum sitter guden*, op. cit., p. 46.

45 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, op. cit., p. 71.

La violence des actes de la meurtrière et la force de son corps lancent un défi à l'image traditionnelle de la femme, qui est celle d'un être doux et faible. Cette violence est aussi mariée avec une certaine intelligence, perceptible dans sa manière de planifier les meurtres. Après celui du médecin responsable de l'avortement, situé dans un temps antérieur au temps du roman, Disa Månsson a mis en scène sa propre mort dans un accident de voiture, y plaçant le corps d'une autre femme, identifiée comme elle grâce à des registres dentaires qu'elle a pu manipuler en travaillant chez un dentiste. Être morte lui fournit évidemment un avantage considérable pour tromper la police. Dans un sens, Disa Månsson subvertit l'image de la femme inférieure à l'homme sur de nombreux plans : elle est plus forte, plus intelligente, plus rusée. Elle réussit à se venger du mauvais traitement subi de la part des hommes, à se libérer de leur pouvoir sur elle, motif présent dans d'autres romans policiers écrits par des femmes<sup>46</sup>. Le seul problème est que son comportement ne respecte pas les lois de la société contemporaine, qui régissent les actes des hommes aussi bien que ceux des femmes, tous les meurtres étant interdits. Selon les normes et les règles qui gouvernent la société, Disa Månsson est folle, puisqu'elle n'accepte pas de quitter le monde mythologique, se croyant une déesse. Son état de santé mentale est expliqué par des difficultés pendant l'enfance et par l'hérédité, sa mère étant décrite comme quelqu'un qui entend des voix et maltraite sa fille, mais aussi par l'adhésion complète à ce monde mythologique dont son père était un grand spécialiste. C'est à la mort subite de ce dernier que le monde de Disa Månsson chavire et que le premier meurtre est commis. Les pensées de Disa Månsson sont dévoilées au lecteur au cours du roman par des passages en focalisation interne où Disa s'exprime<sup>47</sup>. *Le Pacte boréal* s'inscrit ainsi dans la tradition du roman policier où domine une perspective psychologique, fréquente chez les écrivains femmes<sup>48</sup>. Cette perspective psychologique permet d'expliquer non seulement la logique derrière la violence qui l'anime, mais aussi que ses actes prennent leur origine dans son désir de maternité, que sa colère est déclenchée par les obstacles que la société place entre elle et la réalisation de sa volonté. À l'image subversive de la meurtrière forte bien que monstrueuse s'oppose l'idée on ne peut plus traditionnelle que la destinée de la femme est de devenir mère.

### Hiver et Karl Murvall

Le meurtrier du roman de Kallentoft, Karl Murvall, est décrit comme un homme qui a réussi à se défaire d'une histoire familiale pesante et d'une enfance remplie de torture aussi bien mentale que physique, à travers son éducation et sa rupture avec sa famille. Vu de l'extérieur, il est un citoyen intégré. Grâce au témoignage

46 Sara Kärrholm, *op. cit.*, p. 191.

47 Anna Jansson, *Le Pacte boréal*, *op. cit.*, p. 213-216, 244-248, 253-255, 321-323, 333-334.

48 Sara Kärrholm, *op. cit.*, p. 190.



secret d'une psychanalyste, on comprend que Karl Murvall finit malgré tout par avoir des problèmes mentaux très graves<sup>49</sup>. Il est le fils aîné de Rakel Murvall et le résultat d'un viol par un certain Kalle i Kröken, événement qui semble marquer le début de troubles psychologiques chez Rakel Murvall. Karl Murvall s'imagine que l'exclusion dont il a été victime toute sa vie va prendre fin s'il arrive à se purger du mauvais sang qui coule dans ses veines. Il pense y arriver en tuant un demi-frère et une demi-sœur, du côté de son père biologique, qu'il voit comme les liens vivants le rattachant à cette partie noire de son histoire familiale et comme la raison de toutes ses souffrances. De même, dans le cas de Disa Månsson, les effets néfastes d'une enfance marquée par la cruauté des autres enfants et des adultes expliquent le résultat affreux et la cruauté du meurtre. Tout comme Disa Månsson, il arrive à tromper la police, du moins pendant un certain temps. Le roman insiste sur l'ordre qui règne dans son appartement et sur le sourire qu'il arbore lors des visites de la police. Sans recourir à des déguisements comme Disa Månsson, Karl Murvall se crée un alibi parfait grâce à ses compétences techniques et arrive à se cacher même après avoir été gravement blessé lors de la tentative de meurtre contre sa demi-sœur. Là où Disa Månsson s'avère une vraie spécialiste de la mythologie nordique et exécute les meurtres selon le rituel de A à Z, Karl Murvall est dépeint au contraire comme une âme perdue, qui, bien que déterminé, ne semble pas maîtriser la méthode ancienne du sacrifice utilisée dans le meurtre de son demi-frère. Lorsque Malin Fors se rend finalement compte que c'est lui le meurtrier, elle trouve chez lui, pêle-mêle, des livres sur la mythologie nordique, sur la psychanalyse ainsi que la Bible et le Coran. L'objet le plus important pour le comprendre est un journal intime où le changement qui le pousse du côté de la folie est visible et où sa cachette est indiquée sur une carte<sup>50</sup>. Tandis que le comportement de Disa Månsson correspond à des règles précises, respecte les lois anciennes, la conduite de Karl Murvall n'est expliquée que par l'abus dont il a été victime. Il semble être un meurtrier un peu moins sophistiqué que Disa Månsson.

## CONCLUSION

Que dire alors, en fin de compte, de l'égalité en Suède, à partir de la représentation qu'en donnent ces deux romans ? *Le Pacte boréal* d'Anna Jansson met une femme au centre du travail de la police, fait de Maria Wern le personnage focal à travers qui l'enquête prend forme aux yeux du lecteur. Le fait de placer ainsi une femme dans une position de sujet agissant dans les démarches qui permettent d'arrêter le coupable contribue à représenter une perspective féminine, à offrir

<sup>49</sup> Mons Kallentoft, *Hiver*, op. cit., p. 411-412.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 450-451.

l'image d'une femme forte<sup>51</sup>. Introduire des personnages féminins pour jouer ces rôles suggère peut-être ainsi que les contraintes imposées aux femmes dans leur choix professionnel sont moindres que dans le passé. En même temps, le comportement misogyne du chef de Maria Wern contredit cette vision d'une société où tous les rôles sont ouverts à tout le monde, en tout cas dans les mêmes conditions. Pour ce qui est de la vie privée de Maria Wern, la société dans laquelle elle vit semble remplie d'attitudes négatives envers les femmes qui travaillent et refusent d'abandonner une carrière professionnelle pour se vouer entièrement aux occupations traditionnellement associées aux femmes au sein de la famille. La culpabilité dont elle souffre et la punition symbolique qui met sa fille entre les mains de la meurtrière semblent indiquer que la condamnation sociale dans ces cas reste impitoyable. Une interprétation possible serait que le roman fait la critique d'une société inégale où les femmes luttent toujours contre le pouvoir patriarcal, une autre que cette lutte est vouée à l'échec et qu'une femme qui poursuit ce chemin sera punie. Un autre aspect du roman, cette fois-ci exempt d'ambiguïté, permet de dévoiler une attitude problématique pour l'égalité entre les sexes. En effet, la manière dont tous les personnages semblent instaurer une séparation impénétrable entre les hommes et les femmes, leur attribuant toutes sortes de stéréotypes, semble incompatible avec l'égalité entre les sexes. Le déséquilibre entre les hommes et les femmes au sein de la police, et l'absence totale de personnages avec des origines ethniques autres que suédoises ou des orientations sexuelles autres que l'hétérosexualité sont encore des indications qui vont dans le même sens. La société représentée à travers ce roman semble homogène et normative. Bien que certains traits chez la meurtrière Disa Månsson défient les stéréotypes féminins d'une façon intéressante, ce qui pourrait signaler une ouverture vers d'autres rôles pour les femmes, le fait de les attribuer à une femme folle, violente et criminelle ne fait que perpétuer d'autres stéréotypes. En effet, le roman affirme dans un sens que les femmes fortes sont dangereuses, et doivent être arrêtées et enfermées, car incapables de sentir les limites du convenable. En fin de compte, le motif qui anime Disa Månsson, la maternité souhaitée, mais refusée, fait d'elle un personnage féminin tout à fait traditionnel. Monstrueux oui, mais parce qu'elle veut être mère et que ce droit lui a été refusé par la société.

*Hiver* fonctionne de façon similaire en mettant une femme policière au premier plan, mais la situation de Malin Fors semble moins problématique que celle de Maria Wern, aussi bien au travail que dans sa vie privée. Le fait que Malin Fors ne soit pas constamment remise en question en tant que femme dans un monde dominé par les hommes pourrait indiquer un changement d'attitude et une ouverture vers l'égalité entre les sexes dans la société décrite. Une autre interprétation possible serait qu'un auteur homme serait moins apte à saisir les

51 Sara Kärrholm, *op. cit.*, p. 199.

difficultés rencontrées par les femmes dans la société, et que sa représentation serait naïve. La distribution des rôles dans *Hiver*, identique du côté de la police en ce qui concerne le sexe, semble cependant introduire une autre dimension en faisant de Karim Akbar avec ses origines non suédoises le plus jeune chef de police. Kallentoft ne représente pas la même société homogène que Jansson du point de vue de l'ethnicité en créant ce personnage, et ouvre dans un sens les rôles importants aux personnages immigrés. Or, il montre aussi à quel point l'immigré se sent obligé de fournir une prestation hors du commun pour se faire accepter, faisant de la société suédoise un univers finalement peu égalitaire. Dès lors, on peut constater que la société suédoise, telle qu'elle est décrite dans *Le Pacte boréal* et *Hiver*, n'a pas atteint l'égalité. Le genre, la classe et l'ethnicité constituent toujours des points qui influencent le traitement des individus et des groupes. Le pouvoir et le contrôle se situent toujours du côté des hommes blancs des couches dites supérieures de la société, bien que les femmes, les ressortissants des milieux plus modestes ainsi que les immigrés tentent d'en acquérir plus. Une autre remarque à faire est que la traduction peut avoir des conséquences sur la manière dont l'égalité est perçue. La traduction peut changer l'image de l'égalité transmise, quand le sens est modifié. De plus, l'omission de passages entiers dans la traduction peut déformer le sens général de l'œuvre, en effaçant peut-être un discours critique sur l'état de l'égalité en Suède aujourd'hui.

---

# LECTURES

---

**Yves Plasseraud,**  
*L'Europe et ses minorités,*  
 Presses universitaires de Grenoble,  
 2012.

Yves Plasseraud, juriste et spécialiste du droit des minorités, dresse dans son dernier opus, *L'Europe et ses minorités*, un panorama global de la situation des minorités en Europe. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, cette question est plus que jamais d'actualité. Car, contrairement à ce qu'on a pu croire au siècle précédent, l'homogénéisation des États nations et la mondialisation n'ont pas gommé le phénomène minoritaire de la carte du monde. Au contraire, la résistance de certaines minorités, ou leur combat pour une reconnaissance juridique et culturelle, occupe aujourd'hui le devant de la scène en bien des endroits. L'ouvrage retrace tout d'abord l'histoire des diverses sortes de minorités en Europe (minorités autochtones ou ethniques, groupes allochtones, ou immigrés) et de leurs relations vis-à-vis des différents États (à l'est et à l'ouest). Si nous le mentionnons dans *Nordiques*, c'est parce qu'il aborde un aspect méconnu, en France, des sociétés nordiques. Si celles-ci ont longtemps été présentées comme des sociétés remarquablement homogènes, en réalité, elles abritent des minorités autochtones dont la reconnaissance a été assez récente, et des minorités allochtones, c'est-à-dire immigrées. Sont abordés le cas suédois (faisant écho à l'article de Khalid Khayati dans ce numéro), le cas finlandais avec l'histoire du statut des îles Åland, et le cas des Roms finlandais, mais aussi le cas de l'Estonie (où

il existe une petite minorité suédoise). Au-delà de ces cas particuliers, le livre débat des problèmes généraux touchant à la place des minorités au sein des États nations : intégration, multiculturalisme, multilinguisme, perte d'identité nationale... et des réponses pratiquées par les différents États : décentralisation, autonomie comme pour les îles Åland, représentation parlementaire (cas des Féroëns et des Groenlandais au Danemark).

**Par Nathalie Blanc-Noël**

---

**Olivier Truc,**  
*Le Dernier Lapon,*  
 Paris, Métailié (noir), 2012

Inutile d'y aller par quatre chemins : *Le Dernier Lapon* du journaliste Olivier Truc est un très bon roman policier. L'enquête finement menée par deux membres de la « police des rennes » ne ménage pas le suspense. Mais ce livre va au-delà du polar puisque, prenant pour cadre la Laponie (norvégienne, mais aussi finlandaise et suédoise), il nous présente cette région dans un contexte historique allant de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, pour le prologue et le dénouement, à aujourd'hui. L'enquête, qui démarre par le vol d'un tambour de chaman à Kautokeino, puis se poursuit après l'assassinat d'un berger same, permet à l'auteur de nous décrire un monde en marge de l'Europe, qui n'en finit pas de conjuguer les clichés les plus éculés, lesquels attirent des touristes en quête d'une improbable « pureté boréale ».

Les Sami ont longtemps été considérés comme de primitifs éleveurs de rennes. Leur territoire aux ressources minières importantes n'a cessé de susciter les convoitises. Mentionner l'antagonisme entre tradition et modernité à propos des Sami, ne serait-ce pas, une fois de plus, les déposséder de leur propre culture, à savoir, en l'occurrence, cette notion du temps qui ne saurait se calquer sur celle d'un Européen occidental ? Ce roman permet ainsi de s'interroger intelligemment sur la place de la Laponie et de ses habitants (qui ne sont pas tous Sami) dans l'Europe. Le lecteur découvre les multiples enjeux auxquels la population same a dû faire face au fil du temps, et le peu de considération que les « Scandinaves » et autres « hommes blancs » lui ont accordée. Que valent, par ailleurs, les prérogatives actuelles des Sami ? Pas de réponses, évidemment, dans ce roman policier, mais de nombreuses questions. À lire, pour ne pas désespérer de la nuit polaire.

**Par Thierry Maricourt**

## RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Le comité de rédaction de la revue est ouvert à toute proposition d'article à caractère scientifique et portant sur les pays nordiques à l'époque contemporaine. Les articles peuvent aussi bien relever des champs disciplinaires littéraires que des sciences humaines et sociales. Les articles reçus sont soumis à un comité de lecture qui évalue la qualité scientifique des contributions envoyées. Après avis du comité de lecture, la rédaction communique sa réponse dans les plus brefs délais possibles. Par ailleurs, elle est susceptible de demander aux auteurs des modifications ou des précisions.

Les auteurs sont priés de respecter les lignes directrices suivantes quand ils préparent leurs manuscrits :

- Les articles ne doivent pas dépasser 40 000 signes (notes et espaces compris) ;
- Deux résumés, l'un en français, d'une dizaine de lignes maximum et un autre en anglais, de la même importance, doivent être fournis avec le manuscrit, accompagnés de la qualité et des dernières publications de l'auteur ;
- Modèle de référence bibliographique :  
Claude Hagège, *Halte à la mort des langues*, Paris, O. Jacob, 2002.  
Jean-François Battail, « Peut-on parler d'unité du monde nordique ? », *Nordiques*, n° 1, janvier 2013, p. 33-48.

Les auteurs feront parvenir leur article par Internet à l'adresse suivante : [nordiques@agglo-caen.fr](mailto:nordiques@agglo-caen.fr). en format MS Word (.doc ou .rtf). L'envoi d'une contribution implique l'acceptation par l'auteur des conditions de la publication dans la revue et en ligne. Dans l'un et l'autre cas, il n'est pas prévu de verser des droits d'auteur.

Pour plus d'informations, également sur les thèmes à venir, voir <http://revue-nordiques.com/fr/>

# *Nordiques n°26*

## Bon de commande

**Je soussigné(e)**

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code Postal : .....

Commune : .....

**Commande** 1 exemplaire du n° 26 de *Nordiques* soit 19 €  
+ **frais de port** 2,70 € soit un **total de 21,70 €**

à régler par chèque à l'ordre de : *Association Norden*

et à envoyer à : *Nordiques*

**Bibliothèque de Caen** - Place Louis Guillouard,  
14053 Caen cedex

Bon de commande





# Nordiques

## Bulletin d'abonnement

**Je soussigné(e)**

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code Postal : .....

Commune : .....

souscris un abonnement pour un an à partir du numéro 26  
(2 numéros), soit un total de 38 €

souscris un abonnement pour deux ans à partir du numéro 26  
(4 numéros), soit un total de 75 €

à régler par chèque à l'ordre de : *Association Norden*  
et à envoyer à : *Nordiques*

**Bibliothèque de Caen** - Place Louis Guillouard, 14053 Caen cedex

## Nordiques

La revue *Nordiques* est publiée conjointement par l'association Norden et la bibliothèque de Caen.

**La bibliothèque de Caen.** Disposant déjà d'un fonds nordique d'une exceptionnelle importance, comptant de nombreuses publications à son actif et fortement impliquée dans la vie culturelle normande, la bibliothèque de Caen est un acteur incontournable des relations entre la France et les pays du Nord. Aussi, ayant engagé son établissement dans un projet de nouvelle bibliothèque, sa directrice, Noëlla du Plessis, conservateur d'État a-t-elle été amenée à constituer un « Pôle de littérature et culture nordiques en langue française », où la revue *Nordiques* se voit tout naturellement accorder une place de choix.

**L'association Norden** a pour objet de prendre ou favoriser toute initiative propre à développer les relations franco-nordiques notamment dans le domaine culturel.

Président : Éric Eydoux, maître de conférences honoraire à l'université de Caen, ancien conseiller culturel près l'ambassade de France à Oslo, cofondateur de l'Office franco-norvégien de l'université de Caen et du festival *Les Boréales de Normandie*.

Vice-présidente : Annelie Jarl Ireman, maître de conférences à l'université de Caen, rédactrice en chef de *Nordiques*.

Secrétaire : Marc Minkine, professeur retraité, cofondateur du centre de ressources Braille/malvoyants.

Trésorière : Steinunn Le Breton, maître de conférences honoraire à l'université de Caen, consul d'Islande à Caen.

Association Norden, 14, impasse André Chapron, 14000 Caen.

**Publié avec le concours des ambassades  
de Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède  
et du groupe de recherche ERLIS (EA 4254)**

*Nordiques*

*Revue biannuelle*

n° 26 - Automne 2013

ISSN : 1761-7677

ISBN : 978-2-9544654-2-5

Dépôt légal : novembre 2013

Composition : Hervé Chéri

Correction : Solenne Louis

Impression : CAEN REPRO

8, rue Ferdinand-Buisson - Parc Athéna

14280 Saint-Contest

*Les articles signés expriment la seule opinion de l'auteur  
et ne sauraient engager la responsabilité de la revue.*

*Les articles insérés restent la propriété de la revue et toute reproduction ou  
traduction, même partielle, nécessite au préalable l'autorisation de la Direction.*